

## Les circonstances réelles du putsch au Nigéria

LIRE PAGE 3  
L'ARTICLE  
DE LAURENT ZECCHINI



Fondateur : Hubert Bouve-Méry

# Le Monde

Directeur : André Laurens

4 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; États-Unis, 65 c. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1.000 L. ; Liban, 575 F. ; Pays-Bas, 1,300 fl. ; Luxembourg, 25 fr. ; Norvège, 6,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 95 esc. ; Royaume-Uni, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,30 fr. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS  
75437 PARIS CEDEX 09  
Tél. : 43 87 23  
C.C.P. 4387 - 23 PARIS  
Tél. : 248-72-23

## Une chance pour la Corée

Bien des mystères entourent encore la proposition nord-coréenne de convoquer une conférence tripartite sur la recherche d'un règlement en Corée. L'opacité du régime de Pyongyang est telle que nul n'est en mesure de dire comment elle a été conçue, et pour quoi. Simple opération de propagande, destinée à corriger l'image d'« Etat terroriste » qu'avait donnée à la Corée du Nord le carnage de Raigoun ? Mais comment expliquer alors que - d'après les autorités de Séoul elles-mêmes - les Américains aient été informés de l'initiative nord-coréenne vingt-quatre heures avant l'attentat ?

Le moins qu'on puisse dire en tout cas est que l'opération de commando lancée en octobre dans la capitale birmane contre une délégation du régime sud-coréen - alors qualifié de « fan-tôche » - et l'offre de négociations auxquelles participeraient les « autorités de Séoul » relèvent d'approches radicalement opposées. Faut-il être la nomination récente à Pyongyang d'un nouveau ministre des affaires étrangères, M. Kim Yong-Nam, l'une des personnalités du régime les plus ouvertes au monde extérieur, et qui avait été en 1981 l'invité des socialistes français à leur congrès de Valence, était-elle destinée à en donner le signal.

Seconde constatation : toutes les puissances concernées directement ou non par la situation en Corée ont pris très au sérieux la proposition du maréchal Kim Il-Sung. Pékin, dont le rôle d'intermédiaire actif paraît établi, ne pouvait faire moins. Le président Reagan, apparemment très averti, a aussitôt saisi l'occasion d'offrir l'exemple d'une coopération sino-américaine en faveur de la paix. Le Japon exprime sa satisfaction. A Moscou même, on s'abstient de tout commentaire négatif. Qui, après tout, n'a pas hésité à dénoncer les risques d'explosion mal contrôlée dans ce coin du monde ?

La ballade est donc, comme on l'a sans doute vu à Pyongyang, dans le camp de Séoul, qui a montré peu d'enthousiasme de prime abord pour l'ouverture de négociations avec le voisin communiste - et présumé subversif - du Nord. Mais l'opinion publique sud-coréenne ne permettrait pas au président Chun de se retrancher dans une attitude purement négative. Ni sans doute, d'ailleurs, ses alliés américains. En même temps, l'ouverture d'une négociation comporte des dangers - démolition morale, déstabilisation intérieure éventuelle - qu'une partie du monde politique sud-coréen (dont l'armée est une part éminente) va certainement hésiter à prendre.

Sans doute, pourtant, une chance s'offre-t-elle maintenant. Non pas d'aboutir à une réunification de la nation coréenne qui, pour longtemps encore, risque de demeurer un mythe. Mais peut-être de créer une situation nouvelle dans laquelle les deux Corées cesseraient de se faire face comme « deux camps ennemis » pour affronter l'héritage d'une guerre fratricide qui divise actuellement encore non seulement le pays mais d'innombrables familles. Les deux Allemandes, à leur manière, ont montré ce qu'il était possible de faire dans cette direction - dans le contexte fluctuant des hauts et des bas de la détente et de la tension internationale.

L'expérience de la négociation - à trois, à quatre, ou encore élargie, comme on y songe à Séoul et à Tokyo - ne saurait être un vain exercice après des années d'immobilisme et de dangereuse confrontation. Quelques pays, dont la France, ont souhaité contribuer à une « normalisation » des relations entre les deux Corées. La rigueur intrinsèque du Nord y faisait jusqu'ici obstacle. C'est ce qui vient aujourd'hui de chan-

## Echec de la tentative de réconciliation au Tchad

Un retrait du contingent français paraît actuellement impossible

« Il est extrêmement dommage que la délégation gouvernementale de N'Djamena ait été privée de toute chance de succès des mois d'efforts incessants pour aboutir à une réconciliation nationale du peuple tchadien », a déclaré le vendredi 13 janvier le chef de l'Etat éthiopien et président en exercice de l'O.U.A., le colonel Mengistu, en constatant l'échec de la « table ronde » entre Tchadiens qui aurait dû s'ouvrir lundi dernier à Addis-Abeba.

L'absence du président Hissène Habré, dont la présence aurait pu contribuer grandement au succès de cette réunion a été extrêmement regrettée, a poursuivi le président Mengistu, qui dit ne pouvoir que « constater le refus du gouvernement du Tchad de renoncer son opposition à la paix ».

Pour le président éthiopien, les choses sont claires : seul le gouvernement tchadien porte la responsabilité d'un échec qui va être lourd de conséquences pour le règlement de la question tchadienne.

Cet échec était cependant prévisible dès lors que l'O.U.A. semblait revenir sur l'acquis de la conférence de Vittal en octobre, à savoir que le gouvernement du président Hissène Habré négocierait en qualité de gouvernement légal traitant avec son opposant. Lorsque la délégation de l'O.U.A. était venue à N'Djamena s'entretenir de l'organisation de la réunion d'Addis-Abeba avec le gouvernement tchadien, c'est sur ces bases que l'accord avait été conclu et que le président Hissène Habré avait donné son aval à la tenue de la « table ronde ».

Durant tout le mois de novembre, de nombreux contacts pris à Paris entre des responsables tchadiens et des membres de l'opposition laissaient prévoir la possibilité d'une réunion préparatoire permettant de

déblayer le terrain. Or il semble bien que la visite, début décembre, à Addis-Abeba, du « numéro deux » libyen, le commandant Jalloud, ait fait s'écrouler ces espoirs.

En effet, après ce voyage, l'attitude des opposants a totalement changé et il n'était plus question de tenir quelque réunion préparatoire que ce fût.

FRANÇOISE CHIPAUX.  
(Lire la suite page 3.)

## Relance des négociations sur l'école privée

Les textes proposés par M. Savary prévoient un nouveau cadre juridique et des conditions de financement plus précises

Depuis deux ans qu'il consulte, discute, propose, c'est la première fois que M. Savary soumet à ses partenaires des projets aussi concrets sur l'avenir des rapports de l'Etat et de l'enseignement public avec l'enseignement privé. Les quatre textes qu'il leur a adressés le 12 janvier, conformément aux orientations annoncées au conseil des ministres du 21 décembre, visent d'abord à modifier, en les harmonisant avec

celles de l'enseignement public, les modalités de financement des établissements privés sous contrat avec l'Etat.

D'autre part, deux nouveautés sont introduites : la création de l'établissement d'intérêt public (E.I.P.), entité juridique qui associe étroitement l'enseignement privé au service public, et la possibilité pour les enseignants volontaires du privé de devenir fonctionnaires.

Les différents partenaires du ministre de l'Education nationale - élus locaux compris - sont invités à participer dans leur domaine particulier à des négociations bilatérales : elles dureront six semaines. Les textes qui leur ont été adressés à cette fin peuvent être modifiés.

La question est de savoir si les principaux représentants de l'enseignement privé et public - quelques-uns crispés sur ce débat passionnel - accepteront cette base de discussion ou, au contraire, s'ils prendront le risque de déclencher les hostilités.

Les laïques se réjouiront probablement de voir que l'enseignement privé ne disposera plus de l'argent de l'Etat « à guichets ouverts ». En contrepartie, les responsables de l'enseignement catholique seront soulagés d'apprendre que, pour la première fois, toutes les dépenses de fonctionnement de leurs établissements seront assurées, mettant ainsi fin à d'interminables litiges avec des municipalités.

Au-delà de la « cuisine » budgétaire, les usagers du système éducatif public et privé, trop souvent oubliés dans les querelles partiales, seront surtout sensibles aux garanties énumérées en disposition liminaire à l'un des principaux textes. L'Etat, est-il affirmé, assure à tous et « sur tout le territoire (...), dans le respect des consciences, la possibilité de recevoir un enseignement conforme à leurs souhaits et à leurs aptitudes ».

D'autre part, « il respecte la liberté d'enseignement ». Là où n'existe pas d'établissement public - c'est le cas par exemple dans plusieurs communes de l'Ouest - l'Etat pourra en créer et imposer leur fonctionnement aux collectivités territoriales. A l'inverse, il prendra à sa charge, sous des conditions financières identiques à celles de l'enseignement public, tout établissement né de l'initiative privée, respectant les principes de la Constitution.

Enfin, l'Etat « garantit à tous l'égalité devant l'éducation ». Les autres textes, l'enseignement est gratuit. Cette disposition qui figurait déjà dans la loi Debré pour avoir des conséquences sur les tarifs pratiqués par les écoles privées si elle est appliquée...

Les mesures les plus coûteuses ne devraient pas être les plus discutées. En revanche, celles qui ne coûtent rien déclencheront le plus de passions. L'établissement d'intérêt public (E.I.P.), nouveau cadre juridique qui se substituerait aux contrats créés il y a près de vingt-cinq ans par la loi Debré, avait été la cause du rejet des premières propositions ministérielles en décembre 1982.

Aujourd'hui, alors que son contenu est précis, sera-t-il davantage accepté par l'enseignement catholique ?

CATHERINE ARDITTI.

(Lire la suite page 10.)

### LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Mme Veil fait plier l'U.D.F.

Lire page 9 l'article de CHRISTINE FAUVET-MYCIA

### L'ÉQUIPEMENT DES HOPITAUX FRANÇAIS

M. Bérégovoy annonce l'installation de cent nouveaux scanographe d'ici à 1985

Lire page 11 l'article de JEAN-YVES NAU

### LE CONTRÔLE DES POLITIQUES PUBLIQUES

## Qui gardera les gardiens ?

par PIERRE DROUIN

On n'a pas fini de taper sur la grosse caisse des « avions renifleurs ». M. Giscard d'Estaing vient de frapper à nouveau. Au-delà des péripéties politiques, le public, qui compte les coups, a de plus en plus envie de... compter ses sous. A l'heure de l'austérité, tout ce qui ressemble à un gaspillage de fonds publics, à de l'ostentation présidentielle ou gouvernementale, à des dérivations de flux budgétaires vers des projets mal assurés, prend aujourd'hui un relief nouveau. De la Ville de Paris à M. de Villegas, le parcours est jalonné de ces gouffres à « phynances », comme écrivait Jarry. Comment éviter qu'ils ne se propagent ? Comment contrôler les politiques publiques, ou, mieux, évaluer les décisions pour éviter de fâcheuses déperditions de milliards ?

Le ministère de l'économie, des finances et du budget a organisé récemment un colloque sur ce thème (1) où l'on a pu constater le chemin qui reste à parcourir depuis que la R.C.B. (rationalisation des choix budgétaires) a été introduite en France, il y a quelque quinze ans, à l'image des techniques américaines du Planning, Programming, Budgeting System (P.P.B.S.).

Pour le contrôle a posteriori de l'efficacité de la gestion des entreprises publiques, la Cour des Comptes est là, et l'on connaît son fameux rapport annuel. Elle manque hélas de moyens, aujourd'hui

plus encore qu'hier, puisque le champ des nationalisations s'est agrandi. Mais de toute façon - même lorsqu'un premier ministre lui demande une enquête très particulière - elle ne peut juger que lorsque le mal est fait, lorsque des dépenses indues ont été engagées. Et la sanction de l'opinion ne paraît pas avoir un énorme effet de dissuasion.

De même, comme le reconnaissent MM. Jean-Louis Quermonne et Luc Roubaud dans leur communication, « l'organe de contrôle par excellence que constitue le Parlement s'est vu globalement dessaisi. (...) La présidentialisation du régime, qui n'a pas connu en vingt-cinq ans de régression, a eu tendance à monopoliser, au profit du gouvernement et de l'administration, l'exercice du pouvoir d'initiative et du pouvoir de contrôle, voire en certains domaines de la cumuler. »

Quand le gaspillage prend le visage de la technologie et du pro-

grès, il est particulièrement redoutable, et il est devenu de plus en plus nécessaire de savoir qui fait quoi, pour qui et pour quoi, qui, en somme, gardera les gardiens de l'administration ? Ceux-ci se substituent trop en effet aux forces politiques traditionnelles et jouent souvent les intermédiaires sur le marché des corporatismes et des clientèles.

(Lire la suite page 2.)

### M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING

invité du « Grand Jury R.T.L.-le Monde »

M. Valéry Giscard d'Estaing sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury R.T.L.-le Monde », dimanche 15 janvier de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien président de la République répondra aux questions d'André Passeron et de Paul Fabra de Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Gilles Leclerc, de R.T.L., le débat étant dirigé par Alexandre Beland.

### LA NOUVELLE SALLE ZÉNITH A LA VILLETTE

## Les étoiles sous la toile

Le président de la République, M. François Mitterrand, et le ministre délégué à la culture, M. Jack Lang, ont inauguré le jeudi 12 janvier, au parc de La Villette, le Zénith, nouvelle salle qui offrira quelque six mille places au public du rock et de la chanson. Renaud y donnera les premières représentations, du 17 janvier au 5 février.

C'est le premier des « grands travaux » du gouvernement actuel à être achevé, et si le hasard bienveillant a voulu symboliquement que cette première réalisation soit destinée à la jeunesse, l'efficacité des hommes et des techniques en fait une splendide réussite.

À moins que l'on ne découvre à l'usage ses inconvénients, ce qui paraît improbable. Improbable parce que le Zénith n'est « presque rien » : un zéphyr architectural, une simple structure recouverte de toile tendue, qui contient 5 700 places et supporte ce qu'il faut de machines et de fils électriques pour cracher tous les

décibels souhaitables et faire se télescoper tous les phétons désirés.

Le public de l'inauguration qui, outre les prototypes services de sécurité dissimulés un peu partout, comportait tout ce que la chanson, le rock et le show-business français comptent eux-mêmes de locomotives (il ne manquait guère que Monty, de tendons et de wagons de queue, ce public, d'ailleurs très limité, pour ne pas effrayer les hommes de la sécurité, était vraiment content. Et comme c'était une fête, il a eu une manière de spectacle.

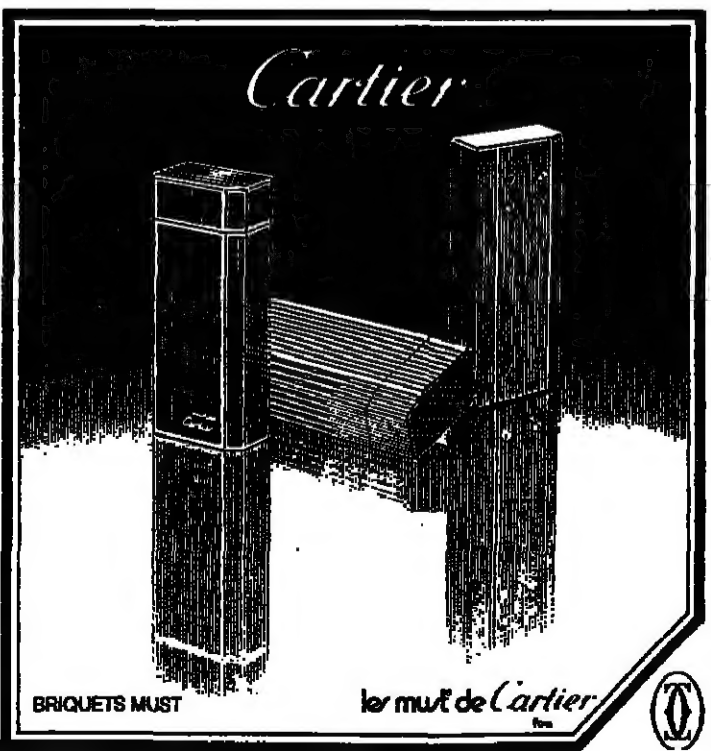
Zéro de conduite, Charles Trenet et Jacques Higelin - tous les âges de la création - étaient les éléments de ce spectacle qui avait lieu, haut perché dans les gradins de la salle, tandis que le public occupait le devant de la scène. Zéro de conduite, vraisemblablement le plus jeune groupe rock du pays, puisque ses rockers à tignasse rockers et à tenue rockers n'ont guère plus de douze ans,

chantait d'une voix haut placée l'arnaud. L'écouter, le président de la République qui avait pour la circonstance tamponné son célèbre immobilisme d'un certain nonchaloir, opinait de la tête. Car l'image de M. Mitterrand était amplifiée par la vidéo sur un très grand écran.

Charles Trenet, puis Trenet en duo avec Higelin, puis Jacques Higelin seul ont à leur tour testé l'acoustique de la salle avec quelques-uns de leurs meilleurs succès. Trenet, qui s'était perdu et avait mis près d'une heure pour trouver le Zénith, - assez mal indiqué, il faut dire - a montré qu'il ne perdait ni sa voix ni la mémoire, ce qui est de bon augure pour la chanson française. Higelin en revanche avait perdu les siennes, le voir en particulier, qui paraissait étreint plus que de coutume par un gergisme à l'acide sulfurique, un séjour dans l'Antarctique et une féroce concession au robot-mariage.

FREDERIC EDELMANN.

(Lire la suite page 21.)



مكتبة الأمل



Le Monde

# idées

## Qui gardera les gardiens ?

(Suite de la première page.)  
La dissociation de l'expertise et du contrôle, le culte du secret (malgré la loi du 17 juillet 1978 sur la liberté d'accès aux documents administratifs), la politisation des hauts fonctionnaires et la fonctionnarisation du personnel politique font qu'aujourd'hui le citoyen ne s'y retrouve plus dans le maquis des décisions. Comme l'écrivait Lucien Sfez : « Les bâtisseurs des nouvelles lignes Maginot restent anonymes ».

Marquons toutefois d'une pierre blanche la création par la loi du 8 juillet 1983 de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques. Cet office, rappelle-t-on, est un organe permanent, commun aux deux Assemblées du Parlement et indépendant du pouvoir exécutif. Reste à définir ses méthodes de travail. Au moment où les innovations explosent en tous sens, où la concurrence internationale nous oblige à monter trop sou-

vent dans un train en marche, l'appréciation des effets peut-être irréversible de ces choix est indispensable, comme l'existence d'un tableau complet des différentes options possibles. Cet office est le seul exemple de contrôle politique institutionnalisé auprès du Parlement français assorti d'une expertise effective. Jusqu'à présent, on disposait soit de l'un, soit de l'autre, mais pas des deux.

Comme exemple du premier cas, M. Jean-Pierre Nioche (2) cite la loi sur l'interruption volontaire de grossesse. « Pour la première fois, semble-t-il, dans l'histoire législative française, une loi a été votée et promulguée à l'essai et adoptée à nouveau, après amendement, au bout des cinq ans prévus. Mais les "évaluations" qui ont nourri la seconde délibération du Parlement ont moins résulté d'un rapport d'expertise méthodologique que

d'appréciations « plus ou moins passionnelles ».

Au titre de la seconde hypothèse — celle de l'expertise dépourvue de sanctions politiques — on peut citer l'institution de la commission du bilan présidée par M. François Bloch-Lainé. Ce dernier n'a pas voulu jouer le rôle d'un procureur et s'est efforcé de présenter une étude aussi objective que possible. Mais le débat est resté circonscrit dans le cadre du pouvoir qui l'avait commandité : le pouvoir exécutif. L'expertise n'a donné lieu à aucun contrôle politique émanant du Parlement ou même des partis.

Une évaluation plus poussée des politiques industrielles n'est pas seulement nécessaire pour les technologies nouvelles. Certaines actions menées sans qu'une réflexion préalable approfondie ait été conduite peuvent mener à des effets secondaires imprévus, voire pervers. M.-F. Jenny, dans une importante communication au colloque que nous avons évoqué, a souligné cet intéressant aspect des choses.

LU

« LES INSPECTIONS GÉNÉRALES MINISTÉRIELLES », de PIERRE MILLOZ

### Un contrôle en déclin

L'ADMINISTRATION française est une machine lourde et complexe qui, dit-on, marche toute seule. Mais marche-t-elle bien ? Afin de s'assurer du bon fonctionnement des services et de permettre aux ministres de remédier aux dérives, l'administration a toujours été soumise à des contrôles organiques, dont on peut même trouver l'origine sous Philippe le Bel. Aujourd'hui, où la fonction administrative s'est largement développée, on ne recense pas moins de vingt-deux corps ministériels d'inspection générale, qui comprennent, en 1979, quelque sept cent cinquante fonctionnaires.

Dans un ouvrage exhaustif, un de ces hauts fonctionnaires, M. Pierre Milloz, a procédé à son tour à une inspection des inspecteurs. On découvre ainsi comment se pratique une « descente » par une « brigade », mais on apprend aussi que bien peu d'inspecteurs inspectent réellement. Par exemple, sur les deux cent dix-huit membres de la prestigieuse inspection générale des finances, soixante-huit seulement, à peine 32 %, sont effectivement en poste dans le service. Les autres sont détachés dans des fonctions plus politiques ou plus rémunératrices.

Tous les « profils de carrière » ne sont cependant pas identiques selon les corps. Mais un autre intérêt de l'étude de M. Milloz est de montrer que la fonction de contrôle de l'administration par elle-même est en déclin. L'inspection systématique et méthodique qui a été la raison d'être de ces services n'est plus aujourd'hui pratiquée. Les membres des inspections préfèrent se lancer dans des études, des enquêtes, toujours longues et minutieuses, et la plupart du temps

sans conclusion. Les ministres eux-mêmes confient fréquemment à leurs inspections des tâches de conception, de coordination, voire d'exécution, qui ne sont pas de leur vocation.

Parmi les raisons du déclin de la notion d'inspection, M. Milloz avance une explication psychologique en écrivant : « Toute institution incarnant la règle sociale est ressentie obscurément comme un substitut illégitime d'une autorité paternelle, elle-même illégitime, parce que génératrice de dépendances, donc infantilisante. » L'auteur semble donc dénoncer l'affaiblissement de la fonction de commandement et il formule quelques critiques pertinentes sur la détérioration lente de la fonction publique, faite notamment de son déclin pour le détail, de son mépris du concret, de son indifférence aux administrés et de son horreur de l'efficacité, de la productivité, de la rapidité, de la rentabilité.

L'ouvrage de M. Milloz trouve un intérêt supplémentaire avec la mise en cause actuelle de la Cour des comptes. Cet organisme, qui est une « juridiction » administrative et non une « inspection », a cependant profité de la place laissée progressivement vacante par les inspections générales pour pratiquer de plus en plus un contrôle méthodique de l'administration.

En proposant de revaloriser la fonction d'inspection, de la réformer et de l'adapter, M. Milloz arrive à une réflexion générale sur la fonction publique, l'Etat et les relations sociales.

ANDRÉ PASSERON.

\* Les Inspections générales ministérielles dans l'administration française, préface de François Goguel, Economica, 720 pages, 220 francs.

### Les effets pervers

Un exemple : au milieu des années 60, la France, persuadée que l'augmentation de la taille des entreprises était un gage d'efficacité, a offert une prime à celles d'entre elles qui s'engageaient dans des opérations de concentration (sous forme de possibilité de réévaluation des actifs absorbés). Le dispositif adopté ne prenait pas en compte le fait tout simple que l'augmentation de la taille des entreprises dans un secteur économique donné s'accompagne nécessairement d'une diminution de leur nombre et leur permet plus facilement de s'entendre pour exercer un pouvoir de domination sur le marché. Ainsi, « même si techniquement une concentration des moyens de production conduit à une diminution des coûts unitaires de production (ce qui n'est d'ailleurs pas toujours le cas), elle peut, par le biais de la modification de la stratégie des firmes, avoir pour conséquence une augmentation des prix des biens offerts ». La loi de 1977 sur les ententes illicites avait bien pour but de remédier à ces effets tardivement reconnus, mais elle n'a que très faiblement été utilisée.

Autre exemple : une évaluation du coût pour la collectivité de la convention de 1975 entre CII-Honeywell Bull et l'Etat n'aurait pas dû se limiter au montant de la subvention versée. Il aurait fallu aussi tenir compte de bien d'autres coûts : celui de la pression de l'Etat sur les entreprises nationales pour qu'elles achètent en priorité ce matériel pas forcément le plus performant ou le plus adapté, et en tout cas plus cher que celui de la concurrence. M.-F. Jenny estime que cette « subvention implicite » a été de 200 millions de francs pour les quatre années de la convention. Ce n'est pas la question de la légitimité qui est ainsi posée. Après tout, de telles dépenses peuvent être engagées pour lancer la grande information française. Mais il est en tout cas certain qu'une part substantielle de la dépense globale a été décidée en dehors du contrôle effectif du Parlement.

Elargissons le débat. Personne ne peut émettre le principe de la reconquête du marché intérieur. Mais la limitation artificielle des importations peut avoir des effets peu conformes au but poursuivi. Une preuve très claire en a été donnée par les Etats-Unis dès les années 50. Pour défendre les producteurs nationaux de télévision, ils ont imposé des quotas à l'importation. Cette décision a incité les producteurs japonais à installer des unités de production et de montage sur le territoire américain. Plus efficaces, ces filiales ont peu à peu acquis la maîtrise du marché.

Un long chemin reste à parcourir avant de faire pénétrer dans les esprits de l'administration l'importance de l'évaluation des politiques publiques. Tout se passe comme si tout programme décidé par l'autorité légitime se trouvait par nature en service effectif de l'intérêt général (2). Or qui nous assure que les résultats seront conformes aux intentions ? C'est toujours la même histoire, qui nous coûte si cher dans tant de domaines : un statut particulièrement fort est donné aux tâches de conception par rapport aux fonctions opérationnelles. On minimise tout ce qui se passe après la décision. Etrange ! Un peuple si fier de son pouvoir a-t-il donc la prétention du pouvoir à l'infirmité.

PIERRE DROUIN.

(2) « De l'évaluation à l'analyse des politiques publiques », Revue française de science politique, février 1982.

## LETTRES AU Monde

### Renifler la supercherie

On s'est posé la question à propos des « avions renifleurs » : comment des ingénieurs de haut niveau et des hommes politiques par ailleurs intelligents peuvent-ils faire preuve d'une telle naïveté ? Regardons autour de nous. Les médias sont envahis par les horoscopes, les prédictions des astrologues ; à chaque disparition ou presque est fait mention de la contribution des radiesthésistes. Ces derniers ont réuni récemment à Grenoble un colloque de huit cents personnes, autant que la Société française de physique pour son congrès triennal. La télévision nous présente (combien cela coûte-t-il ?) des émissions consacrées à la télépathie, à la télékinésie. Si on peut lire à travers les briques, ou tordre un morceau de métal par la seule vertu de son esprit, pourquoi ne pourrait-on « renifler » un gisement de pétrole de quelques centaines de millions de tonnes ?

Bien peu est fait à l'école (pas plus publique que privée) pour armer les jeunes esprits contre ce charlatanisme et développer leur humanisme scientifique, et bien inactuelles paraissent, à côté, les querelles idéologiques sur l'enseignement, car actuellement dans notre pays — c'est mon avis — l'irrationalisme est devenu une menace beaucoup plus préoccupante que les religions.

L'affaire des « avions renifleurs » est tout à fait révélatrice, mais le mal est très répandu, et on ne s'en tirera pas par des récriminations.

BERNARD DREYFUS  
physicien,  
membre de l'Union rationaliste  
(Grenoble).

### Haïte au corporatisme !

Au train où nous allons, le temps n'est pas loin où il ne sera plus possible en France de dénoncer — et encore moins de sanctionner — un imprudent, un fraudeur, un indigne ou un violent sans que la profession à laquelle il appartient se considère comme tout entière attaquée et se mobilise pour venger son honneur !

Deux ou trois dirigeants d'une entreprise nationale sont, semble-t-il, tombés à la faveur du secret dont ils s'étaient entourés dans un panneau tendu par des personnages douteux. Leur demande-t-on de s'expliquer sur les appréciations portées sur leurs actes par le rapporteur de la Cour des comptes ? Non, le monde politique et les cadres C.G.C. de l'entreprise se plaignent du discrédit jeté sur le personnel et l'entreprise comme si les uns avaient été mis en cause et comme si les réalisations de l'autre n'étaient pas capables de compenser l'erreur — si erreur il y a eu — de deux ou trois hommes !

Le seul inconvénient de ce bel esprit de corps est que, si, au nom du prestige corporatif, les responsabilités individuelles ne doivent jamais être dénoncées ou sanctionnées, il n'y a plus d'Etat ni de société civile possible !

PIERRE MARFAIT,  
(Paris).

### L'injustice d'une campagne

Je suis cadre dans le groupe ELF-Aquitaine. J'ai vécu le prodigieux développement de cette société depuis 1957. Quelle fantastique aventure ! Les jeunes et moins jeunes se bousculent pour y entrer en évitant dans leurs lettres « son renom international... son dynamisme... ». Les réalisations passées et présentes ont fait de notre société une des premières sur le plan international, et beaucoup d'entre nous sont fiers d'appartenir à ce groupe connu dans le monde entier par des réalisations qui nous ont placés ou nous placent les premiers dans de nombreux domaines des techniques les plus avancées.

Depuis le temps, je connais ou ai connu beaucoup des hommes qui nous dirigent, hommes dont la valeur est reconnue non seulement par leurs collaborateurs, mais par les experts. Inutile de parler de Lacq, de Norvège, d'Afrique noire, de Canada... les résultats obtenus suffisent, et l'influence d'ELF y est souvent prépondérante.

Aussi, solidaire comme beaucoup de mes collègues de cette grande société, je déplore profondément l'injustice de la campagne menée contre nos dirigeants mais qui touche la société tout entière et qui ne manquera pas de ternir notre image tant en France qu'à l'étranger.

P.G.C.  
(Arzac,  
Pyrénées-Atlantiques).

### A méditer par Yves Montand

Il est sympathique, Yves Montand, et « je l'aime tendrement » comme il dit lui-même. Sachons-lui gré de s'être défini, avec sincérité et fougue, comme capitaliste libéral, un peu réagarien sur les bords. Il a donc choisi son camp : c'est celui des nantis, des possédants, du fric. C'est parfaitement son droit. Faut-il le jeu de la droite, comme on le lui reproche ? Mais non, il fait son propre jeu, tout simplement.

Devant un anticommunisme aussi passionné, lui, le chanteur de la tolérance, je lui demanderais bien de méditer cette si jolie formule : « La tolérance, c'est de chercher à comprendre l'intolérance ».

ROBERT CHAMBALLON  
(Poitiers).

### Le colonialisme du Paris-Dakar

Paris-Dakar, c'est le sang-géné, l'égoïsme et l'impérialisme, sous couvert d'exploit sportif.

En fait-il de la suffisance et de l'égoïsme pour oser traverser ainsi sans vergogne des pays qui ne sont pas les nôtres. Imaginerait-on un instant cette horde pétaradante à travers la France durant un mois sans levées de boucliers ; pourquoi et de quel droit faire chez les autres ce qu'on ne voudrait pas chez nous ?

Parce que ce leur rapporte de l'argent, diront les réalistes hypocrites.

Ne faudrait-il pas voir plutôt un mépris total pour les populations locales et leur environnement ? Ne faudrait-il pas voir une indifférence royale de ces nantis pour les autres ?

GILLES COUSIN  
(Grenoble).

### Des combattants non des terroristes

Dans le Monde du mardi 27 décembre 1983, vous avez publié une lettre de M. Paul Giniwski sous le titre « Terroristes ou combattants ? », qui m'a profondément blessé.

M. Giniwski réproche la contribution française à l'opération d'évacuation des Palestiniens hors de Tripoli. Il en nie la nature humanitaire et y voit un acte de complicité d'assassinat ou, au mieux, peut-on dire, un acte de cobelligérance dirigé à la fois contre Israël et la Syrie. Face à de telles assertions, je voudrais rappeler quelques données essentielles à tous ceux qui pensent de la sorte :

1) Les quatre mille Palestiniens évacués, membres de l'O.L.P., fidèles à sa direction démocratiquement élue, sont appuyés par la grande majorité de l'opinion publique palestinienne (Cisjordanie, Gaza et « diaspora ») qui a bien vu en eux une quelconque sorte d'armée palestinienne ; il s'agit de combattants qui, il est vrai, n'ont pas la chance d'avoir encore une patrie reconnue. Pour moi, cela ne leur retire pas leur respectabilité ; cela la renforce !

2) L'adversaire dominant très largement par la force militaire, un défaut d'initiative pour une évacuation eût conduit au massacre et à la liquidation de la direction démocratique de l'O.L.P.

M. Giniwski eût-il souhaité un Katyn palestinien ?

DOMINIQUE BRÉGOULX  
(Montreuil).

### Trois petits fuyeurs

Trois petits fuyeurs de douze ans traînent dans les rues de Paris par une nuit froide. La veille, à la télévision, Jean-Pierre Rosenzweig avait expliqué (il est membre du cabinet de M<sup>me</sup> Georgina Dufon, secrétaire d'Etat à la famille) que les centres pour enfants avaient en général un « personnel de qualité ». Ces trois enfants sont battus à coups de ceinturon. Ils savent, eux qui vivent la réalité, que c'est à peu près partout pareil. Ils cherchent simplement à vivre leur fugue. Ils savent d'avance que s'ils s'adressent à une organisation d'entraide aux jeunes on va les forcer à un assistant. Ils demandent simplement qu'on leur donne un peu de chaud, un peu à manger. Ils refusent une autre aide. En les regardant, nous pensons que leur air misérable aurait remué les plus sages. Nous leur donnons quelques heures au chaud et des sandwiches. Sans rien leur demander d'autre, il aurait été scandaleux de leur imposer une aide dont ils ne voulaient pas.

Au petit matin, ils sont repartis dans leur fugue. Ils savent depuis qu'il existe des adultes capables de donner sans rien attendre en échange et de ne pas juger l'acte qu'ils ont commis. Dans une société où tout le monde veut assumer tout le

monde, ce n'est pas une petite leçon. Le plus frêle d'entre eux en repartant sifflote l'Auvergnat de Brascens. Une façon de nous sourire.

BERTRAND BOLLIN  
(Paris).

### Etranges réactions...

Le Monde accorde une place importante et justifiée à une correspondance dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle est parfois pittoresque. Je n'en veux pour preuve que deux exemples puisés dans le numéro du 3 janvier.

D'une part, M. l'abbé Charles Chossier annonce que, pour punir les P.T.T. de lui distribuer le Monde trop tard, il se désabonne du journal. Il faut avouer que rien n'est plus logique : que faites-vous quand vous êtes mécontent d'E.D.P. ? Vous retirez votre chèque à votre cordonneur ? C'est le journal qui prend ! Sa signature nous apprend que M. l'abbé est rédacteur en chef de la revue *Lumière du monde* ; si la poste la distribue trop paresseusement, il va sans doute inciter les lecteurs à se désabonner. Pour ma part, je vois dans la sanction punitive de M. l'abbé Chossier une transposition bénigne de la méthode terroriste qui consiste à s'autoriser de préférence aux innocents afin de mieux frapper l'opinion. Si les voies de la Providence sont impénétrables, on doit reconnaître que la justice distributive de ses services en empruntant de bien mystérieuses.

D'autre part, M. Moubarak Lahbarrie, avec un zèle de converti, excipe paradoxalement de notre laïcité constitutionnelle pour réclamer la reconnaissance par la République française de la loi islamique. Sa revendication vise en particulier, et pour l'instant, l'intégration de la polygamie au régime de sécurité sociale. Attendons-nous qu'il aille plus loin, une fois cette requête satisfaite ; il exigera sans doute que, toujours au nom et en vertu de la même loi issue du Prophète, on coupe la main aux voleurs, ainsi qu'il a été récemment pratiqué, sous cette auguste et transcendante autorité, en Mauritanie et au Soudan. Cette concession à l'autonomie qu'il revendique pour sa communauté confessionnelle serait probablement à ses yeux un grand progrès dans la voie de cette démocratie dont les pays d'Islam les plus religieux démentent si fièrement, tel celui de cette insoumise autorité musulmane de Médine — alors que ni le Vatican chrétien ni le Kremlin athée n'ont jamais été fermés aux visiteurs musulmans. En somme, c'est toujours l'histoire des jénines fustigées par Pascal : vous réclamez au nom de nos principes des libertés que vous nous refusez au nom des vôtres.

L'humble laïc que je suis regrettera sans cesse que la foi ne s'accompagne pas obligatoirement de bonne foi.

F.-V. BERTHIER  
journaliste retraité,  
(Paris).

### La Bonne Nouvelle

Je suis gré à M. Christian Lervette (le Monde du 27 décembre) de montrer que nous ne sommes qu'au début d'une grande controverse. Elle ne se limite pas à la prise de position des évêques français sur notre force dissuasive.

Parlons Évangile, étymologiquement Bonne Nouvelle de l'amour fait homme, exécuté, plus fort que la mort. Jésus envoie ses disciples comme des agneaux parmi les loups pour briser la loi de la jungle. Quels sont les destinataires d'une nouvelle aussi dangereuse ? Selon M. Lervette : « Ceux qui ont librement répondu à un appel dont le corollaire est précisément de donner librement sa vie comme ultime témoignage d'amour ».

Ainsi, sans réponse préalable de votre part, vous ne recevez pas l'Heureuse Nouvelle. Mais alors celle-ci n'est plus neuve puisque l'on y a répondu avant même son audition. Pourtant, au risque de paraître idéaliste, irresponsable, Jésus-Christ dit nettement : « Annoncez l'Évangile, donc la Bonne Nouvelle à toutes les nations. » N'en excluez aucune. Sinon, décréter que la moitié du monde est le diable incarné met l'autre moitié dans l'obligation morale d'utiliser tous les moyens pour s'être pas la plus faible. Les deux blocs laissent à un seul homme, non responsable d'autres existences que la sienne, et à ses disciples le privilège terrible de donner leur propre vie.

Eh bien non ! Malgré le doute, le poids des églises sacrées, ce ne sont pas seuls, le Christ, les saints, les personnalités exceptionnelles, mais toutes les nations, tous les peuples, qui se trouvent conviés à désarmer, à entrer librement dans la passion créatrice, suscitante, ressuscitante d'humanité autre.

PÈRE JEAN CARDONNEL  
(Montpellier).

Le Monde  
dossiers et documents

LA  
DÉCENTRALISATION  
DANS CE NUMÉRO, UN SECOND DOSSIER  
LA  
BRETAGNE

NUMÉRO DE JANVIER 1984  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, 5,50 F

هنا من ارامل



AFRIQUE

Nigéria

LE PUTSCH MILITAIRE DU 31 DÉCEMBRE

Les généraux auraient prévenu un coup d'Etat préparé par des officiers radicaux

Lagos. - La normalisation de la société nigérienne n'est en œuvre par les autorités militaires depuis le coup d'Etat du 31 décembre, se poursuit depuis quelques jours à un rythme accéléré, sans que l'on puisse discerner une cohérence d'ensemble dans les multiples décisions qui sont prises. Les membres du Conseil militaire suprême restent muets sur leurs intentions à moyen terme, à plus forte raison sur un quelconque « projet de société ». Il apparaît, en revanche, de plus en plus clairement que la chute du régime civil de M. Shehu Shagari a été méthodiquement préparée et que les instigateurs du coup d'Etat s'étaient assurés du soutien ou de la neutralité des commandants des principales garnisons du pays.

Le moment choisi pour passer à l'action pourrait, d'autre part, avoir été influencé par le renforcement des divisions au sein de l'armée. Les généraux qui ont pris le pouvoir appartiennent, pour la plupart d'entre eux, à ce que l'on peut appeler l'« établissement », à la différence d'officiers de grade inférieur et de sous-officiers, plus radicaux. Même si ces derniers ne peuvent pas être comparés à ceux qui ont pris le pouvoir au Ghana en 1966 ou au Mali en 1968, ils sont davantage marqués que les généraux par la richesse orientale de la société nigérienne.

Les généraux, au Nigéria, forment une caste à part au sein de l'armée, avec un code et un attachement profond à l'unité de la fédération. Si l'on croit la thèse que défendent à Lagos les observateurs de longue date de la société nigérienne, l'« établissement » militaire a voulu prévenir un coup d'Etat préparé par des officiers radicaux, et comportant notamment la liquidation physique des responsables de l'administration civile. Un tel dérapage aurait pu être lourd de conséquences, car portant en germe le réveil des luttes tribales. Ce risque n'est pas pour autant écarté, et le Conseil militaire suprême ne constitue pas un bloc parfaitement soudé. Certains sont partisans de la manière forte, afin de purger la scène politique des responsables du régime, d'autres étant avant tout soucieux de donner au Nigéria une image « respectable », à l'extérieur, c'est-à-dire sans effusion de sang. Il semble toutefois que, contrairement aux affirmations officielles, dans la mesure où le général Abacha, l'ancien chef de l'Etat à Abuja et la mort du général Bako (le Monde du 5 janvier), plusieurs dizaines de militaires aient été tués.

Apurer le passé

Le chef de l'Etat, le général Buhari, et le général Abacha, chef d'Etat-major de l'armée de terre - qui apparaît de plus en plus comme l'« homme fort » du nouveau régime - se sont déplacés, mercredi 11 janvier, dans plusieurs Etats (en partant du sud-est vers le nord) pour s'expliquer devant les cadres militaires. Le souci de reprendre en main l'armée, seule force encore un peu cohérente du pays, s'affirme nettement. Les gouvernements militaires des divers Etats de la Fédération ont été nommés dans des régions dont ils sont originaires, afin de ne pas provoquer des rejets de caractère ethnique. Parallèlement, quelque cent dix officiers viennent de recevoir leur nouvelle affectation. Dans le souci de bien montrer qu'aucune confusion ne doit pouvoir être faite entre le corps social - réputé sain - l'armée et la société civile, dominée par la corruption, les autorités ont formellement interdit aux civils le port de vêtements militaires de couleur vert olive ou la conduite de véhicules kaki. Cette décision apparaît anodine à son importance lorsque l'on sait que les escouades en tout genre se font volontiers passer pour des soldats.

Parallèlement à ce souci de conforter l'assise de son pouvoir, la nouvelle administration s'efforce d'accroître l'apurement du passé. Les anciens responsables politiques doivent se présenter à la police pour répondre à un questionnaire sur leurs activités passées. De leurs réponses dépend leur arrestation ou leur liberté d'aller et venir. La « chasse » aux ministres, conseillers et hauts fonctionnaires bat encore son plein. La police recueille les passeports et les empreintes digitales de plusieurs centaines de personnes. D'autre part, pour tous les Nigériens, la délivrance des passeports est suspendue ainsi que le renouvellement de ceux-ci. A l'origine, ces mesures concernaient les dirigeants des six plus importants partis politiques, à qui quarante-huit heures de délai ont été accordées pour se présenter aux autorités. Il s'agit notamment de M. Nnamdi Azikiwe de

De notre envoyé spécial

L'U.N.P.P. (Parti du peuple nigérien), de M. Obafemi Awolowo de l'U.P.N. (Parti de l'unité du Nigéria), de M. Waziri Ibrahim du G.N.P.P. (Parti populaire du Grand Nigéria), de M. Hassan Yussuf du P.R.P. (parti de la rédemption du peuple) et de M. Tunji Braithwaite du N.A.P. (parti pour le progrès du Nigéria).

Prévarication, spéculation...

Les familles des hommes politiques les plus recherchés, notamment M. Umaru Dikko, Richard Akinjide et Adisa Akintoye, ont également été appréhendées. Les autorités ne perdent pas espoir d'obtenir l'extradition de ceux qui se sont réfugiés à l'étranger, ainsi que la restitution des sommes très importantes qui ont été détournées par eux des caisses de l'Etat (M. Akinjide, ancien président du N.P.N., avait célébré récemment son « premier milliard de livres sterling »). De source officielle, on signale à Lagos que la Suisse a signé en 1981 une convention d'entraide criminelle avec le Nigéria, qui prévoit la levée du secret bancaire et la restitution des fonds en cas de condamnation pénale, et que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont liés au Nigéria par des conventions d'extradition. Celles-ci ne pourraient éventuellement jouer qu'en cas de condamnation pénale. Tel pourrait être l'objet

de procès en corruption destinés à présenter des « preuves juridiques ».

Cette prévarication, pour ne pas dire plus, de l'administration Shagari est étalée, avec force détails, dans la presse nigérienne. Ici, on annonce l'arrestation, par la Sécurité (N.S.O.), du directeur général de la Compagnie de l'acier d'Ajokuta, M. Ezenemari, accusé d'un fraude de 100 millions de nairas (1) entre 1977 et 1983; là, on indique que l'administration de l'Etat de l'Oyo doit 816 millions de nairas à l'Etat fédéral, celle de l'Etat de Plateau, 772 millions. Ailleurs, à Ibadan, la presse fait état de la découverte d'un stock de six mille pneus, pour une valeur de 1 million de nairas. A Lagos, onze trafiquants ont été arrêtés et une somme de 1 million de livres sterling a été saisie. On pourrait multiplier à l'infini les exemples. Ce qui domine, malgré tout, ce sont les cas de spéculation sur les denrées alimentaires. Plusieurs millions de sacs de riz ont ainsi été saisis par l'armée, qui les revend sur les marchés à des prix moitié moindres.

La presse nigérienne continue de porter un jugement favorable sur le nouveau régime. Il est vrai que le président de l'Union des journalistes a récemment déclaré : « Le gouvernement militaire se rendra compte que la presse nigérienne est aussi patriote que celle qui importe quelque chose dans le monde... ».

LAURENT ZECCHINI.

(1) 1 naira = 11,75 F français.

Tchad

Echec de la tentative de réconciliation

(Suite de la première page.)

D'autre part, les assurances de « protocole et de détail » données par l'O.U.A. à M. Hissène Habré étaient elles aussi remises en cause. De ce fait, le gouvernement tchadien, déjà peu porté à croire à l'impartialité d'une O.U.A. présidée par l'Ethiopie, faisait savoir qu'il se rendrait certes à Addis-Abeba pour ne pas porter la responsabilité de l'échec mais que le président Hissène Habré ne ferait pas un tel déplacement comme un simple « chef de mission ». Le fait que l'O.U.A. ait envoyé des invitations à toutes les tendances signataires des accords de Lagos et notamment à un membre du gouvernement, M. Abba Siddick, achevait de le convaincre que le contrat n'était plus respecté.

Paris qui avait fait, jusqu'à vendredi dernier, de très fortes pressions sur le président Hissène Habré pour qu'il accepte de se rendre à Addis-Abeba, se trouve maintenant dans une situation particulièrement

difficile. Certes l'opération Manta a permis de « geler la guerre », mais, fait-on remarquer du côté de N'Djamena, elle a aussi donné l'occasion à la Libye de renforcer son implantation dans le nord du Tchad et notamment à Faya Largeau, où de très fortes concentrations de matériel sont observées.

Un retrait paraît impossible

Au cours de sa rencontre avec M. Hornu, lors de sa visite de ce dernier dans la capitale tchadienne l'occasion du 1<sup>er</sup> janvier, M. Hissène Habré n'a pas paru négativer de la situation au ministère de la défense, qui aurait alors menacé de retirer les troupes françaises.

Aujourd'hui le conflit tchadien est devenu cinq mois en arrière avec une difficulté supplémentaire : on voit encore plus mal ce qui peut être

désormais entrepris. Les adversaires de M. Hissène Habré seront sans doute tentés de ranimer les hostilités avant que la présidence de l'O.U.A. ne revienne - théoriquement en juin prochain - au président guinéen, M. Sekou Touré, qui passe pour plus favorable aux thèses de M. Hissène Habré. Il serait étonnant en tout cas qu'il laisse le gouvernement de N'Djamena consolider ses acquis à l'ombre du « parapluie français ». Un retrait de celui-ci paraît cependant impossible alors que l'intervention extrêmement coûteuse de Paris n'a pas permis, comme le souhaitait M. Mitterrand, d'amorcer une négociation sérieuse.

Mais peut-il y avoir négociation sérieuse alors que tout laisse à penser que la Libye n'a pas renoncé à ses objectifs territoriaux et politiques au Tchad et exige à tout le moins d'avoir à N'Djamena un gouvernement qui lui soit favorable ?

FRANÇOISE CHIPHAUX.

Algérie

Le président Bendjedid Chadli a été réélu chef de l'Etat pour cinq ans

Le président Bendjedid Chadli a été réélu chef de l'Etat, jeudi 12 janvier, avec 95,36 % des suffrages, a annoncé M. Mohamed Hadj Yala, ministre de l'Intérieur.

Le succès du président Chadli, qui était candidat unique, « constitue une nouvelle victoire historique pour la révolution algérienne et démontre l'attachement des citoyens au secrétaire général du parti », a ajouté M. Yala.

La participation a été de 96,27 %. Neuf millions et demi d'Algériens étaient conviés aux urnes pour donner au président Chadli un nouveau mandat de cinq ans à la tête de l'Algérie.

De notre correspondant

être une source d'ennui dans les contacts ultérieurs avec l'administration.

Bien que les reporters de la radio et de la télévision aient tenu d'entretenir une sorte de suspense en faisant état de « sondages » et d'« estimations » heure par heure sur la participation dans tout le pays, puis en créant une ambiance de « soirée électorale » à grand renfort d'ordinateurs, chacun sait que les mois n'ont pas le même sens ici qu'en Méditerranée. Il s'agit d'une simple ratification du choix du parti unique, précédée par une intense campagne de propagande. Journée chômée et payée (même le lycée français d'Alger avait fermé ses portes), le 12 janvier devait surtout donner libre cours à l'enthousiasme et la ferveur militante, selon un titre du quotidien El Moudjahid. Le scrutin avait déjà eu lieu dans des bureaux de vote mobiles au sud du pays et dans les communautés émigrées, notamment en France, mobilisées par l'Amicale des Algériens en Europe. Des reportages exaltés avaient commencé à donner le ton lors de ces rassemblements.

Un numéro spécial d'El Moudjahid, le jour du vote, demande un

« oui » massif « au militant Bendjedid Chadli pour des lendemains sereins et prospères ». L'accent est mis sur les qualités de « l'homme qui a fait et qui fait disparaître chaque jour davantage de notre vocabulaire les mots brutaux de pénurie et de châtiment ». On désigne ici par le mot « chaînes » les queues formées devant les magasins, par exemple au moment des arrivages d'œufs ou de pommes de terre importées.

Le même numéro apporte des précisions sur le passé d'un candidat peu connu lors de sa première élection. « Bendjedid Chadli », écrit « El Moudjahid », fit ses études à Annaba où, très jeune, il milita pour la libération et l'indépendance de l'Algérie. Dès le 1<sup>er</sup> novembre 1954, il se trouva naturellement au sein de l'organisation politico-militaire du Front de libération nationale et rejoint, deux mois après, les rangs de l'armée de libération nationale. Par deux fois, il est blessé au combat.

Pour sa part, l'hebdomadaire Algérie-Actualités exalte la stature internationale d'un homme « dont la crinière blanche a marqué de son empreinte les forums qui font l'histoire de notre époque ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Sénégal

M. Mauroy annonce un accroissement de l'aide alimentaire

De notre envoyé spécial

Dakar. - La première journée de la visite officielle de M. Pierre Mauroy au Sénégal n'a pas suscité, jeudi 12 janvier, les mouvements spontanés de sympathie qu'avait provoqués dans la rue la venue de M. François Mitterrand, en mai 1982. Mais le premier ministre a reçu, lui aussi, à Dakar, un accueil marqué par l'« esprit de fraternité socialiste » dont les deux gouvernements se prévalent désormais dans leurs relations. Le président de la République du Sénégal s'est montré très chaleureux à l'égard de son hôte, et les deux hommes se sont rendus des hommages appuyés avant leur première entrevue, jeudi matin, et la remise au premier ministre de la grand-croix de l'ordre du Mérite sénégalais.

Les premiers résultats des entretiens ont confirmé ce climat de bonne entente. M. Mauroy a affirmé que l'effort de la France en faveur du Sénégal « ne se relâchera pas ». « Devant l'aggravation de la crise mondiale, la France et le Sénégal se doivent de faire preuve d'une solidarité renforcée et renouvelée à la fois entre eux et sur la scène internationale », a-t-il souligné. Concrètement, le gouvernement français a confirmé sa volonté d'aider le Sénégal à respecter les échéances financières que lui impose le plan d'austérité qu'il a mis en œuvre en août dernier pour bénéficier de l'appui du Fonds monétaire international. Une avance de 54 millions de francs, à valoir sur un nouveau prêt d'ajustement prévu en 1984, a, d'ores et déjà, été, par anticipation, octroyée à Dakar par la Caisse centrale de coopération économique. M. Ma-

uroy a également indiqué que la France maintiendra les effectifs de ses coopérateurs techniques « aussi longtemps que les Sénégalais le souhaiteront », et, en tout cas, jusqu'à ce qu'ils puissent assurer la relève dans les fonctions concernées.

Le premier ministre a surtout annoncé que la France a décidé d'accroître l'aide alimentaire prévue pour aider le Sénégal, victime de la sécheresse, à « faire la soudure » jusqu'à livrer 5 000 tonnes de blé. La livraison sera complétée autant que de besoin. En outre, M. Mauroy a annoncé que la Caisse centrale française de crédit agricole est finalement d'accord pour participer à la mise en place au Sénégal d'un réseau de crédit agricole comme il en existe déjà dans d'autres pays francophones de la région.

Les 206 Sénégalais de Talbot

Le premier ministre juge aussi « indispensable d'accompagner le rapprochement politique entre le Sénégal et la Gambie ». La France financera la création en Gambie, à Banjul, d'un lycée et d'un centre culturel équipé d'un laboratoire de langues vivantes. Enfin, M. Mauroy, prévenant les inquiétudes des dirigeants sénégalais, a exprimé sa volonté de régler « cas par cas » le sort des deux cent six travailleurs sénégalais figurant parmi les licenciés de Talbot à Poissy. Bon nombre de ces O.S. ayant manifesté l'intention de retourner au pays, il a été convenu d'étudier la possibilité de favoriser

les reconversions nécessaires en orientant ces ouvriers vers le secteur agro-alimentaire, la petite entreprise ou les transports. La France acceptera de financer les projets économiques des intéressés. Au terme d'un entretien avec sa collègue sénégalaise, M<sup>me</sup> Georgina Dufour, secrétaire d'Etat chargée des immigrés, a notamment annoncé la réouverture, à Dakar, de l'ancien bureau de l'Office national d'émigration, qui se préoccupera dorénavant de favoriser les retours volontaires.

L'examen des dossiers internationaux n'a suscité aucune divergence. Après avoir rappelé la politique suivie au Tchad, M. Mauroy a tenu à expliquer ce qui sépare la France des Etats-Unis à propos de la situation en Namibie. « En Afrique australe, la France, comme le Sénégal, condamne sans réserve un régime odieux fondé sur une discrimination raciale. Elle condamne l'occupation de la Namibie. C'est pourquoi nous rejetons fermement l'idée, introduite par certains, d'un « lien » pour résoudre le problème namibien. Ce préjudice préalable revient, en fait, à établir une confusion entre deux problèmes de nature différente et à laisser, sans aucun frein, se développer, en Angola, l'engrenage fatal de la violence ».

M. Mauroy a également affirmé que, en Amérique centrale, « le plus puissant Etat du monde doit savoir résister dans cette région du monde à la tentation d'abuser de sa puissance. C'est vrai en Afrique aussi, a-t-il ajouté, avec les menaces de déstabilisation ».

ALAIN ROLLAT.

Sierra-Leone

L'université est fermée après de violentes manifestations qui ont fait un mort

Freetown (A.F.P. Reuters). - Le gouvernement de Sierra-Leone a annoncé, jeudi 12 janvier, la fermeture « jusqu'à nouvel ordre » de l'université de Fourah-Bay après les violentes manifestations qui se sont déroulées le jour même à Freetown à l'occasion de l'ouverture de la huitième conférence du Congrès de tous les peuples, le parti unique au pouvoir.

Les violences se sont produites au cours d'une manifestation d'étudiants qui protestaient contre les difficultés économiques que traverse actuellement le pays. « Pas de kérosène, pas de bière, pas d'huile de palme, pas de congères », pouvaient-on lire sur des banderoles. Des scènes de pillage auraient eu lieu et des commerçants auraient ouvert le feu contre les manifestants. La police a fait usage de gaz lacrymogènes. Des voitures ont été lapidées, notamment celle du second vice-président, M. Kamara Taylor. Un jeune garçon

est décédé des suites d'une blessure par balle tirée, semble-t-il, par un commerçant. Des arrestations ont été opérées.

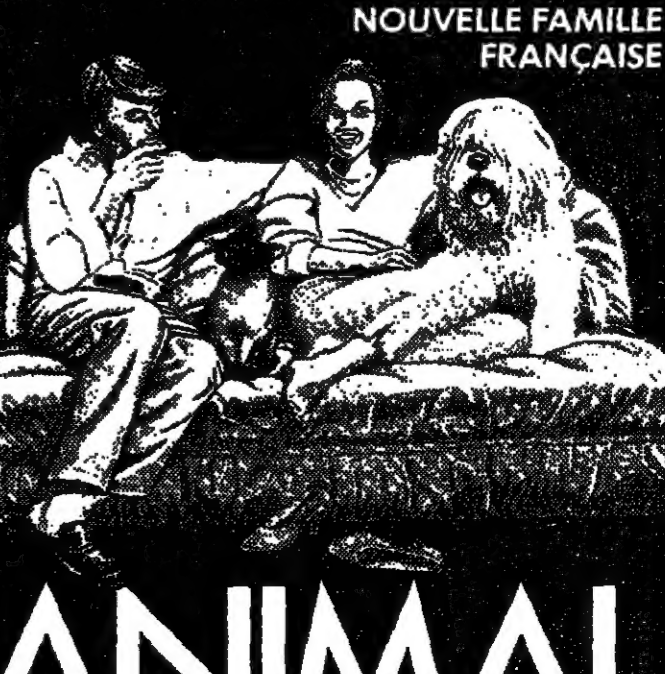
En mars 1980 et en septembre 1981, des violences s'étaient déjà produites à Freetown. L'Etat d'urgence avait été proclamé le 1<sup>er</sup> septembre 1981 pour six mois. Jeudi, les étudiants ont publié une déclaration reprochant au chef de l'Etat, M. Siaka Stevens, de vouloir se faire nommer président à vie.

[Située en Afrique de l'Ouest entre la Guinée et la Libéria, la Sierra-Leone, ancienne colonie britannique indépendante depuis 1961, a une superficie de 72 328 kilomètres carrés et compte près de quatre millions d'habitants. Ses principales ressources sont le diamant, la bauxite, le café, le cacao et le riz. Le chef de l'Etat, M. Siaka Stevens, âgé de soixante-deux ans, est au pouvoir depuis le 21 avril 1971. La Sierra-Leone subit de graves dommages économiques, en raison d'une très active contrebande.]

EN LIBRAIRIE autrement

N° 56 - JANVIER 84 - 65 F

17 MILLIONS D'ANIMAUX FAMILIERS... OU LA NOUVELLE FAMILLE FRANÇAISE



ANIMAL MON AMOUR!

LE MONDE diplomatique

JANVIER 1984

LA FRANCE ET LA DÉFENSE DE L'EUROPE

EN VENTE 11 F

CHEZ LES MARCHANDS DE LIVRES ET AU MONDE

5, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 08



# ACTES COMMIS DANS L'ÉTAT FRANÇAIS CONTRE LES RÉFUGIÉS BASQUES

## SOUS FRANCO : 1975

1975 : 6 avril : Bombe contre la librairie Mugel (Hendaye)  
21 mai : 3 bombes (Hendaye et Biarritz)  
26 mai : 1 policier espagnol arrêté à Bayonne.  
27 mai : 2 policiers espagnols arrêtés à Saint-Jean-de-Luz.  
5 juin : 3 bombes : 2 blessés  
12 juin : 3 bombes : découverte  
Découverte d'une voiture contenant des explosifs et une liste de noms de réfugiés (Saint-Jean-de-Luz)  
20 juin : 1 policier espagnol arrêté à la frontière.  
26 juin : Bombe contre le restaurant Etxabe (Bayonne)  
10 juillet : Arrestation de Chabessier, auteur de l'attentat précédent.  
14 juillet : 3 bombes contre la librairie Nafarroa (Biarritz)  
11 août : Bombe contre l'imprimerie Amalar (Saint-Jean-de-Luz)  
25 août : Arrestation de 3 individus qui transportaient des bombes, armes et photos de réfugiés.  
29 août : Mitrailage d'un véhicule de réfugiés à Bardenas. Plusieurs blessés.  
22 octobre : 3 individus tentent une action contre le réfugié Txomin Iurbe.  
10 novembre : Bombe contre le véhicule du réfugié Txomin Iurbe. Son fils est blessé.

## SOUS LE GOUVERNEMENT CENTRISTE : 1976-1980

1976 : 29 février : Bombe contre le véhicule du réfugié Txomin Iurbe.  
21 mars : L'épouse et les enfants du réfugié Perez Revilla sont mitraillés. Madame Perez Revilla est gravement blessée.  
6 avril : 3 attentats contre le réfugié Txomin Iurbe.  
17 mai : Deux hommes et une femme arrêtés dans un hôtel à Biarritz avec des explosifs et des renseignements sur divers réfugiés.  
22 juillet : Disparition du réfugié Bengarrene à Hendaye. Divers groupes d'extrême droite revendiquent.  
18 octobre : Arrestation de S. Grandlovet qui transportait des armes et documents sur les réfugiés. Le Consul d'Espagne à Bayonne se porte garant de l'individu.  
1977 : 15 juillet : Chabessier est relâché après avoir reconnu publiquement sa participation à l'attentat du 26 juin 1975 contre le restaurant Etxabe à Bayonne.  
1978 : Agurruze Etxabe réfugiée à Saint-Jean-de-Luz meurt lors du mitraillage de son véhicule devant elle. Son mari Juan José Etxabe est très grièvement blessé.  
21 décembre : Le réfugié J.-M. Benaran « Argala » meurt dans l'explosion de la bombe placée sous son véhicule à Anglet.  
1979 : 13 janvier : A Saint-Jean-de-Luz, le réfugié J.-M. Pagano est mitraillé. Très grièvement blessé.  
4 mai : Quatrième attentat contre le réfugié basque Txomin Iurbe. Blessé par 2 balles.  
12 mai : Peru Larranaga réfugié à Hendaye est tué par balles par le concierge du lycée dans des circonstances encore non éclaircies.  
18 mai : M. Fernandez réfugié à Hendaye depuis 1936 disparaît sans laisser de trace.  
22 mai : Attentat à Saint-Jean-de-Luz contre la voiture de Monzon, leader de la gauche basque.  
25 juin : E. Korta, réfugié à Bayonne est assassiné.  
28 juin : Le réfugié M. Elizagire est assassiné à Paris.  
16 juillet : Attentat contre les réfugiés Ocio et Iza.  
2 août : Le réfugié J. Lopez est assassiné à Anglet. Bombe contre l'entreprise Altur à Biarritz.  
13 septembre : Mitrailage contre J. Elizagire. Il meurt le 5 octobre.  
15 septembre : Attentat à l'explosif contre le restaurant de J.-J. Etxabe à Saint-Jean-de-Luz.  
1980 : 11 juin : Disparition à Hendaye de Jose Etxeberria « Naparra » revendiqué par le BVE Bataillon Basque Espagnol.  
23 novembre : Mitrailage dans le bar Hendayais (deux morts). Attentat revendiqué par le BVE.  
Trois individus passent la frontière à Iruya et se réfugient dans le poste frontière espagnol. La police française reste impassible.  
30 décembre : Une bombe tue le réfugié José Sagarria (Biarritz). L'attentat est revendiqué par le BVE.  
1981 : 17 mars : Découverte de 5 kg d'explosif sous le véhicule du réfugié Luján à Hendaye.  
21 mars : Deux inconnus tirent contre des réfugiés de Saint-Jean-de-Luz. Arrestation de Andrés Perrens en relation avec cet acte.  
16 avril : Remise en liberté de R. Pulido, condamné à mort en 1975 à cause d'un attentat contre des réfugiés basques. Il a déclaré avoir collaboré avec les services spéciaux espagnols.  
23 avril : Xavier Aguirre peintre basque est gravement blessé à Paris. Attentat revendiqué par le BVE (Bataillon Basque Espagnol).

## TREVE DU 23/4/81 AU 16/10/83

## AVEC L'ARRIVÉE DU PSOE (parti Socialiste Ouvrier Espagnol) AU POUVOIR

1983 : 16 octobre : Disparition des réfugiés J. Lasa et J. Zabala à Bayonne.  
18 octobre : 4 policiers espagnols sont arrêtés à Hendaye pour avoir tenté d'enlever le réfugié J. Larretxea.  
4 décembre : Enlèvement de Marey à Hendaye. Libéré 12 jours après. Revendiqué par le GAL (Groupe Antiterroriste de Libération).  
19 décembre : Assassinat à Bayonne du réfugié Onacidera.  
28 décembre : Assassinat à Saint-Jean-de-Luz du réfugié Mikel Goikoetxea.

# LA FRANCE DOIT ARRÊTER LE MASSACRE AU PAYS BASQUE SANS S'ATTAQUER AUX VICTIMES

## LE PEUPLE BASQUE CONTINUE DE LUTTER POUR SA LIBERTÉ

- 67 % des électeurs du Pays Basque Sud n'ont pas approuvé la nouvelle constitution espagnole en 1978.
- Au 30/12/83 il y a 485 prisonniers politiques basques.
- 1 157 personnes ont été détenues en Pays Basque pour motifs politiques en 1983.
- Des journalistes sont condamnés ou inculpés, une quinzaine de parlementaires exilés ou inculpés.
- Selon Amnesty International, la pratique de la torture est courante.
- Aujourd'hui encore plus de 500 réfugiés poursuivis ou se sentant menacés, ont demandé l'asile politique en France.

**Aujourd'hui, le nouveau Pouvoir Socialiste Espagnol choisit d'adopter une politique répressive plutôt que de négocier sérieusement une solution politique correspondant aux aspirations du Peuple Basque.**

L'Histoire dira : « Ils changèrent les noms, échangèrent les tourments et laissèrent attachées et bien attachées toutes les choses, pour que les choses appartiennent à ceux de toujours et servent ce à quoi elles ont toujours servi. »  
Extrait d'un article de Pablo Castellano, député P.S.O.E. de Madrid, paru dans le journal « El País » du 24/12/83, reprenant pour titre la phrase connue de Franco « Attaché et bien attaché ».

## FIN D'ANNÉE 1983 : SANGLANTE

Le 16/10/83, 2 disparus à BAYONNE, ZABALA ET LASA deux réfugiés basques sont enlevés.

Aucune nouvelle depuis.

Le 18/10/83, tentative d'enlèvement à Hendaye 4 policiers espagnols tentent d'enlever Larretxea Goni, réfugié basque.

L'arrivée inopinée d'un policier français permet l'arrestation de ces 4 policiers, qui relâchent Larretxea blessé.

Après une détention de 51 jours, ils sont libérés par la justice (après la garantie de Madrid qu'ils seront présents au procès) car ils défendent la thèse d'une altercation ayant suivi un accident de circulation fortuit. Pourtant le ministre de l'intérieur espagnol, M. Barriomuevo, comme le préfet de police de Bilbao, M. Alvarez, déclarent publiquement que les quatre policiers étaient à Hendaye en mission d'information...

Le 4/12/83, séquestration à Hendaye : Marey, hendayais de 50 ans, est relâché dans la montagne à la frontière, après 12 jours de séquestration par le GAL.

Le même soir est arrêté à la frontière, M. Sanchez, ex-légionnaire de nationalité française, employé dans une société de surveillance à Bayonne et lié à l'extrême droite. M. Sanchez conduisait le véhicule ayant servi à l'enlèvement de M. Marey, et avait en sa possession le numéro de téléphone du chef de la police de Bilbao, ainsi que 43 photos de différents réfugiés, dont le portrait-robot diffusé par la police espagnole de Mikel Goikoetxea.

Le 19/12/83, assassinat à Bayonne : Onaderra, réfugié basque, est assassiné dans un bar où il travaille.

Le 28/12/83, assassinat à Saint-Jean-de-Luz : Goikoetxea, qui fut défendu par Maître Badinter dans un procès d'extradition en 1979 à Aix-en-Provence, est abattu sous les yeux de sa famille.

Il décédera le 1<sup>er</sup> janvier 1984.

## LA FRANCE NE PEUT ACCEPTER UNE TELLE CORESPONSABILITÉ AUX CONSÉQUENCES IMPRÉVISIBLES POUR TOUS

Dans ses derniers communiqués, le GAL déclare qu'il s'attaquera dès le début 1984, aux entreprises employant des réfugiés.

NOUS, 308 travailleurs, dans 31 entreprises du Pays Basque nous nous sentons concernés et visés par ces menaces.

C'est pourquoi nous avons décidé de payer la présente publicité par l'apport financier d'une journée de travail de chacun de nous, pour alerter l'opinion publique et interpeller solennellement le gouvernement, avant tout nouveau drame.

Nous réaffirmons notre solidarité, comme collègues de travail aux réfugiés basques qui comme nous ont le droit de vivre en paix en Pays Basque.

Pour tous renseignements s'adresser à : Maître Fando, 28, rue Gambetta 64500 - Saint-Jean-de-Luz.

## LA FRANCE PEUT ARRÊTER LE MASSACRE

Ces crimes, aujourd'hui après d'autres étiquettes, sont commis et revendiqués par un nouveau et inconnu groupe terroriste : le GAL.

Pendant 2 ans, le pouvoir du changement, en France, s'est fait fort d'avoir stoppé ces incursions criminelles, tout en donnant des solutions administratives provisoires au séjour des réfugiés basques en Pays Basque.

Les sympathies politiques, les intérêts commerciaux, les usages de bon voisinage, ne peuvent retarder l'arrêt absolu de ces crimes.

## PAS DE MESURES ARBITRAIRES CONTRE LES VICTIMES

Aujourd'hui, le gouvernement, par communiqué du ministre de l'intérieur du 10-01-84, prétend « enrayer le climat de violence » en expulsant ou en assignant à résidence les réfugiés basques victimes privilégiées du GAL.

Ainsi, le 10-01-84, plus de 10 réfugiés ont été arrachés de leurs maisons au petit matin, interdits de travail, éloignés de leur pays.

Une trentaine d'autres sont désormais recherchés. Quelles violences ont-ils commises sur le territoire de la République ?

C'est le résultat de 4 crimes commis contre eux dans les 3 derniers mois. Combien en faudra-t-il pour prendre de nouvelles mesures administratives contre les centaines d'autres réfugiés qui vivent et travaillent en Pays Basque ?

Ainsi Mitterrand en vient, comme Giscard, à l'arbitraire des décisions administratives.

Nos compagnons doivent pouvoir immédiatement retrouver leurs postes de travail.



## EUROPE

R.F.A.

LE LIMOGEAGE DU COMMANDANT EN CHEF ADJOINT DE L'OTAN

### Le général par qui le scandale arrive

De notre correspondant

Bonn. — Le gouvernement fédéral, déjà très embarrassé par l'affaire Lambsdorff — le ministre de l'économie inculpé de corruption pour avoir accepté des dons du groupe industriel Flick — est désormais confronté à une « affaire Woerner », tout aussi explosive. Le ministre de la Défense est en effet mis en cause pour avoir limogé, fort discrètement, le général Günther Kiesling, l'officier général le plus gradé de la Bundeswehr et commandant en chef adjoint des forces de l'OTAN en Europe.

M. Manfred Woerner a beau répéter qu'il a agi « dans l'intérêt de la sécurité de la R.F.A. », de la Bundeswehr et de l'intérêt national », ses explications embarrassées sur la mise à la retraite anticipée du général Kiesling, le 31 décembre dernier, sans les honneurs dus à son rang, ne paraissent guère satisfaisantes.

Officiellement, c'est parce qu'il était homosexuel et, partant, la cible potentielle d'un éventuel chantage de la part de services secrets étrangers, donc « un risque pour la sécurité du pays », que le général Kiesling a été démis de ses fonctions.

Selon les révélations faites, jeudi 12 janvier, par l'avocat du général, M. Konrad Redeker, le ministre de la Défense s'est fondé sur un rapport émanant d'un « service non précisé » — la presse parle des services de renseignement militaire de la MAD — pour prendre sa décision. Les enquêteurs de ce service auraient appris qu'un « certain Günther de la Bundeswehr fréquentait de façon assidue les bars pour homosexuels de Cologne ».

Mais l'homosexualité n'étant, en R.F.A., ni un délit ni, en principe, un motif d'exclusion de la Bundeswehr, il ne semble pas que des « mœurs spéciales » suffisent à expliquer ce limogeage. Le général quatre étoiles Kiesling, qui a toujours été un officier irréprochable, ne cesse de répéter qu'il n'a jamais été homosexuel et qu'il n'a jamais mis les pieds dans les bars en question.

L'opposition social-démocrate, par la voix de l'ancien ministre de la Défense, M. Hans Apel, a avancé une au-

tre hypothèse. Il a mis en cause le général Rogers, commandant en chef de l'OTAN, qui ne voudrait pas d'un Allemand au commandement de l'alliance. De Bruxelles, le général Rogers a démenti avec véhémence avoir demandé à la C.I.A. une enquête sur la vie privée de son second. Mais la presse allemande reste sceptique, et elle souligne que le général américain avait déjà eu des problèmes avec le prédécesseur du général Kiesling à l'OTAN, l'amiral Luther.

#### Un sosie ?

Enfin, dernière hypothèse, l'Exposé de Cologne n'hésite pas à avancer que le MAD se serait mépris parce qu'il existerait dans les milieux homosexuels de Cologne un « sosie » du général Günther Kiesling, qui se ferait appeler Juergen. La télévision a elle-même enquêté dans les deux bars homosexuels cités par l'avocat du général Kiesling, et elle a recueilli des témoignages concordants avec ceux du journal.

Le ministère de la Défense a « totalement exclu » l'hypothèse du sosie, mais il ne fournit toujours pas d'explications plausibles à la question : pourquoi M. Manfred Woerner s'est-il débarrassé du général Kiesling à la hâte, alors que celui-ci avait accepté de prendre une retraite anticipée, trois mois plus tard, le 31 mars prochain ?

Enfin, les méthodes d'enquête du renseignement militaire, qui aurait envoyé des policiers de Cologne montrer une photo du général Kiesling dans les clubs d'homosexuels et demander aux habitués s'ils connaissent cet homme, sont remises en question. Les éditeurs des journaux allemands sont particulièrement sévères pour le ministre de la Défense. La Frankfurter Allgemeine Zeitung, pourtant favorable au gouvernement, se demande ainsi si « la parole d'honneur d'un officier, qui a demandé lui-même l'ouverture d'une procédure disciplinaire au ministère de la Défense pour se disculper, ne vaut pas plus qu'un rapport ».

(Interim.)

#### Irlande du Nord

### Un pair travailliste dénonce l'utilisation des « super-mouchards »

De notre correspondant

Londres. — La façon dont la police et la justice d'Irlande du Nord sollicitent, utilisent et récompensent les témoignages de « super-mouchards » (« super-spy ») dans la lutte antiterroriste, est vivement critiquée dans une étude présentée, jeudi 12 janvier, par lord Tony Gifford, pair travailliste et avocat.

L'utilisation d'informateurs par les forces de l'ordre et l'appareil judiciaire n'est pas une nouveauté au Royaume-Uni, mais elle a pris une singularité nouvelle en Ulster au cours des deux dernières années. Pour compenser peut-être les effets du rapport Bennett de 1979 — qui rendit plus difficile la pratique des interrogatoires « musclés » — le Royal Ulster Constabulary (RUC), (la police de la province) encourage les témoins dévoués, protestants comme catholiques, à déposer contre leurs camarades en échange d'une réduction de peine et d'une nouvelle vie à l'étranger aux frais de la couronne (Le Monde daté du 25-26 septembre).

Selon la liste dressée par lord Gifford, vingt-cinq personnes ont été inculpées à ce jour le marché, permettant ainsi l'inculpation de quelque quatre cent quarante suspects, dont cinquante-six ont déjà été condamnés. Plusieurs se sont entre-temps rétractés. Le plus célèbre des mouchards à être allés jusqu'au bout de leur trahison est probablement Christopher Blake, dont les dépositions conduisirent à la condamnation de trente-cinq militants républicains l'été dernier, à l'issue d'un procès qui s'étala sur neuf mois.

Lord Gifford est conscient que des hommes comme Blake ont permis l'arrestation de terroristes, mais il s'oppose néanmoins à la façon dont les délateurs sont utilisés par le RUC et la justice. « On ne combat pas effectivement le terrorisme en faisant le cours de la justice », dit-il. Pour lui, le système des « super-mouchards » est doublement immoral car il conduit à la remise en liberté de criminels de grande envergure et à l'emprisonnement de per-

sonnes au moins techniquement innocentes, parce que condamnées sur la base — jugée insuffisante — des confidences de ces mouchards. Lord Gifford estime que le témoignage des mouchards n'a aucune valeur s'il n'est pas corroboré par des dépositions indépendantes et concordantes, car rien ne peut être plus sujet à caution que la parole d'un condamné désireux d'échapper par tous les moyens à la prison.

La police, de son côté, encourage la délation en pressant des détenus à témoigner contre les individus qu'elle sait coupables sans être en mesure de le prouver ; au besoin, affirme lord Gifford, le RUC rédige lui-même les « confessions » que les mouchards n'ont plus qu'à signer.

Or, en dépit de ce caractère douteux du témoignage des « super-mouchards », des suspects ont été condamnés sur cette seule base en Irlande du Nord, affirme lord Gifford. Selon lui, sur les cinquante-six dépositions d'informateurs ayant abouti à des condamnations, seulement dix ont été confirmées par des témoignages indépendants.

A la fin de son étude, lord Gifford recommande que les témoignages de « super-mouchards » ne soient plus considérés comme des preuves suffisantes et que l'on cesse d'accorder l'immunité aux informateurs reconnus coupables de crimes. L'avocat souhaite, en outre, que les terroristes ne comparaissent plus devant un jury populaire dont les membres conserveraient l'anonymat pour des raisons de sécurité.

(Interim.)

**ENQUÊTE INCESTE TF 1**  
Cherchez à capturer le tueur qui a répandu le 26-12-83, au HÂRD DE L'INFORMATION, de sa relation avec son fils, pendant 10 ans et citant Edith Piaf : « Non je ne regrette rien »  
Téléphone au 065-35-38 porte 3471, pour double contact, ANONYMAT GARANTI

TANDIS QUE WASHINGTON APPELLE L'U.R.S.S. A RENOUER LE DIALOGUE

### M. Andropov réaffirme dans un « message » les positions du Kremlin sur les euromissiles

M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, qui doit rencontrer son homologue soviétique, M. Andreï Gromyko, le 18 janvier à Stockholm, à l'occasion de la réunion de la conférence sur le désarmement en Europe (C.D.E.), a précisé, jeudi 12 janvier, au cours d'une conférence de presse, que les Etats-Unis entendaient rétablir avec l'U.R.S.S. « un dialogue constructif, mais réaliste ». « Je n'aurais

pas décidé d'aller à Stockholm si je pensais qu'il n'existait aucun espoir d'améliorer les relations entre Moscou et Washington, » a-t-il ajouté.

Le président Reagan, en outre, doit prononcer, lundi, un discours dans lequel, selon le porte-parole de la Maison Blanche, il exprimera lui aussi son « désir sincère d'améliorer

les relations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ».

Un rapport du gouvernement américain dénonçant les violations, par l'U.R.S.S., des accords sur les armements stratégiques (SALT) et les missiles antibalistiques (A.B.M.) doit cependant être prochainement publié à Washington.

De notre correspondant

près des côtes américaines], et qui sont équivalentes à la menace créée [...] deviendrait inutile », ajoute M. Andropov. Bref, la situation, selon une expression déjà souvent employée, « n'est pas irréversible », et « aucune possibilité, aucune chance ne doit être négligée pour un retour sur le chemin des négociations, avec comme objectif la réduction des armements nucléaires à l'Ouest comme à l'Est ».

Ce n'est pas tant le contenu de ce message — simple résumé de la position soviétique — que les raisons qui ont poussé M. Andropov à se manifester à nouveau de cette façon qui retiennent l'attention. L'explication communément admise dans les milieux diplomatiques occidentaux à Moscou est qu'il a voulu rappeler non seulement à l'étranger, mais à son « opinion publique », qu'il dirige toujours le pays. Le texte du message a été lu aux informations télévisées de 21 heures, accompagné d'images montrant la remise du message à M. Séguin, dans une salle du Kremlin, par M. Vassili Kouznetsov, qui, en tant que premier vice-président du présidium du Soviet suprême, assure l'intérim du chef de l'Etat.

Il s'agit donc surtout de montrer que M. Andropov, qui n'a plus été vu en public depuis le 18 août 1983, et qui souffrirait d'une grave maladie des reins, continue à inspirer la politique soviétique. Depuis sa « disparition », il a déjà eu recours au biais de « messages » à des organisa-

tions étrangères pour, à la fois, rappeler son existence et fournir des informations sur sa santé. Il avait ainsi mentionné pour la première fois, le 29 octobre 1983, son « refroidissement » dans une lettre au Mouvement des médecins pour la paix.

#### Retour sur la « promenade dans les bois »

L'Agence Tass a publié, jeudi également, un très long article de M. Yuli Kvitsinsky, qui dirigeait la délégation soviétique aux négociations de Genève sur les euromissiles. M. Kvitsinsky revient sur la fameuse « promenade dans les bois » du 16 juillet 1982, au cours de laquelle une sorte de compromis avait été avancé par son homologue américain, M. Paul Nitze. M. Kvitsinsky ne faugaient avoir acquis au plan « officieux » de M. Nitze, mais apporte en même temps des éléments qui éclairent d'un jour nouveau ce curieux épisode des négociations de Genève.

M. Kvitsinsky suggère, en effet, que son interlocuteur lui a tendu un piège en formulant des propositions qu'il a ensuite retirées en invoquant des objections du Pentagone, tout en les laissant filtrer dans la presse. Autant dire que certaines de ces propositions ont — un moment au moins — intéressé les Soviétiques.

La même remarque vaut pour la deuxième session des négociations, l'automne dernier. M. Nitze aurait envisagé les « compensations » dans

l'Union soviétique en raison de l'existence des forces nucléaires françaises et britanniques, tout en souhaitant maintenir la discrétion la plus absolue à ce sujet. Le négociateur américain proposait notamment d'échanger le non-déploiement des 572 missiles de l'OTAN contre la destruction de 572 vecteurs soviétiques. Dans cette hypothèse, l'U.R.S.S. conservait en Europe, dans le domaine des missiles à moyenne portée, à peu près l'équivalent des forces nucléaires françaises et britanniques.

« D'un côté, l'option suggérée [par M. Nitze] pouvait, à première vue, fournir une certaine base ou une solution de compromis. De l'autre, prenant en compte l'expérience passée, on ne pouvait exclure qu'il s'agisse d'un mouvement tactique destiné à donner l'illusion d'un progrès », au moment où commençait le déploiement des euromissiles, écrit M. Kvitsinsky.

Cet article du négociateur soviétique a d'ailleurs une histoire. Il avait été proposé, fin décembre, au New York Times, qui l'avait renvoyé à son auteur en lui demandant d'en alléger le style. Apparemment rallongé et non pas allégé, il a en fait paru dans le quotidien new-yorkais. Comme le message de M. Andropov, il constitue une ultime mise au point avant le rendez-vous de Stockholm.

DOMINIQUE DHOMBRES.

#### DEUX NOUVEAUX AMBASSADEURS

Le Journal officiel du samedi 14 janvier doit annoncer la nomination de deux nouveaux ambassadeurs : M. François Scheer, qui remplace, à Alger, M. Guy Georgy, et M. Michel Van Grevenynghe, qui succède, à Nairobi, à M. Roger Desser.

#### Alger :

M. François Scheer

[Né le 13 mars 1934, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Scheer dirigeait le cabinet de M. Claude Cheysson jusqu'à son remplacement par M. Bertrand Dufourcq (Le Monde du 13 janvier). Entré aux affaires étrangères en 1962, il était en poste à Alger (1962-1964), à Tokyo (1967-1970), à Moscou (1970-1972), puis à Paris (1972-1977), et aux Communautés européennes, à Bruxelles, comme représentant permanent adjoint de la France. Ces séjours à l'étranger ont été entrecoupés de passages à l'administration centrale, aux affaires économiques et financières, à la direction du personnel et au budget. Il a, en outre, dirigé de 1978 à 1981, le cabinet de M. Simone Veil, présidente de l'Assemblée européenne.]

#### Nairobi :

M. Michel Van Grevenynghe

[Né le 25 décembre 1922, breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Van Grevenynghe a été intégré au cadre des secrétaires des affaires étrangères en novembre 1958. Détaché auprès du secrétariat d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté, puis au ministère de la coopération, il a ensuite été affecté à l'administration centrale (affaires marocaines et maliennes, puis organisations internationales). M. Van Grevenynghe a été ambassadeur à Conakry de 1972 à 1976, puis à nouveau détaché auprès du ministère de la coopération, et directeur de la coopération culturelle et technique à partir d'août 1977.]

« Le voyage de M. Perez de Cuellar. Le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, doit arriver ce vendredi 13 janvier à Paris, et y rencontrer samedi M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. Il se rendra ensuite à Casablanca pour assister à l'ouverture de la conférence islamique, puis dans différents pays d'Afrique de l'Ouest : Mali, Niger, Bénin, Nigeria, Togo, Côte d'Ivoire, Haute-Volta et Sénégal. (A.F.P.)

**Lisez LE MONDE diplomatique**

#### M. BERTRAND DUFOURCQ EST NOMMÉ DIRECTEUR DU CABINET DE M. CLAUDE CHEYSSON

M. Bertrand Dufourcq, directeur d'Europe au ministère des relations extérieures, a été nommé directeur du cabinet de M. Claude Cheysson, en remplacement de M. François Scheer, annonce le Journal officiel de ce jeudi 12 janvier.

[Né le 5 juillet 1933 à Paris, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Dufourcq a occupé différents postes à l'administration centrale, avant d'être affecté à Tokyo (1964-1967), puis à Moscou (1967-1972), et enfin à Brazzaville, comme ambassadeur, de 1976 à 1978. Il avait ensuite été chargé, au sein des affaires des Nations unies et des organisations internationales, de la direction d'Europe en octobre 1979, après en avoir été sous-directeur de 1972 à 1976.]

M. Dufourcq avait appartenu, en 1967-1968, comme chargé de mission, au cabinet de M. Couve de Murville, et avait été détaché au ministère de l'Industrie les deux années suivantes.]

#### Devant les députés socialistes européens

M. ROLAND DUMAS RECOMMANDE « UNE APPROCHE PRAGMATIQUE ET RÉALISTE » DES DIFFICULTÉS DE LA C.E.E.

Le groupe socialiste de l'Assemblée européenne s'est réuni, mercredi 11 et jeudi 12 janvier, à Paris. M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, qui prononcera, le 18 janvier à Strasbourg, un discours dans lequel il exposera les grandes lignes du programme de la présidence française de la Communauté pour les six mois à venir, a répondu à huis clos aux questions des parlementaires, en compagnie du nouveau ministre des affaires européennes, M. Roland Dumas.

Ce dernier a notamment recommandé « une approche pragmatique et réaliste » des difficultés actuelles de la C.E.E. après l'échec du Conseil européen d'Athènes. Il a indiqué que la présidence française ne possédait « aucune recette miracle », mais qu'elle entendait « mettre tous les atouts de son côté », et ouvrir pour que l'Europe « retrouve son inspiration ».

La réunion a, en outre, donné l'occasion à des groupes de travail du groupe socialiste européen d'examiner différents dossiers particuliers : consommation, droits de la femme, environnement, construction navale et agriculture — avec les ministres français qui en sont chargés.

#### APRÈS LA VISITE AUX ETATS-UNIS DE M. ZHAO ZIYANG

### La voie est ouverte à un accord nucléaire sino-américain

Correspondance

Washington. — Comme prévu, le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, a terminé jeudi 12 janvier, sa visite dans la capitale par la signature d'un accord sur les échanges scientifiques et industriels. A cette occasion, le président Reagan a été félicité des entretiens, qui, a-t-il dit en substance, ont permis de constater un accord sur de nombreuses questions et d'éclaircir les points de vue sur les sujets de désaccord. Mais les milieux officiels sont particulièrement satisfaits des déclarations du premier ministre chinois assurant que « la Chine n'encouragerait pas la prolifération, n'aidait pas des pays non nucléaires à développer des armes nucléaires ».

Cette mise au point est considérée comme très importante — « une clarification historique », a même dit un diplomate américain — parce qu'elle lève le principal obstacle à un accord de coopération nucléaire entre la Chine et les Etats-Unis. Un certain nombre de questions techniques et juridiques restent à régler, mais on a bon espoir que l'accord sera signé en avril à Pékin à l'occasion de la visite du président Reagan.

Le gouvernement américain négocie avec la Chine depuis 1981, pour arriver à un accord qui permettra notamment aux compagnies américaines de construire huit réacteurs nucléaires d'ici à l'an 2000. Le montant potentiel des ventes dans ce domaine est évalué à 25 milliards de dollars. Washington voulait être assuré que Pékin ne revendrait pas l'équipement mais surtout le « savoir-faire » qui l'accompagne à des pays non nucléaires, comme le Pakistan ou la Corée du Nord. En fait, en adhérant à l'Agence internat-

ionale pour l'énergie atomique, la Chine s'était engagée à ne pas transférer de l'équipement nucléaire à des pays non nucléaires sans obtenir de ces derniers la garantie que ce matériel serait utilisé uniquement à des fins pacifiques. Mais les Américains insistent beaucoup pour obtenir de la Chine des assurances concernant le « savoir-faire ».

Sur le plan politique, disent les milieux officiels américains, la visite de M. Zhao Ziyang puis celle du président Reagan, vont consolider la normalisation des relations entre les deux pays. On souligne également que le président est allé plus loin que ses prédécesseurs sur la voie du rapprochement des liens avec Pékin, mais qu'il a su éviter de jouer de manière trop évidente la « carte chinoise ».

L'évolution de M. Reagan, soulignent les observateurs, est évidente, quand on se rappelle qu'il y a cinq ans il dénonçait la normalisation assurée par l'administration démocrate comme un « jeu de hasard plein de risques », accusant en outre le président Carter d'opportunisme politique. Apparemment, le président escompte qu'il tirera des bénéfices électoraux de sa visite à Pékin au début de la campagne.

H.P.

(Publié)

**1525 personnes**  
le samedi 22 octobre ont franchi le seuil du plus grand « Dépot Vente de Paris ». Faites de même. Les 2000 m<sup>2</sup> d'exposition se visitent par plaisir et le choix des modèles et de cadeaux y est tellement considérable. LE DEPOT VENTE DE PARIS, 81, rue de Lagoy (209) 372.13.91

**MAXIMILIEN M.**

Lanvin • Cerruti • Christian Dior  
Yves Saint Laurent • Hugo Boss  
Francesco Smalto

93-95 Champs-Élysées • Paris • 106, Bd St-Germain

سكزامن الأصل



# AMÉRIQUES

**déclare le ministre des finances, en commentant le projet de budget**

**JOCKEY-CLUB**  
240 bis. boulevard Saint-Germain  
Métro : Bac. ☎ 548.28.77

**SOLIDE**  
CHEMISES

➤ **Arrow** ➤

**260 F = 189 F**  
PANTALONS VELOURS  
ET VESTES EN LAINE  
rabais de

**20 à 30%**



مقرا من الاعمال

# 1000 numéros, quelle Histoire!

Il a donc mille semaines, ce Nouvel Observateur  
qui depuis bientôt 20 ans irrite, séduit, étonne.  
Mille semaines de fièvre dans les couloirs de la rédaction.  
Mille nuits de bouclage dans la fougue et la passion.  
Un tas de souvenirs, mais aussi des projets plein la tête.  
Pour un hebdo résolument tourné vers le futur.

# numéro 1001, quelle Aventure!

Pour son numéro 1001, le Nouvel Observateur pointe le nez sur l'horizon 1990.  
Parce que dans les six prochaines années, il se passera plus de choses  
que dans les cinquante dernières. Un numéro exceptionnel,  
tout entier consacré aux gigantesques mutations qui se préparent.  
Un numéro événement, le mille et unième.  
Cette semaine, prenez le grand tournant avec le Nouvel Observateur.

LE NOUVEL  
**observateur**





## Les socialistes et le «tabou» du pouvoir d'achat

Le débat sur la politique économique du gouvernement pour 1984, qui avait occupé une partie des travaux du comité directeur du P.S. le 7 janvier (le Monde du 10 janvier), n'a pas été exempt de discussions du bureau exécutif consacré, mercredi 11 janvier, aux rapports sur l'emploi et le pouvoir d'achat établis respectivement, pour le comité directeur, par M. Jean-Paul Bachy et M. Dominique Strauss-Kahn en vue de leur publication.

Le débat porte sur l'opportunité ou non d'une relance et sur le choix du «moteur» de cette relance. Pour une partie du P.S., la priorité pour 1984 reste la poursuite de l'assainissement de l'économie et, notamment, le redressement des échanges extérieurs. Cette vision des choses est, entre autres, celle de M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances. Dans cette optique, la lutte contre l'inflation doit rester au premier plan des préoccupations gouvernementales. Il est donc essentiel d'éviter tout dérapage des revenus. Selon cette analyse, compte tenu de la situation de l'économie française, une relance par la demande entraînerait surtout un accroissement d'importations, comme ce fut le cas en 1981.

Le CERES, lui, met l'accent sur le soutien de la demande intérieure. Les salaires, rappellent les amis de M. Jean-Pierre Chevènement, constituent l'essentiel de cette demande intérieure, dont le soutien ou le fléchissement a une influence directe sur l'activité des entreprises.

Pour le CERES, comme l'avait rappelé le 7 janvier l'ancien ministre de l'industrie, les mutations industrielles ne sont pas possibles «dans un contexte déflationniste». Le CERES souhaiterait voir clairement défini l'objectif d'un maintien du pouvoir d'achat moyen des salaires, alors que la résolution adoptée par le comité directeur ne fait référence qu'au «pouvoir d'achat moyen des travailleurs» et semble se référer implicitement au pouvoir d'achat du revenu disponible. C'est-à-dire le salaire plus les prestations sociales, après impôt.

Les membres du CERES craignent qu'une telle définition du pouvoir d'achat ne soit un moyen pour le gouvernement de «tourner» le «tabou» de la baisse du pouvoir d'achat, tabou qu'avait rappelé au comité directeur M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S. Les amis de M. Chevènement mettent en garde le gouvernement contre les risques politiques d'une baisse du pouvoir d'achat des salaires.

M. Delors, il est vrai, en rappelant, devant le comité directeur qu'un relèvement de la hausse des revenus nominaux n'exclut pas le maintien du pouvoir d'achat, il faudrait, en effet, que la hausse des prix se ralentisse au même rythme que la hausse des salaires nominaux, a ouvert la voie à cette interprétation. Si l'inflation se ralentit suffi-

samment, comme l'espère M. Delors, le pouvoir d'achat du salaire peut être maintenu, même avec un ralentissement de la hausse des salaires nominaux. C'est ce qu'a dit le ministre de l'économie et des finances au comité directeur (une erreur de transmission nous avait fait écrire dans le Monde daté du 10 janvier que M. Delors n'avait pas écarté une baisse des salaires nominaux).

Dans le cas contraire, la «petite phrase» du ministre implique la prise en compte, dans le revenu, des prestations sociales, pour aboutir à un maintien du pouvoir d'achat du seul revenu disponible, et non des salaires. C'est ce que craint le CERES.

## L'accompagnement social des restructurations

En dehors même du CERES, la définition du pouvoir d'achat en termes de revenu disponible suscite des réserves. Il n'est pas facile d'inciter l'opinion et, notamment, la base sociale de la majorité à appréhender désormais le pouvoir d'achat en termes de revenu disponible et non plus en salaire. En outre, une prise en compte non différenciée des prestations sociales aboutirait, comme on l'a fait remarquer au comité directeur, à considérer qu'une épidémie de grippe entraînerait, selon cette définition, une hausse du pouvoir d'achat.

Néanmoins, la garantie du maintien du pouvoir d'achat pour le seul revenu disponible ne semble pas, pour le moment, véritablement contestée en dehors du CERES. Avec plus ou moins de nostalgie pour une relance par la demande intérieure, bon nombre de socialistes se sont ralliés à ce qu'ils estiment être la seule politique réaliste en matière de salaires.

Certains jugent, cependant, que la réussite de la politique actuelle, sans desserrement d'aucune des contraintes qu'elle comporte, relève de la quadrature du cercle. Ils estiment que le gouvernement devrait «lâcher» sur la contrainte budgétaire. Cette contrainte - déficit budgétaire limité à 3 % du P.N.B. - a été définie par M. François Mitterrand.

Au-delà du CERES, un courant semble exister au sein du P.S. pour penser que l'accompagnement social des restructurations industrielles - qui suppose, comme l'a fait remarquer M. Jospin (le Monde du 13 janvier), des «restructurations» d'emplois dans les régions touchées par ces restructurations - nécessite la mise en œuvre de moyens financiers que pourrait apporter, par exemple, un collectif budgétaire visant à renforcer les fonds propres et, donc, les capacités d'investissement des entreprises publiques.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

## Majorité et opposition condamnent la radicalisation du débat...

M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, est revenu une nouvelle fois, jeudi 12 janvier, dans un entretien accordé à l'Agence France-Presse, sur l'affaire des «avions renifleurs». «Tout le propos politique de M. Giscard d'Estaing a traduit une étrange conception de la démocratie, de l'alternance et des institutions», a déclaré M. Gallo, mais «il ne faut pas dramatiser les rancunes et les rancunes d'un homme». Cependant, «dire du premier ministre qu'il «bave» est une vulgarité indigne d'un ancien chef d'Etat. Comme toujours, la vulgarité dans un débat a une signification politique».

## Les déçus de la politique

Les commentaires sur le conflit Talbot et l'affaire des «avions renifleurs» ont conduit ces dernières semaines la plupart des responsables de la majorité et de l'opposition à agir comme des sourds. M. Poniatsowski, comme à son habitude, en fait plus que tout le monde. Un seul silence au milieu de tant de bruit et de fureur : celui de M. François Mitterrand.

La politique «à la française» ne fait-elle ainsi que retrouver la logique de son fonctionnement, pour la plus grande satisfaction de ses partis et de ses hommes-clés ? Est-il clair et sain et utile pour chaque camp que les limites en soient, en semblables circonstances, rapidement repoussées et en couleurs voyantes ? Gauche contre droite, classe contre classe.

Tous ces antagonismes, les uns profonds, les autres purement «fonctionnels», sont le carburant de la machine politique. Mais qu'on les appelle centristes de conviction, sociaux-démocrates de cœur, membres d'une «nouvelle» (ou d'une «fausse») gauche, des spectateurs plus ou moins engagés de la vie publique se trouvent, de plus en plus nombreux, gênés, sinon irrités par la perpétuation de ce mécanisme.

Les taxes de neutralité, de duplicité ou d'absence de sens politique ne sont à rien : une nouvelle culture politique, basée dans la contradiction, diffusée à partir du milieu des années 60, commence à s'affirmer vraiment, elle n'a, pour balbutier, que le refus des stéréotypes, le goût de la vérité recherchée, plus que des vérités assénées, la dénegation de la foi aveugle dans les religions politiques et leurs messes.

Il existe, en somme, des déçus de la politique, beaucoup plus que du socialisme. Dans des querelles comme celles auxquelles nous assistons en ce moment, ce sont eux qui se font le plus difficilement entendre. Le président de la République, en se taisant ou en limitant ses propos, peut toujours laisser croire qu'il écoute mieux que quiconque. Mais quand cela serait, à quoi bon si tout doit toujours finir par passer par le vacarme qui accompagne la conquête puis la conservation du pouvoir ?

MICHEL KAJMAN.

L'ancien président rejoint ici la cohorte de ses proches qui, depuis mai 1981, en France ou lors de voyages à l'étranger, s'emploient à déconsidérer les nouveaux responsables de la République, à critiquer les entreprises nationales et leur gestion, mettant en péril l'économie française et sa monnaie.

Quant à la destination de l'argent transféré à l'étranger dans l'«escroquerie des renifleurs», M. Gallo note que «le gouvernement n'en sait guère plus que les Français» mais qu'il «faut que les enquêtes aboutissent». Pour lui, il est «curieux» que l'escroquerie ait «pu durer si longtemps sans de multiples solidarités internationales».

Le porte-parole du gouvernement, après avoir rejeté sur M. Giscard d'Estaing la responsabilité de la politisation de cette affaire, souligne que «cette escroquerie n'est certes pas le problème central du moment, qui est la santé économique du pays. Le pays n'a pas besoin de vaines agitations ni d'anthèmes, mais d'un langage de courage et de vérité. Cela dit, dans la mesure où les leaders de l'opposition attaquent le fonctionnement normal des institutions et ceux qui, légitimement, les représentent, le gouvernement se doit de répondre. Il le fera chaque fois avec mesure, sans céder à des polémiques inutilement».

Interrogé sur les récentes déclarations de M.M. Chirac, Barre et Giscard d'Estaing, M. Gallo a décelé une «radicalisation» du propos de l'opposition. Il observe «des stratégies parallèles et concurrentes des différents leaders de l'opposition qui, faute d'avoir un programme répondant aux problèmes de 1984, n'ont en vue que des échéances électorales».

Dans l'opposition, M. René Monory, ancien ministre de l'économie, a estimé jeudi 12 janvier qu'«il ne faut pas croire que les échelons supérieurs n'ont qu'un seul côté». «A vouloir de cette affaire faire croire que c'est une affaire politique, on ne rend plus à la majorité que la majorité qui a l'opposition», a déclaré M. Monory, qui s'exprimait sur France-Inter.

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a déclaré (nos dernières éditions du 12 janvier) qu'«il était temps que le président de la République se rende compte de la dégradation du débat politique en France». «Il est temps, a-t-il dit, que M. François Mitterrand se rende compte que personne en France n'a à gagner à de tels affrontements et à une telle escalade».

## M. Poniatsowski l'accusé

En revanche, M. Michel Poniatsowski, ancien ministre de l'intérieur et président d'honneur du parti républicain, a affirmé jeudi soir à Tourcoing (Nord), à l'occasion du lancement de la campagne des «rendez-vous de la liberté» menée par le P.R. : «Il s'agit d'une attaque stupide, mensongère, honteuse et, disons-le, déguisée. (...) Celui qui l'a faite, ce n'est pas le rédacteur en chef de tel ou tel journal, ce n'est même pas tel ou tel journal de chantage qui a entrepris cela. Une opération de ce style ne se fait qu'avec l'autorisation du président en exercice. (...) Enfin cela, c'est pour dire que le déguisement c'est Mitterrand. Il ne représente plus les intérêts de la France. Il est encore constitutionnel, il n'est plus légitime».

● ERRATA. - Plusieurs lecteurs nous signalent que, dans l'article titré «Précisions et corrections» paru dans nos éditions du 13 janvier, nous écrivions par erreur : «L'ancien président de la République se trompe lorsqu'il précise que son ministre de l'industrie de l'époque, M. André Giraud, était l'un des destinataires du rapport» (de la Cour des comptes). Dont acte. Dans l'entretien accordé à TF1, M. Giscard d'Estaing a simplement indiqué : «Ce rapport a été établi à la fin de janvier 1981. Il a donc été communiqué ensuite plus tard aux autorités de tutelle, c'est-à-dire à un moment où on était pratiquement entré dans la campagne présidentielle». Il n'en est pas moins vrai que les autorités de tutelle sont, en premier lieu, les ministres concernés, parmi lesquels le ministre de l'industrie.

D'autre part, dans l'article paru le 10 janvier sous le titre «Le plaisir de M. Jean Violette», nous avons attribué à tort à l'avocat d'affaires l'affirmation selon laquelle M. Daniel Boyer, devenu fondé de pouvoir des sociétés de M. Alain de Villegas en 1978, pourrait apporter au gouvernement tous les éclaircissements sur l'utilisation des fonds mis à la disposition de la Fislama par ELF.

## M. Mitterrand s'étonne qu'on puisse lui reprocher de ne pas avoir, à son tour, «étouffé» l'affaire

Le président de la République, garant des institutions et de l'unité du pays, n'entend pas se laisser entraîner dans une polémique politique qui n'est pas de son niveau. Ainsi peut-on résumer la réaction du chef de l'Etat aux propos tenus le 11 janvier à la télévision par M. Giscard d'Estaing et qui ne recevaient donc pas de réponse publique de la part de M. Mitterrand (nos dernières éditions datées 13 janvier).

Le chef de l'Etat considère en effet que les responsables politiques - il n'est, assure-t-il, l'ennemi d'aucun d'entre eux - conduisent les débats à leur guise, mais qu'il ne saurait lui-même y être mêlé. Ne m'entraînez pas qui veut, pense-t-il en substance.

M. Mitterrand considère qu'en fait le véritable reproche qui lui est adressé par les responsables de l'opposition est de ne pas avoir, à son tour, «étouffé» l'affaire des avions renifleurs. Il se demande qui de celui qui révèle les documents, ou de celui qui a commis la faute, nuit le plus au crédit d'une entreprise nationale.

## Le premier «avion renifleur» est retrouvé

L'un des «avions renifleurs» vient d'être retrouvé dans un état de grand délabrement sur l'aéroport de Toulouse-Montaudou. Il s'agit d'un DC-3 immatriculé «BC YX» qui a servi aux premières expérimentations. Le rapport de la Cour des comptes précise à ce propos : «Pour les missions de l'année 1976, un avion DC-3 - celui-là même qui a servi aux premières essais - fut loué au mois par l'ERAP à une compagnie privée de Toulouse, Uni-Air, et aménagé selon les besoins des inventeurs».

Cet avion avait été doté d'installations spéciales pour la mesure de la valeur de 80 000 francs. Les factures étaient réglées par ELF-ERAP. Leur montant total, indique le rapport, s'élevait à 366 105,16 F pour l'exercice 1976.

Le DC-3 était notamment piloté par M. Philippe Halloux, qui fut l'épouseur président de la Compagnie européenne de recherches (CER), société belge créée par les «inventeurs» - aujourd'hui introuvables, et, dit-on, par un neveu de M. de Villegas. Le comte belge et son «associé» italien, M. Aldo Bonassoli, survolaient à l'époque la région toulousaine et le golfe du Lion et faisaient de fréquents allers et retours entre Toulouse et Bruxelles.

L.G.

## Tentative de cambriolage chez un collaborateur du Canard enchaîné

Une tentative de cambriolage au lieu, jeudi 12 janvier, chez un journaliste, collaborateur du Canard enchaîné, M. Pierre Pén, à Bouffémont (Val-d'Oise). Pierre Pén est l'auteur du premier article consacré à l'affaire des «avions renifleurs», publié par l'hebdomadaire le 22 juin 1983, sous la signature de Jérôme Canard.

D'autres articles de lui, sur la même affaire, ont paru ces dernières semaines dans le Canard enchaîné. L'hebdomadaire les Nouvelles publie cette semaine (1) une interview de Pierre Pén sous le titre «L'homme qui a tout dévoilé».

La tentative de cambriolage a eu lieu peu après 8 heures. Deux hommes en casque, croyant la maison vide, avaient entrepris de remplir plusieurs sacs-poubelles des papiers qui se trouvaient sur les lieux. Selon Pierre Pén, cinq de ces sacs contenant des documents volés dans le bureau de sa femme étaient déjà prêts à être emportés. Ce travail de démantèlement a été interrompu par l'épouse du journaliste qui se trouvait seule à ce moment-là dans la maison.

● La section C.G.T. du groupe ELF désavoue dans une déclaration au conseil d'administration les «conditions inacceptables» dans lesquelles s'est déroulée l'affaire depuis le début. Elle «estime que,

Tenu en respect par l'un des maîtres, qui la menaçait d'une bombe lacrymogène, M. Pén n'a pu donner l'alerte. Mais le passage devant la maison d'une patrouille de gendarmerie a mis les cambrioleurs en fuite, sans qu'ils aient le temps de rien emporter. M. Pén a entendu les deux cambrioleurs parler dans une langue étrangère, qui lui a semblé être d'Europe centrale. Pierre Pén suppose qu'un complice attendait les deux hommes, dehors, au volant d'un véhicule. La brigade de gendarmerie de Domont (Val-d'Oise) a été chargée de l'enquête.

Pierre Pén attribue cette tentative de cambriolage au rôle qu'il a joué dans l'affaire des «avions renifleurs» et à la parution récente, chez Fayard, de son livre Affaires africaines. Cet ouvrage, dont la diffusion approche aujourd'hui quatre vingt mille exemplaires, avait sérieusement envenimé les relations franco-gabonaises il y a deux mois (le Monde du 26 octobre 1983). Avant et après sa parution, Pierre Pén avait été l'objet de pressions et menaces diverses.

(1) Numéro daté 12-13 janvier.

## Le nouvel alcootest : aberrant !

Le nouvel alcootest qui risque de vous faire sauter votre permis est-il fiable ? Gault-Millau l'a testé sur 12 de ses collaborateurs : les résultats sont aberrants et de belles injustices se préparent sur le dos des automobilistes. Gault-Millau de janvier, chez votre marchand de journaux.

## TOUTE L'EUROPE CULTURELLE DANS UNE REVUE ARTS / SCIENCES

N° 1 / 1<sup>er</sup> trim 1984

Fondation Européenne des Sciences, des Arts et de la Culture

19 av. du Président Wilson 75016 PARIS / FRANCE. Tél. 720.57.77





قرا من الاموال

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

### Mme Veil fait plier l'U.D.F.

Le bureau politique de l'U.D.F., réuni jeudi 12 janvier, a pris connaissance des résultats du sondage réalisé à sa demande par la Sofres sur les intentions de vote des Français lors du prochain scrutin européen.

Bien que les résultats de cette enquête fasse apparaître que deux listes de l'opposition obtiendraient un meilleur score qu'une seule liste, le bureau de l'U.D.F. a décidé de renouer, la semaine prochaine, le R.P.R., avec lequel il est vraisemblable qu'il présente une liste unique conduite par M<sup>me</sup> Simone Veil.

Pauvre U.D.F. ! Combien de couleuvres devra-t-elle encore avaler avant de disparaître ou, éventuellement, d'écarter ? Son incapacité à résister aux pressions de ses partenaires ou des personnalités qui, telle M<sup>me</sup> Simone Veil, sont proches d'elle, a trouvé une nouvelle illustration dans le communiqué publié par ses soins, le jeudi 12 janvier, au terme de la réunion de son bureau politique consacré aux élections européennes.

On se souvient que le 3 décembre 1983, M. Jean Lecanuet avait annoncé, fort maladroitement, que la « confédération » qu'il prôlait souhaitait s'appuyer sur le résultat d'un sondage pour déterminer son choix d'une ou deux listes de l'opposition aux élections de juin 1984. Elle craignait cependant que les résultats de l'enquête menée à

sa demande par la Sofres ne laisse clairement apparaître la volonté unitaire de l'électorat de l'opposition.

Délicieuse surprise pour elle : il n'en est rien ! Le sondage révèle que deux listes distinctes R.P.R. et U.D.F. obtiendraient un meilleur score qu'une seule liste d'union qui ne dépasserait pas, elle, les 48 %. Voilà qui venait renforcer la volonté défailante de l'U.D.F. favorable à deux listes mais incapable de faire prévaloir ses vues. Or, les termes mêmes du communiqué publié par l'U.D.F., jeudi, permettant de penser qu'elle s'achemine lentement vers la solution de la liste unique.

« Les intentions de vote exprimées par les Français, précise ce communiqué, font apparaître un recul très important du total des intentions de vote se portant sur les partis communiste et socialiste qui apparaissent fortement minoritaires dans le pays. (Ils font apparaître) la force des deux grands courants d'opposition (qui indiquent) que les Français expriment plus fortement leur refus du gouvernement socialiste et communiste lorsqu'ils ont le choix entre deux listes, une liste U.D.F. et une liste R.P.R. » Mais, notation importante, le communiqué ajoute : « Bien que ce constat soit clair, le bureau politique, désireux de rechercher l'union de l'opposition sur un engagement européen commun, décide avec M<sup>me</sup> Veil de proposer au R.P.R. une rencontre à brève échéance ».

Autrement dit, l'U.D.F. au moment où elle obtient grâce à un sondage la confirmation de la justesse de sa stratégie des deux listes, commence à négocier avec le R.P.R. Pour sauver la face, elle dira, bien sûr, qu'il s'agit d'une négociation portant sur deux questions de fond qui l'opposent au R.P.R. : la supranationalité et l'élargissement de la communauté. Elle annoncera éventuellement que le R.P.R. s'est rallié à ses thèses et que, par conséquent, plus rien ne s'oppose à la liste unique. Dans ce cas, pourquoi avoir commandé un sondage qui devait éclairer son jugement ?

#### M. Giscard d'Estaing « exaspéré »

L'U.D.F. s'est, en fait, laissé piéger par M<sup>me</sup> Veil, qui avait demandé à la Sofres d'ajouter aux trois questions prévues une interrogation supplémentaire : quels seraient les scores respectifs obtenus par trois listes de l'opposition, l'une dirigée par M<sup>me</sup> Simone Veil, l'autre par M. Jacques Chirac, et la troisième par M. Jean Lecanuet ? M<sup>me</sup> Veil, dans ce cas de figure, obtenait, comme M. Jacques Chirac, 24,5 % des intentions de vote, tandis que M. Lecanuet recueillait, lui, 4 %. Voilà qui mettait un terme à toutes les velléités d'indépendance de l'U.D.F. même si l'on peut considérer que ce dernier résultat est d'autant plus sévère que M<sup>me</sup> Veil apparaissait déjà dans le sondage comme le futur leader d'une liste unique.

Ainsi, en soumettant à la réflexion de l'U.D.F. ce dernier élément, M<sup>me</sup> Veil semble l'avoir définitivement emporté : l'ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés européennes est sur le point de faire plier l'U.D.F. M. Giscard d'Estaing, qui assistait à la réunion du bureau politique de l'U.D.F., s'est montré « exaspéré », car, à ses yeux, une liste unique de l'opposition aux élections européennes « compromet les chances pour 1984 ».

On peut penser effectivement que le scrutin européen est le plus favorable à l'expression autonome des partis. Si ceux-ci choisissent l'union pour cette échéance, on ne voit pas pour quelles raisons ils pourraient par la suite modifier leur attitude. Il faut considérer aussi que la campagne de l'élection présidentielle de 1981, où la majorité - aujourd'hui opposition - s'est montrée divisée, continue de gêner l'organisation de primaires.

L'U.D.F., qui, pour les élections européennes souhaitait deux listes dans l'union, a d'autant plus de mal à résister qu'elle avait, comme le soulignait M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S. (le Monde du 10 janvier), choisi la difficulté « en établissant sa stratégie avec une personne, M<sup>me</sup> Veil, plutôt favorable à une liste ».

Ces nouveaux cafouillages, qu'elle s'efforce encore aujourd'hui de rattraper, devraient enfin inciter l'U.D.F. à réfléchir de manière plus sérieuse sur l'avenir d'une confédération qui refuse de se ranger derrière un seul responsable, qu'il s'agisse de M. Giscard d'Estaing, de M. Barre, de M<sup>me</sup> Veil, ou... de M. Chirac.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

### MM. ESTIER ET RUMOR SOULÈVENT QUE LES THÈMES DE POLITIQUE INTERIEURE NE DOMINENT PAS LA CAMPAGNE

Pour la première fois, une délégation de l'Assemblée des Communautés européennes a rencontré officiellement des députés d'un Parlement national : le bureau de la commission politique de l'Assemblée de Strasbourg a été reçu, jeudi 12 janvier, par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, à l'initiative du président de celle-ci, M. Claude Estier (P.S.).

Après cette rencontre, M. Estier et M. Mariano Rumor (démocrate chrétien, Italie), président de la commission politique de l'Assemblée européenne, se sont déclarés très satisfaits de cette « première », soulignant qu'elle avait lieu au début du semestre pendant lequel la France assure la présidence de la Communauté.

M. Rumor a affirmé que les parlementaires européens plaçaient « beaucoup d'espoirs et de confiance » dans cette présidence pour « donner un nouveau souffle à l'Europe ». Il a expliqué, aussi, qu'il avait demandé à M. Roland Dumas, nouveau ministre français aux affaires européennes, de faire « un pélerinage » dans toutes les capitales européennes, pour expliquer l'importance des décisions à prendre.

Enfin tous les participants à cette rencontre ont souligné que le nécessaire soit fait pour que, lors de la prochaine campagne pour les élections européennes, les thèmes de politique intérieure ne prennent pas le dessus.

« Le P.F.N. et les européennes. - M. Roger Girard, secrétaire général du Parti des forces nouvelles (P.F.N.), a indiqué, mercredi 11 janvier, que sa formation avait contacté le Front national pour lui proposer la constitution d'une liste pour les élections européennes comprenant 40 % de représentants des deux partis et 20 % de « personnalités de la droite nationale » et conduite par M. Le Pen.

« L'extrême droite à Bordeaux. - Un millier de personnes environ ont manifesté, jeudi soir à Bordeaux, pour protester contre l'organisation d'une réunion publique organisée par le Parti des forces nouvelles dans une salle prêtée par la municipalité. Cette manifestation a été suivie du dépôt d'une gerbe devant le musée de la Résistance. Quelques heurts se sont ensuite produits entre militants d'extrême gauche réunis par un collectif antifasciste et le service d'ordre du P.F.N. La présence d'importantes forces de police a permis de les contenir. - (Corresp.)

### Les chiffres

Le sondage destiné à connaître les intentions de vote des Français aux prochaines élections européennes, commandé par l'U.D.F. à la Sofres a été réalisé du 2 au 6 janvier auprès d'un échantillon représentatif de mille deux cents personnes. Trois cas de figure ont été soumis aux personnes interrogées.

Dans le premier cas - l'opposition présente deux listes, l'une conduite par M<sup>me</sup> Simone Veil, l'autre par M. Jacques Chirac, - une liste P.C. conduite par M. Georges Marchais obtiendrait 12 % des suffrages ; une liste P.S. conduite par M. Lionel Jospin, 21 % ; l'U.D.F., 26 % ; le R.P.R., 26,5 % ; une liste écologiste, 5 % ; une liste centre gauche conduite par M. Maurice Faure, 4 % ; une liste du Front national conduite par M. Jean-Marie Le Pen, 2,5 % et une liste P.S.U.-extrême gauche, 2 %.

Dans le deuxième cas - l'opposition présente deux listes, celle de

l'U.D.F. est toujours conduite par M<sup>me</sup> Veil, celle du R.P.R. est conduite par M. Bernard Pons - le P.S. gagnerait un point recueillant 23 % des suffrages ; l'U.D.F., en gagnant quatre, recueillant 30 %, et le R.P.R. avec 21,5 % en perdrait cinq. Les scores du P.C., des écologistes, du centre gauche, du Front national et de l'extrême gauche seraient inchangés.

Dans le troisième cas - l'opposition présente une liste unique conduite par M<sup>me</sup> Veil - la P.C. obtiendrait toujours 12 % des suffrages et le P.S. 23 %. L'opposition ne dépasserait plus comme dans les deux premiers hypothèses la barre des 50 % et obtiendrait que 48 % des suffrages. Les écologistes et le centre gauche recueillant respectivement 6 % et 5 % augmenteraient leur score d'un point, alors que le Front national croîtrait de 3,5 % des intentions de vote. Le P.S.U. et l'extrême gauche, pour leur part, recueilleraient 2,5 % des suffrages.

### LA RENCONTRE P.S.-M.R.G.

#### M. Jospin souhaite la constitution d'une liste commune pour le scrutin européen de juin

Le P.S. a terminé la série de contacts organisés avec ses partenaires de la majorité en rencontrant, jeudi 12 janvier, une délégation du M.R.G. conduite par son président, M. Jean-Michel Baylet. Outre les questions internationales, à propos desquelles les radicaux de gauche ont fait part de leur accord avec la politique suivie par le président de la République, tant au Liban qu'en Tchad et sur les euro-missiles, a été abordée la situation économique et sociale.

Sur ce point, les radicaux de gauche ont proposé la tenue d'un « Grenelle des mutations technologiques », organisé branche par branche et auquel devraient participer le patronat, les syndicats et l'Etat. Pour le M.R.G., « réaliser les échéances » serait faire un « manifeste usage de la négociation ». Il suggère, notamment, la mise au point de « contrats Etat-branches » avec la création d'un fonds mutuel de la mutation « afin de faciliter à la fois les investissements et (...) la création d'emplois ». Commentant cette suggestion, M. Jospin, qui conduisait la délégation socialiste, a déclaré que le terme « Grenelle » était pas le « mieux choisi », mais, a-t-il ajouté, « ce qui compte, c'est l'idée ».

Le premier secrétaire du P.S. a, d'autre part, donné son accord pour la constitution d'un groupe d'« échanges d'idées » entre les deux partis sur le développement des P.M.E.-P.M.I., thème cher au M.R.G., pour qui il serait dangereux de donner la priorité aux seuls problèmes rencontrés par les entreprises de dimension nationale.

La notion d'élargissement de la majorité, par la constitution d'un « grand centre gauche », qui avait été l'axe retenu par le M.R.G. lors de son congrès des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> octobre

dernier, méritait, selon le P.S., d'être « clarifiée ». Les explications données « ont satisfait » M. Jospin, qui a retenu que ses partenaires visent un élargissement et non la constitution d'une nouvelle majorité présidentielle. M. Jospin en a profité pour confirmer le scepticisme que lui inspire l'initiative de M.M. Maurice Faure et Edgar Faure, tandis que M. Baylet continue d'y voir la marque de la réalisation d'un courant radical, de ce « centre gauche » dont son parti entend être le « fer de lance ». Le député du Tarn-et-Garonne a, aussi, fait part à ses interlocuteurs des préoccupations qu'inspire à ses amis la « violence actuelle du langage politique ».

La préparation des élections européennes - autre point traité au cours de la rencontre - a donné l'occasion à M. Jospin, « à titre personnel », de considérer qu'ensemble, en 1979 et dans d'autres élections, socialistes et radicaux de gauche devraient se retrouver sur une même liste, s'inscrivant ainsi « dans un esprit de continuité ». « Il n'y a pas de raison, a-t-il estimé, pour que nous modifions notre position ». Après avoir rappelé que son parti s'était montré largement partisan d'une liste autonome, M. Baylet a relevé ce « fait nouveau » qui, a-t-il indiqué, sera examiné par les instances du M.R.G.

Ce dernier devrait prendre sa décision le 26 février, à l'occasion d'un conseil national, qui sera précédé, la veille, d'un « colloque » réunissant les radicaux européens et, d'ici à la fin du mois de janvier, d'une réunion de personnalités susceptibles de figurer sur une liste du M.R.G. élargie.

A. Ch.

### « L'HUMANITÉ DIMANCHE » REPROCHE A M<sup>me</sup> VEIL SON APPARTENANCE A LA DIRECTION D'UN GROUPE FINANCIER.

L'Humanité Dimanche, hebdomadaire central du parti communiste, publié, dans son numéro du 13 janvier, sous le titre : « Emprunt Giscard : en voiture Simone ! », un article consacré à un groupe financier néerlandais, Robeco, en conseil de surveillance duquel appartient M<sup>me</sup> Simone Veil, ancienne présidente de l'Assemblée européenne, et M. Jean-Marie Le Pen, ancien président du C.C.F. Une filiale de ce groupe, Roronto, possède, selon l'hebdomadaire du P.C.F., 24 900 titres de l'emprunt 1973, indexé sur l'or (l'emprunt Giscard), du nom du ministre des finances qui l'avait lancé, dont 9 900 titres achetés entre mars et septembre 1983.

Le 16 janvier, les porteurs de ce titre doivent encaisser des intérêts dont le taux, selon l'hebdomadaire, s'élève à 69 %. « Les rapports entre la droite et l'argent sont toujours ce qu'ils étaient », commente l'hebdomadaire du P.C.F. L'Humanité Dimanche relève, d'autre part, que Roronto est domicilié dans un « paradis fiscal », Curaçao, ce qui est aussi le cas, en il souligne, de la société Schlumberger, que dirige M. Jean Riboud.

[M<sup>me</sup> Simone Veil et M. Jean-Marie Le Pen ont fait leur entrée à la fin de l'année 1982 au conseil de surveillance commun aux sociétés d'investissement (Robeco, Roronto, Roronto et Redanco) qui composent le premier groupe européen d'investissement, auquel il faut ajouter Roparco, qui gère depuis novembre 1981 l'ensemble des comptes d'épargne du groupe. Ces nominations sont intervenues à titre personnel, de même que celle de M. Walter Schell, ancien président de la République fédérale d'Allemagne, qui figure également parmi les personnalités présentes dans cet organisme. Le montant de l'emprunt de l'emprunt 1973, qui sera détaché le 16 janvier prochain, s'élève à 688,13 F contre 504,92 un an auparavant et 603,09 F en janvier 1981.]

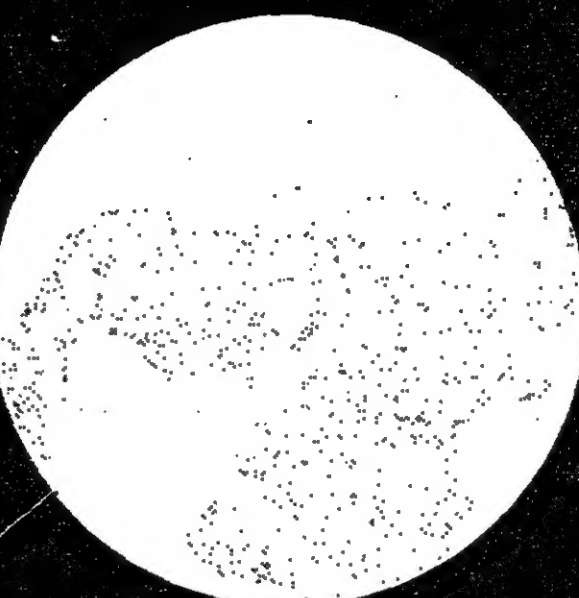
« La position du R.P.R. - Le R.P.R. réunit, le 3 mars à Paris, un congrès extraordinaire consacré à la préparation des élections européennes. M. Pons, secrétaire général du mouvement, a rappelé, jeudi 12 janvier, que le R.P.R. « en attendant la décision de l'U.D.F. », demeurerait attaché à sa proposition de liste unique de l'opposition pour l'élection européenne ».

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI documentation sans engagement COURS LE FÉAL 387 25 00 23 rue des Dames Paris 17<sup>ème</sup>

# INDISPENSABLE L'ATLAS STRATEGIQUE

Géopolitique des rapports de forces dans le monde

Gérard Chaliand Jean-Pierre Rageau



Cet atlas géopolitique et géostratégique, unique en son genre, comble un vide insupportable.

Général Georges BUIS

Un instrument indispensable à la compréhension des phénomènes de notre temps.

Hélène CARRERE D'ENCAUSSE

Indispensable pour réfléchir aux tensions du monde, connaître leurs origines, prévoir leurs résultats.

Général Pierre GALLOIS

Des cartes suggestives, un commentaire intelligent, une vision nouvelle. Un très utile outil de travail pour mieux comprendre l'histoire de 1939 à 1983.

Yves LACOSTE

Ouvrage cartonné comprenant 235 cartes couleurs 150F

FAYARD



Le Monde

DEUX RASSEMBLEMENTS ORGANISÉS DANS L'ILE  
APRÈS LES ÉVÉNEMENTS DE CES DERNIERS JOURS

La Corse, veille et réveil

Les huit organisations nationalistes légalistes appellent les Corses à se rendre à Bastia, le 14 janvier à 15 heures, pour l'enterrement d'Etienne Cardil, le militant nationaliste tué par un engin explosif qu'il tentait de déposer dans une villa. A la même heure, ce même samedi à Calvi, l'Association pour la Corse française et républicaine appelle à une manifestation contre la violence.

De notre envoyée spéciale

Bastelica. — « Qui va-t-on veiller ce soir ?... » L'homme attablé au comptoir regarde son verre. Ses voisins attendent la fin de la phrase. « Une godasse. » Sourires entendus ou silence gêné. Ainsi commente-t-on dans ce petit bistrot de Bastelica la mort d'Etienne Cardil dans la nuit du 9 au 10 janvier, alors qu'il tentait de plastiquer près d'Ajaccio la villa déserte d'un « continental ». Du plastique déchiré, on aperçoit d'abord les chaussures... M. Cardil vivait dans ce village montagnard depuis plusieurs années. Chaque jour, il se rendait à Ajaccio, à quarante kilomètres pour son travail au rectorat.

Officiellement, à Bastelica, personne ne veillera la mort. Il n'est pas « natif » du village. Son dernier geste a suscité ici une réprobation à peine dissimulée. « C'est bien fait », peinent-ils. « Ce sont les rigueurs du métier ». Rares sont ceux qui évoquent le sort de celui qui a été tué. Certains déclarent vouloir assister à l'enterrement le 14 janvier, mais ils ne veulent pas se mêler à la manifestation. Dans les conversations à Bastelica, la mort d'Etienne Cardil est un sujet qui se pose à la fois comme un fait divers et comme un événement. Quel chemin a parcouru ce village, qualifié il y a quatre ans de « Mecca » des nationalistes ?

« Ras-le-bol »

C'était le 6 janvier 1980... Cinq ans après la révolte d'Algeria déclenchée par les « événements » de Bastelica-Fesch. Sept villageois, militants nationalistes, furent arrêtés, puis condamnés par la Cour de sûreté de l'Etat. La bourgeoisie de Bastelica, des « pro » dans sa quasi-totalité, se bat pour leur libération. Aujourd'hui, jugés de Sartène ou de Bastia, la réputation demeure tenace. Mais en village, chacun a choisi son camp.

La mort d'Etienne Cardil et le départ précipité de M. Tenevini.

Le calme règne à Bastelica

Bastelica. — On ne semble guère ici redouter un réel affrontement, moins encore cette « guerre civile larvée » évoquée dans certaines diatribes. Bâti dans une forteresse au flanc d'un monticule du val d'Ese, entouré de montagnes où l'on voit de loin les chalets isolés, le village est un des plus gros et des plus vivants de Corse.

Depuis 1977 siège, sous l'autorité de M. Pierre Porri, une municipalité d'union de la gauche. Sept cents électeurs, dont une centaine de jeunes, trois bistrots, une école, un centre de formation continue et des agriculteurs, des éleveurs, la bourgeoisie vit durement. Le soir, on y vient tard, d'un café à l'autre, à la recherche d'un bon verre. Les feux de bois dans les cheminées. Si le calme règne à Bastelica, les « événements » du 6 janvier 1980 ont pourtant profondément marqué les esprits.

Nombreux sont les jeunes qui, tout en revendiquant leurs opinions nationalistes, avouent avoir délaissé quelque peu l'avenir de la gauche au pouvoir. L'arrivée de M. Tenevini, élu député, a été un espoir. L'avenir n'est pas définitivement compromis.

Depuis septembre 1983, au village, on commence à faire les comptes. Un « comité de sauvegarde » a été constitué à Bastelica. Plus de six cents personnes ont signé une pétition dans ce sens. Le comité regroupe une trentaine de membres actifs. Toutes les tendances y sont représentées, du parti communiste au R.P.R., à l'exception des nationalistes, et pour cause... Ces derniers ont obtenu, début septembre, des subventions importantes pour leurs projets associatifs, au détriment de la commune. Celle-ci demandait de son côté, d'équiper, par la région, d'équipements pour promouvoir le ski de fond.

L'aide avait été refusée. Pis, pour ce faire, les militants associatifs ont occupé la Villa Piféri, où siègeait la commission des finances de l'assemblée de Corse. « Seule la violence paie », ont constaté les villageois avec amertume. D'importantes subventions auraient été promises aux « 3 A », les associations contestées.

Lancées par un petit groupe, dont le leader, M. Marcel Lorenzini, fut le héros des « événements » de 1980, elles ont développé aussi bien le sport d'hiver que les randonnées et le ski de fond. L'association veut « revitaliser le territoire », comme chacun le dit.

Mais les agissements ont été dénoncés. Après avoir créé une coopérative d'utilisation du matériel agricole (C.U.A.), ils ont ouvert une coopérative de charbonnage de montagne. En septembre 1983, ils annoncent la création d'une structure d'accueil et de restauration, surant hôtellerie et restauration. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. « Ils touchent des subventions et ne paient pas d'impôts. Comment voulez-vous rester concurrents ? », accusent les habitants. L'association a été démantée.

Même son de cloche chez les éleveurs et les bouchers. On dénonce l'« affaiblissement » des éleveurs du nationalisme. On fustige la « magouille des subventions ». Réflexe poujadiste... Mais Bastelica vit, avec des particularismes, un débat qui agite la Corse.

A qui servent aujourd'hui les subventions distribuées depuis deux ans par le gouvernement de gauche ? Ceux qui ont voté pour le changement déplorent la perte des responsabilités du gouvernement. Pour ces derniers, la même politique. Les autres, les nationalistes, ne voient pas la question scolaire, vieille d'un siècle, se régler pas d'un coup de baguette magique.

M. Savary, avec bien sûr la soutien du président de la République, suit une double démarche politique. D'une part, en ne choisissant pas les deux camps, il refuse la guerre scolaire. D'autre part, il veut améliorer la formation de tous les jeunes Français qui se joignent à la question scolaire, vieille d'un siècle, se régler pas d'un coup de baguette magique.

société

Les propositions de M. Savary sur l'école privée

Dans la lettre qui accompagne ses propositions, M. Alain Savary offre d'ouvrir sans délai des négociations, qui porteront « à la fois sur les principes et modalités des mesures proposées ». Avec ceux des partenaires qui acceptent la discussion, le calendrier sera arrêté avant la semaine prochaine.

Quatre sujets sont traités : l'interprétation du « besoin scolaire reconnu » pour la passage du contrat et les conséquences sur l'ins-

cription des crédits au budget et sur les ouvertures et fermetures de classes ; les relations entre collectivités locales et établissements privés sous contrat ; la titularisation des maîtres volontaires. Un cinquième chapitre : la réforme des collèges dans l'enseignement privé, donnera lieu à des propositions prochaines.

En préambule aux propositions sur l'établissement d'intérêt public, le texte du ministre

Ce qui changera

Comment est calculé le nombre d'emplois affectés au privé ? En fonction des effectifs d'élèves accueillis et des types de formation dispensés dans le public et le privé. Compte tenu des « choix » d'éducation exprimés par les parents, dans le cadre des projets éducatifs.

Qui paiera les enseignants ? L'Etat, dans tous les cas de figures comme aujourd'hui.

Qui paiera les dépenses de fonctionnement des classes et établissements sous contrat ? Dans les écoles primaires : la commune, pour les élèves domiciliés sur son territoire. La répartition des dépenses se fait par accord entre toutes les communes où sont domiciliés les élèves. Ces dépenses forfaitaires sont calculées par élève et par année, elles sont égales au coût moyen des dépenses correspondantes de l'enseignement public. Ces dépenses sont obligatoires lorsque le contrat a été conclu depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier. Pour les contrats antérieurs, une convention doit être signée entre de cette convention, c'est la commission d'harmonisation, qui arbitre. Si l'arbitrage échoue, le commissaire de la République tranche.

Pour les collèges, c'est le département qui paiera. Pour les lycées, c'est la région. Leur contribution c'est la part de l'élève au forfaitaire moyen d'un élève de l'enseignement public, y compris les dépenses de personnel non enseignantes, les frais d'entretien et charges diverses. Un variante prévoit que l'Etat prend à sa charge les dépenses de personnel non enseignant.

Si 10 % des élèves d'un collège proviennent d'un autre département, une participation sera demandée par convention à ce département.

Un variante prévoit que l'Etat prend à sa charge les dépenses de personnel non enseignant.

Un variante prévoit que l'Etat prend à sa charge les dépenses de personnel non enseignant.

Un variante prévoit que l'Etat prend à sa charge les dépenses de personnel non enseignant.

Un variante prévoit que l'Etat prend à sa charge les dépenses de personnel non enseignant.

Un variante prévoit que l'Etat prend à sa charge les dépenses de personnel non enseignant.

Un variante prévoit que l'Etat prend à sa charge les dépenses de personnel non enseignant.

Un variante prévoit que l'Etat prend à sa charge les dépenses de personnel non enseignant.

Un variante prévoit que l'Etat prend à sa charge les dépenses de personnel non enseignant.

Un variante prévoit que l'Etat prend à sa charge les dépenses de personnel non enseignant.

Un variante prévoit que l'Etat prend à sa charge les dépenses de personnel non enseignant.

Un variante prévoit que l'Etat prend à sa charge les dépenses de personnel non enseignant.

Un variante prévoit que l'Etat prend à sa charge les dépenses de personnel non enseignant.

rappelle les obligations de l'Etat. La première est d'assurer aux enfants et adolescents dans l'enseignement public la possibilité de recevoir « dans le respect des consciences » en enseignement « conforme à leurs souhaits et à leurs aptitudes » ; l'Etat doit aussi garantir à tous l'égalité devant l'éducation ; il doit enfin respecter la liberté de l'enseignement, qui implique que des établissements d'enseignement peuvent naître d'une initiative privée.

Le conseil d'administration détermine la répartition des moyens. Il est consulté sur les ouvertures et fermetures de classes. Variante : le droit de veto est reconnu à chacun des groupes qui le composent.

Les enseignants

Qui enseigne dans un E.L.P. ? Ceux qui enseignent aujourd'hui dans les classes des établissements privés sous contrat : soit des maîtres du public, soit des maîtres du privé liés à l'Etat par contrat.

Qui les nomme ? Trois formules sont soumises aux négociations. Soit le directeur de l'établissement propose ou donne son accord ; soit le chef d'établissement fait un rapport à la commission d'agrément qui établit les positions ; soit le conseil d'administration donne successivement son avis.

Qui pourra être titularisé ? Les maîtres du privé liés à l'Etat par contrat et qui sont actuellement nommés par référence aux échelles de titulaires de l'enseignement public. Ils devront en faire la demande et satisfaire à des conditions de recrutement professionnelles.

De plus, la possibilité de titularisation est soumise aux maîtres volontaires qui le demandent. Dans tous les cas, la titularisation se fera sur place et dans la limite des emplois disponibles. Les maîtres titularisés dans les corps correspondants de l'enseignement public bénéficieront des droits qui leur sont attachés.

Que se passera-t-il quand l'Etat aura-t-il un maître du privé ? Les titulaires du public pourront faire acte de candidature, mais les titulaires du privé seront prioritaires. Les candidatures sont examinées par la commission d'agrément.

Un maître titularisé du privé pourra-t-il passer dans l'enseignement public ? Oui. La commission administrative paritaire statuera, mais les enseignants du public resteront prioritaires.

Un maître titularisé du privé pourra-t-il passer dans l'enseignement public ? Oui. La commission administrative paritaire statuera, mais les enseignants du public resteront prioritaires.

Un maître titularisé du privé pourra-t-il passer dans l'enseignement public ? Oui. La commission administrative paritaire statuera, mais les enseignants du public resteront prioritaires.

Un maître titularisé du privé pourra-t-il passer dans l'enseignement public ? Oui. La commission administrative paritaire statuera, mais les enseignants du public resteront prioritaires.

Un maître titularisé du privé pourra-t-il passer dans l'enseignement public ? Oui. La commission administrative paritaire statuera, mais les enseignants du public resteront prioritaires.

Un maître titularisé du privé pourra-t-il passer dans l'enseignement public ? Oui. La commission administrative paritaire statuera, mais les enseignants du public resteront prioritaires.

Un maître titularisé du privé pourra-t-il passer dans l'enseignement public ? Oui. La commission administrative paritaire statuera, mais les enseignants du public resteront prioritaires.

Un maître titularisé du privé pourra-t-il passer dans l'enseignement public ? Oui. La commission administrative paritaire statuera, mais les enseignants du public resteront prioritaires.

Un maître titularisé du privé pourra-t-il passer dans l'enseignement public ? Oui. La commission administrative paritaire statuera, mais les enseignants du public resteront prioritaires.

Un maître titularisé du privé pourra-t-il passer dans l'enseignement public ? Oui. La commission administrative paritaire statuera, mais les enseignants du public resteront prioritaires.

Un maître titularisé du privé pourra-t-il passer dans l'enseignement public ? Oui. La commission administrative paritaire statuera, mais les enseignants du public resteront prioritaires.

Un maître titularisé du privé pourra-t-il passer dans l'enseignement public ? Oui. La commission administrative paritaire statuera, mais les enseignants du public resteront prioritaires.

LE CHANOINE GUIBERTEAU : UNE LIBERTÉ DE PLUS EN PLUS SURVEILLÉE

Nous prendrions vraisemblablement position ce week-end puisque le Comité national de l'enseignement catholique va se réunir. Mais je penche pour manifester très haut et très clairement un certain nombre de refus. Nous a déclaré le chanoine Paul Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique. « A lire les textes très complexes qui nous sont soumis, je ressens l'impression d'une liberté de plus en plus surveillée et d'une dépendance de plus en plus grande. »

Cette dépendance, M. Guiberteau la situe à l'égard d'une part de l'enseignement public, d'autre part des collectivités territoriales. Les textes prévoient une cascade de commissions dans lesquelles siègeront des représentants du secteur public qui décideraient ainsi de leur public qui décideraient ainsi de leur public qui décideraient ainsi de leur public.

Autre motif d'effacement, sur tout depuis les déclarations imprudentes de M. Mauroy, accompagnées de mesures autoritaires : la titularisation des enseignants dans la fonction publique. Volontaires, ils ont été soumis à une mesure d'urgence, par cette mesure d'urgence, par cette mesure d'urgence, par cette mesure d'urgence.

Le dispositif proposé, tenu secret jusqu'à son dernier moment, accordant aussi bien aux enseignants que aux futurs fonctionnaires les mêmes droits qu'à leurs collègues du public, il ne leur permet de participer à la procédure de mutations entre établissements privés et publics qu'à titre exceptionnel. En revanche, c'est sans doute une mesure d'urgence, par cette mesure d'urgence, par cette mesure d'urgence, par cette mesure d'urgence.

Enfin, la titularisation des maîtres volontaires pose un problème grave, dans la mesure où, selon les textes, elle vise progressivement tout le monde et où, des commissions seront la loi, comme on le constate dans l'enseignement public.

M. Guiberteau n'écartera pas un accord puisse intervenir sur le texte de l'inscription des crédits au budget et sur celui des collectivités territoriales, à condition, précise-t-il, que nous soyons reconnus une plus grande liberté.

M. Savary, avec bien sûr la soutien du président de la République, suit une double démarche politique. D'une part, en ne choisissant pas les deux camps, il refuse la guerre scolaire. D'autre part, il veut améliorer la formation de tous les jeunes Français qui se joignent à la question scolaire, vieille d'un siècle, se régler pas d'un coup de baguette magique.

M. Savary, avec bien sûr la soutien du président de la République, suit une double démarche politique. D'une part, en ne choisissant pas les deux camps, il refuse la guerre scolaire. D'autre part, il veut améliorer la formation de tous les jeunes Français qui se joignent à la question scolaire, vieille d'un siècle, se régler pas d'un coup de baguette magique.

M. Savary, avec bien sûr la soutien du président de la République, suit une double démarche politique. D'une part, en ne choisissant pas les deux camps, il refuse la guerre scolaire. D'autre part, il veut améliorer la formation de tous les jeunes Français qui se joignent à la question scolaire, vieille d'un siècle, se régler pas d'un coup de baguette magique.

M. Savary, avec bien sûr la soutien du président de la République, suit une double démarche politique. D'une part, en ne choisissant pas les deux camps, il refuse la guerre scolaire. D'autre part, il veut améliorer la formation de tous les jeunes Français qui se joignent à la question scolaire, vieille d'un siècle, se régler pas d'un coup de baguette magique.

SECONDE M. JACQUES VERGÈS

La seconde autopsie du corps de Robert Boulin révèle l'existence de deux fractures

M. Bertrand Boulin, le fils de Robert Boulin, ancien ministre décédé le 29 octobre 1979, a rendu public les conclusions de la seconde autopsie pratiquée à Bordeaux, le 17 novembre 1983, par les professeurs L. Epès, Lazaretti et Delorme, sous l'égide de son père. Selon M. Jacques Vergès, avocat de son fils, la mort de son père, la mort de son père, la mort de son père.

La seconde autopsie a été pratiquée, après exhumation du corps, après la plainte contre X... pour « homicide volontaire » déposée le 7 juin 1983 par M. Colette Boulin et son fils Bertrand. Ses conclusions seraient les suivantes :

« Les examens radiographiques, tomographiques et anatomopathologiques pratiqués par les experts mettent en évidence une fracture des os du nez et une fracture de l'os maxillaire gauche. Point important, cette dernière fracture correspond topographiquement aux lésions photographiques prises par les enquêteurs en octobre 1979, et publiées par l'hebdomadaire Paris-Match dans son édition du 13 mai 1983. De plus, nous a déclaré M. Vergès, il n'y a aucun cas de clarification. Elle n'a donc pu que précéder de très peu la mort. Les experts estiment que « ce traumatisme aggrava certainement un choc direct ou à une chute sur une substance dure ou comatense ».

Il manque dans le dossier l'autopsie anatomopathologique des tissus pulmonaires, ce qui rend les conclusions des premiers experts non démonstratives.

Il manque dans le dossier l'autopsie anatomopathologique des tissus pulmonaires, ce qui rend les conclusions des premiers experts non démonstratives.

Il manque dans le dossier l'autopsie anatomopathologique des tissus pulmonaires, ce qui rend les conclusions des premiers experts non démonstratives.

Il manque dans le dossier l'autopsie anatomopathologique des tissus pulmonaires, ce qui rend les conclusions des premiers experts non démonstratives.

Il manque dans le dossier l'autopsie anatomopathologique des tissus pulmonaires, ce qui rend les conclusions des premiers experts non démonstratives.

Il manque dans le dossier l'autopsie anatomopathologique des tissus pulmonaires, ce qui rend les conclusions des premiers experts non démonstratives.

STERN  
GRAVEUR  
Depuis 1840  
Pour votre Société  
papiers à lettres et  
imprimés de haute qualité  
Le prestige  
d'une gravure traditionnelle  
Ateliers et Bureaux :  
47, Passage des Panoramas  
75002 PARIS  
Tél. : 236.94.48 - 508.86.45



## JUSTICE

### AU TRIBUNAL DE PARIS

## L'invisible M. Hersant

Qu'il soit partie civile, comme ce fut le cas en décembre devant le tribunal de Rouen, où il poursuivait en diffamation M. Jean Martin, avocat du Syndicat national des journalistes (S.N.J.), ou qu'il soit poursuivi, c'est directement par le même S.N.J. et d'autres syndicats pour infractions à l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse française. M. Robert Hersant fait recette. C'était bien le cas, jeudi 12 janvier, à la 1<sup>re</sup> chambre correctionnelle de Paris, d'autant plus que cette juridiction avait ordonné sa comparution personnelle. Mais M. Hersant ne s'est pas déplacé. Pourquoi ? C'est ce qui devait finalement donner tout son sel à cet épisode procédural.

Le 21 avril 1983, le Syndicat des journalistes français C.F.D.T., la Fédération des travailleurs de l'information, de l'audiovisuel et de l'action culturelle, le S.N.J. et le Syndicat parisien du livre, papier, carton C.F.D.T., par une citation directe, avaient assigné M. Hersant. Ils entendaient le faire condamner pour infractions aux articles 1 et 7 de l'ordonnance de 1944 pour s'être présenté au comité d'entreprise de la société Presse Alliance, editrice de France-Soir, comme directeur de fait et de droit de ce journal, alors qu'il n'apparaît à aucun titre parmi la liste des dirigeants dont les noms doivent figurer sur chaque édition. Pour de tels faits, la loi prévoit des peines d'amende et de prison de six mois maximum, et il est admis, dans ce cas, que le prévenu peut être représenté par ses avocats, c'est-à-dire qu'on ne lui impose pas une présence physique.

Mais à l'audience où l'on plaideait le 22 septembre, le ministère public devait intervenir non seulement pour soutenir l'action des syndicats, mais pour estimer, par des conclusions écrites, que M. Hersant, dans cette affaire, avait non seulement violé les articles 1 et 7 de l'ordonnance de 1944, mais encore l'article 4 de cette même ordonnance, c'est-à-dire celui qui concerne le recours à des prévenances.

Voilà qui changeait complètement les données juridiques de la cause, car l'infraction à l'article 4 fait encourir à son auteur une peine de deux ans de prison. Et il se trouve que l'article 411 du code de procédure pénale, celui qui autorise la représentation du prévenu par ses avocats, n'admet cette éventualité que

lorsque la peine encourue est inférieure à deux ans. C'est pourquoi, après les conclusions du ministère public, le tribunal, présidé par M. Emile Cabré, devait rendre, le 13 octobre dernier, un jugement par lequel il renvoyait l'affaire au 12 janvier, pour que, ce jour-là, étant donné les conclusions prises par le ministère public, M. Hersant comparaisse en personne, sa réassignation devant être faite « à la diligence du parquet ».

### Légèrisme sélectif

Or le parquet ne fut pas diligent. M. Hersant ne reçut de lui aucune citation à comparaître. Fort de cette carence, le président de la Socpresse faisait donc savoir par lettre au tribunal qu'il ne venait pas. Ses avocats, M<sup>rs</sup> Albert Benatar et Henri Adler, soutenaient qu'on ne pouvait, dans ces conditions, rien faire tant que le jugement rendu par le tribunal le 13 octobre ne serait pas exécuté tel qu'il devait l'être.

Du côté des parties civiles, M<sup>rs</sup> Jean-Edmond Weil, Jean Martin et Jules Borisy ont bien tenté de faire échec à ce blocage en faisant savoir que si le parquet n'avait pas déposé de citation à M. Hersant, les syndicats plaingnants en avaient, eux, délivré une nouvelle et que celle-ci pouvait avoir la même valeur que celle oubliée par le ministère public. C'était, au reste, l'avis du substitut, M. Jean-Michel Brunet, qui, pour autant, ne parut pas extrêmement convaincu pour justifier les raisons pour lesquelles il n'avait pas fait exécuter les dispositions du jugement.

On ironisa ainsi un peu sur « les légèrismes sélectifs de M. Hersant ». Après avoir écouté tout cela, le tribunal a noté finalement qu'en l'absence de cette fameuse citation du parquet il ne pouvait être fait grief à M. Hersant de ne pas s'être présenté. Le tribunal a donc réitéré les termes de son jugement du 13 octobre : comparution personnelle, le 22 mars prochain, le parquet étant invité de poursuivre à faire délivrer à ce prévenu invisible la citation, à défaut de laquelle il pourrait continuer de jouer les Arlequins. En ce à dire que l'on irait vers une partie de bras de fer entre un président Cabré têtu et un parquet passif ?

JEAN-MARC THÉOLLEVE.

## La cour d'appel déboute la LICRA de son action contre « le Monde »

La onzième chambre de la cour de Paris a rendu, en appel, le 11 janvier, un arrêt concernant le caractère définitif de la relaxe prononcée le 24 mars 1983 par la dix-septième chambre correctionnelle de M. Jacques Fauvet, ancien directeur du Monde, de Roger Garaudy, du Père Michel Lelong et du pasteur Etienne Mathiot qui avaient été assignés par la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) pour provocation à la haine raciale et diffamation après la publication dans le Monde du 17 juin 1982 sous forme d'un page publicitaire d'un texte intitulé « Après les massacres du Liban, le sens de l'agression israélienne ».

La cour constate que le texte en cause « est animé par un antisémitisme déclaré » et que « l'objet principal de ses rédacteurs est la dénonciation de la politique d'agression, de violence et d'annexions successives pratiquée par l'Etat d'Israël, qualifié d'Etat terroriste, auquel sont également reprochés l'exploitation abusive de l'holocauste, d'une argumentation historico-bibliographique, et un certain racisme ». Mais la cour observe également, que les griefs formulés dans ce manifeste « trouvent un écho dans une partie de l'opinion juive internationale » et « n'ont dépassé pas les limites de la libre critique autorisée ».

Ressort ainsi non de la provocation raciale, mais de la « critique licite de la politique qui serait pratiquée par un Etat » et de l'idéologie qui l'inspire ». Un des passages incriminés par la LICRA : « Nous savons assez et plus encore depuis Hitler, pouvait-on lire dans le Monde du 14 juin 1982, ce que coûtent à l'humanité les prétentions d'un peuple élu... » En 1972, Vorster, le premier ministre sud-africain célèbre par le racisme sauvage de l'apartheid, proclamait, lui aussi, dans l'esprit de plus archaïque colonialisme : « N'oublions pas que nous sommes le peuple de Dieu, investi d'une mission... » Le sens de ces propos, observe la cour, si déplaçaient qu'apparaissent le rappel d'Hitler et la comparaison avec l'idéologie de Vorster, ne doit pas être dénaturé. Ils se réfèrent claire-

ment dans leur contexte d'une part à l'un des fondements de l'Etat juif d'Israël proclamé dès sa création en 1948 : la retour du peuple juif exilé de la Terre sainte dans le pays de ses ancêtres, et d'autre part, aux réactions par ailleurs dénoncées de la politique de cet Etat, aux conséquences dangereuses qu'elle continue de comporter selon les auteurs du texte.

## MÉDECINE

## Le parc français de scanographes sera doublé en deux ans

Cent scanographes seront installés en France avant la fin de 1985, a annoncé M. Pierre Bérégovoy le 12 janvier, en inaugurant un scanographe à l'hôpital Saint-Antoine de Paris. « Ce programme, a assuré le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, tient compte des possibilités financières ». Cet équipement important — puisque le parc sera ainsi doublé — ne permettra pourtant pas de l'aligner sur celui des autres pays industrialisés.

L'équipement des hôpitaux français en scanographes ressemble à une course à handicap. Une course dont on ne voit pas la fin. Aujourd'hui encore, avec moins de cent appareils en fonctionnement, la France se situe au dernier rang des pays industrialisés.

Les raisons d'un tel sous-équipement sont multiples, mêlant à la fois les difficultés du constructeur national (la Compagnie générale de radiologie, groupe Thomson), la politique protectionniste des pouvoirs publics et les restrictions budgétaires en matière de santé.

Régulièrement dénoncé par le corps médical, ce sous-équipement fait l'objet, depuis plus de trois ans, de promesses réitérées des pouvoirs publics. Lorsque M<sup>rs</sup> Simone Veil était ministre de la santé, la barre avait été fixée à un appareil par million d'habitants. Ce taux avait été atteint en octobre 1980.

En mars 1981, M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la Sécurité sociale, annonçait, pour 1981 et 1982, l'installation de vingt-cinq à trente appareils supplémentaires. Accordées au compte-goutte, les autorisations freinent alors l'objet de vives polémiques entre les responsables de l'hospitalisation publique et ceux de l'hospitalisation privée.

### Les dangers du monopole

En 1982, on annonçait, pour 1984, un appareil pour 565 000 habitants. En 1983, M. Jack Ralite, ministre de la santé, prévoyait « un appareil pour 250 000 habitants en 1986-1987 ». On s'aperçut pourtant bien vite que l'intendance ne suivait pas : le ministère accordait des autorisations mais certains hôpitaux ne disposaient pas des fonds nécessaires (1). Ils étaient une vingtaine dans ce cas l'an dernier. D'où l'importance des propositions par M. Bérégovoy... « Les crédits dont nous disposons pour les hôpitaux pour l'année 1984, a-t-il précisé, s'élèvent au total à 340 millions de francs, déduction faite des opérations déjà engagées. La priorité que j'ai entendue consacrer aux équipements se traduira par l'affectation d'un montant de subventions de 135 millions de francs, soit plus

de tiers du total, niveau sans précédent ». « Cette priorité, a-t-il ajouté, ira dans l'immédiat à l'achat de scanographes ».

Quarante appareils seront acquis en 1984 (contre vingt en 1983) et dix d'entre eux iront à des hôpitaux privés. Parallèlement à ce programme, des contrats pluri-annuels précisant les engagements de l'Etat à l'égard des industriels seront passés « pour que les constructeurs puissent mieux programmer leurs investissements et leurs fabrications », et « pour que les hôpitaux bénéficient des prix les mieux négociés ».

A l'intention des dirigeants de la Compagnie générale de radiologie, M. Bérégovoy a indiqué que la préférence serait normalement accordée aux constructeurs français « à égalité de prix et de qualité ». « Cette préférence, a-t-il néanmoins ajouté, ne saurait conduire à un monopole dangereux pour le dynamisme de l'industrie qui en bénéficierait et coûterait pour la Sécurité sociale ».

Concernant les remonographies, appareils à résonance magnétique nucléaire (2), M. Bérégovoy a annoncé que cinq appareils seraient installés, dès 1984 : quatre dans des centres hospitaliers universitaires (dont un à l'Assistance publique de Paris) et un dans un hôpital privé. Il y a un an, le ministère de la santé avait déjà annoncé que quatre remonographies seraient installées en 1983. Une assurance qui ne s'était pas traduite dans les faits. M. Bérégovoy a d'autre part annoncé son intention de renforcer l'industrie biomédicale française, « une industrie d'avenir », et de développer la coopération européenne.

JEAN-YVES NAU.

(1) Un scanographe coûte environ 6 millions de francs. Ces appareils figurent sur la liste des équipements lourds pour lesquels les pouvoirs publics décident des lieux d'installation. Leur financement est assuré pour 40 % par l'Etat, pour 30 % par des prêts sans intérêt de la Sécurité sociale et pour 30 % par les fonds propres des établissements.  
(2) Le Monde de la médecine a consacré le 16 novembre 1983 à consacré un dossier à la résonance magnétique nucléaire.



UNE CARTE  
UN TÉLÉPHONE  
GOLF A VOLONTÉ  
608.19.19

Tennis Express - le Sport à la carte

## LA VIE FRANÇAISE

Un numéro exceptionnel avec son supplément de

40 PAGES  
SPECIAL IMPOTS

- Le calcul de vos impôts au franc près.
- Les déductions possibles.
- La nouvelle fiscalité.

UN GUIDE CLAIR, PRECIS ET INDISPENSABLE.

LE 1<sup>er</sup> HEBDOMADAIRE D'ACTUALITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE.

Dés maintenant, 12 F, chez votre marchand de journaux.

## EN BREF

### Accident mortel dans le rallye Paris-Dakar

La dixième édition du rallye Paris-Algérie-Dakar a été endeuillée, jeudi 12 janvier, au cours de la dixième étape Ouagadougou-Boua, par un accident qui a coûté la vie à un spectateur ; un enfant aurait été gravement blessé.

L'accident s'est produit au moment où la Range Rover de l'équipage Dupar-Destaillats a tenté de dépasser un concurrent à moto. Lancé à 160 kilomètres-heure, le véhicule a dérapé sur la piste et fauché un groupe de spectateurs.

Il y a déjà quelques jours, un concurrent à moto, Raymond Loraux (B.M.W.), n'avait pu éviter une femme et un enfant sur le bord de la route. Ce dernier avait été transporté à l'hôpital dans le coma.

### Grèves dans l'enseignement secondaire le 31 janvier

Plusieurs syndicats membres de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) appellent les enseignants du secondaire à cesser le travail le mardi 31 janvier. Il s'agit, en particulier, du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES) et du Syndicat national des instituteurs (SNI-P.E.G.C.).

Les motifs de grève ne sont pas identiques. Le SNES insiste sur la dégradation des conditions de travail que suppose le budget 1984 : 13 000 postes d'enseignants feraient, selon lui, défaut dans les lycées et dans les collèges. De son côté, le SNI n'accepte pas que la rénovation pédagogique des collèges dépende du bon vouloir des conseils de chaque établissement et veut connaître le rythme d'application des objectifs du L<sup>ix</sup> Plan, au terme duquel tous les collèges devraient être réformés.

### M. Pierre Truche est nommé procureur général à Lyon

La cour d'appel de Lyon a un nouveau procureur général, M. Pierre Truche, qui occupait jusqu'ici les fonctions de procureur de la République à Marseille. C'est M. Jean Geromini, inspecteur des services judiciaires, qui le remplace à ce dernier poste.

Deux autres procureurs généraux ont été nommés le 12 janvier : M. Clément Moras à Caen et M. Jean Dupuis à Basse-Terre (Guadeloupe). M. Jacques Basse remplacera M. Moras comme procureur de la République à Lille. Il était jusqu'ici procureur au Havre.

### Sept ans de prison pour un espion

M. Tibor Kiss, âgé de cinquante-trois ans, électromécanicien à Framatome, d'origine hongroise, naturalisé français en 1968, a été condamné, jeudi 12 janvier, à sept ans de détention pour avoir transmis des renseignements militaires américains à la Hongrie. La cour d'assises de Paris, qui l'a condamné à cette peine, était composée de sept magistrats pour juger de cette affaire d'espionnage. M. Kiss, « un naïf entièrement manipulé », selon la défense, transmettait en Hongrie les renseignements militaires sur les forces de l'OTAN obtenus par un espion hongrois, M. Otto Attila Gilbert, condamné aux Etats-Unis à quinze ans de réclusion.

### Mise en liberté après un homicide

Le douanier qui avait tué un passager clandestin algérien de dix-huit ans dans le port de Marseille, le 19 novembre 1983, a été libéré le 11 janvier par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Marseille se prononçant en appel d'une ordonnance de refus de mise en liberté. Jean Aubert, trente-sept ans, douanier et conseiller municipal socialiste d'Allauch (Bouches-du-Rhône) avait été inculpé d'un homicide volontaire et d'insoumission pour avoir, au cours d'une poursuite, tué le jeune Algérien d'un coup de revolver.

• Augmentation des tarifs de transports scolaires. — Le Journal officiel du 12 janvier a publié un arrêté avançant du 1<sup>er</sup> février au 1<sup>er</sup> janvier l'augmentation de 3,5 % des tarifs « applicables aux usagers scolaires des services routiers réguliers de voyageurs ». Les pouvoirs publics ont anticipé cette hausse pour manifester leur bonne volonté à l'égard des transporteurs. La Fédération nationale des transports routiers a toutefois jugé l'augmentation « notablement insuffisante » et son anticipation d'un mois « dérisoire ».

### Augmentation du nombre des détenus en 1983

Le nombre des détenus a augmenté de 4 053 en 1983. Ils étaient 34 583 le 1<sup>er</sup> janvier de l'année dernière, et 38 636 le 31 décembre, soit une augmentation de 11,71 %. Il y a environ trente mille places dans les prisons françaises.

En un mois — du 1<sup>er</sup> au 31 décembre 1983 — le nombre des détenus a cependant diminué de 1,78 % passant de 39 340 à 38 636. Les prévenus, c'est-à-dire des personnes qui attendent d'être jugées, étaient de 20 060 le 31 décembre, soit une proportion de 51,92 %. La baisse du nombre des détenus, le mois dernier, n'est pas significative, souligne la chancellerie. Elle est traditionnelle en décembre. A l'approche des fêtes, les magistrats hésitent à infliger de courtes peines d'emprisonnement.

Le nombre des détenus, dont l'augmentation a été pratiquement continue en 1983, pourrait atteindre 40 000 rapidement, soit le chiffre qui prévalait avant l'amnistie de 1981.

### RECORD DE GAIN AU LOTO

Les quarante ouvriers de l'usine Moulinex de Felleux (Calvados) qui ont joué ensemble quatre bulletins multiples pour le second tirage du Loto de l'année 1984 ont gagné 12 388 888 francs, somme jusqu'ici inégalée.

Le précédent record datait de février 1981 : un couple de retraités de Toulon avait gagné 9 775 886 francs. Le paiement a lieu ce vendredi 13 janvier dans la matinée à l'usine elle-même.

### Parcomètre individuel pour les Parisiens ?

La Ville de Paris met à l'étude un nouveau procédé de stationnement payant qui, s'il se révélait fiable et économiquement généralisable, pourrait révolutionner la pratique du stationnement. Il s'agit d'un boîtier électronique embarqué à bord de chaque voiture dans lequel le conducteur introduit une carte magnétique donnant un certain crédit de temps de stationnement.

Ce temps est décompté pendant la durée de l'arrêt et le décompte est visible de l'extérieur. La carte magnétique serait en vente dans les bureaux de tabac, parkings, stations-service, mairies, etc. Ce nouveau procédé supprimerait les parcomètres de trottoir.

• La mutation du commandant Beau. — La Ligue des droits de l'homme estime que la mutation du commandant de gendarmerie Jean-Michel Beau de la direction de la protection et de la sécurité de la défense « revêt le caractère d'une provocation délibérée ».

Inculpé de subornation de témoins dans l'affaire des Irlandais de Vincennes soupçonnés d'être des terroristes en 1982, le commandant Beau occupe, depuis décembre 1982, un poste de responsabilité à l'ex-sécurité militaire.

• Attentats à Aix-en-Provence. — Trois attentats, qui n'ont pas fait de victimes et qui n'ont pas été revendiqués, ont été commis contre des établissements bancaires, à Aix-en-Provence, dans la nuit de jeudi à vendredi. Les charges de faible puissance visent des agences du Crédit agricole, de la B.N.P. et de la Caisse d'épargne.

VOIR POUR LIRE!

LAMPES DE LECTURE HAUTEUR RÉGLABLE, DORÉ, CHROMÉ, COULEURS

READY MADE

SPECIALISTE DE L'ÉCLAIRAGE  
38-40 RUE JACOB  
75006 PARIS  
TEL. 260.28.01







هنا من الاميل

# La maison des BIBLIOTHEQUES

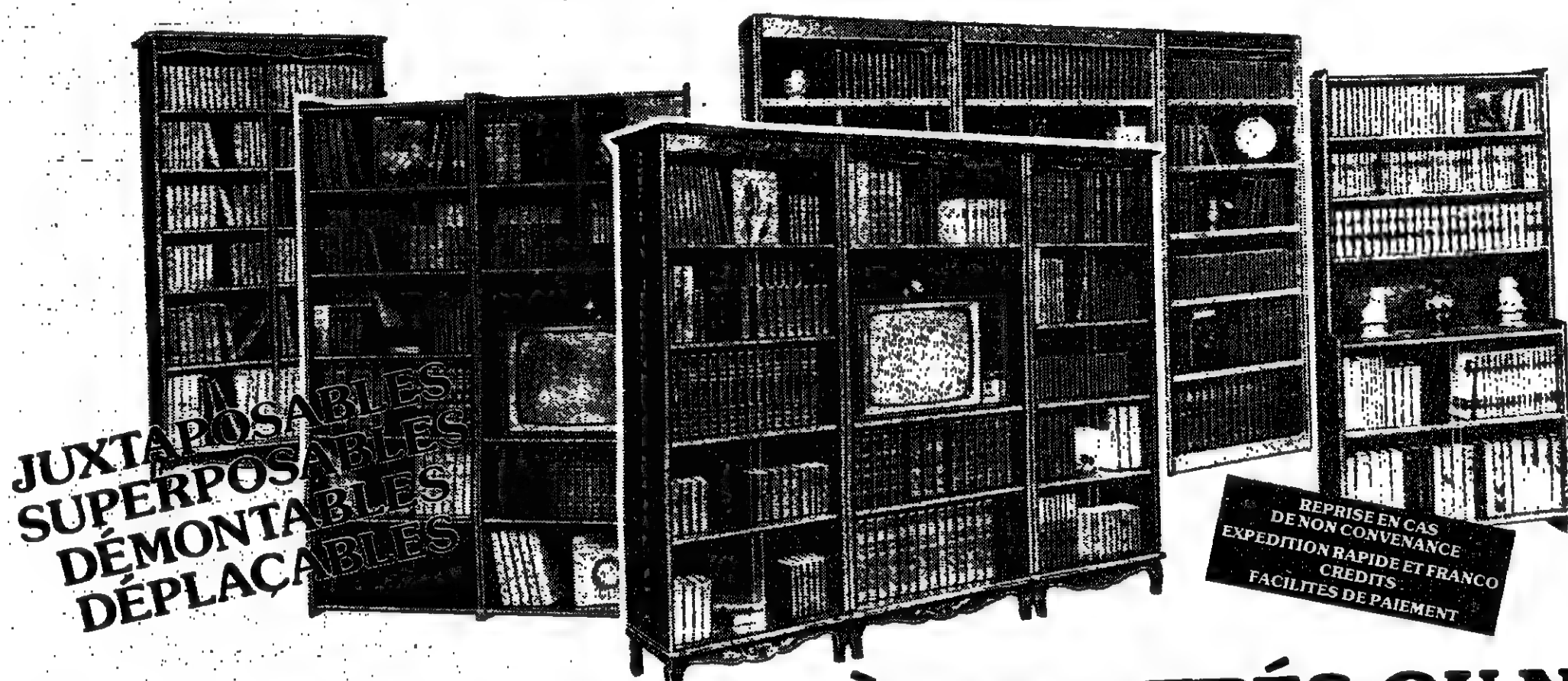
PARIS • BRUXELLES • GENEVE • NEW-YORK • ROME

Paris : 61, rue Froidevaux, 14e

*vous souhaite une Bonne Année 1984*

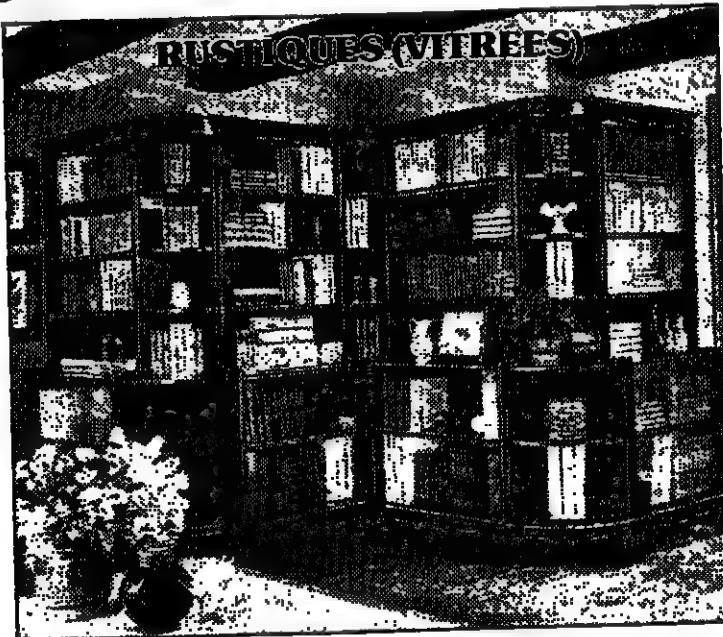
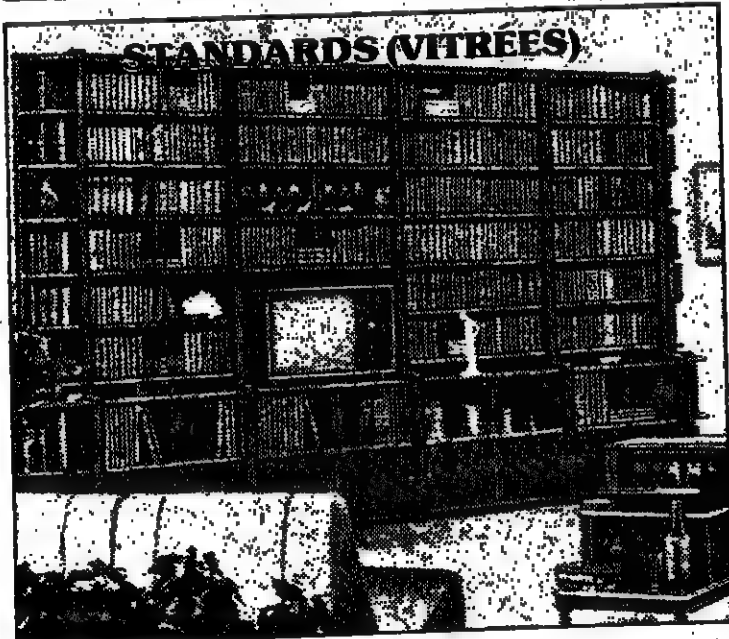
## VENEZ DÉCOUVRIR

- SES NOUVEAUTÉS • SES LIGNES TRADITIONNELLES
- SES NOUVEAUX ACCESSOIRES



REPRISE EN CAS  
DE NON CONVENANCE  
EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO  
CREDITS  
FACILITES DE PAIEMENT

## 11 LIGNES - 400 MODÈLES VITRÉS OU NON



### La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris : 61, rue Froidevaux, 14e.

Magasin ouvert de 10h à 19h en semaine et samedi de 10h à 19h  
sans interruption. Métro : Denfert-Rochereau - Galle - Edgar Quinet. Autobus : 29-30-55-69

<b>BORDEAUX</b> 10, rue Bouffard, tél. (56) 44 39.42	<b>LYON</b> 9, r. de la République, (maître Hôtel-de-Ville- Louis-Pradel), tél. (7) 328 36.51	<b>NICE</b> 8, rue de la Bouchère (Vieille Ville), tél. (93) 60.14.69
<b>CLERMONT- FERRAND</b> 22, r. G.-Clemenceau, tél. (73) 93 97.06	<b>MARSEILLE</b> 106, rue Paradis (métro Estrangin), tél. (51) 37 60 54	<b>RENNES</b> 18, quai E.-Zola (près du Musée), tél. (99) 30.26 77
<b>DIJON</b> 100, rue Monge, tél. (80) 45.02 48	<b>MONTPELLIER</b> 8, rue Serane (près Gare), tél. (87) 95 19 32	<b>ROUEN</b> 43, rue des Charrettes, tél. (35) 71 96 22
<b>GRENOBLE</b> 69, rue St-Laurent, tél. (78) 42.55.75	<b>NANCY</b> 8, rue Saint-Michel (rue piétonne près du Palais Ducal), tél. (81) 332 84 84	<b>STRASBOURG</b> 11, rue des Bouchers, tél. (88) 36.73 78
<b>LILLE</b> 88, rue Esquemoise, tél. (20) 53 59 39	<b>TOULOUSE</b> 1, r. des Trois-Ramards (pres pl. St-Sernin), tél. (61) 22 62 40	<b>TOURS</b> 5, rue H.-Barbouse (pres des Halles), tél. (47) 61 03.28
<b>LIMOGES</b> 57, rue Jules-Nonac, tél. (55) 79 15.42	<b>NANTES</b> 16, rue Gambetta (pres rue Coumiers), tél. (40) 74 58 35	

Ouverts du mardi au samedi inclus

**Installez-vous, vous-même facilement, très rapidement à des PRIX IMBATTABLES !**



**Catalogue "Nouveautés"**  
Plus de **130** nouvelles bibliothèques,  
vitrines et meubles d'appoint.  
**6** nouvelles lignes exclusives.  
De nouveaux coloris, de nouveaux  
accessoires.

### CATALOGUES GRATUITS

en envoyant ce bon à :  
**LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 75680 PARIS CEDEX 14**

Veuillez m'envoyer, sans engagement, vos catalogues en couleurs contenant tous les  
détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, teintes, contenances, prix, etc...) sur tous vos modèles.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

Bât. \_\_\_\_\_ Escalier \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_ MO 48

Catalogues par téléphone :  
24h sur 24  
Répondeur automatique **(1)320.73.33**



# INFORMATIONS « SERVICES »

## AUTOMOBILE — ENCORE UN PEU PLUS DE PUISSANCE POUR LA PEUGEOT 505 TURBO INJECTION

Si la 505 turbo injection de Peugeot est toujours livrable telle qu'elle avait été présentée voilà quelques mois (*le Monde* du 16 juin 1983), une nouvelle version plus puissante encore (160 CV moteur, contre 150) va être distribuée. Extérieurement, peu ou pas de changements ; mécaniquement, quatre modifications : pose d'un échangeur qui est destiné à abaisser la température de l'air d'admission, augmentation du rapport volumétrique, modification de certains réglages (débits d'essence, d'allumage...), nouveau rapport de pont (abaissement des régimes).

Il en découle, selon Peugeot, une puissance administrative moindre (10 CV au lieu de 11 CV), une augmentation des performances (205 km/h) et du couple (25 m/kg à 3 000 tours), mais aussi une diminution de la consommation. On sait que ce dernier point était le principal reproche que l'on pouvait faire à l'autre version, qui est encore vendue. Des essais prochains permettront de vérifier ces informations.

C. L.

\* Environ 108 000 francs. Livrable à partir du 15 janvier.

## BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Nous donnons ci-dessous les hauteurs d'enneigement, au 12 janvier 1984, dans les principales stations françaises, telles qu'elles nous ont été communiquées par l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver (A.M.S.F.), qui met à la disposition des usagers un bulletin d'information enregistré sur répondeur automatique au 266-64-28.

Le premier chiffre indique en centimètres l'épaisseur de neige au sol des pistes ; le second, l'épaisseur de neige en haut des pistes.

**ALPES DU NORD**  
Les Arcs : 45-85 ; Arches-Besaffort : 80-120 ; Annecy : 15-30 ; Bellecombe : 40-60 ; Bonneval-sur-Arc : 50-120 ; Carroz-d'Arache : 25-100 ; Chamrousse : 15-100 ; La Chapelle-d'Alban : 20-35 ; Châtel : 15-60 ; La Clusaz : 35-100 ; Collet-d'Allevard : 20-40 ; Combloux : 35-90 ; Les Contamines-Montjoie : 40-105 ; Le Corbier : 30-70 ; Crêt-Volant : 40-55 ; Les Deux-Alpes : 25-130 ; Flaine : 70-160 ; Thignes : 40-80 ; Les Gets : 40-60 ; Le Grand-Bornand : 30-65 ; Les Houches : 10-50 ; Les Sept-Laux : 20-30 ; Megève : 45-100 ; Les Menuires : 30-90 ; Méribel : 40-100 ; Morzine-Avoriaz : 20-80 ; La Grande-Plagne : 75-150 ; Pralognan-la-Vanoise : 60-70 ; Pralognan-Artzy : 40-80 ; Saint-François-Longchamp : 50-100 ; Saint-Gervais-le-Bretteux : 30-90 ; Saint-Pierre-de-Charvaz : 5-40 ; Thônes-Méribel : 30-50 ; Tignes : 66-175 ; Val d'Isère : 50-130 ; Valloire : 30-60 ; Valmorel : 60-80 ; Val-Thorens : 80-140 ; Villard-de-Lans : 40-40.

## EN BREF

**ASSURANCES**  
**LE LIVRE DE CHEVET.** — Un guide pratique sur l'assurance est publié aux éditions Bréa : « Comment résoudre facilement vos problèmes d'assurance ». Pour ceux qui l'assurance rebute, qui ont des problèmes avec les assureurs et ne savent pas les résoudre. Bien fait, d'après les spécialistes. 172 p., 78 F., vente en librairie.

\* Bréa éditions, 24, avenue Ledre-Rollin, 75012 Paris. Tél. : 345-28-98.

**COLLOQUES**  
**TORAH, ÉVANGILE ET CORAN.** — L'Institut catholique de Toulouse et l'association des Écrivains croyants d'expression française organisent un colloque, qui se tiendra à Toulouse, les 21 et 22 janvier 1984, sur le thème : « Torah, Évangile et Coran, dans la vie quotidienne des juifs, des chrétiens et des musulmans », avec la participation de Mohamed Taïbi, Claude Vigée et Olivier Clément.

\* Secrétariat du colloque : Institut catholique, 31, rue de la Fondation, 31068-Toulouse cedex.

**JOURNÉE D'ÉTUDES**  
**DÉLINQUANCE ET PRÉVENTION.** — L'association « Plan de cinq ans, délinquance et société » organise, samedi 14 janvier, une

## RÉTROMANIE — FOIRES ET SALONS

Bordeaux (33) : Antiquaires de Bordeaux-Aquitaine à l'Entrepôt Lainé, jusqu'au 22 janvier.  
Paris-Porte Maillot : Brocante de Paris, jusqu'au 22 janvier.  
Paris-Austerlitz : Les Collectionsneurs. 8<sup>e</sup> Expo-vente, 20-22 janvier, 10 h-20 h. 24, quai d'Austerlitz, 75013.  
Nogent (94) : 1<sup>er</sup> Salon des beaux-arts et de l'antiquité, 19-23 janvier.  
Orange (84) : Parc-Expo, antiquités-brocante, 19-22 janvier.  
Grenoble (38) : Alpeexpo, Salon européen des antiquités 26-30 janvier.  
Reims (51) : Celler Besorot de Bellefont, antiquités, argenterie, bijoux. Exposition de costumes de mariés, 27-29 janvier.  
Enghien (95) : Salon des antiquités du Vexin-Val-d'Oise, 28-30 janvier.  
Samois-sur-Seine (77) : Quarante brocanteurs, meubles, tableaux, dentelles, 29 janvier.  
Montebourg (50) : Antiquités, brocante, 2-5 février.  
Ulle-II (91) : Centre commercial, Salon des antiquités, 2-11 février.  
Draguignan (83) : Maison des sports, Salon des antiquités, 3-6 février.  
Cannes (06) : Port-Canto, antiquités, brocante, 6-12 février.

**ALPES DU SUD**  
Aix-les-Bains : 40-70 ; Auron : 30-90 ; Bessans : 30-50 ; La Colinière-Vallée : 45-75 ; La Foux-Alice : 30-50 ; Isola 2000 : 75-95 ; Montgenèvre : 40-80 ; Orcières-Merlette : 30-40 ; Les Orres : 20-50 ; Pre-Loup : 35-55 ; Risoul : 1850 : 30-70 ; La Seigne : 30-80 ; Serre-Chevalier : 40-80 ; Superdévoluy : 15-75 ; Valberg : 50-60.

**PYRÉNÉES**  
Les Agudes : 25-60 ; Les Angles : 20-40 ; Aspe-Thermes : 30-50 ; Cauterets-Lys : 100-125 ; Font-Romeu : 20-40 ; Gourette : 20-90 ; Saint-Lary-Soulan : 30-60.

**MASSIF CENTRAL**  
Le Mont-Dore : 15-30 ; Super-Besse : 15-30 ; Super-Lioran : 10-20.

**JURA**  
Métabief : 20-40 ; Les Rousses : 30-60.

**VOSGES**  
Gérardmer : 20-50 ; Saint-Maurice-sur-Moselle : 30-50.

**LES STATIONS ÉTRANGÈRES**  
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national allemand du tourisme, 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. 742-04-38 ; à l'Office national suisse du tourisme, 11 bis, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. 742-45-45 ; à l'Office national canadien du tourisme, 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. 742-78-57 ; à l'Office national italien du tourisme, 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. 266-66-68.

**MÉDIAS**  
**INTRODUCTION À LA PRESSE ÉCONOMIQUE.** — Le Centre d'information sur les médias (CIM) organise, à Paris, les 24, 25 et 26 janvier, un stage « pour mieux connaître la presse économique et financière ». Il s'articule autour de trois thèmes : présentation et analyse détaillée des publications ; rencontre avec des journalistes de différents spécialités, hebdomadaires économiques et financiers, journaux étrangers, agences de presse ; visites de rédactions.

Le CIM est un département du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (C.F.P.J.).

\* CIM : 33, rue du Louvre, 75002 Paris. Tél. : 508-86-71.

**Le Monde**  
doctes et documents

## FICHET SERVICE

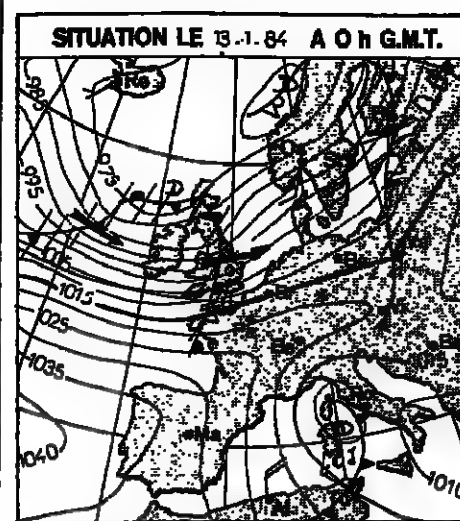
OUVERTURE 24 H SUR 24 H POUR VOTRE PORTE

Fichet Service est à la disposition de tous les possesseurs de serrures et de portes Fichet de la région parisienne.

C'est un service de dépannage ouvert 24 h sur 24 h, 365 jours par an.

Pour appeler Fichet Service, rien de plus simple : composez le 16, le 05 et F.I.C.H.E.T. (34.24.38). L'appel sera payé par Fichet.

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 13.1.84 A 0 h G.M.T.

Évolution probable du temps en France entre le vendredi 13 janvier à 0 heure et le samedi 14 janvier à minuit.

La France restera sous l'influence d'un régime perturbé de ouest à nord-ouest. Le vent sera fort avec de fortes rafales notamment près des côtes atlantiques.

Samedi : Le temps sera couvert avec des pluies souvent importantes, à l'exception du sud de l'Aquitaine où le temps sera variable en début de journée. Il neigera en moyenne montagne au-dessus de 1 000 mètres à 1 500 mètres, des Vosges au sud des Alpes. Le vent sera fort avec de fortes rafales.

Les températures maximales atteindront 8 à 12 degrés du Nord au Sud.

Les températures minimales seront de 0 à 2 degrés du Centre aux Ardennes et à la Bourgogne, 4 à 5 degrés ailleurs.

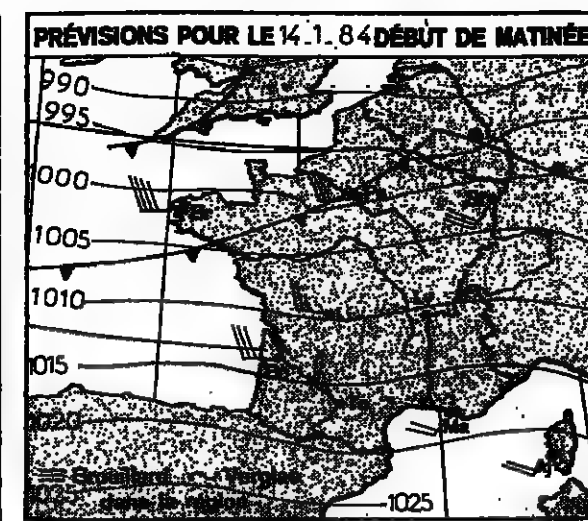
1) **Sens d'évolution pour dimanche :** Le régime océanique perturbé de secteur ouest à nord-ouest persistera sur la France. Toutefois, un rafraîchissement se produira et les précipitations prendront davantage un caractère instable. Cette instabilité commencera à s'atténuer en fin de journée près de l'Atlantique grâce à l'arrivée d'une dorsale mobile.

2) **Prévisions pour dimanche :** La zone pluvieuse située le matin sur les régions méditerranéennes s'élargira vers la Méditerranée en cours de journée. À l'arrière, se généralisera à l'ensemble du pays un temps instable et frais. Les averse s'élargiront que le littoral méditerranéen. Elles seront plus nombreuses des côtes de la Manche aux régions du Centre, du Nord et de l'Est. Elles tomberont sous forme de neige au-dessus de 500 mètres à 1 000 mètres des Vosges et des Alpes aux Pyrénées.

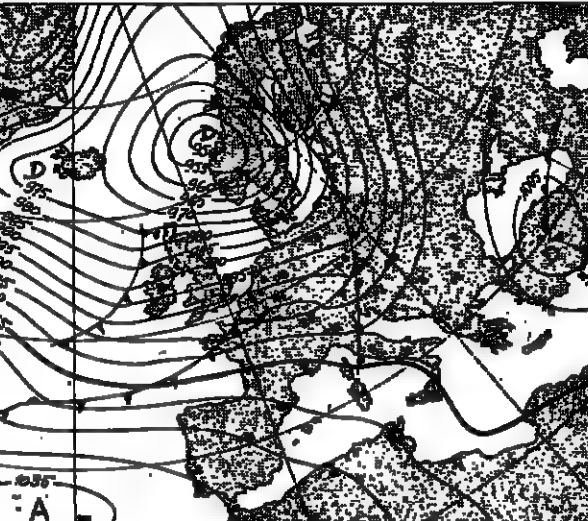
Le mistral et la tramontane s'établiront. Ailleurs les vents d'ouest à nord-ouest continueront à souffler avec de fortes rafales en particulier près de la Manche et de la mer du Nord. Ils commencent toutefois à faiblir près du golfe de Gascogne.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 13 janvier 1984, à 7 heures : 1 010,2 millibars, soit 757,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 12 au 13 janvier) : Ajaccio, 9 degrés et 0 ; Biarritz, 12 et 6 ; Bordeaux, 8 et 3 ; Bourges, 5 et



PRÉVISIONS POUR LE 14 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



0 ; Brest, 8 et 8 ; Caen, 7 et 4 ; Cherbourg, 6 et 6 ; Clermont-Ferrand, 6 et -2 ; Dijon, 6 et -1 ; Grenoble, 2 et -2 ; Lille, 5 et 1 ; Lyon, 6 et -1 ; Marseille, 6 et 4 ; Nancy, 5 et 1 ; Nantes, 8 et 2 ; Nice-Côte d'Azur, 10 et 3 ; Paris-Le Bourget, 6 et 1 ; Paris-Montsouris, 7 et 3 ; Pau, 10 et 4 ; Perpignan, 13 et 6 ; Rennes, 7 et 3 ; Strasbourg, 6 et 0 ; Tours, 5 et 2 ; Toulouse, 9 et 3 ; Poitiers-Poitou, 27 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 14 et 10 degrés ; Amsterdam, 8 et 3 ; Athènes, 13 et 9 ; Berlin, 4 et 1 ;

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 13 janvier 1984 :

### DES DÉCRETS

● Portant affectation des recettes provenant de la vente par la direction générale des douanes et droits indirects d'informations statistiques aux organismes publics distincts de l'Etat, aux organismes privés et aux particuliers.

● Concernant les appellations d'origine contrôlées « Saint-Émilion » et « Saint-Émilion grand cru ».

● Relatif à l'application aux salariés agricoles de la loi du 31 mai 1983 portant diverses mesures relatives aux prestations de vieillesse.

### UN ARRÊTÉ

● Relatif à la vente des informations statistiques fournies par la banque de données pour l'étude et l'analyse en temps réel des informations sur le commerce extérieur (BEATRICE).

### UN AVIS

● Relatif aux conditions d'ouverture d'un compte sur livret d'épargne populaire.

Les mots croisés se trouvent page 20.

LE JEU		TRIMESTRE	
15 JANVIER 1984		15 JANVIER 1984	
5	20	28	31
44	45	35	
CHIFFRE DE LA VENTE		CHIFFRE DE LA VENTE	
5 000 000	2 344 286,10 F	5 000 000	103 423,80 F
5 000 000	1 170	5 000 000	9 988,70 F
5 000 000	100 000	5 000 000	168,80 F
5 000 000	1 000 000	5 000 000	11,80 F
PRÉVISION TRIMESTRE 15 JANVIER 1984		PRÉVISION TRIMESTRE 15 JANVIER 1984	
VALIDATION JOURNAL 15 JANVIER 1984		VALIDATION JOURNAL 15 JANVIER 1984	

# SALON NAUTIQUE SALON NAUTIQUE SALON NAUTIQUE INTERNATIONAL

**CNIT/PARIS**

*...le bateau c'est l'évasion!*

Tous les jours de 12h à 19h.  
Nocturnes les 17 et 20 jusqu'à 22h30

**14-23 JANVIER 84.**  
**14-23 JANVIER 84.**  
**14-23 JANVIER 84.**

ORGANISÉ PAR LA FÉDÉRATION DES INDUSTRIES NAUTIQUES

## PARIS EN VISITES

### DIMANCHE 15 JANVIER

• Turner, 10 heures, Grand Palais (Approche de l'art).

• Hôtel du Châtelet, 15 heures, 127, rue de Grenelle (Art et promenade).

• Raphaël, 15 heures, 110, rue de Grenelle (Art et curiosités de Paris).

• L'Opéra, 14 heures, hall (M. Bouclier).

• Turner, 10 h 30, hall du Grand Palais (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

• Hôtel Nissim de Camondo, 15 heures, 63, rue de Monceau (M<sup>e</sup> Fernand).

• Montmartre, 14 h 30, métro Abbesses (Les Filles).

• Le Conseil d'État, 10 h 30, grille d'honneur, place du Palais-Royal (M<sup>e</sup> Haullier).

• L'Assemblée nationale, 14 heures, 33, quai d'Orsay (P-Y. Jodet).

• Le pont Neuf, 10 h 30, métro Pont-Neuf (Paris autrefois).

• Le palais du Luxembourg, 15 heures, rue de Vaugirard, angle rue de Condé (Paris et son histoire).

• Le Marais, 15 heures, métro Saint-Paul (Régénération du passé).

• L'Institut de France, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

• Turner, 11 heures, Grand Palais (Visages de Paris).

## CONFÉRENCES

60, boulevard de Latour-Maubourg, M. H. Brumfeld, 14 h 30 : « La Norvège inconnue » ; 16 h 30 : « La Suède inconnue » (Rencontre des peuples).

Édité par la S.A.R.L. le Monde  
Géreau :  
André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Beauvillier (1944-1989)  
Jacques Fauvet (1989-1982)

Imprimerie :  
de la Presse  
5, rue de la Harpe  
PARIS-13

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437.

ISSN : 0395 - 2037.

صكزا من الأصل











هتد من الامم

DES LOISIRS

## ET DU TOURISME

### Ski de fond

#### En Laponie, sur la glace du lac Inari

MARDI, 10 heures. — Le chemin forestier ne va pas plus loin. Dans la clairière, une maison de bois. Le couple qui l'occupe nous offre spontanément l'hospitalité et nous finissons de nous équiper.

Il y a trois heures que nous avons quitté Veskonien. Après avoir traversé Ivalo, nous avons pris, en direction du nord-est, la route qui suit la rive occidentale du lac Inari. Peu avant Sevetijärvi, nous avons croisé plusieurs troupeaux de rennes.

Bernard Gentil, l'organisateur de notre voyage, situe notre position sur la carte : près de 400 kilomètres au nord du cercle polaire. Depuis ce matin, nous avons parcouru 150 kilomètres sans sortir des limites de la commune d'Inari, la plus vaste de Finlande, 17 000 km<sup>2</sup>, soit presque le double de la Corse, 8 800 habitants, qui est frontalière avec la Norvège et l'U.R.S.S.

Bernard Gentil est un personnage peu ordinaire. Ancien pasteur luthérien à Saint-Nérin, dans le Queyras, le village le plus élevé d'Europe, il s'est, après avoir quitté son ministère, consacré à la promotion du ski de fond en France. Puis, il y a une dizaine d'années, il a éprouvé, au cours d'un voyage en Laponie, un véritable coup de foudre pour le pays et ses habitants. Pour mieux les connaître, il a appris le finlandais.

Depuis, afin de faire partager sa passion, il organise chaque année des raids à ski de fond sur la surface gelée du lac Inari. Du début février à la mi-avril, il installe son camp de base à Veskonien, chez son ami Eero, qui fut son premier guide. Maintenant, c'est Matti, l'un des fils d'Eero, qui est chargé de tracer la piste et de préparer les bivouacs.

En trois jours, Bernard Gentil va nous donner un aperçu des paysages et des hommes que les randonneurs peuvent rencontrer pendant la traversée nord-sud du lac Inari, environ 200 kilomètres accomplis en sept jours : par étapes de 20 à 40 kilomètres. Mais, en cette période de l'année proche du solstice d'hiver, les conditions climatiques sont bien différentes de ce qu'elles sont trois mois plus tard : les journées ne durent que quatre heures au lieu de dix et les températures avoisinent, de jour comme de nuit, les -30 °C, alors que le soleil printanier fait remonter le thermomètre jusqu'à -5 °C.

Nous ne ferons donc pas toute la traversée et, sur les 150 kilomètres qui nous attendent, un tiers seulement sera parcouru à ski. Le reste le sera en traîneau, derrière le skidoo — scooter des neiges à chenille — conduit par Matti.

Nous avons laissé sur le traîneau bagages et tentes matelassées qui nous seront indispensables au bivouac, le thermomètre affichant ce matin -35 °C. Matti est parti devant. Premières foulées dans ses traces, en direction du sud-ouest, dans une forêt légèrement vallonnée. Démarrage, prudent pour laisser aux muscles le temps de se réhabituer aux glissements du pas alternatif. Bernard Gentil a, selon son habitude, pris la tête du groupe, se souciant

peu de voir entre lui et nous l'écart se creuser progressivement, car il estime que chacun est libre de skier à la vitesse qui lui convient, de s'arrêter pour jouir du paysage ou de la photographie. Aujourd'hui, les arêtes seront fréquentes. Si l'un d'entre nous s'attardait trop, Matti viendrait le rechercher avec le skidoo.

Nous arrivons sur un premier lac. Sous nos skis, la glace. Son épaisseur atteint déjà 25 centimètres. La glace est-elle bonne et la progression n'offre aucune difficulté particulière.

Au bivouac de la mi-étape, Matti a allumé le feu selon la méthode traditionnelle des bûcherons : il a abattu un arbre mort, l'a débité en bûches et a découpé l'une d'elles en planchettes. A l'aide du puukko, le court poignard japonais qu'il porte toujours à la ceinture, il a entaillé une douzaine de fines lamelles avec lesquelles il a formé des demi-cylindres. Ceux-ci s'enfilent l'un sur l'autre sans qu'il ait à utiliser du papier.

#### Mirages ?

Nous effectuons le fin de l'étape, qui nous amène sur le lac Inari, en traîneau. Emmettant à ne pouvoir bouger, serrés les uns contre les autres, nous subissons cette première épreuve sans trop souffrir du froid. Nous passerons notre première nuit sur le lac dans un refuge d'été équipé d'un poêle à bois et d'une réserve de bûches que Matti reconstruit avant notre départ.

Ce soir spectacle inattendu sous la forme d'une magnifique aurore boréale dont les bords, tour à tour blancs ou roses, se forment ou se déchirent à une vitesse vertigineuse. Le spectacle est fascinant... mais il fait bien froid.

Mercredi. — L'étape d'aujourd'hui est entièrement plate et rectiligne. Le temps est clair et le soleil, que nous ne verrons évidemment pas, baigne l'horizon d'une bande rouge de son lever à son coucher. Au loin, une ferme, but de notre première demi-étape. La propriétaire s'est absentée pour aller surveiller ses rennes. Sa mère est là. Elle avoue ne s'être pas rendue en ville depuis huit ans.

Nous reprenons notre progression sur le lac. Au loin, Matti a allumé un

grand feu. Mais la platitude du pays est trompeuse, et le mirage nous guette. A chaque cornée de bois, on pense atteindre le bivouac. Mais ce dernier est toujours plus loin. On a le désagréable impression de skier sur place.

C'est en traîneau que nous atteignons la maison d'Antti. Comme tous les Lapons, il se présente comme un « petit diable » de rennes — bien que le cheptel de Laponie compte près de 200 000 têtes. Ce soir, nous serons nombreux. Antti a déjà offert le gîte à deux employés de la compagnie des téléphones en tournée d'inspection.

Ce sera une grande soirée. Matti nous a mûrmi un ragout de renne et Antti a fait chauffer le saumon, situé au bord du lac, à 25 mètres de la maison qu'il nous a prêtée pour la nuit. Après nous être dévêtus au coin de l'âtre, il nous faut courir dans la neige pour franchir l'espace qui sépare les deux bâtiments. Entre chaque séance de sudation, une seule solution pour se rafraîchir : se rouler dans la neige. L'exercice est rude mais salutaire, et fatigant et courbatures disparaîtront comme par enchantement.

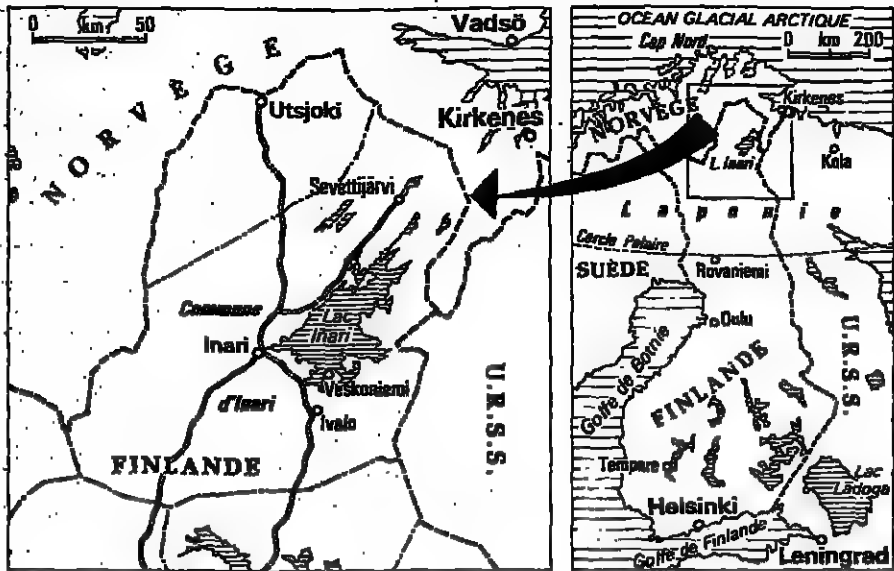
Jeudi. — C'est la pleine forme et le « glisse » est meilleur que jamais. Notre dernière visite sera pour Yrjö. Arctien, il fabrique des traîneaux dans sa maison-atelier construite à une quinzaine de kilomètres de la frontière soviétique. Pour nous préparer une boisson chaude, il puisera de l'eau dans le lac, à travers un trou percé dans la surface glacée du lac.

trois jours, nous aurons ainsi fait la connaissance de la moitié de la population — solitaire et accueillante — qui vit en permanence sur les rives du lac Inari.

JEAN-CLAUDE ROUY.

\* Voyages de dix jours de Paris à Paris — dont sept de randonnée à ski de fond — pour des skieurs moyens, en bonne forme physique. Terres d'aventure, 3-5, rue Saint-Victor, 75005 Paris, tél. : (1) 329-84-50. De 5 980 F à 6 500 F.

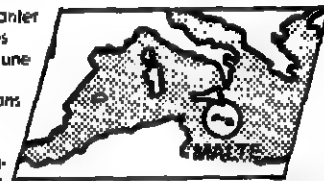
Renseignements, Office national du tourisme de Finlande, 13, rue Auber, 75009 Paris, tél. : (1) 266-40-13 et (1) 742-65-52. A noter qu'Antti's Tours, tél. : (1) 296-59-78; C.G.T.T. - Leprieux, tél. : (1) 742-43-50; Géo-tours, tél. : (1) 533-71-78; Nouvelles Frontières, tél. : (1) 360-66-70; Seasideours (Philippe Allibert) (1) 742-50-00, organisent également des raids-randonnées en Laponie.



## Au-delà du traditionnel

Malte.  
Ile chaleureuse et insolite.  
Loin du froid, près de chez soi.

En Europe, peu de régions peuvent vanter la douceur de leur climat en hiver. Plus rares encore, celles qui peuvent offrir une variété culturelle et historique sur un espace aussi restreint. Riche de 6000 ans d'histoire, Malte vous offre, dans une île si petite, une synthèse de ses habitants, vous serez aussi ravi par le côté de la vie maltaise et son bien-être. Votre séjour à Malte est une expérience à ne pas oublier.



Le soleil et le cœur sur la main

APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE  
UNIVERSITÉ DE VIENNE  
Cours d'allemand pour étrangers  
3 sessions de 10 semaines à 22 semaines (5 à 10 ans)  
LABORATOIRE DE LANGUES  
EXERCICES, SOUS-ENSEIGNEMENT 18 ans  
DROITS D'INSCRIPTION ET DE COURS  
Pour 4 semaines AS 2 350 (lev. FF 1 020)  
PRIX PORTAIRE (inscription, cours, matériel) pour 4 semaines AS 9 200 (lev. FF 2770), échange etc. 1982  
Programme détaillé :  
WIENER INTERNATIONALE HÖRSCHULEN  
8-1010 VIENNE, AUSTRIAN UNIVERSITÄT

### SOUDAN

Exploration des tribus du SOUDAN  
en camion aménagé  
PRIX : 12 000 F  
Circuit accompagné par un spécialiste  
14 personnes maximum  
PEUPLES DU MONDE  
10, rue de Turin,  
75004 PARIS  
271-50-50

## LE MEURICE EST AUSSI UN RESTAURANT

Déjeuner d'affaires 160 F service non compris - Dîner à la Carte

RESTAURANT LE MEURICE

230, rue de Rivoli - 75001 Paris - Tél. 260.38.60

UN HOTEL INTERCONTINENTAL

## Larguez les amarres.



C'est en créant une vraie rupture que vous réussirez vos vacances. Vous vivez toute l'année à 300 à l'heure ? Fiez-vous à 8 km/h. La routine vous lasse ? Partez à l'aventure. Vous connaissez la mer ? La montagne ? Découvrez le canal du Midi.  
Beaver Fleet vous offre le confort total pour 2 à 10 personnes sur des house-boats sans permis qui pourront vous mener de la Camargue à la Garonne dans mille endroits différents et secrets.  
En 3 jours ou plusieurs semaines ensoleillées, un choix de formules pour tous les budgets. Renseignements, réservations chez Beaver Fleet : 16 (67) 90.91.70 et 90.93.44, ou dans les agences de voyages.  
Beaver Fleet M1 - SEDIP : 51, av. Georges Clemenceau, 34000 Montpellier.  
Veuillez m'envoyer votre brochure gratuite.  
Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

BEAVER FLEET

## L'Afrique du Sud.

### C'est l'Afrique.

De prime abord, c'est en Afrique, puisque c'est la pointe Sud du continent Africain.  
Mais ce n'est pas tout. Comme au cœur de l'Afrique, on y trouve de vastes réserves d'animaux sauvages. Des plaines infinies bordées de montagnes grandioses. Des déserts, des savanes andes cotoyant de vertes forêts. Des rivières douces, un ciel toujours bleu.  
Une multitude de tribus, de coutumes, de cultures différentes. Une nature absolument vierge.  
L'Afrique du Sud, c'est l'âme de l'Afrique.  
Sauvage. Sensuelle. Sompueuse. Comme elle.

### Et ce n'est pas l'Afrique.

En 1652, les Hollandais arrivèrent. Avec leur architecture. Puis les Anglais. Avec leurs traditions. Les Allemands, avec leur culture. Les Français, quant à eux, apportèrent l'art du vin.  
Une civilisation aux multiples facettes était née.  
En 1871, des diamants furent découverts à Kimberley. Quinze ans plus tard, de l'or à Johannesburg. Avec les chercheurs de fortune, fleurit cette ambiance de prospérité qui est l'un des charmes du pays.  
Maintenant, fermez les yeux et imaginez. Le Cap. Des plages dorées bordées d'un océan de fleurs roses, de toutes sortes et de toutes les couleurs. Une ville dont les fondations sont l'or. Avec ses luxueuses boutiques de mode, enter des hommes d'affaires voyageant avec leurs femmes.  
Une population cosmopolite. Tout un monde de traditions linguistiques et culturelles.  
Tout un monde rassemblé dans un pays. Unique. L'Afrique du Sud.  
L'Afrique du Sud.  
Un monde en un seul pays.



Demandez le Recueil des Voyages en Afrique du Sud et une documentation générale  
Office du Tourisme Sud Africain  
9, Bld de la Madeleine, 75001 Paris  
Tél. 261 82 90; Téléc. 250090

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

10657 Le Monde

2 Complices pour vos voyages!

Enfin un hôtel ★★ à ORLY. Une étape à conseiller pour les départs matinaux ou les retours tardifs.

- CHAMBRES INSONORISÉES A 1, 2, 3, 4 LITS AVEC DOUCHE ET WC (194 F LA CHAMBRE A 2 LITS).
- TELEPHONE AUTOMATIQUE DANS LA CHAMBRE.
- RESTAURANT: LE "POINT DE RENCONTRE" CARTE ET MENU A 62 F.
- SALLE DE REUNIONS ET FORFAIT SEMINAIRE.
- NAVETTE GRATUITE (PORTE K ORLY SUD).
- ACCES DEPUIS PARIS (BUS RATP 215 ET 183 A)

**HOTEL ARCADE ORLY**

AEROGARE SUD BP 151 • 94641 ORLY SUD CEDEX  
TEL (1) 687.33.50 • TELEX ARCAORY 203 121







## Plaisirs de la table

## Pour débiter l'année...

**E**t changer ses habitudes ! Alors pourquoi ne pas essayer de nouvelles recettes ? En voici quatre dont on n'a que peu ou pas parlé.

D'abord, à Levallois, Gervais.

Ce personnage de la Table Ronde patronne une ancienne boulangerie au décor amusant transformée en restaurant par deux universitaires de formation, séduits par la bouffe. L'air du sage de leur propos pousse l'image d'Yves Bourlier, de Neuilly (chez qui, du reste, ils apprennent) ne ne proposent qu'une carte

courte d'une dizaine de plats et de quatre desserts avec la possibilité d'y choisir, soit deux plats, fromage ET dessert (130 F) soit trois plats, fromage ET dessert (180 F) prix riant.

Et comme la cuisine est bonne, sagement originaire (toute poêlée crème d'oursins, poulet fermier à la moutarde de Meaux, gratin de pommes au cidre) et les vins abordables, on fait ici mieux qu'un bon repas.

\* Gervais, 11, rue Louis-Rompué à Levallois. Tél. 758-51-01. Fermé samedi et dimanche.

## Pour découvrir la cuisine du Nord

Pour vous aider à découvrir une cuisine méconnue, celle du nord de la France, le Rithgilde 1984 a sélectionné 300 hôtels et restaurants des départements du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme. Un guide qui propose aussi une sélection de restaurants présentant des spécialités régionales ou étrangères.

En vente (au prix de 48 F) dans les librairies, bibliothèques et stations-service. Jusqu'au 20 janvier, la Maison de la région Nord-Pas-de-Calais à Paris présente une exposition sur « les produits régionaux ». Une journée de dégustation-vente sera organisée le 18 janvier (samedi). La Maison est située au 18, boulevard Haussmann, Paris-9. Tél. 779-59-62.

Sur l'autre rive, voici installé Didier Deu. Il a travaillé avec les lyonnais et les murs de ce bistrot misérabiliste s'ornent des photos de Mado Point, Boucse bien sûr ! Lacombe, la bonne M<sup>me</sup> Richard aux fromages merveilleux, etc. L'éta, aussi, reine du « tablier de bœuf ». Il y a deux menus (110 et 155 F prix nets) fromage ET dessert et la carte. J'ai apprécié la salade de haddock fumé (exotisme du haddock non fumé ?) et la palette de poissons herbes fines. La gentillesse du service, aussi. Peut-être même est-il trop gentil, trop éloquent pour ce décor où l'on imagine un patron rubicond jallier de sa cuisine pour trinquer avec vous.

\* Didier Deu, 85, rue Lablache (18<sup>e</sup>). Tél. 554-20-49.

Encore un restaurant d'hôtel. C'est celui du Westminster de la rue de la Paix. Mais le Cédron s'ouvre sur la rue Daunou, décoré d'un vert

pannel digne du berger de l'Astrée. Alain Astier, directeur, à eu la main heureuse avec son cuisinier Jean-Claude Lhonnau. La carte est attrayante, les plats médités, les portions honnêtes et un menu à 180 F net, fromage ET dessert, peut satisfaire les plus difficiles avec son confit de lapereau fondue de tomates, son ragout de lotes aux aromates, le rôti de Chavignol et le panaché de sorbets, par exemple. A la carte, j'ai retenu une daube de pieds de porc aux carottes fondantes d'un robotant bien plaisant mais le fondant de porc rouge au coulis de tomates, la court-bouillon de fruits de mer au gingembre et le gâteau à la mousse d'orange ont bien du mérite distingué.

\* Le Cédron, 15, rue Dames (8<sup>e</sup>). Tél. 261-57-46. Fermé samedi et dimanche.

Et voici le quatrième, le meilleur peut-être. En cette Braderie un peu cachée qu'avait abandonnée l'ami Gillet, est venu tenté sa chance Bernard Vaxelaire, depuis Trébouren. Spécialiste du poisson, la carte en est fournie, de l'humble salade de moules aux trois poissons crus, des huîtres chaudes au blanc de lotes, du panaché de la mer à la sole de petit bœuf mousses de coquillettes. Mais j'ai apprécié le tien d'agneau au saut de laperouze et le chou croquant. Ce jour-là le marché avait permis la salade de rochers (succulente) et des nœuds de chevreuil au bourgogne.

C'est un endroit idéal pour le soir (à midi mieux vaut réserver), de parking facile, de décor douillet et calme. Et M<sup>me</sup> Vaxelaire est aux petits soins (on a beau dire, une patronne, ou une hôtesse, ça compte !). Bref, du foie gras (de canard, ou de porc) et du chou croquant, on a eu tout cela. Découverte le chemin.

\* La Braderie, 54, rue Cardinet (17<sup>e</sup>). Tél. 763-40-37.

## Une bonne recette

Pour la nouvelle année, la presse britannique a donné une recette de volaille de M<sup>me</sup> Thatcher. Belle occasion d'ironiser n'est-ce pas ? Elle est pourtant savoureuse cette recette que j'ai expérimentée : la poule est cuite au pot puis refroidie dans son bouillon et servie avec une sauce chaude faite d'œufs, crème, sherry (Jerez) et zestes de citron.

Sur R.T.L. une pécore ricane de ce mélange chaud-froid du plus pur classicisme (Moyen Age) et l'on entendit M. Jean-Marie Rivière s'indigner. Puis M. Georges Blanc assura, qu'il valait mieux mettre, dans la sauce, des truffes (à 1 800 F le kilo) que des zestes de citron ! Alors que, justement, ces zestes, en parfait accord avec le sherry, donnent à la crême un soupçon d'agilité réveillant la chair refroidie de la volaille.

Si l'on songe que le dernier sujet du Prix Taittinger était une poularde Alexandrie : piquée de langue et de truffes, pochée, les suprêmes levés, réformés avec ajout d'une mousseline, nappée de sauce Mornay et garnie de pointes d'asperges, escalopes de suprêmes et glace de viande blonde, on admirera la simplicité gourmande et sage de la recette de M<sup>me</sup> Thatcher. — L. R.

## Philatélie

## L'ART D'ACCOMMODER LES RESTES

Dans les émissions abusives, les timbres qui n'ont pu trouver suffisamment d'acquéreurs pour être écoulés sont « dévalorisés » par surcharges.

Ce phénomène a pu être constaté dernièrement à propos du Bénin.

Vingt timbres des anciennes émissions, totalisant 3 765 F de valeur faciale d'origine, ont été surchargés par des valeurs monnaies, correspondant mieux à l'affranchissement courant. Ainsi, cet ensemble ne s'élevait plus qu'à 725 F. Soit une réduction de 80,744 %.

Nous observons en passant que deux des plus petites valeurs font un chassé-croisé inutile pour un gain supplémentaire de 0,50 F avec les 75 F/5 F et 5 F/50 F. Alors que 75 F/50 F donne le même résultat et ramène le nombre à dix-neuf.

Comme, en principe, la collection d'un pays doit être complète, le philatéliste se trouve dans l'obligation d'acquiescer les mêmes timbres avec les surcharges, vendus en solde à 19,256 % de leurs valeurs affichées à l'origine.

Ainsi, ce qui avait déjà coûté aux collectionneurs (1 F.C.F.A. = 0,02 F) 75,30 F coûte de nouveau 14,50 F. C'est l'art d'accommoder les restes !

En bref...

\* BARBADI : Série « Noël 1983 », 10 et 25 cents, « La Vierge et l'Enfant » d'après Mezzos (détail) et un bloc-feuillet de 2.8. Cinq exemplaires du musée de la Barbadi, 48, 78 c, 2,80 F, timbres divers émis.

\* BOTSWANA : Série « Noël 1983 », 8, 16, 25 et 45 cents, sujets inédits, dans l'ordre des valeurs, Pankaj Thakurani ; Anon. Imperator ; Trinité arctique et chaudières géantes.

\* FALKLAND (Iles) : Bicentenaire « Montgolfier 1783-1983 », sujets, avions et hydrovolans divers, 5, 13, 17 et 54 pence.

\* GIBRALTAR : Série « Noël 1983 », 4, 17 et 60 pence, sujets inédits des tableaux de Raphaël.

\* JAMAÏQUE : Année mondiale des communications, quatre valeurs, sujets divers, 20, 48, 78 cents, 1.8.

\* KENYA : 25<sup>e</sup> anniversaire de l'Organisation mondiale pour le développement, 70 c, 2,80, 3,60 et 5,40 shillings. Sujets : bœuf, phare et poisson.

\* MALAWI : Série « Noël 1983 », sujets fleurs diverses, 7, 20 timbres et 10 shillings, respectivement Clémentine myrtille ; Gloriosa superba ; Gloriosa laetiflora et Afrimom angustifolium.

\* MALI : 125<sup>e</sup> anniversaire de la réforme sociale d'Adolphe Winthier, sujets divers, 25 cents, 1,25, 5 et 10 roupies.

\* MAURICE (île) : Commémoration de la mort de Bernard Diderot, sujets divers, 10, 25, 30, 48 kobo.

\* MAURITIUS : 75<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la « Brigade de la jeunesse », sujets divers, 10, 30 et 45 kobo.

\* NORFOLK (île) : Année mondiale des communications, sujets divers, 20, 48, 78 cents.

\* NOUVELLE-CALÉDONIE : série « coquillages », trois valeurs, 5 F, 10 F, 20 F, 18 F, 20 F, 25 F, 35 F et 45 F, respectivement, île, sp., Aéroport sp., Bâtiment élégant, Tumboukpa sp.

\* NOUVELLE-CALÉDONIE : série « coquillages », trois valeurs, 5 F, 10 F, 20 F, 18 F, 20 F, 25 F, 35 F et 45 F, respectivement, île, sp., Aéroport sp., Bâtiment élégant, Tumboukpa sp.

\* NOUVELLE-CALÉDONIE : série « coquillages », trois valeurs, 5 F, 10 F, 20 F, 18 F, 20 F, 25 F, 35 F et 45 F, respectivement, île, sp., Aéroport sp., Bâtiment élégant, Tumboukpa sp.

\* NOUVELLE-CALÉDONIE : série « coquillages », trois valeurs, 5 F, 10 F, 20 F, 18 F, 20 F, 25 F, 35 F et 45 F, respectivement, île, sp., Aéroport sp., Bâtiment élégant, Tumboukpa sp.

\* NOUVELLE-CALÉDONIE : série « coquillages », trois valeurs, 5 F, 10 F, 20 F, 18 F, 20 F, 25 F, 35 F et 45 F, respectivement, île, sp., Aéroport sp., Bâtiment élégant, Tumboukpa sp.

\* NOUVELLE-CALÉDONIE : série « coquillages », trois valeurs, 5 F, 10 F, 20 F, 18 F, 20 F, 25 F, 35 F et 45 F, respectivement, île, sp., Aéroport sp., Bâtiment élégant, Tumboukpa sp.

\* NOUVELLE-CALÉDONIE : série « coquillages », trois valeurs, 5 F, 10 F, 20 F, 18 F, 20 F, 25 F, 35 F et 45 F, respectivement, île, sp., Aéroport sp., Bâtiment élégant, Tumboukpa sp.

## FRANCE : syndicats professionnels

Sous ce même titre, la semaine dernière, nous avons annoncé l'émission du timbre à l'effigie de Waldeck-Rousseau, pour les 25 et 29 janvier en P. J. 1.

Afin de coïncider avec la date du centenaire de l'entrée en vigueur de la loi autorisant la création de syndicats professionnels, l'émission du timbre a été reportée au 22 mars prochain en P. G. 1 et au 23 en vente générale.

Il convient donc d'annuler le numéro chronologique (N°84). En temps utile, nous attribuerons le nouveau numéro.

\* CAMEROUN : série « Noël 83 », 80 F, 200 F, 500 F, cathédrale de Yaoundé, Malindi ; 500 F, cathédrale de Yaoundé, Ange de l'Annonciation ; 500 F, le repos pendant la fête en Egypte (Philippe Otto Runge). Un bloc-feuillet reprend les trois dernières valeurs de cette série, pour 1 200 F. Offres : S.N. Carlor.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

\* SAINT-MARIN : la série « Noël 83 » par ses trois sujets de tableaux les plus célèbres de Raphaël, soulève le 5<sup>e</sup> centenaire de la naissance du pape.

N° 1826

## Les programmes

\* AU CANADA, le programme des émissions proposé pour 1984 comporte trente-deux timbres. Ils sont composés raisonnablement de valeurs d'usage courant : 27 à 32 c, 2 à 37 c, 2 à 64 c et un à 15 pour un total de 11,665. C'est le tagasse des postes canadiennes.

\* A CHYPRE en 1984, le programme comportera 15 timbres et un bloc-feuillet. Une nouvelle série d'usage courant de 15 valeurs sera émise en 1984 ou début 1985, avec des sujets typiquement « chypriotes ».

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

\* AU MOZAMBIQUE, le programme 1984 est accompagné de huit émissions, en 40 timbres, pour un montant d'environ 605 metales. — La

## BIBLIOGRAPHIE

## «La Sarthe, des origines à nos jours»

**N**ON, cette Sarthe des origines à nos jours n'est pas seulement une nouvelle somme de 470 pages consacrées à l'histoire de la Sarthe. Les universitaires et les chercheurs — une douzaine d'auteurs dirigés par M. André Lévy, agrégé d'histoire et M. Jean — qui signent de volume ne se sont pas contentés de juxtaposer une série d'analyses des grands mouve-

ments de l'histoire de ce pays de marches où le jouèrent souvent, dès le premier millénaire, d'importants épisodes de l'histoire de France. Si leurs recherches les conduisent à mieux expliquer le passé, c'est pour mieux faire comprendre le présent. Une preuve parmi d'autres : l'importance accordée à l'événement du rail, l'après-guerre va poser l'éclatement d'un « monde nouveau » dont l'implantation de Renault deviendra le symbole. La place réservée à l'époque contemporaine, une centaine de pages, illustre les transformations et les ruptures de ce département souvent considéré par les observateurs comme une France en miniature.

## Astrolabe : cinq nouveaux catalogues

En présentant cinq nouveaux catalogues thématiques (oiseaux, reptiles, ski, plein air, marine), l'Astrolabe confirme l'élargissement de ses activités. Jusqu'alors librairie de voyages spécialisée dans la cartographie, elle s'occupe désormais de sciences naturelles et de sports. Les catalogues thématiques viennent compléter les catalogues géographiques que l'Astrolabe met à jour régulièrement.

\* L'Astrolabe, 46, rue de Provence, 75009 Paris. (tél. : 225-42-95).

## 1984 au vert

Le traditionnel guide de la Fédération nationale des gîtes ruraux de France vient de paraître. Dans l'édition 1984, 1 340 gîtes sont présentés, région par région, avec cartes de situation, photos, descriptions complètes des logis, des prix et la liste des gîtes situés à proximité. Figurent également dans ce guide les adresses des services départementaux de réservation. Prix : 45 F.

\* Fédération nationale des gîtes ruraux de France, 35, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris.

\* La Sarthe des origines à nos jours, 470 pages, 199,50 F. Editions Bordessoules, Saint-Jean-d'Angely.

Cet ouvrage s'inscrit dans le cadre du grand inventaire que les Editions Bordessoules veulent dresser d'une nouvelle collection intitulée « Hexagone ». Trois autres, déjà parus, ont consacré à la Charente-Maritime, la Vendée et l'Indre-et-Loire. Cinq sont en préparation, ceux qui concerneront la Loire-Atlantique, la Vienne, la Charente, la Mayenne et le Lot-et-Cher.

## les 3 moutons

le spécialiste parisien des GRILLADES D'AGNEAU ET DE BŒUF  
63, avenue Franklin-Roosevelt (8<sup>e</sup>)  
Salle climatisée  
Ouv. après 18h - 225-26-95

CHÈFS D'ENTREPRISE  
POUR VOS INVITATIONS  
le soufflé  
ANDRÉ FAURE  
sa bonne cuisine française  
670, rue de la Chapelle (18<sup>e</sup>)  
Cores et Vendôme 245, 268, 27, 18  
Prix raisonnables

LE CHALUT  
84, bd Beugnot (17<sup>e</sup>)  
Tél. 397-26-44  
SON POISSON DU JOUR  
SON LOUP FLAMBE  
Selles climatisées  
F. dim. soir et lundi

FACE GARE DE L'EST  
LA STRASBOURGEOISE  
Dans un cadre restant, vous proposez toutes les spécialités Alsaciennes, Fruits de mer  
toutes l'année, Poissons et légumes en sauce Châtrée, Pâtisseries, Pâtisseries.  
Salons jusqu'à 35 personnes. Régis d'Albères.  
15, rue du 8 mai 1945, 67000 Strasbourg, 205-60-40. Tous les jours de 11h à 11h30, 12h à 12h30

## Il y a des femmes qui vous servent à dîner jusqu'à 3 heures du matin.

Huîtres, fruits de mer, coquillages toute l'année, choucroutes de la mer, choucroutes paysannes.

LE BAYERN  
Le grand bar de la rue de la Chapelle  
avec terrasse lumineuse le soir  
Place du Châtelet  
Régis 233 31 44

LA CHAMPAGNE  
Le grand bar de la rue de la Chapelle  
avec terrasse lumineuse le soir  
Place du Châtelet  
Régis 233 31 44

CHEZ HANSI  
Le grand bar de la rue de la Chapelle  
avec terrasse lumineuse le soir  
Place du Châtelet  
Régis 233 31 44

Charlot  
la fraîcheur du poisson  
la finesse des cuissons

CHARLOT  
ROI DES COQUILLAGES  
12, place de Clichy  
874.49.64 et 65

CHARLOT  
MERVEILLES DES MERS  
128 bis, bd de Clichy  
522.47.08

2 des plus belles brasseries 1900  
OUVERTES APRES MINUIT

FLO  
Foie gras frais 41 F  
Andouillette 40,50 F  
Choucroute spéciale 41 F  
Fruits de mer  
et bœuf d'huîtres.

7, cour des Petites Écuries, Paris 10<sup>e</sup>  
Tél. : 776.13.39

Julien  
Saumon en filets 36,50 F  
Huîtres chaudes  
au champagne 46 F  
Cassoulet d'oie 56,50 F  
Coquillages chauds.

16, rue du Fig-Si-Denis, Paris 10<sup>e</sup>  
Tél. : 770.12.06

SERVICE TOUTS LES JOURS  
JUSQU'À 2 H. DU MATIN

Rive gauche  
le bar à huîtres  
Poissons et coquillages  
L'après-midi  
dégustation de fruits de mer  
VENTE A EMPORTER  
112, bd du Montparnasse 146 - 320.71.01  
Tous les jours de 11h à 11h30, 12h à 12h30

L'Alsace à Paris  
8, place St-André-des-Arts, 6<sup>e</sup>  
326-88-38 - F. mercredi.

DEJEUNERS, DINERS,  
SOUPERS  
Grillades - Choucroutes  
Poissons - Coquillages  
Terrasse plein air  
Salons 15, 20, 30, 60 pers.

Rive droite  
GARNIER  
Le Restaurant de mer  
Déjeuners, Dinners, Soupers  
Banque d'Huîtres  
111, rue Saint Lazare,  
75008 PARIS 367



# Jeux

échecs N° 1055

## SACRIFICES EN SÉRIE

(Championnat de Ligue en République Fédérale d'Allemagne, 1984)

Blancs : SIEGEL (Zähringen)  
Noirs : Dr. BASSLER (Zähringen)  
Défense sicilienne

1. e4 c5 2. Cf3 Fc6 3. d4 cxd4 4. Cxd4 Dc7 5. Cc3 d5 6. Fd3 h6 7. e5 Fg4 8. f4 Fxh4 9. Fg3 d4 10. Fxh4 Dd7 11. Dd2 Fd6 12. Dd3 Dc6 13. Dd4 Dc7 14. Dd5 Dc6 15. Dd6 Dc7 16. Dd7 Dc6 17. Dd8 Dc6 18. Dd9 Dc6 19. Dd0 Dc6

### NOTES

a) 5. e4 et 5. Fd3 sont également possibles.  
b) On a pu en outre 6. Fd2 ou 6. Fd4.  
c) 8... Dd6 est impossible à cause de 9. Rh1 (à 9... Dxd4; 10. Fb5+).

d) A considérer est 9. Rh1 ou 9. Cf3.  
e) Ce développement de l'aile-D paraît prématuré. 9... Fd7 est plus précis.  
f) Ce sacrifice n'est pas nécessaire mais les Blancs ont déjà prévu avec la poussée 10. f4 un jeu tactique assez riche.  
g) Sur 12... Cc5 la réponse 13. Cd5 est encore plus forte que dans la partie.  
h) La position critique. Les Blancs, au prix d'un C, ont obtenu deux pions très dangereux en d5 et e6, menaçant aussi bien Td1 et c4 que Td6 suivi de Dh5+. La question est de savoir si le pion d5 peut immédiatement être pris, après quoi l'attaque des Blancs risque de tomber. Après 14... Cxd5; 15. Dd5+; 16. Fxg4; 17. Dxd6; 18. Dd7; 19. Dd8; 20. Dd9; 21. Dd0; 22. Dd1; 23. Dd2; 24. Dd3; 25. Dd4; 26. Dd5; 27. Dd6; 28. Dd7; 29. Dd8; 30. Dd9; 31. Dd0; 32. Dd1; 33. Dd2; 34. Dd3; 35. Dd4; 36. Dd5; 37. Dd6; 38. Dd7; 39. Dd8; 40. Dd9; 41. Dd0; 42. Dd1; 43. Dd2; 44. Dd3; 45. Dd4; 46. Dd5; 47. Dd6; 48. Dd7; 49. Dd8; 50. Dd9; 51. Dd0; 52. Dd1; 53. Dd2; 54. Dd3; 55. Dd4; 56. Dd5; 57. Dd6; 58. Dd7; 59. Dd8; 60. Dd9; 61. Dd0; 62. Dd1; 63. Dd2; 64. Dd3; 65. Dd4; 66. Dd5; 67. Dd6; 68. Dd7; 69. Dd8; 70. Dd9; 71. Dd0; 72. Dd1; 73. Dd2; 74. Dd3; 75. Dd4; 76. Dd5; 77. Dd6; 78. Dd7; 79. Dd8; 80. Dd9; 81. Dd0; 82. Dd1; 83. Dd2; 84. Dd3; 85. Dd4; 86. Dd5; 87. Dd6; 88. Dd7; 89. Dd8; 90. Dd9; 91. Dd0; 92. Dd1; 93. Dd2; 94. Dd3; 95. Dd4; 96. Dd5; 97. Dd6; 98. Dd7; 99. Dd8; 100. Dd9; 101. Dd0; 102. Dd1; 103. Dd2; 104. Dd3; 105. Dd4; 106. Dd5; 107. Dd6; 108. Dd7; 109. Dd8; 110. Dd9; 111. Dd0; 112. Dd1; 113. Dd2; 114. Dd3; 115. Dd4; 116. Dd5; 117. Dd6; 118. Dd7; 119. Dd8; 120. Dd9; 121. Dd0; 122. Dd1; 123. Dd2; 124. Dd3; 125. Dd4; 126. Dd5; 127. Dd6; 128. Dd7; 129. Dd8; 130. Dd9; 131. Dd0; 132. Dd1; 133. Dd2; 134. Dd3; 135. Dd4; 136. Dd5; 137. Dd6; 138. Dd7; 139. Dd8; 140. Dd9; 141. Dd0; 142. Dd1; 143. Dd2; 144. Dd3; 145. Dd4; 146. Dd5; 147. Dd6; 148. Dd7; 149. Dd8; 150. Dd9; 151. Dd0; 152. Dd1; 153. Dd2; 154. Dd3; 155. Dd4; 156. Dd5; 157. Dd6; 158. Dd7; 159. Dd8; 160. Dd9; 161. Dd0; 162. Dd1; 163. Dd2; 164. Dd3; 165. Dd4; 166. Dd5; 167. Dd6; 168. Dd7; 169. Dd8; 170. Dd9; 171. Dd0; 172. Dd1; 173. Dd2; 174. Dd3; 175. Dd4; 176. Dd5; 177. Dd6; 178. Dd7; 179. Dd8; 180. Dd9; 181. Dd0; 182. Dd1; 183. Dd2; 184. Dd3; 185. Dd4; 186. Dd5; 187. Dd6; 188. Dd7; 189. Dd8; 190. Dd9; 191. Dd0; 192. Dd1; 193. Dd2; 194. Dd3; 195. Dd4; 196. Dd5; 197. Dd6; 198. Dd7; 199. Dd8; 200. Dd9; 201. Dd0; 202. Dd1; 203. Dd2; 204. Dd3; 205. Dd4; 206. Dd5; 207. Dd6; 208. Dd7; 209. Dd8; 210. Dd9; 211. Dd0; 212. Dd1; 213. Dd2; 214. Dd3; 215. Dd4; 216. Dd5; 217. Dd6; 218. Dd7; 219. Dd8; 220. Dd9; 221. Dd0; 222. Dd1; 223. Dd2; 224. Dd3; 225. Dd4; 226. Dd5; 227. Dd6; 228. Dd7; 229. Dd8; 230. Dd9; 231. Dd0; 232. Dd1; 233. Dd2; 234. Dd3; 235. Dd4; 236. Dd5; 237. Dd6; 238. Dd7; 239. Dd8; 240. Dd9; 241. Dd0; 242. Dd1; 243. Dd2; 244. Dd3; 245. Dd4; 246. Dd5; 247. Dd6; 248. Dd7; 249. Dd8; 250. Dd9; 251. Dd0; 252. Dd1; 253. Dd2; 254. Dd3; 255. Dd4; 256. Dd5; 257. Dd6; 258. Dd7; 259. Dd8; 260. Dd9; 261. Dd0; 262. Dd1; 263. Dd2; 264. Dd3; 265. Dd4; 266. Dd5; 267. Dd6; 268. Dd7; 269. Dd8; 270. Dd9; 271. Dd0; 272. Dd1; 273. Dd2; 274. Dd3; 275. Dd4; 276. Dd5; 277. Dd6; 278. Dd7; 279. Dd8; 280. Dd9; 281. Dd0; 282. Dd1; 283. Dd2; 284. Dd3; 285. Dd4; 286. Dd5; 287. Dd6; 288. Dd7; 289. Dd8; 290. Dd9; 291. Dd0; 292. Dd1; 293. Dd2; 294. Dd3; 295. Dd4; 296. Dd5; 297. Dd6; 298. Dd7; 299. Dd8; 300. Dd9; 301. Dd0; 302. Dd1; 303. Dd2; 304. Dd3; 305. Dd4; 306. Dd5; 307. Dd6; 308. Dd7; 309. Dd8; 310. Dd9; 311. Dd0; 312. Dd1; 313. Dd2; 314. Dd3; 315. Dd4; 316. Dd5; 317. Dd6; 318. Dd7; 319. Dd8; 320. Dd9; 321. Dd0; 322. Dd1; 323. Dd2; 324. Dd3; 325. Dd4; 326. Dd5; 327. Dd6; 328. Dd7; 329. Dd8; 330. Dd9; 331. Dd0; 332. Dd1; 333. Dd2; 334. Dd3; 335. Dd4; 336. Dd5; 337. Dd6; 338. Dd7; 339. Dd8; 340. Dd9; 341. Dd0; 342. Dd1; 343. Dd2; 344. Dd3; 345. Dd4; 346. Dd5; 347. Dd6; 348. Dd7; 349. Dd8; 350. Dd9; 351. Dd0; 352. Dd1; 353. Dd2; 354. Dd3; 355. Dd4; 356. Dd5; 357. Dd6; 358. Dd7; 359. Dd8; 360. Dd9; 361. Dd0; 362. Dd1; 363. Dd2; 364. Dd3; 365. Dd4; 366. Dd5; 367. Dd6; 368. Dd7; 369. Dd8; 370. Dd9; 371. Dd0; 372. Dd1; 373. Dd2; 374. Dd3; 375. Dd4; 376. Dd5; 377. Dd6; 378. Dd7; 379. Dd8; 380. Dd9; 381. Dd0; 382. Dd1; 383. Dd2; 384. Dd3; 385. Dd4; 386. Dd5; 387. Dd6; 388. Dd7; 389. Dd8; 390. Dd9; 391. Dd0; 392. Dd1; 393. Dd2; 394. Dd3; 395. Dd4; 396. Dd5; 397. Dd6; 398. Dd7; 399. Dd8; 400. Dd9; 401. Dd0; 402. Dd1; 403. Dd2; 404. Dd3; 405. Dd4; 406. Dd5; 407. Dd6; 408. Dd7; 409. Dd8; 410. Dd9; 411. Dd0; 412. Dd1; 413. Dd2; 414. Dd3; 415. Dd4; 416. Dd5; 417. Dd6; 418. Dd7; 419. Dd8; 420. Dd9; 421. Dd0; 422. Dd1; 423. Dd2; 424. Dd3; 425. Dd4; 426. Dd5; 427. Dd6; 428. Dd7; 429. Dd8; 430. Dd9; 431. Dd0; 432. Dd1; 433. Dd2; 434. Dd3; 435. Dd4; 436. Dd5; 437. Dd6; 438. Dd7; 439. Dd8; 440. Dd9; 441. Dd0; 442. Dd1; 443. Dd2; 444. Dd3; 445. Dd4; 446. Dd5; 447. Dd6; 448. Dd7; 449. Dd8; 450. Dd9; 451. Dd0; 452. Dd1; 453. Dd2; 454. Dd3; 455. Dd4; 456. Dd5; 457. Dd6; 458. Dd7; 459. Dd8; 460. Dd9; 461. Dd0; 462. Dd1; 463. Dd2; 464. Dd3; 465. Dd4; 466. Dd5; 467. Dd6; 468. Dd7; 469. Dd8; 470. Dd9; 471. Dd0; 472. Dd1; 473. Dd2; 474. Dd3; 475. Dd4; 476. Dd5; 477. Dd6; 478. Dd7; 479. Dd8; 480. Dd9; 481. Dd0; 482. Dd1; 483. Dd2; 484. Dd3; 485. Dd4; 486. Dd5; 487. Dd6; 488. Dd7; 489. Dd8; 490. Dd9; 491. Dd0; 492. Dd1; 493. Dd2; 494. Dd3; 495. Dd4; 496. Dd5; 497. Dd6; 498. Dd7; 499. Dd8; 500. Dd9; 501. Dd0; 502. Dd1; 503. Dd2; 504. Dd3; 505. Dd4; 506. Dd5; 507. Dd6; 508. Dd7; 509. Dd8; 510. Dd9; 511. Dd0; 512. Dd1; 513. Dd2; 514. Dd3; 515. Dd4; 516. Dd5; 517. Dd6; 518. Dd7; 519. Dd8; 520. Dd9; 521. Dd0; 522. Dd1; 523. Dd2; 524. Dd3; 525. Dd4; 526. Dd5; 527. Dd6; 528. Dd7; 529. Dd8; 530. Dd9; 531. Dd0; 532. Dd1; 533. Dd2; 534. Dd3; 535. Dd4; 536. Dd5; 537. Dd6; 538. Dd7; 539. Dd8; 540. Dd9; 541. Dd0; 542. Dd1; 543. Dd2; 544. Dd3; 545. Dd4; 546. Dd5; 547. Dd6; 548. Dd7; 549. Dd8; 550. Dd9; 551. Dd0; 552. Dd1; 553. Dd2; 554. Dd3; 555. Dd4; 556. Dd5; 557. Dd6; 558. Dd7; 559. Dd8; 560. Dd9; 561. Dd0; 562. Dd1; 563. Dd2; 564. Dd3; 565. Dd4; 566. Dd5; 567. Dd6; 568. Dd7; 569. Dd8; 570. Dd9; 571. Dd0; 572. Dd1; 573. Dd2; 574. Dd3; 575. Dd4; 576. Dd5; 577. Dd6; 578. Dd7; 579. Dd8; 580. Dd9; 581. Dd0; 582. Dd1; 583. Dd2; 584. Dd3; 585. Dd4; 586. Dd5; 587. Dd6; 588. Dd7; 589. Dd8; 590. Dd9; 591. Dd0; 592. Dd1; 593. Dd2; 594. Dd3; 595. Dd4; 596. Dd5; 597. Dd6; 598. Dd7; 599. Dd8; 600. Dd9; 601. Dd0; 602. Dd1; 603. Dd2; 604. Dd3; 605. Dd4; 606. Dd5; 607. Dd6; 608. Dd7; 609. Dd8; 610. Dd9; 611. Dd0; 612. Dd1; 613. Dd2; 614. Dd3; 615. Dd4; 616. Dd5; 617. Dd6; 618. Dd7; 619. Dd8; 620. Dd9; 621. Dd0; 622. Dd1; 623. Dd2; 624. Dd3; 625. Dd4; 626. Dd5; 627. Dd6; 628. Dd7; 629. Dd8; 630. Dd9; 631. Dd0; 632. Dd1; 633. Dd2; 634. Dd3; 635. Dd4; 636. Dd5; 637. Dd6; 638. Dd7; 639. Dd8; 640. Dd9; 641. Dd0; 642. Dd1; 643. Dd2; 644. Dd3; 645. Dd4; 646. Dd5; 647. Dd6; 648. Dd7; 649. Dd8; 650. Dd9; 651. Dd0; 652. Dd1; 653. Dd2; 654. Dd3; 655. Dd4; 656. Dd5; 657. Dd6; 658. Dd7; 659. Dd8; 660. Dd9; 661. Dd0; 662. Dd1; 663. Dd2; 664. Dd3; 665. Dd4; 666. Dd5; 667. Dd6; 668. Dd7; 669. Dd8; 670. Dd9; 671. Dd0; 672. Dd1; 673. Dd2; 674. Dd3; 675. Dd4; 676. Dd5; 677. Dd6; 678. Dd7; 679. Dd8; 680. Dd9; 681. Dd0; 682. Dd1; 683. Dd2; 684. Dd3; 685. Dd4; 686. Dd5; 687. Dd6; 688. Dd7; 689. Dd8; 690. Dd9; 691. Dd0; 692. Dd1; 693. Dd2; 694. Dd3; 695. Dd4; 696. Dd5; 697. Dd6; 698. Dd7; 699. Dd8; 700. Dd9; 701. Dd0; 702. Dd1; 703. Dd2; 704. Dd3; 705. Dd4; 706. Dd5; 707. Dd6; 708. Dd7; 709. Dd8; 710. Dd9; 711. Dd0; 712. Dd1; 713. Dd2; 714. Dd3; 715. Dd4; 716. Dd5; 717. Dd6; 718. Dd7; 719. Dd8; 720. Dd9; 721. Dd0; 722. Dd1; 723. Dd2; 724. Dd3; 725. Dd4; 726. Dd5; 727. Dd6; 728. Dd7; 729. Dd8; 730. Dd9; 731. Dd0; 732. Dd1; 733. Dd2; 734. Dd3; 735. Dd4; 736. Dd5; 737. Dd6; 738. Dd7; 739. Dd8; 740. Dd9; 741. Dd0; 742. Dd1; 743. Dd2; 744. Dd3; 745. Dd4; 746. Dd5; 747. Dd6; 748. Dd7; 749. Dd8; 750. Dd9; 751. Dd0; 752. Dd1; 753. Dd2; 754. Dd3; 755. Dd4; 756. Dd5; 757. Dd6; 758. Dd7; 759. Dd8; 760. Dd9; 761. Dd0; 762. Dd1; 763. Dd2; 764. Dd3; 765. Dd4; 766. Dd5; 767. Dd6; 768. Dd7; 769. Dd8; 770. Dd9; 771. Dd0; 772. Dd1; 773. Dd2; 774. Dd3; 775. Dd4; 776. Dd5; 777. Dd6; 778. Dd7; 779. Dd8; 780. Dd9; 781. Dd0; 782. Dd1; 783. Dd2; 784. Dd3; 785. Dd4; 786. Dd5; 787. Dd6; 788. Dd7; 789. Dd8; 790. Dd9; 791. Dd0; 792. Dd1; 793. Dd2; 794. Dd3; 795. Dd4; 796. Dd5; 797. Dd6; 798. Dd7; 799. Dd8; 800. Dd9; 801. Dd0; 802. Dd1; 803. Dd2; 804. Dd3; 805. Dd4; 806. Dd5; 807. Dd6; 808. Dd7; 809. Dd8; 810. Dd9; 811. Dd0; 812. Dd1; 813. Dd2; 814. Dd3; 815. Dd4; 816. Dd5; 817. Dd6; 818. Dd7; 819. Dd8; 820. Dd9; 821. Dd0; 822. Dd1; 823. Dd2; 824. Dd3; 825. Dd4; 826. Dd5; 827. Dd6; 828. Dd7; 829. Dd8; 830. Dd9; 831. Dd0; 832. Dd1; 833. Dd2; 834. Dd3; 835. Dd4; 836. Dd5; 837. Dd6; 838. Dd7; 839. Dd8; 840. Dd9; 841. Dd0; 842. Dd1; 843. Dd2; 844. Dd3; 845. Dd4; 846. Dd5; 847. Dd6; 848. Dd7; 849. Dd8; 850. Dd9; 851. Dd0; 852. Dd1; 853. Dd2; 854. Dd3; 855. Dd4; 856. Dd5; 857. Dd6; 858. Dd7; 859. Dd8; 860. Dd9; 861. Dd0; 862. Dd1; 863. Dd2; 864. Dd3; 865. Dd4; 866. Dd5; 867. Dd6; 868. Dd7; 869. Dd8; 870. Dd9; 871. Dd0; 872. Dd1; 873. Dd2; 874. Dd3; 875. Dd4; 876. Dd5; 877. Dd6; 878. Dd7; 879. Dd8; 880. Dd9; 881. Dd0; 882. Dd1; 883. Dd2; 884. Dd3; 885. Dd4; 886. Dd5; 887. Dd6; 888. Dd7; 889. Dd8; 890. Dd9; 891. Dd0; 892. Dd1; 893. Dd2; 894. Dd3; 895. Dd4; 896. Dd5; 897. Dd6; 898. Dd7; 899. Dd8; 900. Dd9; 901. Dd0; 902. Dd1; 903. Dd2; 904. Dd3; 905. Dd4; 906. Dd5; 907. Dd6; 908. Dd7; 909. Dd8; 910. Dd9; 911. Dd0; 912. Dd1; 913. Dd2; 914. Dd3; 915. Dd4; 916. Dd5; 917. Dd6; 918. Dd7; 919. Dd8; 920. Dd9; 921. Dd0; 922. Dd1; 923. Dd2; 924. Dd3; 925. Dd4; 926. Dd5; 927. Dd6; 928. Dd7; 929. Dd8; 930. Dd9; 931. Dd0; 932. Dd1; 933. Dd2; 934. Dd3; 935. Dd4; 936. Dd5; 937. Dd6; 938. Dd7; 939. Dd8; 940. Dd9; 941. Dd0; 942. Dd1; 943. Dd2; 944. Dd3; 945. Dd4; 946. Dd5; 947. Dd6; 948. Dd7; 949. Dd8; 950. Dd9; 951. Dd0; 952. Dd1; 953. Dd2; 954. Dd3; 955. Dd4; 956. Dd5; 957. Dd6; 958. Dd7; 959. Dd8; 960. Dd9; 961. Dd0; 962. Dd1; 963. Dd2; 964. Dd3; 965. Dd4; 966. Dd5; 967. Dd6; 968. Dd7; 969. Dd8; 970. Dd9; 971. Dd0; 972. Dd1; 973. Dd2; 974. Dd3; 975. Dd4; 976. Dd5; 977. Dd6; 978. Dd7; 979. Dd8; 980. Dd9; 981. Dd0; 982. Dd1; 983. Dd2; 984. Dd3; 985. Dd4; 986. Dd5; 987. Dd6; 988. Dd7; 989. Dd8; 990. Dd9; 991. Dd0; 992. Dd1; 993. Dd2; 994. Dd3; 995. Dd4; 996. Dd5; 997. Dd6; 998. Dd7; 999. Dd8; 1000. Dd9; 1001. Dd0; 1002. Dd1; 1003. Dd2; 1004. Dd3; 1005. Dd4; 1006. Dd5; 1007. Dd6; 1008. Dd7; 1009. Dd8; 1010. Dd9; 1011. Dd0; 1012. Dd1; 1013. Dd2; 1014. Dd3; 1015. Dd4; 1016. Dd5; 1017. Dd6; 1018. Dd7; 1019. Dd8; 1020. Dd9; 1021. Dd0; 1022. Dd1; 1023. Dd2; 1024. Dd3; 1025. Dd4; 1026. Dd5; 1027. Dd6; 1028. Dd7; 1029. Dd8; 1030. Dd9; 1031. Dd0; 1032. Dd1; 1033. Dd2; 1034. Dd3; 1035. Dd4; 1036. Dd5; 1037. Dd6; 1038. Dd7; 1039. Dd8; 1040. Dd9; 1041. Dd0; 1042. Dd1; 1043. Dd2; 1044. Dd3; 1045. Dd4; 1046. Dd5; 1047. Dd6; 1048. Dd7; 1049. Dd8; 1050. Dd9; 1051. Dd0; 1052. Dd1; 1053. Dd2; 1054. Dd3; 1055. Dd4; 1056. Dd5; 1057. Dd6; 1058. Dd7; 1059. Dd8; 1060. Dd9; 1061. Dd0; 1062. Dd1; 1063. Dd2; 1064. Dd3; 1065. Dd4; 1066. Dd5; 1067. Dd6; 1068. Dd7; 1069. Dd8; 1070. Dd9; 1071. Dd0; 1072. Dd1; 1073. Dd2; 1074. Dd3; 1075. Dd4; 1076. Dd5; 1077. Dd6; 1078. Dd7; 1079. Dd8; 1080. Dd9; 1081. Dd0; 1082. Dd1; 1083. Dd2; 1084. Dd3; 1085. Dd4; 1086. Dd5; 1087. Dd6; 1088. Dd7; 1089. Dd8; 1090. Dd9; 1091. Dd0; 1092. Dd1; 1093. Dd2; 1094. Dd3; 1095. Dd4; 1096. Dd5; 1097. Dd6; 1098. Dd7; 1099. Dd8; 1100. Dd9; 1101. Dd0; 1102. Dd1; 1103. Dd2; 1104. Dd3; 1105. Dd4; 1106. Dd5; 1107. Dd6; 1108. Dd7; 1109. Dd8; 1110. Dd9; 1111. Dd0; 1112. Dd1; 1113. Dd2; 1114. Dd3; 1115. Dd4; 1116. Dd5; 1117. Dd6; 1118. Dd7; 1119. Dd8; 1120. Dd9; 1121. Dd0; 1122. Dd1; 1123. Dd2; 1124. Dd3; 1125. Dd4; 1126. Dd5; 1127. Dd6; 1128. Dd7; 1129. Dd8; 1130. Dd9; 1131. Dd0; 1132. Dd1; 1133. Dd2; 1134. Dd3; 1135. Dd4; 1136. Dd5; 1137. Dd6; 1138. Dd7; 1139. Dd8; 1140. Dd9; 1141. Dd0; 1142. Dd1; 1143. Dd2; 1144. Dd3; 1145. Dd4; 1146. Dd5; 1147. Dd6; 1148. Dd7; 1149. Dd8; 1150. Dd9; 1151. Dd0; 1152. Dd1; 1153. Dd2; 1154. Dd3; 1155. Dd4; 1156. Dd5; 1157. Dd6; 1158. Dd7; 1159. Dd8; 1160. Dd9; 1161. Dd0; 1162. Dd1; 1163. Dd2; 1164. Dd3; 1165. Dd4; 1166. Dd5; 1167. Dd6; 1168. Dd7; 1169. Dd8; 1170. Dd9; 1171. Dd0; 1172. Dd1; 1173. Dd2; 1174. Dd3; 1175. Dd4; 1176. Dd5; 1177. Dd6; 1178. Dd7; 1179. Dd8; 1180. Dd9; 1181. Dd0; 1182. Dd1; 1183. Dd2; 1184. Dd3; 1185. Dd4; 1186. Dd5; 1187. Dd6; 1188. Dd7; 1189. Dd8; 1190. Dd9; 1191. Dd0; 1192. Dd1; 1193. Dd2; 1194. Dd3; 1195. Dd4; 1196. Dd5; 1197. Dd6; 1198. Dd7; 1199. Dd8; 1200. Dd9; 1201. Dd0; 1202. Dd1; 1203. Dd2; 1204. Dd3; 1205. Dd4; 1206. Dd5; 1207. Dd6; 1208. Dd7; 1209. Dd8; 1210. Dd9; 1211. Dd0; 1212. Dd1; 1213. Dd2; 1214. Dd3; 1215. Dd4; 1216. Dd5; 1217. Dd6; 1218. Dd7; 1219. Dd8; 1220. Dd9; 1221. Dd0; 1222. Dd1; 1223. Dd2; 1224. Dd3; 1225. Dd4; 1226. Dd5; 1227. Dd6; 1228. Dd7; 1229. Dd8; 1230. Dd9; 1231. Dd0; 1232. Dd1; 1233. Dd2; 1234. Dd3; 1235. Dd4; 1236. Dd5; 1237. Dd6; 1238. Dd7; 1239. Dd8; 1240. Dd9; 1241. Dd0; 1242. Dd1; 1243. Dd2; 1244. Dd3; 1245. Dd4; 1246. Dd5; 1247. Dd6; 1248. Dd7; 1249. Dd8; 1250. Dd9; 1251. Dd0; 1252. Dd1; 1253. Dd2; 1254. Dd3; 1255. Dd4; 1256. Dd5; 1257. Dd6; 1258. Dd7; 1259. Dd8; 1260. Dd9; 1261. Dd0; 1262. Dd1; 1263. Dd2; 1264. Dd3; 1265. Dd4; 1266



Le Monde

culture

EXPOSITIONS

LE RÉALISME EN FRANCE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE, A CHARTRES

Peinture de l'homme quelconque

Réaliste, la peinture l'a toujours été, même lorsque ses représentations sont altérées par le sentiment, la subjectivité. Mais elle ne le fut jamais autant que le jour où elle décida de s'imposer ce titre. L'avènement coïncida avec la monarchie de Juillet et ses sanglantes journées décrites par Michelet. Première du genre, l'exposition sur le réalisme en France au XIX<sup>e</sup> siècle, qui réunit cent soixante tableaux au musée des Beaux-Arts de Chartres, s'ouvre sur ces

images tumultueuses de Paris l'été 1830, avec le peuple sur les barricades, les enfants patriotes déguisés, les combats de rue à la porte Saint-Denis... Un tableau de Beaudouin montre un bourgeois traversant à la hâte une rue à la fin de la journée, près de la colonnade du Louvre; un autre le peuple amassé devant l'Hôtel de Ville, avant l'insurrection, ou bien le roi distribuant des drapeaux à la Garde nationale le 29 août.

L'évocation est meurtrière, mais la manière est presque tranquille, d'une objectivité parfaite, comme disait Flaubert, et d'un absolu respect de la vérité. Ce réalisme, dont on situe la naissance vers 1830 et qui a versé dans le naturalisme vers 1870, a été son équivalent littéraire. Mais ce sont les peintres qui en ont donné les premières images, plus exactement les critiques, comme Lacroix, Thoré, Champfleury, Durand; ils en ont énoncé les concepts et défini le sujet. Ce faisant, ils formulaient des tendances latentes dans la société française, un peu plus d'une génération après la Révolution, alors qu'une nouvelle mosaïque sociale d'ouvriers et de paysans commençait à se dessiner.

Soudain, la peinture quittait l'espace des allégories historiques où elle avait, en France, ses habitudes, pour se mettre à considérer la vie quotidienne des braves gens. Les gens de la foule, les hommes quelconques, qui commençaient à avoir un visage et entraient dans les salons, où ils n'avaient, jusque-là, que des places de figurants. Les peintres découvraient qu'il existait des paysans, des brancards, des forgerons, des pêcheurs, des femmes qui arrachaient des pommes de terre à un sol inondé; que l'ancien équilibre agraire du paysage était perturbé par l'implantation d'usines en plein champ, de houillères et de carrières d'argile à ciel ouvert, marquant l'avènement des grandes manufactures.

Ce changement de sujet de la peinture, qui, à part les belles tournures aristocratiques et l'histoire, s'était manifesté très tôt. Diderot déjà demandait qu'on lui montre des personnages vrais au travail, pas des anges. Et Mercur, un artiste du XVIII<sup>e</sup> siècle, disait qu'il voulait l'entendre qu'il peignait des gens contemporains que les peintres de l'école des Égyptiens qu'il avait jamais vus. Jusqu'à Chardin qui a traversé son siècle, dit des lumières, avec sa peinture réaliste de petites gens dans leurs petits intérieurs silencieux entourés de choses sans importance, réalisant la révolution dans sa peinture sans que nul ne s'en doute, comme le souligne Pierre Rosenberg dans son *Chardin* (chez Flammarion). Et Durand, qui incitait les peintres à partir à travers la nature, sur le motif, pour en rapporter des images authentiques.

Décolletés sur les champs

Ces années 1830-1870 sont un moment d'ébullition. L'artiste se met en marche. Avec sa boîte de couleurs et son bâton de pèlerin, il va à la découverte du pays profond. Il se fait ethnologue, il découvre des types, des costumes, des coutumes. Il y voit que bûches épaisses, mains calleuses, silhouettes tordues par une vie fruste. La laideur plébiscite. Cette « laideur », voilà le sujet de l'art nouveau. Les Bretons au chapeau rond sont peints sous toutes les coutures par les Leleux, les Jeannon, les Girard, les Lurinais, les Lehmann, les Guillemin... Tels quels. Certains les paysans burinés de Nonneville sont un rien aristocratiques, illuminés de l'intérieur comme des saints : bataille esthétique, différente d'idéologie. La peinture est plutôt triste et morose à cette époque de travail pénible, où la paysannerie, de même que la foule triste des villes, l'hiver, est loin d'être avenante. Pour le peintre Leleux, il faut « être simple et vrai, en dépit de tout, ne pas embellir, refuser le mensonge ». Mais pour le critique Delcoulx « la pauvreté des couleurs est une infirmité sociale. C'est une idée fautive en morale que d'en faire parade, et, en matière d'art, une laideur qu'il faut dissimuler avec beaucoup d'adresse ».

C'est ce qu'a fait Antigny dans un tableau intitulé *Les Enfants dans le blé*, beaux comme des anges, les cheveux au vent. « De vrais enfants du peuple. Vite le réalisme entendu de cette façon-là », écrit-on dans la presse. Mais, d'une manière générale, on ne la dissimule pas, cette « laideur ». Et bien sûr, sur ce thème, l'Entertainment à Ornières de Courbet est un grand coup à l'estomac de la critique « anti-démocratique ». Tant de visages tristes et de méchantes redingotes ! Après tout, convient l'un d'eux, ce sont les visages et les redingotes qu'on voit ordinairement dans les enterrements de village et même de ville !

Les tableaux se mettent à palpiter d'une vie plus joyeuse lorsqu'il s'agit

de travail dans les champs. Le champ d'or, avec sa population active d'hommes et de femmes, c'est le thème chéri des peintres réalistes, et pas seulement de Millet. Les Glaneuses et les Moissonneuses, qui ont l'occasion de peindre tout à la fois le labeur, le paysage, les figures. Hédouin, Veyssat, Salmon, Jeannon, ont tous peint des glaneuses qu'ils faisaient poser avec de généreux décolletés de la blouse sur le dos. Et souvent la lumière sur les foins a des lueurs pré-impressionnistes. Pré-impressionnistes aussi sont les paysages de Troyon, notamment son très charmant tableau sur les vendanges des coteaux de Suresnes (il y avait de la vigne à l'époque !), les monumentales fenaisons de Rosa Bonheur, si patiemment rendant les irrégularités de l'herbe coupée et la soie du pelage des grands bœufs du Nivernais.

La « révolution » réaliste, qui s'est référée à la peinture espagnole (découverte dans la galerie Louis-Philippe du Louvre, démantelée en 1848), aux Hollandais, à Rembrandt, aux Le Nain, à Chardin, s'est étendue sur les trois quarts du siècle, parallèlement aux autres mouvements qui ont pris le devant de la scène. C'est une part restée inconnue, méconnue du dix-neuvième siècle. Pas un seul livre récent en France. Le seul travail substantiel de défrichage et de synthèse est américain ! Il est dû à Gabriel P. Weisberg, qui a illustré ses travaux par une exposition au musée de Cleveland, en 1980. Après

JACQUES MICHEL

NOTES

Cinéma

« RONDE DE NUIT »  
DE JEAN-CLAUDE MISSIAEN  
L'esquisse d'un film policier

Jean-Claude Missiaen, ex-critique, ex-attaché de presse passé à la mise en scène, cultive les citations cinématographiques avec une ferveur digne d'un Martin Scorsese. Mais la grille n'a pas eu le temps de prendre. Le dénouement du film policier américain de série B dont il se réclame - choix des ambiances, typage des rôles, photo somptueuse, comme d'un magazine en couleurs, quoique très sèche, proche du reportage - tourne à l'exercice scolaire par trop appliqué.

L'histoire, fondée sur une idée du metteur en scène, trébuche deux fois parisiennes (on n'arrête plus de parler des films, les films sont de braves gens) enquêtant sur une affaire à plusieurs ressorts, politique, économique, social. Le meilleur de Missiaen est dans son goût de la scène brève, ramassée : l'ouverture du film avec le député masochiste déguisant son propre assassinat ou, un peu plus loin, l'interview d'un promoteur politicien jetant des fleurs de rhétorique pour masquer sa crapulerie.

Mais le cinéaste tend à en rajouter, demande à Raymond Pellegrin de pasticher Edward G. Robinson, à Françoise Arnoul de redevenir un peu la petite Nini de *French Cancan*, à Eddy Mitchell de jouer au naturel « la dernière séance ». Les acteurs n'ont pas le temps de trouver leur respiration, de se déployer dans le décor. Comme l'intrigue elle-même, ils succombent trop volontiers au style bande dessinée qui empêche les gens de vivre leur scène, les choses d'arriver vraiment.

LOUIS MARCORELLES

\* Voir les films suivants.

Variétés

LE CIRQUE DE DEMAIN  
La piste des espoirs

Le Festival mondial du cirque de demain est le seul concours réservé aux jeunes artistes. C'est une confrontation qui réunit les nouvelles attractions des cirques de Moscou, de Pékin, de Cuba, de Tchecoslovaquie, de Pologne, de Roumanie, de Hollande et du Caire, du Big Apple Circus de New-York, des cabarets de Londres, des écoles françaises d'Annie Fratellini et d'Alexis Gruss. Et les lauréats rivalisent ensuite avec les meilleurs artistes de la piste. Ainsi, en décembre dernier, participèrent au Festival international de Moscou le jeune jongleur américain Anthony Gazzo, médaillé d'or en 1982 du Festival du cirque de demain, et le jongleur suisse Serge Perceley, autre brillant espoir du précédent concours. La manifestation, qui en est à sa septième édition, démontre que les disciplines de la piste sont encore bien vivantes.

Quarante-cinq numéros ont été présentés cette année sous le chapiteau Gruen, porte de Paris. Certains avaient sans doute le défaut de miser sur la force ou la technique en faisant abstraction de la grâce ou du rêve. Quatre attractions se sont partagées le premier prix : deux groupes chinois, l'un présentant des jeux de cerceaux au sol, l'autre des jeux de diabolo; un jongleur soviétique sur échelle libre (Grigory Popovitch) et la jeune acrobate américaine Nathalie Estienne mêlant jonglage, acrobatie et équilibre. Les *Sorcières* ont aussi proposé deux représentations de la nouvelle génération de clowns. Mais Vladimir Stolyarov et Sergueï Solomatine, tous deux lauréats de l'école de cirque de Moscou, ont paru inégaux dans les différentes « reprises » proposées par de Pantin.

CLAUDE FLEOUTER

\* Soirée de gala avec les meilleurs artistes de ce festival ce vendredi 13 janvier à 20 h 30 et dernière représentation samedi 14 à 20 h 30.

la cruche aux...  
Mise en scène : Bernard Sobel  
THEATRE DE GENNEVILLIERS  
Contre Dramatique National  
793.26.30

THÉÂTRE

« RIRE A PLEURER », de et par Rufus

Une rose de fin du monde

C'est fort, ce que fait Rufus au Théâtre Antoine. Le titre : *Rire à pleurer*. Les gens de tout âge y trouveront leur pain. Ceux qui s'approchent du jour où ils décolleront pour un monde meilleur (meilleur peut-être). Ceux qui ont neuf, dix ans - et le nouveau monde comme disait Madame Jourdain - et puis ce spectacle Rufus c'est une réflexion sur l'art de l'acteur : les diables des cours dramatiques gagnent à y aller.

Ça commence dans le vide, ou si l'on veut dans une absence. Sur la scène, il y a juste une rose. Dans un petit vase de porcelaine blanche posé sur une mince colonnette.

Rufus arrive comme par hasard, comme s'il s'était trompé de porte. Une valise à la main.

Que peut-il bien faire ici, à cette heure-ci, ce voyageur ? Solitude ! Il n'a que cette rose, à qui parler. La rose rappelle un petit peu les décors imaginaires des photographes d'autrefois. Pour le photographe imaginaire, Rufus prend la pose. Il tente d'appuyer le coude sur la colonnette, mais elle est trop fragile.

Alors comment Rufus se retrouve-t-il campé sur le haut de cette colonnette avec sa valise sur les genoux et la rose dans la vase posée sur la valise ? C'est la magie miraculeuse des esprits immatériels : l'acrobate et le clown. Déjà, mais il est bien là, ce

voyageur : sa réalité s'est affirmée par une suite d'inversions bizarres.

A l'autre extrémité du spectacle, deux heures plus tard (le rideau va tomber d'ici quelques secondes), Rufus ne sait plus quoi faire. Quoi dire. Parce que les gestes (simples) et les paroles (courtes) de l'homme à la rose se sont suivis de telle manière, ont mis à l'envers le vrai et le faux, le réel et le rêvé, de telle sorte que tous les spectateurs présents, pris un par un, se retrouvent si désorientés qu'ils n'ont d'autre recours, d'autre réflexe, que de rire comme des déments, sans s'arrêter.

Ce ne sont plus des spectateurs, c'est un seul fou rire continu. Livide, impossible, l'homme à la rose voudrait calmer l'avalanche, mais s'il lève un doigt le fou rire unanime augmente, s'il ne lève pas le doigt le fou rire augmente aussi, s'il ouvre la bouche c'est pareil, pareil s'il la maintient close.

On dirait une fin du monde, par déflagration. Or ce rire inarrêtable, horrible presque, dure un peu plus de deux minutes. Parce que les légères manipulations de l'espace, des objets, des paroles, qu'a faites Rufus depuis le premier regard intimidé sur la rose, cela n'a été que des tentatives de rien, des « je t'as juste du pied

pour voir ». Il arrivait avec sa valise, ce n'était pas, peut-être, la gare espérée, il se demandait ce qu'il faisait là. Un homme et c'est tout. Qui, pour savoir où il en est, commence à bouger. A agir. A agir.

Justement il y a une scène, au cours de la soirée, l'homme à la valise s'est laissé emporter, il a parlé trop, parce qu'il voulait prendre la défense d'un innocent, accusé, un innocent imaginaire, une idée qui lui est passée par la tête. Il a parlé, parlé, et à bout de forces il perd connaissance.

L'acteur ouvre les yeux, il ne sait pas où il est. Aucun texte ne lui vient. Ce qu'il appelle « le trou », dans le métier. Mais il ne veut pas l'admettre. Rufus. « Qu'est-ce que je devais dire ? », c'est pas un trou, c'est pas grave. « Quel personnage j'interprète, donc ? », c'est pas un trou non plus, pas de quoi appeler le samu. Le vrai trou ce serait : « Qu'est-ce que nous faisons là, tous, dans cette chienne de vie ? », dit Rufus. Et il a raison : c'est cela, la panique du trou. L'idée fixe, jamais loin, de la chute de l'homme. De l'acteur - être vivant, au monde.

Ce ne sont là que deux-trois bricoles de *Rire à pleurer*. Rufus en fait des dizaines d'autres. Le grand soir.

MICHEL COURNOT

\* Théâtre Antoine, 20 h 45.

LA GRÈVE A LA COMÉDIE-FRANÇAISE...

Les machinistes C.G.T. de la Comédie-Française ont décidé majoritairement de reconduire leur grève du 16 au 22 janvier. Cette grève, qui avait commencé par des arrêts de travail pendant les fêtes de fin d'année, s'est poursuivie par un retard d'une heure, en soirée, au lever de rideau. Récidive qui a entraîné la décision de la Société des comédiens-français et de l'administrateur de supprimer les représentations du 9 au 15 janvier.

Les revendications portent sur des augmentations de salaire, la création de postes supplémentaires de huit machinistes, la nomination de trois brigadiers machinistes, l'intégration de la prime de fin d'année dans le calcul des retraites.

ET AUX ARCHIVES NATIONALES

Les cinq salles de consultation des Archives nationales - ainsi que la Musée de l'histoire de France - sont fermées au public. Le personnel de magasinage des Archives nationales est en effet en grève depuis le 10 janvier, pour l'obtention d'une prime technique annuelle, acceptée dans son principe par l'administration, mais refusée par un arbitrage du premier ministre.

Ouverture de la quinzaine culturelle française à Madrid

Lors d'un banquet, qui a réuni à Madrid, le jeudi 12 janvier, quelque trois cents personnes, M<sup>lle</sup> Danielle Mitterrand a remis au chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, le manuscrit d'un roman de l'écrivain français, M. Benito Perez Galdos, considéré comme le « Stendhal espagnol ». Ce document - il s'agit du manuscrit du *Docteur Cereno* - avait été déposé dans un coffre-fort de l'Institut français de Madrid par des partisans de l'écriture à la fin de la guerre civile; il a été découvert il y a peu.

Cette cérémonie, qui s'est déroulée en présence des ministres espagnols de la culture et de l'éducation, MM. Salans et Maravall, marquait le début de la quinzaine culturelle française à Madrid, organisée conjointement par la mairie de la capitale et l'Institut français. Dans la soirée, une table ronde a réuni, devant un public nombreux, le directeur du *Monde*, M. André Laurens, ainsi que quatre rédacteurs de notre journal et plusieurs directeurs de quotidiens et journaux espagnols.

Le débat était consacré au rôle joué par le *Monde* en Espagne durant les années difficiles du franquisme et aux problèmes de la presse écrite dans les deux pays.

La quinzaine culturelle continue ce vendredi par une nouvelle table ronde consacrée au thème : « Les intellectuels et la presse ». Du côté français, prendront notamment part au débat MM. Maurice Duverger et Alain Touraine. Samedi, un colloque s'ouvrira. La pensée humaniste de Pierre Mendès France, avec la participation de M. Jean Lacouture. Parmi les autres manifestations de la quinzaine, figurent notamment la représentation du ballet *Roméo et Juliette* de Berlioz par les danseurs de l'Opéra de Lyon.

La nouvelle salle « Zénith » à la Villette

(Suite de la première page.)

Mais cela est de bon augure pour le rock français puisque, en bon professionnel, Higelin, même aphone, a su faire son numéro.

La salle, quant à elle, a montré qu'elle sait encaisser tous les coups, tous les bruits, et même la pluie intervenue entre-temps. Carlos Ott, architecte du futur opéra de la Bastille et qui se trouve là dans un monde qui n'est pas précisément celui du Bel Canto, a dû arriver la simplicité des problèmes acoustiques à résoudre pour une salle de rock.

Zénith est une réussite. Parce que la formule répond d'abord au besoin d'une très grande salle, à Paris, destinée aux formes diverses de la musique populaire. Démontable - même si cela ne doit pas être aussi simple qu'un chapiteau de cirque - elle ira plus tard, en principe, circuler ou se fixer en province, quand Paris sera doré de la salle de Bagnollet, dix mille places en dur, si le projet voit le jour (1). Mais le verre-à-l'eau, s'il se révèle plus efficace et moins coûteux de multiplier des structures de type Zénith, à Paris et ailleurs, structure dont la durée et l'usage correspondent sans doute à l'évolution rapide des techniques en matière de musique ?

Zénith a vu le jour en moins d'un an, après que le ministre de la culture et les siens eurent décidé d'en doter la capitale, la construction proprement dite n'ayant pas demandé six mois. Elle a coûté 29 millions de francs, soit dix à trente fois moins qu'un projet en dur. Sur cette somme, le ministère a dépensé 10 millions de francs, le reste ayant été pris en charge par la Caisse des dépôts et consignations qui retrouve ses billes avec l'exploitation de la salle.

Philippe Chab et Jean-Paul Moré sont les deux (jeunes) architectes de Zénith, avec la collaboration, entre autres, des ingénieurs du groupe Arcora, des équipes spécialisées de la S.C.E.T., de Cocker pour la programmation et des acousticiens de l'agence Poutz et associés.

Le parti est des plus simples : une grande salle carrée de 8 200 mètres carrés au sol, surmontée d'une charpente métallique sans aucun pilier intermédiaire, l'ensemble étant pro-

tégé par une double enveloppe. Les poutres, théoriquement démontables, ont ainsi une portée de 70 mètres. Outre les toiles destinées à supporter les rigueurs du climat, elles portent tout l'équipement technique nécessaire, jusqu'à 30 tonnes de matériel au-dessus de l'aire scénique. La disposition des gradins dans la salle a limité à une cinquantaine de mètres la plus grande distance entre la scène et les sièges les plus éloignés.

La salle du Zénith est un espace magnifique, aux sièges de plastique rouge (et rouilles), aux murs bleus, et à la structure argentée, l'ensemble produisant le plus bel et patriotique des effets... L'apparence extérieure est plus conventionnelle. D'un blanc brillant, lisse, d'allure un peu massive malgré la légèreté de la toile tendue, Zénith est à mi-chemin entre le drapable et le hangar d'aviation. Mais cela a quelque sens puisque Zénith est le nom d'un de ces engins qui ont fait l'histoire de la conquête de l'air. Au bout d'un grand mât de béton - qui semble montrer que la salle est plus définitivement parisienne que prévu - flotte d'ailleurs joliment un petit avion rouge.

FREDERIC EDELMANN

(1) La salle prévue à Bagnollet fait l'objet d'une consultation. dix architectes ont été sollicités dans un premier temps. Trois restent actuellement en lice : Claude Vasson, Gilles Bouchez et l'équipe Nicole Elie etc. dont les propositions doivent être remises d'ici le mois d'avril aux services du ministère de la culture.

\* La programmation de Zénith a été confiée à une société privée, Coker. Sont prévus : Johnny Hallyday, pour sa rentrée parisienne à l'automne 1984, Sheila, France Gall, Juliette Clerc, Michel Jonasz, le groupe Téléphone, Diane Dufresne, des groupes Cere et Simple machine...

\* CLAQUETTES. - Sept cents familles de Fred Astaire et de Ginger Rogers participent les 18 et 19 février à Paris, au Centre international Maurice Ravel, à une assemblée de danseurs de claquettes. A cette occasion, la Fédération française de danse à claquettes organisera également les championnats de France et d'Europe de cette spécialité ainsi qu'un festival international.

Pierre Desproges  
Pour la 1ère fois seul sur scène  
THEATRE FONTAINE  
LOC. 874.74.40  
EUROPE 1



**CARRE SILVIA MONFORT**

*Le dernier jour de Jean-Paul Farre*



**531-28-34**

**PORTE MAILLOT**

**19<sup>e</sup> BROCANTE DE PARIS**

**12/22 JANVIER**

on y chine  
on y mange  
on y boit

T.L. 11 h - 19 h  
Sam-Dim.  
10 h - 19 h

Nocturne jeudi 12 jusqu'à 22 h

**18 THÉÂTRE / 226.47.47**

16, Rue Georgette Agutte - 18<sup>e</sup>

**MÉMOIRES D'ISLES**

écrits antillais

THÉÂTRE DU CAMPAGNOL

**50<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DU**

**GOLDEN GATE**

**à l'OLYMPIA QUARTET**

**LUNDI 16 JANVIER**

**20 h 30**

**Tarif unique : 80 francs**

**THÉÂTRE DE LA RENAISSANCE**

**VINCENT et MARGOT**

PIERRETTE BRUNO GERARD LARTICAU  
BERNARD LAVALLETTE PAUL PREBOIST JACKIE SARDOU

**La pièce saluée par la critique unanime :**

Encore une fois Pierrette Bruno a eu la main heureuse. Une vraie réussite. Pierre MARCABRU (Le Figaro)

Une comédie très amusante. Michel CURNOT (Le Monde)

Une soirée tonique d'où on sort tout réjoui. Pierre BRUNEAU (Midi)

Un très bon spectacle réjouissant. José BATHOMIEUX (Le Parisien)

Coup de cœur, plein d'humour, d'émotion et de joie de vivre

M.S. (VSD)

**THÉÂTRE DE PARIS**

**LUNDI 23 JANVIER**

**Gala au profit de la recherche sur le SIDA**

avec la présence exceptionnelle de JULIETTE GRÉCO,  
DANIEL VARSANO, RENAUD, JEAN MARAIS, NICOLETTA,  
JEAN GUIDONI, MIREILLE, DIANE TELL, SAPHO, ARMANDE ALTAI, etc.

Renseignements : A.M.G. 906-81-71

**POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES**

**BERNARD GIRAudeau**

est "CHET" dans

**RUE BARBARE**

A VOIR ABSOLUMENT. LE POINT

La mise en scène de Gilles BEHAT, nerveuse, elliptique, conduit implacablement au drame et à la violence déchainée.

Les qualités de ce film dur, violent, où gens et choses sont montrés avec un maximum de force, dans un style très efficace. FRANCE SOIR

Le style, l'ambiance... l'incomparable présence des comédiens. LE PARISIEN

Il s'agit d'un très bon film d'action, dans lequel Bernard GIRAudeau excelle, tout comme les autres comédiens. L'HUMANITÉ

Un polar sombre et violent avec un époustouffant Bernard GIRAudeau. PREMIERE

**UN FILM DE GILLES BEHAT**

# SPECTACLES

## théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

**ENTRE LA RAISON ET LE DÉSIR** (THÉÂTRE) - Adèle (742-67-27), 20 h 30.

**UN AUTOMATISME POUR MATHILDA** - Lacombe (544-57-54), 22 h 15.

**SE PAVAIT SUR LE JOUR** - Lacombe (544-57-54), 18 h 30.

**DIEU AIME LES HOMMES** - Hall Montmartre (233-80-78), 20 h 30.

**QUATRE SAINTS** - Villaret, Roussel-Rolland (742-15-02), 20 h 30.

**HAMLET** - Bouffes du Nord (239-34-50), 20 h 30.

**LES POSSIBLES** - Gémier (727-81-45), 20 h 30.

**MARGUERITE D'UR** - Petit Saint-Paul (256-70-80), 20 h 30.

**LES SURGÈLES** - Point Virgile (278-67-03), 20 h 15.

**AUTOMATISME** - Prolégomènes (275-33-15), 20 h 30.

**LA BALADE DE M. TADEUZE** - Cédex, Comédie (339-21-97), 20 h 45.

**LA BAGARRE** - Atelier (601-49-34), 21 h.

**LE PEARSON** - Poche (348-92-97), 20 h 30.

**LE PAYSAGE DE L'AVENUE** - Ess. culturel, Théâtre noir (346-91-53), 20 h 30.

**SHIRAZ KHANSAH** - Vincennes, Cédex (365-43-43), 20 h 45.

**HAMLET** - Antoine (208-77-71), 18 h 30.

**WILLIAM** - La Brèche (874-76-99), 21 h.

**TABLEAU POUR DAMES** - Théâtre de la Ville (342-50-72), 21 h.

### Les salles subventionnées et municipales

**COMÉDIE-FRANÇAISE** (286-10-20), 20 h 30 : L'Inconnu.

**CHATELAIN** (727-41-45) : Grand Foyer, 20 h 30 : Les comédiens.

**ODÉON** (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), 20 h 30 : Mima von Barnheim.

**PELIT ODÉON** (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), 18 h 30 : La Prise de l'Écluse de la Bastille.

**TEP** (364-80-80), Théâtre : 20 h 30 : L'Œuvre.

**BEAUBOURG** (277-12-33), Concerts/Animations : 18 h 30, 19 h 45.

**MOGADOR**

25, RUE DE MOGADOR  
75001 PARIS

**TRIOMPHE DES 2 MISES EN SCÈNE DE JEROME SAVARY**

**100<sup>ème</sup> CYRANO**

avec **JACQUES WEBER** et **NICOLE JAMET**

Location par Tél. : 285.38.30 et aux caisses 21 jours à l'avance

**50<sup>ème</sup> EN MATRÉE**

**"L'HISTOIRE DU COCHON QUI VOULAIT MAIGRI"**

racontée par le Grand Magic Circus

Samedi et Dimanche à 14 h, Mercredi à 14 h et 16 h 30, Matinées supplémentaires les 17 et 21 Février à 14 h.

Dernière le 22 Février à 16 h 30, avant le départ en tournée du Grand Magic Circus.

Location par Tél. : 285.48.30 et aux caisses 21 jours à l'avance

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

**« LE MONDE SPECTACLES »**

**281-26-20 +**

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

## Vendredi 13 janvier

**20 h 30 : Espace Libre** - Châteaux/Vidéo : Nouveaux Films Bpl, 13 h : Construire et vivre à Pompeii, de J.-P. Adam, 16 h : De l'animal à l'homme, un entretien avec E. Lorenz, de C. Vilard, 19 h : Châteaux et Bavière, de C. Vilard, 15 h : Dado-nuance et décadence (1916-1923), 18 h : Collections du musée, De bon en l'air : Cédex polonais, 19 h 21 h : voir ci-dessous.

**THÉÂTRE DE LA VILLE** (274-22-77), 18 h 30 : Groupe Émile Dubois, 20 h 30 : Ballet Th. Arche.

**CARRE SILVIA-MONFORT** (531-28-34), 20 h 30 et 16 h : Le dernier acte (J.-P. Farre).

**20 h 30 : Espace Libre** - Châteaux/Vidéo : Nouveaux Films Bpl, 13 h : Construire et vivre à Pompeii, de J.-P. Adam, 16 h : De l'animal à l'homme, un entretien avec E. Lorenz, de C. Vilard, 19 h : Châteaux et Bavière, de C. Vilard, 15 h : Dado-nuance et décadence (1916-1923), 18 h : Collections du musée, De bon en l'air : Cédex polonais, 19 h 21 h : voir ci-dessous.

**THÉÂTRE DE LA VILLE** (274-22-77), 18 h 30 : Groupe Émile Dubois, 20 h 30 : Ballet Th. Arche.

**CARRE SILVIA-MONFORT** (531-28-34), 20 h 30 et 16 h : Le dernier acte (J.-P. Farre).

### Les autres salles

**A. DEJAZET** (887-97-34), 21 h : Un drame musical instantané.

**AMERICAN CENTER** (321-42-30), 21 h : Autocritique du siècle : Démonstration, Bag Lady.

**ANTOINE** (208-77-71), 20 h 30 : Raria.

**ARTS-SCÈNES** (387-23-23), 18 h 30 : La décadence d'après, 21 h : La Vie humaine.

**ATHÉNÉE** (742-67-27), salle Ch. Bédard, 20 h 30 : Le Passé.

**BOUFFES-PARISIENS** (296-60-34), 21 h : Les Trois Jeanne.

**CARREFOUR DE L'ESPRIT** (639-48-65), 20 h 30 : Zed, zed, zed, zed.

**CARTOUCHE** (Épée de bois (808-39-74), 20 h 30 : Rue noire - Temples (328-56-36), 20 h 45 : Alibis.

**CITÉ INTERNATIONALE** (589-38-49), Galerie, 20 h 30 : Souffrance oblique ; Rues, 20 h 30 : La Mère confidente.

**COMÉDIE-CAUMARTIN** (742-43-41), 21 h : Les Femmes d'Alfred.

**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (720-08-24), 20 h 45 : Chacun sa vérité.

**COMÉDIE ITALIENNE** (321-23-23), 20 h 30 : La Mère de la villageoise.

**DAUNOU** (261-69-14), 21 h : La Chénille.

**DECHARGEURS** (236-00-02), 20 h 30 : Les Femmes d'Alfred.

**EDOUARD-VII** (273-15-10), 21 h : M. de M.

**ESCALIER D'OR** (273-15-10), 21 h : M. de M.

**ESPACE KIRIN** (373-50-25), 20 h 30 : Le Siècle.

**ESPACE MARAIS** (384-09-31), 20 h 30 : Le Siècle.

### Les concerts

**ESSAÏON** (278-46-42) L. et 21 h : Agathe - IL 20 h 30 : Chant dans la nuit.

**FONTAINE** (744-74-40), 22 h : Babilles.

**GAITE-MONTMARTRE** (322-16-18), 20 h 45 : Grand-père.

**GALERIE 99** (326-65-51), 20 h 30 : Les Femmes d'Alfred.

**HUCHETTE** (326-39-99), 19 h 30 : La Cantatrice chauve ; 20 h 30 : La Légende ; 21 h 30 : Pique et Pique.

**LUCERNAIRE** (544-57-34) L. 20 h 30 : Les Femmes d'Alfred ; 21 h 30 : Les Femmes d'Alfred.

**LYS MONTMARTRE** (327-48-61), 20 h 30 : L'Amour de l'art ; En musique de chambre ; Rhapsodies.

**MADELEINE** (265-07-09), 20 h 45 : Les Femmes d'Alfred.

**MARAI** (278-03-53), 20 h 30 : La rue et le monde.

**MATHURINS** (265-90-00), 21 h : Le Siècle.

**MICHEL** (265-35-03), 21 h 15 : On danse en il.

**MOGADOR** (285-45-30), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac.

**MONTMARTRE** (320-49-90), 21 h : L'Amour de l'art ; En musique de chambre ; Rhapsodies.

**NOUVEAUTES** (770-52-76), 20 h 30 : L'Amour de l'art ; En musique de chambre ; Rhapsodies.

**ŒUVRE** (874-42-53), 20 h 30 : Sarah ; 21 h 30 : Les Femmes d'Alfred.

**PALAI DES SPORTS** (322-40-40), 20 h 30 : Un homme nommé Jean.

**PLAISANCE** (320-00-06), 20 h 45 : La Plaisance de la folie.

**PORT-SAINT-MARTIN** (607-37-53), 21 h : K 2.

**RADEAU DE LA MÉDUSE** (520-91-37), 20 h 30 : Don Juan aux enfers.

**RENAISSANCE** (208-18-50), 20 h 30 : Les Femmes d'Alfred.

**SAINT-GEORGES** (878-43-47), 21 h : Théâtre de Boulevard.

**TAI TEL PESSAI** (278-10-79), L. 20 h 30 : Les Femmes d'Alfred ; IL 20 h 30 : Les Femmes d'Alfred.

**TEMPLEURS** (278-91-15), 20 h : Mima ; 21 h : Monsieur Trizan Bernard.

**THÉÂTRE D'EDGAR** (322-11-02), 20 h 15 : Les Femmes d'Alfred ; 22 h : Nous en fait où on nous dit de faire.

**THÉÂTRE DE DIX-HEURES** (606-07-48), 22 h 15 : Au secours papa, maman veut me tuer.

**THÉÂTRE DE LA PLAINE** (250-15-45), 20 h 30 : Images de... Kalia.

**THÉÂTRE DU TEMPS** (355-10-88), 21 h : Médée.

**THÉÂTRE 18** (226-47-47), 21 h : M. de M.

**TOURTOUR** (887-42-48), 18 h 30 : Un nez à la porte ; 20 h 30 : Le Prince éternel.

**VARIÉTÉS** (233-09-92), 20 h 30 : L'Étrange.

### Le music-hall

**BOBINO** (322-74-84), 20 h 45 : A. M. L.

**COMÉDIE DE PARIS** (281-00-11), 21 h : L'Écho-moi les châteaux.

**L'ÉCHO** (342-71-16), 20 h 30 : L. Ode, J.-P. Remy, J. Rappin ; à 22 h : P. P. Remy, S. Mergel.

**FONTAINE** (744-74-40), 20 h 15 : P. Desproges.

**GYMNASÉ** (246-79-79), 21 h : Fant et Val.

**LUCERNAIRE** (544-57-34), 21 h : Ch. Bernard.

**OLYMPIA** (743-25-49), 20 h 30 : Y. Desproges.

**PALAI DES CONGRES** (758-13-73), 21 h : Nam Mostkourt.

**PALAI DES GLACES** (607-49-93), 20 h 30 : Tina Turner.

**STUDIO BEYRAND** (783-44-46), 20 h 30 : Marilyn, le talent.

**THÉÂTRE BEAUBOURG** (260-44-41), 22 h : René, Daniel, W. Rios ; 24 h : M. Lévê.

**MAISON DES ARTS ANDRÉ MALRAUX CRETEIL**

du 10 au 28 janvier

**O'Neill Une Lune Pour Desherités**

mise en scène Laurence Fèvre

Place Salvador Allende tel. 695 94 80 M<sup>e</sup> Creteil Préfecture

**ALBATROS DE RICHARD DEMARCY**

théâtre de la tempête cartouche 328 36 36

Albatros, où le merveilleux s'allie au quotidien... où la folie du logis bouscule la raison... sans doute ce que Richard Demarcy et Teresa Motta ont fait de plus élaboré et de plus téméraire.

Pierre Moreau LE FIGARO

Demarcy emploie un langage "decadent", très sec, ponctué d'assonances droles... qui convient au caractère de conte populaire, de parade féerique, de ce théâtre.

Demarcy s'affirme de plus en plus un des seuls vrais inventeurs du théâtre, aujourd'hui.

Michel Cournot LE MONDE

## cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

### La Cinémathèque

**CHAILLOT (784-34-24)**

15 h : Charles G. Clarke : Taran et sa compagnie, de C. Gibbons et J. Conway ; 19 h, Festival de Rotterdam : La Pêche retardée, de F. van de Sandt ; 21 h, Cédex japonais : La Ville de l'Amour, de T. Tanaka.

**BEAUBOURG (278-35-57)**

15 h : Festival Films des musiques du monde 1984 : Salsa, de J. Marro ; Tango, de J. Cédex ; 17 h, Amir Khan, de S.N.S. Sestry ; Usud alla rekha, de S. Neir ; La Ballade de Pabaji, de G. Lameau ; 19 h, Cédex polonais : Chances, de F. Falk.

### LES FILMS NOUVEAUX

**LA CAGE AUX POULES**, film américain de Colin Higgins, v.d. : Forum Orion-Express, 1<sup>re</sup> (233-12-26) ; Quintette, 9<sup>e</sup> (633-79-38) ; George-V, 8<sup>e</sup> (562-41-46), v.d. : Marmite, 9<sup>e</sup> (770-72-86) ; L'Amour, 9<sup>e</sup> (246-40-07) ; Images, 18<sup>e</sup> (322-47-94).

**CANICULE** (\*), film français d'Yves Boisset, Forum Orion-Express, 1<sup>re</sup> (233-42-26) ; U.G.C. Opéra, 2<sup>e</sup> (261-50-32) ; Grand Rex, 2<sup>e</sup> (271-52-36) ; U.G.C. Danza, 6<sup>e</sup> (328-42-62) ; U.G.C. Montparnasse, 6<sup>e</sup> (344-14-27) ; U.G.C. Normandie, 8<sup>e</sup> (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9<sup>e</sup> (246-66-44) ; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (359-19-08) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12<sup>e</sup> (343-01-59) ; Athènes, 12<sup>e</sup> (343-07-40) ; U.G.C. Globules, 13<sup>e</sup> (336-23-44) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (338-52-43) ; U.G.C. Convention, 15<sup>e</sup> (328-20-64) ; Muret, 16<sup>e</sup> (631-99-75) ; Paris-Werles, 18<sup>e</sup> (322-46-01) ; Secorin, 19<sup>e</sup> (241-77-99) ; Tourville, 20<sup>e</sup> (364-51-98).

### 2819 APRES LA CHUTE DE NEW-YORK

(\*), film américain de Martin Scorsese, v.d. : Forum Orion-Express, 1<sup>re</sup> (233-42-26) ; Quintette, 9<sup>e</sup> (633-79-38) ; v.d. : Rex, 2<sup>e</sup> (236-85-55) ; Beaugrenouille, 6<sup>e</sup> (222-57-97) ; U.G.C. Essing, 8<sup>e</sup> (359-15-71) ; U.G.C. Boulevard, 9<sup>e</sup> (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12<sup>e</sup> (343-01-59) ; Montparnasse, 14<sup>e</sup> (327-59-57) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (338-52-43) ; Images, 18<sup>e</sup> (322-47-94) ; Secorin, 19<sup>e</sup> (241-77-99).

### LONESOME COW-BOYS

(\*), film américain de Andy Warhol et Paul Morawy, v.d. : Moya, 1<sup>re</sup> (265-43-99) ; Audin Christine, 6<sup>e</sup> (327-41-46).

### PRENOM CARMEN

, film français de Jean-Luc Godard, v.d. : Forum Orion-Express, 1<sup>re</sup> (233-42-26) ; Quintette, 9<sup>e</sup> (633-79-38) ; v.d. : Rex, 2<sup>e</sup> (236-85-55) ; Beaugrenouille, 6<sup>e</sup> (222-57-97) ; U.G.C. Essing, 8<sup>e</sup> (359-15-71) ; U.G.C. Boulevard, 9<sup>e</sup> (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12<sup>e</sup> (343-01-59) ; Montparnasse, 14<sup>e</sup> (327-59-57) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (338-52-43) ; Images, 18<sup>e</sup> (322-47-94) ; Secorin, 19<sup>e</sup> (241-77-99).

### RETEZ-VOUS OU JE FAIS UN MALHEUR

, film français de Michel Gérard, Gaumont Richelieu, 2<sup>e</sup> (233-56-70) ; U.G.C. Danza, 6<sup>e</sup> (328-42-62) ; Beaugrenouille, 6<sup>e</sup> (222-57-97) ; U.G.C. Boulevard, 9<sup>e</sup> (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12<sup>e</sup> (343-01-59) ; U.G.C. Globules, 13<sup>e</sup> (336-23-44) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (338-52-43) ; U.G.C. Convention, 15<sup>e</sup> (328-20-64) ; Muret, 16<sup>e</sup> (631-99-75) ; Paris-Werles, 18<sup>e</sup> (322-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20<sup>e</sup> (364-51-98).

### BONDE DE NUIT

, film français de Jean-Claude Miesse, Forum, 1<sup>re</sup> (297-53-74) ; Impérial, 2<sup>e</sup> (742-72-52) ; Gaumont Richelieu, 2<sup>e</sup> (233-56-70) ; Ch. Beaugrenouille, 6<sup>e</sup> (222-57-97) ; Quintette, 9<sup>e</sup> (633-79-38) ; Paris-Werles, 18<sup>e</sup> (322-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20<sup>e</sup> (364-51-98).

### TRAHISONS CONJUGALES

, film anglais de David Lean, v.d. : U.G.C. Opéra, 2<sup>e</sup> (261-50-32) ; Ch. Beaugrenouille, 6<sup>e</sup> (222-57-97) ; Quintette, 9<sup>e</sup> (633-79-38) ; U.G.C. Danza, 6<sup>e</sup> (328-42-62) ; U.G.C. Montparnasse, 6<sup>e</sup> (344-14-27) ; U.G.C. Normandie, 8<sup>e</sup> (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9<sup>e</sup> (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12<sup>e</sup> (343-01-59) ; Athènes, 12<sup>e</sup> (343-07-40) ; U.G.C. Globules, 13<sup>e</sup> (336-23-44) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (338-52-43) ; U.G.C. Convention, 15<sup>e</sup> (328-20-64) ; Muret, 16<sup>e</sup> (631-99-75) ; Paris-Werles, 18<sup>e</sup> (322-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20<sup>e</sup> (364-51-98).

### ALBATROS

DE RICHARD DEMARCY



inéma

**LES FILMS  
NOUVEAUX**

[illegible][illegible][illegible]

**THEATRE DE LA COMMUNE AUBERVILLIERS**  
Charles DENNER  
**LE MARIONNETTISTE DE LODZ**  
Gilles SEGAL  
Jean-Paul ROUSSILLON  
**833.16.16** Une création de la Comédie de St Etienne

V.D. : UGC CHAMPS-ELYSEES • UGC OPERA • UGC ODEON • UGC ROTONDE  
CINE BEAUBOURG LES HALLES • 14 JUILLET BEAUGRENELLE • 14 JUILLET BASTILLE  
V.F. : REX • PARAMOUNT MONTMARTRE

FLMERS présente

JEREMY IRONS  
BEN KINGSLEY  
PATRICIA HODGE

**TRAHISONS  
CONJUGALES**

Écrit par HAROLD PINTER  
Un film réalisé par DAVID JONES. Produit par SAM SPIEGEL

Éclair J. vigna

**20%**  
gratuit 6 mois à partir de 3 500 F

# ★ AU BON MARCHÉ

**Exposition  
Vente  
TAPIS D'ORIENT**  
10 janvier - 29 février

En matière de Tapis, la passion  
se dispute à la raison. Surtout  
lorsqu'il s'agit de tapis persans  
le nec plus ultra de cet art.  
Aussi, le Bon Marché en a-t-il  
confié la sélection à François  
Ollivier, connaisseur passionné  
expert auprès des douanes  
françaises. Chaque tapis qu'il  
vous propose est à la hauteur  
de vos plus grandes exigences,  
à la fois artistiques, financières  
et... passionnelles.  
Ainsi il a constitué une  
collection incomparable par sa  
richesse, sa diversité, son  
histoire : de somptueux Koush  
de laine ou de soie aux décor  
végétaux merveilleux, de  
Veramine Mina-Khani en voie  
de disparition, des Senneh  
décor de Boteh... et tous les  
traditionnels tapis de tribus qui  
font toujours le ravissement  
de l'amateur.  
Autant d'œuvres  
exceptionnelles par leur qualité  
de nouage, leur ancienneté  
leur design, leurs couleurs...  
permettent au Bon Marché  
d'affirmer premier spécialiste  
tapis d'Orient. Et de le prouver  
en multipliant sur chaque carreau  
les marques de chaque atelier.  
Certificat d'origine. Restauration  
par nos propres ateliers.  
En toute rapidité.  
En toute passion.  
\* Après acceptation du dossier par  
Banque Sofinco et apport personnel 20 %  
Frais de crédit (sauf assurance Vie)  
facultative) pris en charge par le Bon Marché

ARMENIBAFF 200 x 133.26-88  
20 89  
Tapis persan début du siècle, noué par  
Arméniens de la région d'ISFAHAN. Le  
beige en laine naturelle de chan

# ATROS



# COMMUNICATION

## LA TÉLÉVISION EN CHINE

### Le «matraquage» officiel a ses limites

L'Institut national de la communication audiovisuelle et le Centre Georges-Pompidou présenteront les programmes de la télévision chinoise au public français du 18 au 23 janvier. Cette télévision, née en 1958, compte trois chaînes et touche environ 200 millions de personnes (le Monde du 11 janvier).

Pékin. — Les Chinois, paraît-il, n'aiment guère leur télévision, mais ils la regardent beaucoup. Fascination de l'image? Plaisir encore neuf devant un instrument qui rapproche d'un univers différent du sien? Ou, plus banalement, recours à l'un des seuls loisirs qui s'offrent facilement après le travail? Il y a, sans doute, de tout cela à la fois dans cette curiosité envers le petit écran (1).

« Les programmes de la radio et de la télévision chinoises doivent se concentrer sur l'éducation du peuple dans l'esprit du patriotisme et du communisme, en même temps qu'ils doivent élargir l'horizon de ses connaissances. » Ainsi parlait, en avril 1983, M. Deng Liqun, grand prêtre de la propagande du P.C., devant une conférence nationale de la radio et de la télévision. Environ six mois plus tard, une nouvelle réunion de travail, consacrée aux mêmes questions, étudie une circulaire du comité central indiquant que « la radio et la télévision sont les moyens les plus efficaces, pour le parti et le gouvernement, d'entrer en contact avec les masses directement et rapidement ».

Voilà donc le cadre posé. Les communistes chinois ne sont pas les premiers à découvrir l'immense pouvoir de la télévision, mais ils ne sont pas les derniers à tenter de domestiquer cet instrument à des fins idéologiques. Il ne faut pas s'étonner dans ces conditions que les programmes portent étroitement la marque des campagnes politiques du moment. Il y a un an environ, le parti décidait de relever le prestige des intellectuels, considérés pendant la révolution culturelle comme la « nouvelle catégorie paysanne ». Ce fut alors, pendant plusieurs semaines, une avalanche de films et de téléfilms montrant d'honnêtes et courageux professeurs, savants, ingénieurs, dont l'existence était si tristement tragiquement en train de disparaître.

Plus récemment, le parti a célébré avec éclat le quatre-vingt-dixième anniversaire de la naissance du président Mao. Et le petit écran de disparaître pendant quinze jours, sous un déluge de films retraçant les hauts faits de la Longue Marche et autres épisodes révolutionnaires. Le patriotisme est un thème plus constant depuis environ trois ans. Il a donné son empreinte, depuis peu, à l'annonce du journal télévisé. Celui-ci s'ouvre désormais sur l'image du drapeau rouge, frappé des cinq étoiles flottant au vent, suivi du défilé d'une unité militaire et — modernisme oblige — du lancement d'une fusée.

Ce « matraquage » obtient-il les résultats escomptés? Difficile de savoir. Mais, si l'on en croit de nom-

#### De notre correspondant

breux échos, les téléspectateurs semblent de préférence attirés par tout ce qui vient de l'étranger. Ainsi, les dix dernières minutes du bulletin d'informations, consacrées aux nouvelles du monde — fournies par les banques d'images internationales U.P.I. et Visnews — auraient un succès nettement plus grand que les vingt minutes qui précèdent, et qui offrent les sempiternels reportages de bonnes récoltes, d'usines modèles et de réunions de travail, le tout défilant sur un ton monocorde.

#### Les catastrophes

##### n'arrivent qu'aux autres

La Chine est un pays où il ne se produit jamais aucun accident, aucun incendie, aucun trouble. Les catastrophes n'arrivent qu'aux autres. Mais, par effet de boomerang, cette vision bizarrement déformée de l'étranger est ce qui attire le plus. Réaction compréhensible dans un univers dominé par l'uniformité et le conformisme moral.

Le fillet a cependant des trous. L'introduction de la publicité réserve parfois des surprises. Ainsi, au printemps 1983 (26 mars), la chaîne locale de Pékin diffusait-elle une séquence qui montrait un jeune couple dégustant un vin blanc sur un fond musical de « Je t'aime, moi non plus ». Il faut savoir qu'en principe la publicité pour les alcools et tabacs est interdite à l'écran. Par ailleurs, certains programmes artistiques révèlent de réelles qualités. L'engagement qu'ils suscitent, correspond à l'aspiration du public pour des émissions « vraies, naturelles ».

Le documentaire sur le fleuve Yang-tseu-kiang, présenté en épisodes depuis plusieurs semaines, en est un exemple. Il offre des images, un texte, une musique d'une grande beauté. Il est vrai que la nature même du sujet l'éloignait de toute implication idéologique. Dans un autre genre, mais pour des raisons identiques, les programmes sportifs recueillent, eux aussi, un franc succès. La diffusion, il y a deux semaines, d'un des films de Kung-fu a fait fureur, notamment dans la jeune génération. Apparemment, le thème

n'est plus de mise aujourd'hui. En revanche, l'opéra chinois, surtout apprécié par les personnes plus âgées mais franchement boudé par les jeunes, est présent sur l'écran plusieurs fois par semaine.

Les questions de société — chômage des jeunes, criminalité, envoi dans des régions éloignées, vie à la campagne, logement — ont eu, à différentes périodes, depuis 1981, accès au petit écran, sous forme, le plus souvent, de téléfilms. Dans ce genre, les « Années d'incertitude », réalisé par M<sup>me</sup> Cai Xiaoping, dramatique diffusé en deux séquences — qui décrit les conflits d'un groupe de jeunes envoyés à la campagne dans les années 70 — est une œuvre remarquable. La tension actuelle la reprise en main idéologique ne favorise pas, cependant, cette sorte de création, et bon nombre de téléfilms déjà terminés restent bloqués dans les placards.

Dans un pays où les besoins en enseignement sont immenses, il est concevable que la télévision soit utilisée comme moyen d'éducation. Délaissant délibérément les premières étapes de l'apprentissage des connaissances, les programmes sont uniquement consacrés à des cours de haut niveau, principalement dans les domaines économiques et scientifiques. Bien que les méthodes pédagogiques soient très traditionnelles, leur attrait est grand et les cours débouchent sur l'obtention de diplômes.

Malgré le premier rang au hit-parade, toutes catégories, est incontestablement déteint par « Follow me », émission pétillante d'esprit « british », qui a sans doute puissamment contribué à la diffusion de l'anglais en Chine, ces dernières années. Un programme d'enseignement du français doit commencer en octobre prochain. Espérons qu'il saura capter l'intérêt et qu'il sera suivi par un public nombreux.

ANITA RIND.

(1) Il existe à l'intention du public, ou en hebdomadaire national et vingt hebdomadaires provinciaux, demi-format sur papier journal (quatre pages), diverses revues spécialisées dont les plus importantes sont : « Télé-radiodiffusion nationale », « Télé-radio et de la télévision », « Télé-Shanghai » et « Télé des masses ».

#### VU

### Paradis cartésien

Devienne : trouvez une P.M.E. française de cent cinquante personnes, épargnée par la crise, se développe sur le marché international sans crainte de la concurrence du Japon ou de celle de Hongkong et réalisant, bon an mal an, un chiffre d'affaires de 80 millions de francs? Réponse : Arthur Bertrand, fabricant de décorations depuis Napoléon. « Ce aussi, c'est de l'économie », comme dit François de Closets.

L'admirable, avec l'Enjeu, c'est que, au fil de ces petites paraboles, on a l'impression de tout comprendre, l'impression que les mystères de ce monde de chiffres et de spéculations glaciées tombent enfin sous le sens, et le bon. Les indices qui nous gouvernent perdent de leur superbe dès qu'ils s'alignent sagement dans le cercle magique imaginé par les producteurs du magazine de TF 1, cible ou loterie selon les goûts.

Le monde de l'économie s'ordonne avec les séquences de l'émission : Renault explique Télébot ; le mauvais usage du téléphone rend compte de la fatigue

des cadres qui renvoie, elle-même, à la stagnation de nos entreprises. Chaque graphique introduit un reportage qui amène un autre graphique. Pris dans cette logique qui mène le général au particulier, la théorie à la pratique, production, inflation, chômage et balance commerciale cessent leur course infernale et regagnent leur place dans un ordre des raisons.

Séduits, on se laisse guider par le discours de François de Closets, qui scande chaque phrase et détache les syllabes à la manière de nos vieux professeurs qui savaient que l'articulation des faits se ramène toujours à celle de leurs significations. Dans la grande tradition pédagogique, ce qui se conçoit bien s'énonce clairement. On va se coucher satisfaits d'avoir compris, remarquant la télévision de nous avoir donné cette maîtrise de ce qui nous entoure. Maîtrise éphémère, hélas ! car les idées claires et distinctes ne passent pas la nuit et qu'il faut attendre un mois pour retrouver à la télévision ce paradis cartésien.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

#### LITIGE SUR LES DROITS D'AUTEUR

### Le programme francophone T.V. 5 cesse d'être diffusé à Amsterdam

De notre correspondant

Amsterdam. — Après seulement neuf jours, le réseau câblé de télévision d'Amsterdam a cessé le 12 janvier de transmettre le programme francophone T.V. 5, à la suite d'un jugement du tribunal de la capitale : l'émission portait atteinte aux droits d'auteur.

Dans une instance en référé, le magistrat donnait ainsi raison à la société néerlandaise qui supervise les droits d'auteur musicaux. Celle-ci avait argué que la distribution de programmes par satellite doit être considérée comme une « publication » dans le sens que la législation sur les droits d'auteur donne à ce terme, ce que contestait la société qui gère le réseau câblé d'Amsterdam.

K.T.A., qui n'entendait pas payer ces droits, a immédiatement obtenu et cessé de transmettre le programme de T.V. 5 auquel contribuent les chaînes de télévision françaises, suisses et belges wallonnes. Sur l'écran, les téléspectateurs pouvaient en lire l'explication. La municipalité d'Amsterdam compte faire appel de la décision judiciaire, qui constitue une grande déception pour les abonnés au réseau câblé d'Amsterdam, pour les autres villes qui voulaient emboîter le pas et pour l'ambassade de France à La Haye, qui s'était longtemps battue en faveur de la distribution de programmes français.

RENÉ TER STEEGE.

Publicité Conseil crée Médiafin. — L'agence de publicité fondée par M. Marcel Bleustein-Blanchet vient de fonder une nouvelle agence conseil spécialisée dans la communication économique et financière.

# RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 13 janvier

#### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Variétés : Formula 1 avec Enrico Macias, Y. Duteil, N. Maukour.  
21 h 55 Patinage artistique Championnats d'Europe, à Budapest.  
22 h 45 Branches musicales. Spécial Rolling Stones. Avec un extrait du film « Let's spend the night Together ».  
23 h 30 Journal.

#### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Feuilletton : Fabien de la Drôme, de J. Cosmos et S. Lorenzini. Avec J.-F. Garreau, S. Aznar, C. Beaudouin, F. Dornier. Cinquième épisode des aventures de Fabien de la Drôme dans la France du Directoire. Chevauchées sauvages, bagarres... Une action simple, efficace, une morale manichéenne, bref un vrai western.  
21 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème : « Les Cadres », sont invités : Luc Bataillon (les Cadres), Guy Grous (les Cadres), Jean-Louis Servan-Schreiber (l'Art du temps), Alexandre Whicam, co-auteur avec Marc Patterson (les Corbistes).  
22 h 50 Journal.  
23 h Ciné-club (cycle des années 40) : Lumière d'été. Film français de J. Grémillon (1942), avec P. Bernard, M. Ranaud, P. Brasseur, M. Robinson, G. Marchal (N.). En Haute-Provence, un aristocrate corrompu cherche à séduire, malgré la jalousie de sa maîtresse, une jeune fille éprise d'un peintre naïf. Un ingénieur dirigeant les travaux d'un barrage veut tirer celle-ci du monde où elle s'enferme. Opposition de deux milieux sociaux, de la pureté morale et d'un jeu de passions perverses. Le « réalisme poétique » de Jacques Prévert ne s'accorde pas toujours au style de Grémillon, mais il y a des moments très forts et une remarquable interprétation.

#### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Vendredi : Afin que nul n'oublie... ou les 75 ans de Simon Wiesenthal. Magazine d'A. Campans. L'émission prévue avec M. Georges Marchais, secrétaire

général du P.C.F., ayant été reportée au 20 janvier, elle est remplacée par une émission sur Simon Wiesenthal, fondateur du Centre de documentation sur les crimes nazis, un personnage qui a consacré sa vie à la recherche des criminels nazis.

21 h 50 Journal.  
22 h 10 Espace francophone : Chantier dans l'océan indien. Magazine de D. Galles. Avec E. Carantec (île Maurice), M.-C. Medor et P. Victor (Seychelles), Boule (Comores), et le Trio Levelo (Madagascar).  
22 h 40 Prélude à la nuit. Concerto en mi bémol d'I. Stravinski, par l'Orchestre London Sinfonietta, dir. R. Chailly.

#### FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : Du plomb dans le neige.  
17 h 10 Un regard d'arrête.  
17 h 35 Le monde à Paris. Anna Argentine.  
17 h 50 Les Six de Bourgogne. Avec Marc Monnet.  
18 h 5 Intime harmonie.  
18 h 30 Le magazine du jazz.  
18 h 55 Dessin animé : Les Mésadribles.  
19 h Informations.  
19 h 15 Informations régionales.  
19 h 35 Feuilletton : Fortune.  
19 h 50 Vingt mille heures sous les rochers. Truquage vidéo d'après l'œuvre de Julien Verne.

#### FRANCE-CULTURE

20 h 5 Redécouverte : F.-J. Marinetti, par H. Juin.  
21 h 30 Musique : Black and Blue (la gloire du ragtime).  
22 h 30 Nuits magiques.

#### FRANCE-MUSIQUE

20 h 20 Concert (deux de Baden) : Six pièces pour orchestre de Webern, Concerto pour violoncelle et orchestre n° 2 en ré mineur de Haydn, symphonie n° 4 en si bémol de Schubert, par l'Orchestre symphonique de Sudwestfunk, dir. E. Klees.  
22 h 15 Fréquences de nuit : Feuilletton Lili Kraus : à 23 h 10, Musiques de nuit.

Samedi 14 janvier

#### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

10 h Vision plus.  
10 h 30 La maison de TF 1.  
12 h Bonjour, bon appétit. Magazine culinaire de M. Oliver.  
12 h 30 La séquence du spectateur.  
13 h Journal.  
13 h 35 Amuse-gueule.  
14 h 5 Série : Pour l'amour du risque. Le grand ring dingo.  
15 h 40 C'est super.  
16 h 5 Dessin animé : Capitaine Flam.  
16 h 35 Cassettes et boîtes de cuir, magazine du cheval.  
17 h 5 Série : Joëlle Mazart.  
18 h Trente millions d'amis.  
18 h 30 Magazine auto-moto.  
19 h 5 D'accord pas d'accord.  
19 h 15 Emissions régionales.  
19 h 40 Jeu : Les petits drôles.  
20 h Journal.  
20 h 35 Théâtre : Pauvre France, de Jean Cen, d'après la pièce de R. Clark et S. Sobrick, répl. M. Mayeux. Avec J. Lafont. Victor Tabouret, cinquante-cinq ans, ténorier, père d'un fils charmant et époux d'une femme attentionnée, apprend qu'il est cocu. Les déboires ne s'arrêtent pas là.  
22 h 30 Droit de réponse : L'esprit de contradiction. Émission de Michel Polons.  
Droit de réponse nouvelle formule devient, cette semaine, une émission littéraire. Au sommaire : Les meilleurs livres de 1983. Un débat qui réunit des journalistes, des écrivains et des éditeurs.

#### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 15 ANTOPE.  
11 h 10 Journal des sourds et des malentendants.  
11 h 30 Planète 45.  
12 h À nous deux.  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Série : La vie secrète d'Edgar Brigg.  
14 h Le cours autour du monde.  
14 h 55 Les jours du stade.  
15 h 15 Réoré A 2.  
16 h 45 Jeu : des chiffres et des lettres.  
18 h 10 D'accord pas d'accord.  
18 h 15 Dessin animé.  
19 h 40 Le théâtre de Boulevard.  
20 h Journal.  
20 h 35 Variétés : Champes-Élysées, de M. Drucker. Avec Renaud.  
22 h 5 Sport : tennis. Le tournoi des Masters à New-York.  
23 h Journal.

#### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

12 h 30 Les pieds sur terre. Émission de la mutualité agricole.  
14 h Entrées libres... Avec M.C. Barraud. Images d'histoire : portraits d'Asia Franchis ; la glace et le métro ; les immigrés de l'intérieur ; « l'Écume des jours », de Boris Vian ; le métier à tisser.  
16 h 15 Liberté 5. Émission proposée par J.-C. Courdy. Sur le thème : la loi. Avec la fédération protestante de France, l'Église catholique, le Consistoire israélite de France, l'Union des athées et la Libre pensée.  
17 h 30 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.

#### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

19 h 55 Dessin animé : L'inspecteur Gadget.  
20 h 5 Les jeux.  
20 h 35 Série : L'univers du rire. Présentée par B. Reynaud, J. Lemaire, W. Mathis. Une sélection des meilleurs moments du rire à travers tout le cinéma, du muet à nos jours en passant par la comédie légère des années 30. C'est à la fois un jeu de mots, des images qui, oncles de leur jeunesse, perdent parfois de leur savoir.  
21 h 30 La vie de châteaux, émission de J.-C. Braly. Trois vedettes du cinéma, du théâtre ou de la télévision, invités par Jean-Claude Braly. Intimité, complicité, la vie de châteaux, quel !  
21 h 55 Journal.  
22 h 15 Musiques. Trio en ut mineur, de Mendelssohn, par le Trio de Madrid.

#### FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 35 Troisième rang de face : l'actualité culturelle.  
18 h 10 Feuilletton : Dyanthe.  
18 h 55 Court métrage.  
19 h Informations.  
19 h 15 Informations régionales.  
19 h 35 Clip-clap (panorama de la chanson et du cinéma français).  
19 h 50 Vingt mille heures sous les rochers. Truquage vidéo d'après l'œuvre de Julien Verne.

#### FRANCE-CULTURE

7 h 2 Mathématiques.  
8 h Les chemins de la connaissance : Dérivées.  
8 h 30 Comprendre : aujourd'hui pour vivre demain : Cadres et techniciens : quelle formation face aux nouvelles technologies ?  
9 h 7 Mathématiques du monde contemporain.  
10 h 45 Dénarques avec Claude Lepage.  
11 h 2 Musique : airs de Bretagne.  
12 h 5 Le point des arts.  
14 h 5 Les samedi de France-Culture : Vens d'Ouest, le chant d'un monde.  
16 h 30 Recherche et pensée contemporaines : Corde de Vienne, année 1920 : la science contre la métaphysique.  
18 h Les manuels scolaires : le manuel non écrit.  
19 h 25 Jazz à l'ancienne.  
19 h 30 Histoire-actualité : l'insécurité, c'était hier, avec A. Lebigre.  
20 h 30 Histoires et Anecdotes de Schütz, adapt. P. Roy (dans la série « Passages »). Avec M. Rayer, J.-N. Sissia, M. Teynac.  
21 h 55 Ad lib.  
22 h 5 La fugue du samedi.

#### FRANCE-MUSIQUE

0 h à 6 h Fréquences de nuit : Dowland, Webern : 1 h 35 Concerto de Scarlatti, Beethoven, Schumann, par C. Zacharias, piano.  
6 h 2 Samedi matin : œuvres de Beethoven, Holst, Ravel.  
8 h 5 Arts de recherche.  
9 h 5 Carat de notes.  
11 h 5 Les grandes répétitions : Karajan (Symphonie n° 39 de Mozart) ; P. Monteux (Symphonie n° 9 de Beethoven).  
13 h 30 L'artère à chaussons.  
13 h 40 Improvisation.  
16 h 30 Concert : œuvres de Zimmermann, Jolles, Messiaen, Ligeti, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. G. Amy.  
18 h Les chants de l'union-hall.  
19 h 2 Les pêcheurs de perles.  
20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées à Paris) : Elektra, de R. Strauss par l'Orchestre national de France, dir. C. Perle et les chœurs de Radio France, dir. J. Jouineau et M. Panhou, sol. V. Winzling, L. Rysanek.  
23 h Fréquences de nuit : le Club des archives (cycle Quatuor de Budapest, 1926-1967).

Radio-Andorre reprend ses émissions. — Radio-Andorre a repris, jeudi 12 janvier, ses émissions, après un silence de près de trois ans. Composées exclusivement de musique ininterrompue et sans spots publicitaires, ces émissions ont débuté à 16 heures, en ondes moyennes, sur 702 mégacycles, l'ancienne fréquence de Radio-Andorre qui entre-temps avait été utilisée par la radio catalane espagnole, Radio-Miramar de Badalona). La reprise des émissions a été annoncée en espagnol par le directeur des programmes de la station, M. Gualberto Ossorio.

M. Christian Guy, co-responsable des journaux de TF 1. M. Christian Guy vient d'être nommé par le directeur de l'information de TF 1, M. Jean Lanzi, aux fonctions de rédacteur en chef des éditions quotidiennes du journal télévisé, qu'il exercera conjointement avec M. Jean-Pierre Berthier.

M. Christian Guy était jusqu'à présent chef du service enquêtes et reportages de la rédaction et, depuis le 15 décembre dernier, responsable, avec M. Jean Offredo, du journal de 20 heures, excepté le week-end.

Plusieurs radios locales partiellement revendiquent l'espace 104-108 MHz. — Un comité national 104-108 a été constitué, à l'initiative de la radio locale parisienne Radio Mouvance, par une poignée de petites stations, afin de revendiquer cet espace de la bande F.M. réservé normalement à l'armée et en faire « un espace de liberté, contrôlé par l'État et par la Haute Autorité ». Ces radios, parmi lesquelles « 3 R », « Tonnerre », « Laser » et « Radio des pompiers », se proposent donc de gérer elles-mêmes la bande des 104-108 MHz, en se dotant d'une charte définissant un code de bonne conduite, et notamment une limitation de la puissance d'émission.



	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	88,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,85
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	86,00	86,42
PROP. COMM. CAPITALIS	184,00	194,50

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,80
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

## OFFRES D'EMPLOIS

Le groupe Egor rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

- JEUNES INGENIEURS**  
Généraliste ou génie chimique  
RME VM 6507 H
- INGENIEURS DEBUTANTS**  
Fonction commerciale  
RME VM 5507 W
- MATRA MICRO SYSTEMES**  
**INGENIEURS CHEFS DE PROJET**  
RME VM 19893 M
- CADRE COMMERCIAL EXPORT**  
RME VM 19431 D
- CHEF DU PERSONNEL**  
RME VM 4212 AQ
- INGENIEUR DEBUTANT**  
(AM. ou équivalent)  
RME VM 5670 H
- CHEF DE SERVICE INFORMATIQUE**  
RME VM 22314 AF

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous remercions de nous adresser un dossier de candidature, en précisant la référence choisie.

**GROUPE EGOR**  
8, rue de Berni 75008 Paris

## OFFRES D'EMPLOIS

### DIRECTEUR DIPLOME EXPERTISE COMPTABLE

EXPERIENCE MINIMALE 5 ANS

- Fort potentiel d'Organisation, d'Initiative.
- De Communication, de Constatation et de production dans l'information avec perspective de mise en place de nouveaux systèmes d'analyse financière, de gestion, d'adaptation au nouveau plan comptable, de l'information fiscale et de Formation.

Prévoir d'adresser dossier (C.V., avec photo, références, lettre manuscrite et prêt) à :

**REGIE PRESSE**  
Sous n° T 043.915 M  
85 bis rue Réaumur, 75002 PARIS.

Répondre dans tous les cas sous quinzaine.

### Cherche SURVEILLANT D'INTERNAT

pour COLLEGE DE JUILLY  
Tél. : 436-23-88.

La Centre d'Informations Financières organise un stage pour jeunes gens.

**CONSEILLERS COMMERCIAUX (H.F.)**

- Bonne présentation, goût des contacts à haut niveau, sans des responsabilités.
- Formation assurée, rémunération motivante, possibilités de promotion.
- T.él. : 800-34-03, p. 42.

Société expertises comptables et commerciales aux comptes recherche

### ASSISTANTS OU STAGIAIRES

Expérience comptable souhaitée. Sortir avec C.V., prêt. 5000 F. 60, rue du Maréchal-Léon, 12<sup>e</sup>.

**BANQUE PRIVEE**  
(attachée à un important groupe bancaire) recherche

pour son siège, Centre de PARIS

**CADRE COMMERCIAL**

pour exploiter et développer son activité de Directeur de l'exploitation, une clientèle d'export, une clientèle de banque.

PROF. :

- Niveau Classe V (poste élevé)
- 30 ans environ
- Expérience de 10 à 20 ans dans fonction similaire
- Diplôme d'études supérieures ou équivalent
- Anglais commercial

Ecrire avec C.V. à n° 7342

Le Monde Pub. Services ANNONCES CLASSEES  
5, rue des Halles, 75001 Paris.

### IMPORTANT EDITION recherche pour son

### ASSISTANT (E) D'EDITION

qui assurera, sous l'autorité de la Direction des éditions, les tâches suivantes :

- Préparation et mise en page des produits nouveaux, notamment de la fabrication ; contacts avec les auteurs et les services de fabrication ;
- Suivi des budgets.

Profil souhaité :

- Formation supérieure (maîtrise de lettres, etc.)
- Bonne connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères ;
- Sens de l'organisation ;
- Esprit créatif.

Début à titre d'apprentissage professionnel souhaité.

Une entreprise n'est pas indépendante.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prêt sous n° 181-183 à Corneille Pichard, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris, Cedex 01, qui transmettra.

### CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE - S

### COLLABORATEUR

Niveau D.E.C.S.  
Exp. cabinet indispensable  
Téléphone : 285-40-08.

### automobiles

### de 5 à 7 C.V.

Personnel Renault, tel R 11  
GTS, modèle 84, 47 800 F. Tél.  
phone : 750-83-88.

### de 12 à 16 C.V.

A vendre PORCHE 911 SC  
Année 83, 5000 km.  
Téléphone : (22) 91-80-26.

### plus de 16 C.V.

**JAGUAR XJ 12**  
Part. 79, bordelais, très cur  
seigne, très vite, air cond.  
posse mi-temps de société.  
Paris ou R.E.R.  
Ecrire sous le n° T 043.915 M  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

## L'immobilier

### appartements vente

**5<sup>e</sup> arrdt**  
R. BUFFON, imm. p. de 2, 10-  
vélis, 3 p., entrée, cuis., w.-c.,  
de bain, conf. centr., 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup>  
m. par. 500.000 F. 707-14-76.

**6<sup>e</sup> arrdt**  
**M<sup>r</sup> DUROC**  
Imm. p. de 2, 10-12, conf. centr.,  
de 2, 2 chbres, cuis., bain.  
Agréablement aménagé,  
r.-de-ch. 8/10, calme,  
5, sous le Croix, sam.  
dim., lundi 14/17 h.

**7<sup>e</sup> arrdt**  
**AVENUE LA BOURDONNAIS**  
Derniers étages DUPLEX  
Géométrique, 130 m<sup>2</sup>  
MAGN. TERRASSES 135 m<sup>2</sup>  
DORESSAY - 624-83-33.

**10<sup>e</sup> arrdt**  
**BONSERGENT**  
De imm. récent, conf. centr.,  
de 2, 2 chbres, cuis., w.-c.,  
de bain, conf. centr., 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup>  
m. par. 500.000 F. 707-14-76.

**12<sup>e</sup> arrdt**  
**80, AV. LEDRU-ROLLIN**  
Tous les imm. pierre de taille,  
4 pièces par étage, 5<sup>e</sup> étage,  
sac. balcon. Prix 850.000 F.  
Samedi de 14 h à 17 h.

**M<sup>r</sup> BEL AIR**  
Imm. récent, conf. centr.,  
de 2, 2 chbres, cuis., w.-c.,  
de bain, conf. centr., 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup>  
m. par. 500.000 F. 707-14-76.

**M<sup>r</sup> DUGOMMIER**  
Imm. p. de 2, 10-12, conf. centr.,  
de 2, 2 chbres, cuis., w.-c.,  
de bain, conf. centr., 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup>  
m. par. 500.000 F. 707-14-76.

**13<sup>e</sup> arrdt**  
**ELÉGANT**  
Imm. récent, conf. centr.,  
de 2, 2 chbres, cuis., w.-c.,  
de bain, conf. centr., 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup>  
m. par. 500.000 F. 707-14-76.

**16<sup>e</sup> arrdt**  
**EXELMANS**  
Bon imm. sur rue et cour  
beau 2/3 pièces, 60 m<sup>2</sup>.  
Samedi de 14 h à 17 h.

**17<sup>e</sup> arrdt**  
**SQUARE**  
DES RATIGNOLLES  
Programme d'habitat  
23 appart. Livraison 11/84.  
Sur place les jours y compris  
dimanche 14/17 h. 22-86-05.  
67, place D'Alsace-Lorraine.

**19<sup>e</sup> arrdt**  
**DANS BON IMM.**  
S/rue, plain sud, 2 p., ma-  
m. et conf. centr. A. GAZARD.  
220.000 F. 356-02-40.

**BUTTES-CHAUMONT**  
S/parc, studio, 40 m<sup>2</sup>, visser  
libre, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> ét. S. MAMIN  
14/17 h. 21, RUE MARIN.

**DEMANDES D'EMPLOIS**  
Etudiante cherche séjour au  
pair des BOULEV. V. V. V. V.  
grove - New Malden -  
SURREY - ENGLAND.

Etudiante cherche séjour au  
pair des BOULEV. V. V. V. V.  
grove - New Malden -  
SURREY - ENGLAND.

Pour une mission même courte  
Pressé de trouver, femme po-  
lyvalente, cadre supérieur,  
50 ans, expérience :  
de la PMS à l'enseignement ou  
de la création d'entreprise  
à sa gestion.

Tél. CHRISTIAN LE SOURD  
10 (1) 340-01-00 ou  
Ecr. s/n° 2.647 le Monde Pub.  
services ANNONCES CLASSEES  
5, rue des Halles, 75001 Paris.

**STUDIANT SUISSE, J.H.**  
22 ans, v. l. cour. de l'anglais, cla-  
sée place au pair du 27-2 au  
14/14/84. Offres. Raser  
Waldorf, CH-6330 Fribourg.

**SECRÉTARIAT-ACCUEIL**  
J.P. 25 ans, secrétaire dactylo,  
bonne présentation, expérience  
cherche emploi secretariat-  
accueil.

Ecr. s/n° 6.587 le Monde Pub.  
services ANNONCES CLASSEES  
5, rue des Halles, 75001 Paris.

Cadre commercial 4-5 ans, ap-  
pliqué vente récente par reven-  
deur, prescripteur en téléphonie,  
restauration collectivité, offre  
services à sociétés désirant ac-  
croître sa part de marché ou  
s'implanter Sud (Périgord, Lot,  
Lot-et-Garonne). Disp. rapidement.  
Souhaite toutes précisions.

Ecrire sous le n° T 043.915 M  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Responsable Marketing  
organisation, développement  
C.A. France et Export, études  
de marché, publicité, rech.  
posse mi-temps de société.  
Paris ou R.E.R.  
Ecrire sous le n° T 043.915 M  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

**locations**  
bureaux

**locations**  
ventes

**locations**  
non meublées

**locations**  
meublées

**locations**  
maisons

**locations**  
individuelles

### chalets chalets

**A VENDRE**  
**CHALET - ISÈRE**  
100 lits - Parfait état  
Tous agréments pour 3 classes  
5.000 m<sup>2</sup>, tennis privé

Ecrire sous n° T 043.915 M, RÉGIE PRESSE,  
85 bis rue Réaumur, PARIS-12.

**locaux industriels**

**Ventes**

**SUTER + SUTER S.A.**  
Bureau d'Etudes Techniques  
F-94888 RUNGIS/PARIS CEDEX  
262. Tél. 1/586-18-22  
SUTER + SUTER, société  
Rédaction-Immobilier, S.A.  
Leuvenne-Immobilier, S.A.  
Tél. : 19-4161-22-79-97.

**fonds de commerce**

**Ventes**

**pavillons**

**terrains**

**St-BEL-DU-SESC**  
10 km de Montpellier, 20 km  
m<sup>2</sup> à vendre terrain  
3.800 m<sup>2</sup>. Vue imprenable.  
Prix : 200 F/m<sup>2</sup>.

**ETI**  
449-85-23.

**viagers**

**ACHATS BRILLANTS**  
Tous bijoux précieux Bi-  
joux, or, etc. argentaria  
PERRONO Joailliers-Orfèvres  
à l'Orfèvre, 37, av. V.-Hugo,  
Vers - occasions - échanges.

**ACHAT OR**  
pièces or et argent  
ou dentaire, doré,  
bijoux anciens, modernes  
même abîmés

**DE 60 à 250 F le g**  
**L'EMERAUDE**  
25, rue Louis-le-Grand  
PARIS-2<sup>e</sup>, M. Opéra.  
Téléphone : 742-40-82 +  
2, bd Beaumarchais, PARIS-17<sup>e</sup>.  
Téléphone : 627-58-39 +  
2, bd Beaumarchais, PARIS-17<sup>e</sup>.  
Téléphone : 705-98-95 +  
prévoir place d'identité  
et justificatif de domicile.

**Papyrus**  
PAPYRUS D'EGYPTE peint  
main, gros, 1/2 gros, péri-  
odiques à partir de 35 F. 85.  
r. M.-Ange 75018, 651-61-67

**Mode**

**Cuisine**

**PROMOTION KITCHENETTE**  
l'évier + cuisine + meuble  
en 1 mètre, 2.500 F. PARIS.  
SANTON, 21, rue de l'Abbaye  
Grignon, Paris-12<sup>e</sup> - ouvert le  
samedi - Tél. 222-44-44.

**Caméra 7**

**Super-Promo**  
CASSETTES VHS  
HITACHI  
3 heures : 80 F - 750 F les 10  
2 heures : 73 F - 650 F les 10

**Sécurité**  
BLINDEZ VOS VITRES.  
SECURITY-FILM est un film po-  
lyester qui s'applique sur vos  
vitres existantes et leur confère  
une résistance min-  
imum de 2 T 6 au cm<sup>2</sup>. Inviolable  
pour incendie et braquage.  
POLYPROTEC, 8, pl. de la  
Madeleine, 75008, 261-55-58

**Vacances**

**Tourisme**

**Loisirs**

**NEIGE 18/26 FEV.**  
Stud. 4 P. - 638-39-14.

**CORSE LOCATIONS**  
Séjours. Tél. 797-44-58.

**Ski de fond**  
dans le massif du Jura  
A 3 h 30 de Paris (T.G.V.)  
dans belle ferme rénovée  
tout confort, plein sud au vue  
de bois, table d'hôte, limité  
à 12 personnes. Tout confort  
(cuisine, accompagnement,  
mat. de ski) du dim. au dim.  
1.800 F.  
La Longeville  
25550 Montbanc.  
Tél. (15-81) 38-12-51.  
VARS pied des Alpes. Apparte-  
ments gd conf. 4 et 6 pers.  
Mobilier. Tél. : (83) 221-11-16

## La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

### recrute pour SES SERVICES CENTRAUX

### UN (E) ATTACHÉ (E) A LA GESTION DU PERSONNEL

Diplômé (e) Sciences Po  
Formation juridique souhaitée.  
Trois ans d'expérience.

### DEUX ATTACHÉS (ES) AU SERVICE DE GESTION BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE

Diplômés (es) Sciences Po (Ecofi)  
H.E.C. - E.S.C.P.  
Formation juridique souhaitée.  
Trois ans d'expérience.

Envoyer lettre de candidature et C.V. à :  
C.C.I.P.  
Direction du Personnel et des Relations Sociales  
8, rue Chateaubriand, 75009 PARIS.

## emplois internationaux

### THE INTERNATIONAL MONETARY FUND

has a career opening  
at its Washington Headquarters for an  
INTERPRETER-TRANSLATOR

Candidates must be able to interpret from English  
and Spanish into French (and if possible, from  
French into English), and to translate from English  
into French. Candidates must have French as their  
mother tongue and a thorough knowledge of  
Spanish and English. They must have a related  
university degree or equivalent and professional  
work experience in interpretation and translation.  
Additional academic qualifications and/or experi-  
ence in economics or law will be particularly useful.  
Translation work will account for a major share of  
the duties in the Fund; accordingly, qualified candi-  
dates will be required to take a translation test as  
well as an interpretation test.

Salary will be commensurate with academic quali-  
fications and experience. The Fund offers attractive  
fringe benefits, including annual leave (home leave  
every two years), family and education allowances,  
retirement scheme, and health and life insurance.

Candidates should send a copy of their curriculum-  
vitae within two weeks of the publication of this  
announcement to:

Berend P. van Baak  
Recruiting and Training Division  
International Monetary Fund  
Washington, D.C. 20431



## AGRICULTURE

## Les manifestations se multiplient pour protester contre les importations de viande

Un commando d'agriculteurs de l'Orne a intercepté, dans la nuit du mardi à mercredi 11 janvier, à Sées, deux camions britanniques chargés de pièces d'agneaux. Ils décidaient alors de retenir les chauffeurs et les véhicules pour les conduire, en cortège, vers Paris. Jeudi 12 janvier dans l'après-midi, la manifestation s'ébranlait, composée de sept cars, où avaient pris place les manifestants, des deux camions britanniques et d'un troisième poids lourd, français celui-là, mais chargé d'une carcasse de viande bovine d'origine uruguayenne.

Les gendarmes intervenant à Dampierre-sur-Avre (Eure-et-Loir) obtenaient que les camions soient abandonnés, en échange d'une promesse : les manifestants seraient reçus au ministère de l'Agriculture. Surtout, ils continuaient leur chemin, en emmenant les trois chauffeurs, dont les deux Britanniques.

MM. John Barlow et Lesley Stoker.

Jeudi matin, le ministre britannique de l'Agriculture, M. Michael Jopling, est intervenu auprès de M. Michel Rocard pour protester contre la « séquestration » des deux conducteurs et la « distribution gratuite » d'une partie de la carcasse dans des hôpitaux et des congrégations religieuses. Dans l'après-midi, le leader du parti travailliste britannique, au visite à Paris, a été reçu par M. François Mitterrand, qui lui a assuré que des instructions avaient été données pour la libération des chauffeurs. Un peu avant 19 heures, sur le pont Mirabeau, la police est intervenue et les a libérés.

Une délégation de manifestants a été reçue au ministère de l'Agriculture par un conseiller technique, M. Rocard ayant fait savoir qu'il n'était pas question qu'il les reçoive lui-même dans la mesure où il condamnerait ces actions illégales.

A l'ambassade de Grande-Bretagne, les deux chauffeurs britanniques ont été accusés, jeudi soir, les gendarmes d'avoir été du côté des manifestants, plusieurs témoins indiquant pour leur part que les « séquestrés » semblaient beaucoup s'amuser de cette aventure.

Alors que la presse populaire britannique titrait « Le calvaire des deux routiers » (*Daily Mirror*), « Arrêter ces pirates » (*Daily Mail*), ou « Envoyez la troupe à ces brigands » (*Sun*), le ministre de l'Agriculture, M. Jopling, a déclaré, jeudi : « Ce n'est pas le moment de penser à des représailles ; ce que nous voulons, c'est faire du commerce correctement. Il semble, en effet, que M<sup>me</sup> Thatcher ne souhaite pas que cette affaire accentue la détérioration des relations franco-britanniques ».

## Accord et désaccord sur les prix

Sur les autres fronts, les éleveurs de porcs ont intercepté des camions à Fresnes-lès-Montauban (Pas-de-Calais), à Châlons-sur-Marne (Marne) et ont manifesté près de Senlis (Oise). Dans l'Aude, un groupe de viticulteurs a déversé sur la chaussée 5 000 litres de vin provenant de divers pays de la C.E.E. A la frontière franco-belge, près de Tourcoing, où les camionneurs avaient établi un barrage pour protester contre les blocages imposés par les agriculteurs, la circulation était revenue normale jeudi après 19 heures.

D'autre part, notre correspondant auprès des Communautés européennes nous indique que la Commission a formellement approuvé, jeudi, ses propositions de prix agricoles pour 1984-1985 (*le Monde* du 13 janvier). Elle préconise une hausse moyenne des prix en ECU limitée à 0,8 %, ce qui, en France, compte tenu d'une dévaluation du franc « vert », se traduirait par un relèvement moyen à peine supérieur à 3 %. Deux modifications importantes sont à signaler par rapport au projet préparé par les services bruxellois. La Commission a renoncé à préconiser un relèvement de 2 à 3 % du prix indicatif de la taxe de corresponsabilité à laquelle sont assujettis les producteurs de lait. Elle s'est prononcée pour un démantèlement plus rapide des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) positifs appliqués par les pays à monnaie forte, ce qui entraînerait une baisse moyenne des prix en deutschemarks de 5,4 % (au lieu des 3,3 % envisagés par les services), de ceux en livres sterling de 3,2 % et de ceux en florins de 3,1 %.

M. François Guillaume, président de la F.N.S.E.A., s'exprimant jeudi à Roanne, a qualifié, pour sa part, de « ridicules » les propositions de la Commission de Bruxelles. Le syndicat des agriculteurs britanniques (National Farmers Union) a demandé à son gouvernement de s'opposer au gel virtuel des prix tel que l'envisage la Commission.

## EN BREF

## Affaires

● La liaison électrique Franco-Grande-Bretagne : le groupe C.G.E. emporte le contrat de 1 milliard de francs. — Trois filiales du groupe C.G.E., la C.G.E.E.-Alsthom, Alsthom-Atlantique et les Câbles de Lyon participent, pour un montant total d'environ un milliard de francs, à la liaison électrique sous-marine entre la France et la Grande-Bretagne résultant des accords d'échange de courant conclus entre EDF et son homologue britannique. Cette liaison d'une puissance de 2 000 mégawatts, dont les travaux se poursuivront jusqu'en 1986, entraînera la pose de huit câbles, fonctionnant à la tension continue de 270 000 volts, qui seront enroulés dans une tranchée de 1,50 mètre par des fonds de 30 mètres en moyenne, sur 45 kilomètres de long et aboutissant à des stations de conversion. La première mise en service de cette liaison est prévue en octobre 1985.

● RECTIFICATIF. — Une erreur s'est glissée dans notre article intitulé « Quand le goût de la déréglementation gagne le Japon » dans le *Monde* daté 13 janvier, sur la déréglementation de Nippon Telegraph and Telephone. N.T.T. compte 320 000 salariés et non 320.

● Thomson prend 100 % de CEPEM. — Le groupe Thomson a repris 100 % de la Compagnie européenne pour l'équipement ménager (CEPEM, marques Sauter et Thermor), filiale de la C.G.E., et premier fabricant français d'appareils de cuisson et de chauffe-eau électriques. CEPEM compte 2 700 salariés, son chiffre d'affaires stagne (1 milliard de francs environ) et ses

## ÉTRANGER

## LA PRÉPARATION DU BUDGET JAPONAIS POUR 1984-1985

## Diminuer l'impôt sur le revenu tout en assainissant les finances publiques

Dans ses grandes lignes, le projet de budget japonais pour 1984 (avril 1984-mars 1985) actuellement mis au point par le gouvernement prévoit une compression des dépenses publiques. Celles-ci resteraient sensiblement au niveau de l'exercice en cours, soit 214 milliards de dollars (50 400 milliards de yens). Compte tenu de la hausse des prix, cette stabilisation correspondrait à une baisse de 2 à 3 % des dépenses publiques en valeur réelle.

L'élément important de ce budget sera la façon dont le gouvernement financera la baisse des impôts : impôt sur le revenu et impôt foncier. Il sera important de savoir si le projet de réduction de la couverture médicale des assurés sociaux (couverture actuellement totale) passera dans les faits.

D'ores et déjà, le premier ministre, au nom de la « reconstruction des finances sans augmentation des impôts », s'est prononcé pour un réexamen du moins une rationalisation du système d'imposition. S'il entend maintenir à son niveau actuel le pourcentage des recettes fiscales globales (par rapport au revenu national), il laisse ouverte la possibilité d'augmenter les impôts indirects (sur les alcools par exemple) pour compenser la baisse des impôts directs. Il semble toutefois que les milieux d'affaires ne soient pas disposés à accepter une augmentation de l'impôt sur les sociétés proposée par le ministre des finances également pour compenser la réduction des impôts sur le revenu.

Par ailleurs, les instructions de M. Nakasone figure la nécessité d'augmenter au maximum les

recettes non fiscales de l'Etat, et de réduire autant que possible le recours aux emprunts d'Etat, qui ont permis jusqu'à présent d'éponger le déficit. Pendant l'année budgétaire 1983, les dépenses publiques ont été financées à concurrence de 26,5 % par des emprunts d'Etat (13 345 milliards de yens, soit 37 milliards de dollars). Le ministre des finances, M. Noboru Takeshima, a déclaré qu'il souhaitait réduire ces emprunts obligatoires de 500 milliards de francs (2,1 milliards de dollars) pendant l'année fiscale 1984.

Compte tenu de l'austérité qui demeurera la règle, on peut se demander si le ministère des finances autorisera pour le budget de la défense une progression des dépenses équivalente à celle autorisée pour l'année en cours (6,9 %). Les responsables américains estiment qu'une progression des dépenses de 10 % serait nécessaire si Tokyo veut respecter son programme de défense nationale pour la période 1983-1987.

L'agence de défense réclame une augmentation de 6,88 % de son budget. Actuellement, le ministère des finances n'accorderait qu'une augmentation d'environ 4,7 %.

Après les marchandages d'usage entre le ministère des finances et les autres ministères, le cabinet devrait approuver le projet de budget le 25 janvier. Il devrait le soumettre à la Diète (Parlement) vers le 10 février. Même si le débat parlementaire se déroule sans heurt, le budget ne devrait pas être voté avant le début avril. — (A.F.P.)

## Le taux maximum d'imposition serait ramené de 75 % à 70 %

Le contribuable japonais va voir sa charge fiscale sensiblement allégée à la suite d'un plan de réduction d'impôts proposé, mercredi 11 janvier, par le gouvernement.

Ce programme a été déposé par le gouvernement devant les assemblées parlementaires du parti libéral démocrate (P.L.D.). Son approbation ne devrait pas poser de problèmes.

D'une valeur totale de 1 000 milliards de yens (4,25 milliards de dollars), ce plan prévoit, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier, une réduction des impôts sur le revenu (700 milliards de yens) et des impôts locaux (300 milliards).

Le contribuable-type, indiquant les pouvoirs publics, chef d'une famille de quatre personnes, dont le revenu est d'environ 6 millions de yens par an (21 300 dollars) et qui paye environ 281 000 yens (1 200 dollars) d'impôts, verra

ceux-ci diminuer de 58 000 yens (238 dollars).

Le plan prévoit également de relever le revenu minimum imposable de 8 880 à 10 100 dollars.

D'autre part, le projet prévoit la contraction de l'échelle progressive de l'impôt avec un relèvement du taux d'imposition minimum de 10 % à 10,5 % et l'abaissement du taux maximum de 75 % à 70 %.

Cette dernière mesure est destinée, selon les pouvoirs publics, à diminuer de dix-neuf à quinze le nombre des tranches de revenu imposable et à alléger la charge fiscale des revenus moyens.

C'est la première fois, depuis 1977, que le revenu minimum imposable est relevé et la première fois depuis quinze ans que le taux d'imposition minimum est augmenté.

## Aux Etats-Unis

## BEAUCOUP DE FAILLITES EN 1983

## MAIS PLUS ENCORE

## DE CRÉATIONS DE SOCIÉTÉS

Il y a eu 31 334 faillites d'entreprises l'année dernière aux Etats-Unis, (+ 24 % par rapport à 1982). C'est le total le plus élevé depuis 1952, époque de la grande dépression (31 822), selon des statistiques publiées par la firme Dun and Bradstreet.

Le rythme des faillites s'est cependant ralenti au cours du dernier trimestre de 1983 et leur nombre va probablement continuer de diminuer en 1984 du fait de la reprise économique, précise la firme spécialisée dans la diffusion d'informations sur les sociétés américaines.

Dans un second rapport, Dun and Bradstreet ajoute, que 451 176 sociétés ont été créées aux Etats-Unis au cours des neuf premiers mois de 1983. Ce total, précise la firme, est en augmentation de 8 % par rapport au chiffre enregistré pendant la période correspondante de 1982.

## LES DÉPENSES

## D'INVESTISSEMENT PROGRESSERAIENT DE 9,4 % EN 1984

Les entreprises américaines prévoient d'augmenter leurs dépenses d'investissements de 9,4 % en 1984, la première hausse depuis 1980, a annoncé, jeudi 12 janvier, le département du commerce. En 1983, les investissements avaient, en effet, baissé de 3,5 % en dollars courants, de 5,3 % en 1982 et de 0,1 % en 1981.

Selon une enquête réalisée par le département du commerce auprès des chefs d'entreprise, les investissements augmenteraient, en 1984, au rythme le plus élevé depuis 1977. Cette reprise des investissements serait particulièrement forte dans les industries manufacturières, qui annoncent une progression de 13,3 % (+ 7,4 % pour le secteur non manufacturier). M. Malcolm Baldrige, secrétaire au commerce, s'est déclaré particulièrement satisfait de cette prévision, qui, a-t-il dit, assure le développement des capacités de production nécessaires pour maintenir la croissance économique au cours des années à venir.

« Deux récessions et la montée du dollar ont exercé d'importants ravages dans de nombreux secteurs de notre industrie, et d'importants programmes de modernisation sont nécessaires pour augmenter la productivité, afin de restaurer la domination technologique des Etats-Unis », a ajouté M. Baldrige.

## CHRYSLER S'OPPOSE

## A LA COOPÉRATION ENTRE GENERAL MOTORS ET TOYOTA

Chrysler a demandé, le 12 janvier, à la Commission fédérale du commerce de s'opposer au projet de General Motors et de Toyota de construire en commun un petit modèle en Californie. Cet accord aura « un effet dévastateur sur la concurrence dans le secteur automobile », a affirmé un vice-président de Chrysler, M. Richard Goodyear, en introduisant un recours. Il a dénoncé la possibilité, pour les deux géants de l'automobile, de « compenser leurs coûts, leurs fournisseurs, leurs stratégies de vente et leurs technologies ».

La Commission fédérale du commerce a donné, le 22 décembre dernier, son accord de principe sur un mémorandum soumis par les deux partenaires. Celui-ci prévoit la construction de deux cent cinquante mille automobiles de petite cylindrée par an à l'usine de Fremont, en Californie.

## L'ARGENTINE SUSPEND

## POUR SIX MOIS

## LE SERVICE

## DE SA DETTE EXTERIEURE

Conformément aux indications qu'il avait déjà données le mois dernier (*le Monde* du 17 décembre 1983), M. Enrique Vazquez, gouverneur de la Banque centrale d'Argentine, a déclaré devant le Parlement que son pays avait unilatéralement suspendu pour six mois le service de sa dette extérieure, évaluée à plus de 43 milliards de dollars, dont 3 milliards d'arriérés.

M. Vazquez a précisé que les réserves disponibles de l'Argentine ne s'élevaient qu'à 387 millions de dollars, face à des échéances qui s'élèvent en 1984 à 5 milliards de dollars pour les intérêts et 14 milliards de dollars pour les remboursements. En conséquence, aucun versement ne sera effectué avant le 30 juin 1984.

## Dérapage...

« Ce que nous voulons, c'est faire du commerce correctement. » Cette profession de foi du ministre de l'Agriculture britannique résume assez bien le conflit de la Communauté européenne. La Communauté peut-elle s'écarter ? Il n'y a pas de question dans la Communauté que de « guerres » commerciales, celles se déroulant de part et d'autre de la Manche n'étant pas les moins nombreuses : tu rejettes mon lait ou ma dinde, la refuse ton mouton... Si le marché est « commun », les producteurs ne sont pas pour autant logés à la même enseigne.

En agriculture, la défense de l'outil de travail et de l'emploi ne passe pas par la grève. D'où les « contrôles » aux frontières et les destructions de marchandises importées, qui heurtent l'apais. Dans le Marché commun — qui ne l'est pas dans la réalité — les causes de conflit s'accroissent et continueront de se multiplier tant que l'on soumettra à des règles communes d'un marché libéral des producteurs placés dans des conditions naturelles ou histor-

ques disparates. A l'inverse, ces règles communes accroissent les inégalités.

Faut-il pour autant « prendre en otage » d'autres travailleurs ? Certes non, et l'intervention personnelle du chef de l'Etat dans une pareille affaire revêt un caractère désirable, tandis que les organisations agricoles ne sortent pas très libres de l'aventure. Mais pourquoi, devant le succès de leurs opérations, les manifestants se privaient-ils ? Le blocage des camions et des frontières conduit à un redressement, léger certes, du cours du porc et incite la Commission de Bruxelles à agir. La séquestration de camionneurs, faute d'une intervention rapide et légitime des forces de l'ordre, oblige à ramener jusqu'au président de la République. Que demander de mieux ? Dans ces conditions, il est à craindre que le blocage de la Communauté européenne et la paralysie de la politique agricole commune n'incitent les paysans à multiplier les exactions.

JACQUES GRALL.

## AFFAIRES

## Nominations

● M. JEAN-ROGER VOISIN a été élu président de la Fédération parisienne du bâtiment, en remplacement de M. Gilbert Lefèvre. M. Voisin est également président de la cellule économique du B.T.P. d'Île-de-France et de l'Union nationale des métalliers de France. Il est membre du bureau et du conseil de la Fédération nationale du bâtiment.

● M. CHRISTIAN GERON-DEAU a été nommé, le 1<sup>er</sup> janvier, vice-président des hôtels Mériotel. Ancien secrétaire général du comité interministériel de la sécurité routière (1972-1982), et directeur de la sécurité civile (1975-1982), il occupait, depuis 1982, les fonctions de directeur du développement des charbonnages de France.

● M. GUY GRIMBERG est nommé directeur général de la Compagnie financière de banque. Agé de trente-neuf ans, diplômé de sciences politiques, il est entré dans le groupe il y a dix ans. Il en

était directeur général adjoint depuis 1980.

● M. ANDRÉ VIEL a été nommé président de la compagnie Sicil, filiale de la Lyonnaise des eaux, en remplacement de M. Perron, démissionnaire et appelé à exercer d'autres fonctions au sein du groupe. La compagnie Sicil fabrique des extincteurs. M. André Viel restera président de la Sicil, également filiale de la Lyonnaise, qui fabrique des véhicules anti-incendie.

● M. PIERRE JOLY a été réélu président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique. Il avait, pour la première fois, accédé à ce poste en 1980. M. P. Joly est, d'autre part, vice-président et directeur général du groupe Roussel Uclaf.

● M. CHRISTIAN DE BEAUGRENIER a été nommé P.-D.G. de Rhône-Poulenc Intervers, en remplacement de M. Gérard Worms.

## DIX AIRBUS A-320 POUR AIR INTER

La compagnie intérieure Air Inter a signé, jeudi 12 janvier, avec Airbus Industrie, un protocole confirmant son intention d'acheter dix exemplaires du futur avion de

cent cinquante places A-320. Les appareils lui seront livrés à partir de 1988. La compagnie a aussi pris des options sur dix autres exemplaires de l'avion.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
SE-L...	3.630 8.670	+ 160 + 190	+ 320 + 365	+ 830 + 950
Scm...	6.930 6.945	+ 135 + 160	+ 260 + 305	+ 700 + 820
Yen (100)...	3.630 3.655	+ 175 + 200	+ 355 + 385	+ 1040 + 1105
DM...	3.675 3.695	+ 155 + 170	+ 310 + 335	+ 860 + 915
Florin...	2.740 2.747	+ 140 + 150	+ 275 + 295	+ 775 + 820
F.S. (100)...	15.080 15.087	+ 180 + 270	+ 310 + 450	+ 690 + 915
F.S. (100)...	15.080 15.087	+ 180 + 270	+ 310 + 450	+ 690 + 915
L (1 000)...	5.840 5.849	+ 230 - 190	+ 430 - 380	+ 1310 - 1195
E...	12.120 12.130	+ 255 + 320	+ 530 + 620	+ 1440 + 1660

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 3/8	9 3/4	9 1/2	9 7/8	9 5/8	10	9 15/16	10 5/16
DM...	5 1/2	5 3/8	5 11/16	6 1/16	6 3/4	6 1/4	6 3/16	6 15/16
Florin...	5 1/2	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 3/4	6 3/4	6 3/16	6 15/16
F.S. (100)...	6	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 3/4	6 3/4	6 3/16	6 15/16
F.S. (100)...	1 3/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8
L (1 000)...	15 1/2	17 1/2	16 1/2	17 1/2	16 1/2	17 1/2	17 1/8	18 1/8
E...	8 1/2	9 1/4	9 1/16	9 11/16	9 3/16	9 13/16	9 7/16	10 1/16
F. franc...	11 7/8	12 1/2	12	12 5/8	12 1/4	13 1/8	13 5/8	14 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



مركز العمل

## SOCIAL

### UNE ÉTUDE DU CERC

#### Les disparités de rémunérations des cadres se sont légèrement réduites de 1979 à 1982

Au risque de relancer la polémique sur ce sujet entre la C.F.D.T. et la C.G.C., le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) a publié le 12 janvier une enquête expérimentale sur l'évolution de l'échelle des salaires chez les cadres des entreprises à partir de données rassemblées par une société de gestion de personnel, concernant environ treize mille cadres travaillant dans cent cinquante entreprises, entre 1979 et 1982 (1). Alors qu'il y a peu d'informations sur les salaires d'une catégorie dont le CERC, comme l'avait fait le rapport Padiou (2), souligne l'hétérogénéité, l'enquête ne concerne qu'une partie de la population des cadres des entreprises : ne trouvant « en majorité dans des secteurs d'activité qui ont été plutôt favorisés par la conjoncture économique entre 1979 et 1982 (pétrole, agro-alimentaire, informatique, etc.) ». Cela explique les différences qui peuvent être observées avec la dernière enquête de la C.G.C. (sur la période 1979-1981) ou encore avec l'enquête du ministère du travail sur les gains mensuels des salariés.

Ainsi, cette population apparaît quelque peu privilégiée par rapport à l'évolution moyenne des salaires des cadres : « Elle a connu une progression de rémunération nominale plus rapide que la moyenne des cadres ». L'enquête, menée entre 1979 et 1982, la rémunération nette en espèces des cadres n'a pas évolué de façon uniforme. En termes réels (c'est-à-dire après avoir retiré de la hausse nominale la hausse des prix), deux baisses (1979-1980 et 1981-1982) ont été suivies d'une hausse (1980-1981) (3). Le CERC note que « les disparités de rémunérations se sont légèrement réduites entre le bas et le haut de l'échelle des salaires », avec des variations selon les catégories et les années.

« Chaque catégorie de cadres, observe le CERC, a connu entre 1979 et 1982 des variations spécifiques de ses propres disparités internes, pour les techniciens, c'est le renversement de la hiérarchie des rémunérations qui a prévalu. Pour les ingénieurs, au contraire, c'est l'élargissement de la hiérarchie qui domine. Pour les cadres administratifs, supérieurs et moyens, l'élargissement et le resserrement de la hiérarchie des rémunérations ont alterné au cours de ces trois dernières années. »

#### Le rôle des cotisations et de l'impôt

L'étude du CERC s'attache également à mesurer le rôle des cotisations sociales et celui de l'impôt sur l'évolution des rémunérations. Pour les cotisations sociales, il note que, « d'une manière générale, ces variations semblent n'avoir affecté que médiocrement la hiérarchie des salaires nets chez les cadres ». Sur l'ensemble de la période 1979-1982, les diverses mesures affectant les cotisations sociales salariales n'ont pas eu toutes la même importance dans l'évolution des rémunérations nettes des cadres. Ce qui semble avoir été prépondérant, c'est l'instauration en août 1979, puis la suppression en février 1981, puis le rétablissement en novembre 1981 d'un point supplémentaire de cotisation, d'assurance-maladie s'appliquant sur l'ensemble du salaire, mesure qui a touché toutes les catégories de salariés.

Le CERC constate aussi une accentuation de la réduction des disparités de rémunérations entre cadres supérieurs et cadres moyens en faisant intervenir l'impôt sur le revenu payé dans l'année et éventuellement les prestations familiales. « C'est principalement, souligne-t-il, entre 1981 et 1982 que l'on constate cette amplification de la réduction des disparités en raison des mesures fiscales de la fin de 1981. Il faut cependant noter que le phénomène est particulièrement sensible dans le

cas de figure des cadres célibataires. » Les cadres mariés ayant trois enfants ont été plutôt avantagés par les mesures fiscales et sociales en faveur des familles nombreuses entre 1980 et 1982. En fait, conclut le CERC, au cours de cette période, « il valait mieux être cadre dans un secteur d'activité plus dynamique que la moyenne, puis à l'intérieur d'un tel secteur, il était préférable d'être ingénieur de haut niveau que cadre administratif ».

(1) Documents du CERC, n° 67. En vente à la Documentation française, 29, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. Prix : 30 francs.  
(2) Rapport sur la connaissance des revenus des cadres (octobre 1982-juillet 1983), voir le Monde des 15 et 28 septembre 1983.  
(3) La variation réelle de la rémunération nette en espèces (avant impôt sur le revenu) des cadres a été, de 1979 à 1982, de + 0,2 % pour les cadres administratifs supérieurs, de + 0,7 % pour les ingénieurs, de - 0,9 % pour les cadres administratifs moyens, et de + 1,6 % pour les techniciens.

## CONJONCTURE

### La lutte contre l'inflation

#### CENT ONZE ENGAGEMENTS DE MODÉRATION ONT ÉTÉ SIGNÉS

Le Bulletin officiel de la concurrence et de la consommation du 13 janvier comporte une nouvelle liste d'engagements de lutte contre l'inflation qui porte à cent onze le nombre des engagements publiés au titre du régime 1984, ce qui couvre environ des deux tiers de l'industrie.

Parmi les produits destinés au grand public, citons les engagements concernant les savons qui augmentent de 3 % à 5 % selon qu'il s'agit de savons de toilette ou de savons de ménage, la literie et les peignoirs grand public qui augmenteront de 5 %, ou les briques jetables, dont la hausse sera de 4,5 %.

On note encore, à titre d'exemple, que sur la chambre syndicale des ingénieurs conseils de France et Syntec (Syndicat du service informatique) se sont engagés sur une hausse de 4,5 % des études, conseils et prestations informatiques régulières faisant l'objet de tarification.

En revanche, quelques secteurs retrouvent la liberté des prix. C'est le cas notamment des produits analysés, des fibres isolantes ou des briques en rechargesables.

Le Bulletin officiel publie également le texte de la réforme des comités départementaux chargés de surveiller l'évolution des prix au niveau local ils auront désormais à examiner régulièrement l'évolution générale des prix et les conditions de fonctionnement de la concurrence.

### LA SITUATION

#### DES ENTREPRISES SE SERAIT AMÉLIORÉE AU SECOND SEMESTRE

La situation financière des entreprises s'est améliorée au second semestre 1983, indique une enquête menée par l'INSEE en décembre : « Les résultats d'exploitation se redressent légèrement, en particulier dans les grandes et moyennes entreprises », selon l'INSEE, qui ajoute : « Ils retrouvent le niveau observé au premier semestre 1982 dans l'ensemble des secteurs, sauf l'automobile et les autres matériels de transport terrestre. » Par rapport au premier semestre 1983, l'amélioration est surtout le fait des industries agro-alimentaires, de l'électronique, de l'informatique, de la mécanique, de la chimie de base, du caoutchouc et des matières plastiques.

Malgré cette amélioration, le pourcentage d'entreprises ayant retardé certaines dépenses d'investissement reste stable à un niveau élevé.

D'après les prévisions des industriels, l'amélioration de la situation des entreprises, enregistrée au cours du second semestre 1983, ne se poursuivrait pas au premier semestre 1984, les résultats d'exploitation se dégradant à nouveau.

[Cette enquête contredit la dernière analyse faite par l'INSEE à ce sujet qui prévoyait une amélioration au premier semestre 1984 après une dégradation au second semestre 1983.]

## M. BÉRÉGOVOY : le ministre du travail, c'est moi

On a retrouvé le ministre du travail. Depuis la constitution du troisième gouvernement Mauroy, ce poste ministériel avait disparu — les attributions en étant confiées à M. Pierre Bérégovoy — au grand dam de la C.F.D.T. M. Edmond Maire s'était plaint de nouveau cette semaine de l'« affaiblissement » de ce ministère, la « fonction sociale » au sein du gouvernement lui semblant avoir été confiée aux ministres communistes. M. Maire avait tort. Le ministre du travail existe et il s'appelle Pierre Bérégovoy. Le 12 janvier, en présentant ses vœux à la presse, l'ancien secrétaire général de la présidence de la République s'est présenté « en ma double qualité de ministre des affaires sociales et de ministre du travail ». Ou'on ne s'y trompe plus.

Cette absence de ministre du travail en titre dans la structure gouvernementale avait été particulièrement ressentie à l'occasion de conflits comme celui de Talbot. A tort là encore, selon M. Bérégovoy, qui, après avoir

mis en parallèle le conflit Talbot et les « reconversions négociées » à Rhône-Poulenc, B.S.N. et Saint-Gobain, a ajouté que, « dans cette double fonction, je préfère être le ministre de la négociation que celui des conflits ». « Ma philosophie, a-t-il poursuivi, est qu'il ne s'agit pas de négocier à la place des partenaires sociaux mais d'aider ceux-ci, lorsque c'est nécessaire, à négocier. »

M. Bérégovoy, qui a rencontré tout récemment M. Maire, aime à rappeler que le 18 décembre, au « Club de la presse d'Europe 1 », il avait jugé légitime le souci des syndicats d'être « plus directement associés à l'étude des problèmes de reconversion ». L'année 1984, a-t-il déclaré, sera placée sous un double signe : « le dialogue et la modernisation ». L'essentiel est que le ministre des affaires sociales et du travail n'oublie pas qu'il est aussi celui de la solidarité nationale...

MICHEL NOBLECOURT.

## CAISSES D'ÉPARGNE

### La masse des dépôts a augmenté de 11 % mais la collecte nouvelle a chuté de 19 %

Pour les caisses d'épargne du réseau de l'Écureuil, l'exercice 1983 a été très contrasté, estime M. Jean-Pierre Thiollon, administrateur unique du nouveau Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (Cnecp). Si la masse des dépôts a augmenté de 56 milliards de francs et représente aujourd'hui 550 milliards de francs (+ 11,4 %) c'est, essentiellement, grâce à la capitalisation des intérêts réinvestis par les déposants (31,7 milliards de francs). La collecte nouvelle (excédent des dépôts sur les retraits), en revanche, a chuté de 19,2 % à 24,4 milliards de francs contre 30,2 milliards de francs en 1982 et 28,8 milliards de francs en 1981.

Les produits les plus touchés ont été le livret A (exonéré d'impôts), dont l'excédent annuel est revenu de 11,4 milliards de francs à 3,3 milliards de francs, niveau considéré comme « exceptionnellement faible », et le livret B (normalement imposé), dont l'excédent de 5,6 milliards de francs en 1982 a fait place à une diminution nette de sa collecte de l'ordre de 2,7 milliards de francs.

En revanche, les produits nouveaux ont été favorisés. Le livret d'épargne populaire (livret rose) a enregistré une progression de 330 % de ses dépôts, passant de 2,63 à 11,32 milliards de francs, ce qui place le réseau de l'Écureuil en tête de la collecte nationale à ce titre. En ce qui concerne les Codeli, lancés en octobre dernier, près de 7 milliards de francs ont été recueillis par les caisses d'épargne, soit 20 % de la collecte nationale, moins que la part détenue par les caisses sur le marché national de l'épargne (28 %). Près de la moitié des dépôts sur Codeli sont constitués par de l'argent frais, le reste provenant des livrets A et B.

A ce sujet, M. Thiollon a exprimé sa préoccupation. Certes, la baisse des excédents sur les produits traditionnels est due, pour une part, à une diminution du taux d'épargne des ménages, qui est passé de 15,5 % en 1982 à 15 % en 1983 : sous l'effet de la crise, les ménages tirent sur leur épargne pour maintenir leur consommation. Mais elle est due, aussi, aux modifications des structures de cette épargne, celle-ci se portant sur d'autres produits.

Ce sont, d'abord, les placements longs, mieux rémunérés (obligations, soit par souscription directe, soit par le canal des Sicav et fonds communs à court terme, dits de trésorerie), qui ont recueilli 60 milliards de francs en 1983. Ce sont, ensuite, les produits nouveaux, livret rose et Codeli, dont le succès

● L'indice des prix de la C.G.T. — Les prix ont augmenté de 0,6 % en décembre, selon la C.G.T., qui a publié son indice mensuel le 11 janvier. En glissement, de décembre 1982 à décembre 1983, les prix, en référence à cet indice, ont augmenté de 12,7 %.

Lisez  
Le Monde  
PHILATÉLISTES  
OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

## « La politique économique et sociale du gouvernement a considérablement aggravé les conséquences de la crise » affirme le comité confédéral de F.O.

C'est par l'adoption d'une résolution ferme que le comité confédéral national de F.O. s'est achevé le 12 janvier. Ainsi, il « constate que la politique économique et sociale du gouvernement a considérablement aggravé les conséquences de la crise économique ». Lors d'un déjeuner de presse, M. André Bergeron s'est inquiété de la « paralysie progressive de la négociation collective », ajoutant que le comité confédéral « a réagi très durement » au rigorisme salarial du gouvernement. « On ne peut pas dire, a poursuivi le secrétaire général de F.O., que les salariés manifestent beaucoup d'empressement à s'engager dans des grèves. (...) Nous disons aux salariés : chaque fois que vous pouvez le faire, faites la grève pour demander le maintien du pouvoir d'achat. Tôt ou tard, nous aurons des conflits, et ce n'est pas nous qui chercherons à les apaiser. » Déjà, les fonctionnaires F.O. envisagent une manifestation nationale pour le début de février.

Pour M. Bergeron, la situation « est plus grave qu'on ne le dit ». Ainsi, tout en répétant que « les statistiques officielles ne sont pas trompeuses », il affirme qu'elles ne recouvrent pas la totalité des chômeurs : « Le nombre doit être d'environ 2,5 millions. En tout cas, a-t-il déclaré dans son discours devant le comité confédéral, nous allons atteindre 3 millions de chômeurs à la fin de 1984 ou au début de 1985. La grande question à laquelle je ne peux répondre, parce que c'est impossible : jusqu'où et jusqu'à quand l'opinion publique supportera-t-elle le fléau ? » Dans ce contexte, même s'il précise qu'il n'en est pas heureux, M. Bergeron estime que l'accord sur l'assurance-chômage « est le meilleur que nous puissions imaginer dans les circonstances actuelles ».

Dans un vaste tour d'horizon d'actualité, M. Bergeron a renouvelé ses inquiétudes et ses critiques sur le projet de loi sur la presse, « mal foutu » — « Pourquoi le gouverne-

ment s'ingénie-t-il à se créer à lui-même des complications dont il aurait fort bien pu se passer ? », — et a abordé la querelle de la légitimité de M. Giscard d'Estaing, pour se déclarer, respectueux du suffrage universel.

A propos de l'affaire Talbot, le secrétaire général de F.O. refuse de se laisser embarquer dans des polémiques qui « ne servent pas le mouvement syndical ». Il a ajouté qu'il n'avait pas été informé de ce qui s'était passé lors des discussions autour de l'accord P.S.A.-gouvernement : « C'est déplorables. Je vais dire à Pierre Mauroy : Écoute, fais en sorte qu'à l'avenir cela ne se passe comme cela, d'abord parce que cela retombe sur le nez du gouvernement. Là où, comme chez Talbot, des licenciements sont inévitables, des garanties doivent être, selon lui, négociées.

F.O. va tenir son prochain congrès confédéral du 20 au 23 novembre 1984 au parc floral de Vincennes : lors d'un nouveau comité confédéral, fin mai ou début juin, M. Bergeron confirmera — ou non — son intention de briguer un nouveau mandat. Pour l'heure, il se félicite de la vitalité de son organisation. Selon ses propres statistiques portant sur 1 833 139 suffrages exprimés, sur l'exercice 1983-1984, F.O. a obtenu 30,83 %, juste derrière la C.G.T. (32 %) et devant la C.F.D.T. (19,42 %), la C.F.T.C. (5,7 %) et la C.G.C. (2,3 %). Un « débat assez vif » a agité le comité confédéral sur la loi de démocratisation du secteur public. Dans sa résolution, il la « condamne absolument », car, a dit M. Bergeron, « on ne peut à la fois être gouvernants et gouvernés », mais les différents courants de F.O. sont arrivés à un « compromis » : les candidats aux élections des administrateurs salariés « parrainés » par F.O. présenteront tous la même « profession de foi ».

M. N.

# VOLVO ÉTABLIT UNE 4<sup>ème</sup> TÊTE DE PONT SUR PARIS:



## PONT MIRABEAU

Non, non, il ne s'agit pas encore d'un nouveau modèle Volvo mais d'une nouvelle succursale Volvo tout près du Pont Mirabeau. Aujourd'hui, c'est à dire ce matin, Volvo inaugure sa 4<sup>ème</sup> succursale dans Paris. Au 54/56 de l'avenue de Versailles, 75016 Paris. Volvo Mirabeau. Une succursale Volvo pas comme les autres. Elle regroupe toutes les Volvo d'occasion de Paris, en plus bien sûr des Volvo neuves. Facile pour vous de choisir la Volvo qui vous plaît à son juste prix dans un seul endroit de la capitale. Avantage encore pour les autres succursales : elles pourront ainsi se consacrer plus largement à la vente des Volvo neuves, à leur entretien et à leur après-vente.

## VOLVO

VOLVO MIRABEAU : LE CENTRE DE TOUTES LES VOLVO D'OCCASION

Volvo Mirabeau, 54/56, avenue de Versailles 75016 Paris. Tél. : 524.43.61



# ENQUÊTE

## La guerre mondiale de la communication

### IV. - Comment survivre ?

par ERIC LE BOUCHER et JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Dans la bataille mondiale pour le contrôle des industries de la communication, I.B.M. apparaît comme le principal bénéficiaire de l'offensive américaine. Le géant de l'informatique réorganise-t-il demain sur les réseaux mondiaux de communication ? (Le Monde des 11, 12 et 13 janvier.)

La déréglementation américaine a détruit un ordre existant. Aujourd'hui, le monde des communications est apparemment en pleine confusion. La nature ayant horreur du vide, un nouvel ordre va s'instaurer. Qu'il soit, puisse être, à l'échelle mondiale, le grand ordonnateur commence cependant à inquiéter.

A vrai dire, la prise de conscience a été tardive. Il aura fallu le « coup de tabac » dans la jeune industrie de la micro qui a suivi l'irruption du « P.C. » : la violence des attaques contre Hitachi et les fabricants de compatibles ; la multiplication des initiatives de la compagnie et sa volonté de capter l'essentiel du marché (matériels et logiciels) de la communication d'entreprise, et la menace des services à forte valeur ajoutée qui seront attachés aux réseaux intercontinentaux, pour que les éléments du puzzle se mettent peu à peu en place. Aujourd'hui, chacun, de la petite société de micro ou de logiciels, à A.T.T., aux P.T.T. européennes et aux groupes japonais, en passant par les DEC, Apple, Burroughs, Wang, etc., se sent concerné, menacé, et se demande s'il ne sera pas le prochain sur la liste des victimes d'I.B.M.

I.B.M. réalise actuellement des marges brutes voisines de 24 %. Derrière il y a un premier peloton avec un taux moyen de 15-16 %. Puis vient un second peloton avec des marges voisines de 7 %. John Cunningham, président de Wang,

qui s'est taillé en peu d'années une place de choix dans la bureautique (2 milliards de dollars de chiffre d'affaires) poursuit : « Si I.B.M. décide de ramener sa marge à 20 % et de casser les prix, le second peloton, où notre société figure, pourra à peu près faire face, mais les dégâts seront importants chez les autres. Avec des marges trop faibles, ils ne pourront plus investir ni suivre les évolutions technologiques ».

Entre I.B.M. et A.T.T. peu de groupes survivront donc, en préservant leur autonomie, à la bataille qui s'est engagée. « Cinq ou six tout au plus à l'échelle mondiale », estime John Cunningham. Les uns disparaîtront purement et simplement. D'autres basculeront dans l'univers I.B.M. Certains se concentreront sur des créneaux, des « niches », bien spécifiques.

Quant aux P.T.T. des différents pays, ils s'interrogent sur la place et le rôle qui leur seront laissés dans un monde de la communication déréglementé et sous influence I.B.M. Ils risquent fort alors d'être réduits à la portion congrue, ravalés au rang de « poseurs de tuyaux », l'architecture des systèmes de communication et tous les services qui y sont associés leur échappant peu à peu.

Prendre conscience du danger est une chose. Définir une politique pour y faire face en est une autre. Pris isolément, aucun des acteurs confrontés au défi d'I.B.M. n'a, pour le moment, autant d'atouts que le géant. Aucun ne couvre l'ensemble des secteurs de la communication, aucun ne dispose d'une aussi vaste implantation mondiale, aucun n'a de ressources financières équivalentes. A cela s'ajoutent les facteurs politiques et culturels qui conditionnent

des approches différentes selon la nature ou la nationalité des acteurs. Ce qui ne leur facilite pas la tâche face à cette « égérie » qu'est I.B.M. Aussi les réactions varient-elles selon les continents.

Outre-Atlantique, les managers admiratifs des succès du plus beau fleuron de l'industrie américaine sont fiers de ce « modèle de la libre entreprise ». Certes, en tant que concurrents, ils s'en inquiètent, mais tentent de se rassurer. « I.B.M. ne cherchera jamais à dominer la totalité du marché, mais seulement à contrôler 50 % de chaque segment. A nous de figurer parmi les survivants, d'être l'un des deux ou trois concurrents qui coexisteront avec I.B.M. dans chacun des grands créneaux du secteur ».

Ce constat, la plupart des firmes américaines l'ont maintenant fait. La compétition avec I.B.M. sur l'ensemble de la communication étant jugée impossible, - sauf peut-être par A.T.T. - elles vont se battre pour les secondes places. « Nous devons être reconnus comme la plus sérieuse alternative à I.B.M. », dit-on chez Burroughs. Même ambition chez le trio Honeywell-NEC-Bull, chez N.C.R. On va chercher à conserver une place en termes de produits ou de clientèles spécifiques (banques, universités, hôpitaux).

Dans le micro, c'est Apple qui va contre-attaquer en janvier avec un nouveau matériel pour maintenir son parc et surtout son standard face au P.C., DEC, affaibli par son rattachement à la micro, quelques erreurs de management et la baisse de son bénéfice. Mais la cible de la prochaine offensive d'I.B.M. sur les minis, les marchés universitaires et scientifiques. La société le sait et annonce elle aussi une profonde et rapide remise en ordre pour faire face à la menace.

#### L'Europe : un simple marché

Les conditions pour figurer parmi les survivants sont, selon John Cunningham, de plusieurs ordres. « Il faut avoir une stratégie claire, bien choisir les segments du marché et s'y tenir. Car, I.B.M. peut se permettre des erreurs, les autres non ». Ensuite, « il faut être meilleur qu'I.B.M. sur ce segment en proposant des produits modifiables, en étant plus proches des utilisateurs ». Enfin, il faut « envisager des coopérations, des complémentarités avec d'autres sociétés sur des segments voisins ou les réseaux ». D'où la floraison, en 1983, d'accords de coopération, en particulier sur les réseaux locaux et leurs normes, et les circuits intégrés. D'où aussi les accords qui renforcent les implantations internationales, notamment sur le Vieux Continent.

Si l'Europe intéresse les Américains, c'est d'abord et surtout pour y distribuer leurs produits. Comme on s'attend à une forte croissance du marché européen de la communication, que ce soit pour les minis, la bureautique, les réseaux locaux, c'est la ruse pour trouver des partenaires européens disposant d'un bon réseau de distribution et d'une bonne connaissance du marché. N'est-ce pas là l'un des premiers objectifs des accords d'A.T.T. avec Philips et Olivetti ?

L'Europe intéresse également les Américains dans un autre domaine : les P.T.T. Ils veulent tous - à commencer par I.B.M. - que les marchés publics s'ouvrent. Ils jouent tous - sauf A.T.T. qui n'oublie pas ses cinquante-cinq ans de relations privilégiées avec les P.T.T. européens - la carte de la déréglementation en Europe. Ils souhaitent que les P.T.T. aient de moins en moins de pouvoir et d'argent, mais cherchent en même temps à obtenir leur caution. Car leur signature, en matière de norme, par exemple, vaut encore cher, et leur aura dans le reste du monde est importante. L'idéal serait que les P.T.T. contribuent à leur propre déclin.

Une fois encore, c'est I.B.M. qui se montre le plus actif, tant pour la pénétration du marché européen que pour l'« entrée » au sein des P.T.T. (voir encadré). Comme si la compagnie cherchait à prendre le plus vite possible le maximum de positions afin d'être à l'abri de toute réaction nationaliste en Europe... et au Japon. Afin aussi d'être en position de force pour négocier un éventuel deal avec A.T.T. à l'échelle mondiale.

Face à cette offensive américaine et aux ambitions d'I.B.M., l'Europe floute. Ses entreprises affaiblies agissent en ordre dispersé, cherchant leur salut dans des accords avec des partenaires américains. Les administrations des P.T.T. hésitent sur la

peu en main la gestion, l'organisation des réseaux mondiaux, et à sortir de son rôle.

Peut-on confier la communication mondiale à une seule firme privée, qui serait ainsi, par la force des choses, à même d'organiser les circuits des connaissances, et de déterminer les produits et les systèmes dont l'humanité a besoin ? Une firme qui, quelle que soit son échelle, imposerait vraisemblablement son modèle culturel à l'ensemble de la planète ?

Une autre tentation se fait jour en Europe et en France : jouer la carte de la déréglementation, et céder en Europe, en espérant récupérer des recettes du marché américain. Une tactique qui passe par l'ouverture des réseaux européens aux nouveaux communs carriers américains qui

#### La toile d'araignée

Si l'offensive d'I.B.M. passe toujours par ses filiales locales et n'exclut pas une certaine concurrence entre elles, elle ne laisse aucune place à l'improvisation. Présidant d'une stratégie mondiale, elle est étroitement coordonnée. Il en est ainsi des propositions alléchantes que la compagnie a fort discrètement formulées ces derniers mois tant aux P.T.T. qu'aux administrations (universités, centres de recherche, hôpitaux, éducation nationale) et aux gouvernements européens.

En R.F.A., I.B.M. a été choisie par la Bundespost pour développer la vidéotexte allemand. Au grand dam de Siemens. En Grande-Bretagne, la compagnie a proposé aux banques, en coopération avec British Telecom, d'installer un vaste réseau de paiement électronique reliant les commerçants et les établissements financiers. Des connexions sont également prévues entre British Telecom et S.B.S.

En France, I.B.M. a réussi quelques percées dans le bastion des P.T.T. Ainsi, elle va participer avec la société française SESA à l'automatisation du Centre de renseignement (la « 12 »). Elle a failli obtenir la commande d'un système d'ordinateur pour le Centre de recherche du CNET à Lannion. Ce contact a été « suspendu » au dernier moment par l'Elysée. Le même scénario s'est produit pour les nouveaux équipements destinés à la facturation détaillée des abonnés au téléphone.

Le programme d'information des hôpitaux avec la perspective de connecter par un réseau local les établissements entre eux est l'objet d'une âpre bataille entre I.B.M. et un tandem français Bull-intertechnique. I.B.M., à l'instar, a failli gagner par surprise.

Plus spectaculaire encore est l'action de la compagnie en faveur de l'éducation nationale et de la recherche. Elle a mis au point un réseau européen université-recherche qui pourra relier toutes les universités de sept pays européens, en commençant par celles qui sont équipées de ses matériels. Quatre établissements français ont été choisis dans un premier temps : l'Ecole normale supérieure, H.E.C., l'Ecole des mines à Sophia-Antipolis, près d'Antibes, et le Centre national universitaire Sud calcat à Montpellier. L'idée est d'offrir - gratuitement - à tous ces centres une partie des équipements. D'ores et déjà, l'Ecole normale supérieure a reçu un I.B.M. 4341, des terminaux graphiques et des « P.C. » pour une valeur estimée à 10 millions de francs.

Le réseau EURN serait ensuite raccoré au réseau des universités américaines et canadiennes. Pour les laboratoires de recherche, I.B.M. envisagerait de donner en 1984 plusieurs dizaines de « P.C. ». Une action identique est menée vers l'éducation nationale. En France et dans toute l'Europe.

stratégie à suivre. Les gouvernements, soumis à de multiples pressions, en viennent à douter de l'idée européenne et se demandent s'ils ne tireraient pas plus d'avantages à jouer une carte individuelle.

#### Sous-traitance ou participation au développement ?

Faut-il, au nom du réalisme, constater le retard, l'irréversibilité du phénomène de la déréglementation, l'impuissance de l'Europe à s'unir, et céder aux sirènes des plus forts, en l'occurrence I.B.M. ? Les tenants de l'alliance avec le géant ne manquent pas, notamment en France, et se recrutent dans tous les milieux. Avec l'idée que le premier qui traitera avec lui en tirera quelques bénéfices matériels.

Certes, I.B.M. a acquis, par sa réussite et les progrès qu'elle a fait faire aux techniques de l'informatique, un droit de cité. Imposable de l'oublier. Elle a sa place dans le jeu économique mondial, mais rien que sa place, qui est celle d'une entreprise privée. Or, même si elle n'en avait pas la volonté, sa puissance et sa compétence risquent de l'amener, pour peu qu'on lui laisse le champ totalement libre, à prendre peu à

concurrentiellement désormais A.T.T., tant pour les longues distances aux Etats-Unis que pour les liaisons intercontinentales. M.C.I. frappe ainsi à la porte des P.T.T. européennes. La Grèce s'est déjà laissée séduire. La France a failli le faire. Avec l'espoir qu'en autorisant M.C.I. à raccorder son trafic au réseau européen cette société passerait des commandes de centraux téléphoniques à C.I.T. Alcatel pour le marché américain. Avec l'idée également d'échapper ainsi aux deux géants I.B.M. et A.T.T.

Cette approche peut paraître de prime abord astucieuse, mais elle présente deux risques majeurs. D'une part, elle n'apportera pas de véritable réponse aux problèmes industriels de l'ensemble de l'industrie électronique française. Seule C.I.T. Alcatel en tirerait quelque avantage précaire. D'autre part, elle ferait éclater définitivement le front européen. Chacun irait en ordre dispersé, signifiant avec son commun carrier, ouvrant la voie de la balkanisation. Pour le plus grand profit, à terme, du plus puissant : I.B.M.

« Les Européens sont assis sur un marché d'une valeur considérable », constate M. Etienne Davignon, commissaire européen aux affaires industrielles. Allons-nous négocier avec les Américains une simple sous-traitance ou la participation au développement ? Si les Européens ne mettent pas d'abord de l'ordre chez eux, alors ils en seront réduits à la sous-traitance et à vendre leurs marchés à I.B.M. ou à A.T.T., voire aux deux. Mais... on ne vend son marché qu'une fois ! »

Bref, pour répondre au défi posé par la déréglementation et la poussée américaine, il faut d'abord s'entendre entre Européens, entre P.T.T. et industriels du Vieux Continent, définir une stratégie pour négocier ensemble dans de meilleures conditions.

Pour les administrations (P.T.T., Bundespost, etc.), le tâche est difficile. Elles doivent prouver par une efficacité accrue qu'elles sont à même de faire face aux nouveaux besoins des utilisateurs à des prix compétitifs. Ce qui implique une mobilisation interne des personnes, une réunion en cas de quelques dogmes, une révision des structures hiérarchiques. Elles doivent harmoniser leurs actions. Les velléités d'ouverture conjointe des marchés respectifs actuellement décantés entre la France et la Grande-Bretagne devraient s'étendre à d'autres pays et déboucher sur une coopération plus vaste, concernant l'ensemble des activités liées à la communication (nouvelles, services et produits), comme cela vient d'être décidé par exemple entre la France et la R.F.A. pour le radio-téléphone.

Ce n'est qu'un organisme très vite une « déréglementation à l'euro-péenne » que le Vieux Continent peut espérer survivre en tant qu'entité autonome. Sa résistance pourra servir d'exemple au Japon et au reste du monde. Une, l'Europe pourra alors négocier sur un pied d'égalité. Car le nouvel ordre mondial des communications devra de toute façon être discuté avec l'un des deux géants américains qui s'affrontent.

Affaibli par la déréglementation, la perte de son marché captif, son absence d'implantation internationale, ses « trous » dans certains segments de la communication, A.T.T., qui a une « culture » de service public, serait sans doute pour les P.T.T. et les gouvernements européens un partenaire - provisoirement - plus malléable. Au nom du principe selon lequel « il vaut mieux négocier avec le plus faible de ses ennemis ».

Cette alliance, entre « exploitants » gestionnaires de réseaux et de services (concernant notamment les normes et les nouveaux services) ne serait pas exclusive d'accords de coopération que les industriels européens pourraient signer avec d'autres firmes, américaines ou japonaises, qui se battent pour survivre dans chaque secteur du marché de la communication. Pour être efficace une telle stratégie suppose enfin que le rôle de chacun soit clairement défini. Aux administrations, aux pouvoirs politiques, de mener les négociations globales, sans se mêler des accords ponctuels, qui sont du ressort des chefs d'entreprise.

Tout en fait va se jouer en 1984. Si l'Europe n'est pas capable dans l'année qui vient - M. Davignon parle même de six mois - de prendre conscience du péril, et de mettre en place le cadre, le calendrier et les moyens d'une véritable coopération dans un secteur aussi vital que les communications, alors le Vieux Continent et les pays qui le composent risquent d'être marginalisés.

FIN

**RÉPUBLIQUE DU ZAIRE**  
**DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS**  
**ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**  
**OFFICE DES ROUTES**  
Appel d'Offres n° OR/SGMTP/006/CA/83  
**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**

La République du Zaïre a obtenu un prêt de l'International Development Association en vue de financer partiellement le projet d'entretien routier de l'Office des routes.

- OBJET DE L'APPEL D'OFFRES**  
L'Office des routes met en adjudication en quatre lots, la fourniture de filtres, de lames et coins de lames, de jets de bronze et d'acier et de pneumatiques, nécessaires à la réalisation de son programme d'entretien routier.
- ÉLIGIBILITÉ**  
Les biens proposés devront obligatoirement provenir et être produits dans les territoires des Etats participants ou pays membres de l'IDA et de la Suisse.
- ACHAT DU DOSSIER**  
Le dossier complet d'appel d'offres peut être obtenu :  
- auprès de la direction générale de l'Office des routes, Boîte postale n° 10 899 à Kinshasa (bâtiment situé ex. avenue Descamps à Kinshasa, Gombe), contre paiement d'une somme de six mille zaires ou versement de la même somme au compte n° 988.727/26 ouvert au nom de l'Office des routes, direction générale, auprès de la Banque commerciale zairoise, à Kinshasa  
- auprès de l'Union mondiale ORT, 1-3, rue Varembe 1211, Genève 20 (Suisse), par versement d'une somme de 200 dollars ou sa contre-valeur en francs suisses, au compte n° 151 842/4, ouvert au nom de l'Union mondiale ORT, auprès de la Société de banque suisse, 2, rue de la Confédération, 1200 Genève, Suisse  
- auprès de l'American ORT Federation, 817 Broadway - 10003, New York, USA  
- auprès de l'Union mondiale ORT, ORT HOUSE, SUMPTER CLOSE, FINCHLEY ROAD, LONDON NW3, 5HR - ENGLAND.
- REMISE ET OUVERTURE DES OFFRES**  
Les offres doivent parvenir sous pli fermé au secrétariat permanent du Conseil des adjudications de l'Office des routes, Boîte postale 10 899 à Kinshasa I, avant le 15 février 1984, à 10 h, date et heure auxquelles il sera procédé, en séance publique, à l'ouverture des offres.
- LIEU DE LIVRAISON**  
La livraison se fera au centre S.G.M.T.P. de l'Office des routes à Kinshasa, où se fera la réception de toutes ces matières.

**OFFICE DES ROUTES**  
**DIRECTION GÉNÉRALE**

SHAFALI BUSIKU J. BAUDOUIN  
Administrateur directeur Président délégué général

**JOURNÉES DE LA**  
**FRANCOPHONIE**  
**NANCY 19 ET 20 JANVIER 84**

UNE CRÉATION  
**ICN**  
INSTITUT COMMERCIAL DE NANCY  
4, rue de la revivelle, 54000 Nancy tél. (8) 335.22.52

« Une France de l'extérieur »,  
ou les souvenirs  
d'un conseiller commercial  
**Par Michel Dupont**  
160 p. 39 F. Editions LANORE,  
1, rue Palatine à Paris 75006  
Un petit livre instructif, vivant, plein  
de franchise sur la Chine, l'Indonésie,  
la Thaïlande, l'Irlande,  
les Bahamas, le golfe d'Oman.  
Un livre qui se lit sans  
ennui.

**AVIS FINANCIERS**  
**DES SOCIÉTÉS**  
**CAISSE NATIONALE**  
**DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

**C.N.T. - Obligations 8,50 % - 1971**

Les intérêts courus du 17 janvier 1983 au 16 janvier 1984 seront payables à partir du 17 janvier 1984 à raison de 36,25 F. par titre de 500 F nominal contre décaissement du coupon n° 12 après versement à la source d'un droit à un gain fiscal de 4,25 F.

En cas d'option pour le régime de précompte d'impôt forfaitaire, le complément du précompte libérateur sera de 6,37 F. (soit 1,32 % des intérêts bruts) (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 31,46 F.

Le paiement des coupons sera effectué sans frais aux caisses des comptes d'épargne du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions), auprès des bureaux de poste, au siège de la C.N.T., 3, rue de l'Arrière, Paris (15<sup>e</sup>), aux guichets de la Banque de France et des établissements désignés ci-après : Banque nationale de Paris, Crédit lyonnais, Société générale, Banque Paribas, Banque de Suède et de l'Union des mines, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial, Caisse centrale des banques populaires, Crédit du Nord, Banque de l'union parisienne, L'Européenne de banque, M.M. Lazard frères et Cie, Caisse des dépôts et consignations, Banque de l'union européenne, Société marseillaise de crédit, Société centrale de banque, Société générale d'abandon de banque, Banque de l'Indochine.

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la Caisse nationale des télécommunications.

هذه من الاصل







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
2. **LIJ** : les inspections générales ministérielles, de Pierre Miloz.
- Lettres au Monde.
- ÉTRANGER**
3. **AFRIQUE**
- ALGÉRIE : le président Chadli Bendjedid a été réélu chef de l'État pour cinq ans.
5. **EUROPE**
- R.F.A. : le limogeage du commandant en chef adjoint de l'OTAN.
5. **DIPLOMATIE**
8. **PROCHE-ORIENT**
- ISRAËL : « Une chute du niveau de vie est inévitable », déclare le ministre des finances.
6. **AMÉRIQUES**
- Le Nicaragua affirme que l'hélicoptère américain abattu au Honduras avait survolé son territoire.
- POLITIQUE**
8. L'affaire des « avions renifleurs ».
9. La préparation des élections européennes.
- SOCIÉTÉ**
10. La Corse, voile et réveil.
11. JUSTICE : l'invincible M. Hersant.
12. SPORTS : Meta Wilander et John McEnroe qualifiés pour les demi-finales du Tournoi des maîtres à New-York.
- LOISIRS ET TOURISME**
15. LE XXIII<sup>e</sup> SALON NAUTIQUE : les voiles de la rigueur.
- Les agents de voyages sur le quai.
16. POINT DE VUE : « Voyage vers l'an 2000 », par Roger Sue.
17. SKI DE FOND : en Laponie, sur la glace du lac Inari.
18. À 20. Ski : Plaisirs de la table ; Philatélie ; Jeux.
- CULTURE**
21. THÉÂTRE : Rire à pleurer, de et par Rufus.
- EXPOSITIONS : le réalisme en France au XIX<sup>e</sup> siècle, à Chartres, peinture de l'homme quelconque.
- COMMUNICATION**
24. La télévision en Chine : le metrage officiel à ses limites.
- VU : Paradoxe cartésien.
- ÉCONOMIE**
28. AGRICULTURE : les manifestations contre les importations de viande.
- AFFAIRES.
- CONJONCTURE : la situation des caisses d'épargne.
28. ENQUÊTE : « La guerre mondiale de la communication » (IV), par Eric Le Boucher et Jean-Michel Guastaponte.
- RADIO-TELEVISION (24)**
- INFORMATIONS**
- SERVICES (14) :
- Automobile ; Météorologie ; Bulletin d'enseignement ; Loto ; Journal officiel.
- Annuaire classées (25) :
- Cartes (12) ; Programmes des spectacles (22-23) ; Marchés financiers (29) ; Météo croisés (20).

Le numéro du « Monde » daté 13 janvier 1984 a été tiré à 521 186 exemplaires

**SOLDES D'HIVER**

RODIN

le bazar à tissus, le plus chic, le plus grand, le plus étonnant.

TISSUS "COUTURE" ET "DÉCORATION" **RODIN**

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

TISSUS "COUTURE" ET "DÉCORATION" **RODIN**

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D F G H

### En Tunisie

#### M. Bourguiba a ordonné la création d'une commission d'enquête sur les émeutes

De notre correspondant

Tunis. — M. Bourguiba, qui a réuni le jeudi 12 janvier à Tunis le conseil des ministres, a ordonné la constitution d'une commission d'enquête à la suite des troubles qui ont eu lieu la semaine dernière dans le pays. Un communiqué précise que cette commission « a pour but de faire toute la lumière sur les véritables facteurs et motifs qui ont été à l'origine de la détérioration de l'ordre public, notamment le 3 janvier dans la capitale ».

Cette commission, qui aura pour tâche « de délimiter les responsabilités », sera présidée, croit-on savoir, par un magistrat. Elle comprendra notamment des représentants du premier ministre, des ministères de la défense nationale et de l'intérieur, ainsi que de la Chambre des députés.

Pour la première fois jeudi, le journal gouvernemental la Presse a évoqué les « anomalies », les « détails douteux », les « coïncidences troublantes » qui ont marqué les récents événements. Sous le titre « Droit de savoir », le quotidien pose une série de questions auxquelles la commission d'enquête devrait pouvoir apporter des réponses.

« Est-il vrai que trois mille cinq cents agents ont été à la disposition de la préfecture de police de la ville de Tunis sous les ordres du préfet n'ayant rien pu faire pour contenir manifestants et autres pillards et casseurs ? »

« Est-il vrai que quarante-huit heures avant l'éclatement des incidents — mardi 3 janvier — des policiers ont été désarmés ? »

« Est-il vrai que quatre cents agents étaient en congé normal et qu'ils n'ont pas été rappelés ? »

« Est-il vrai qu'aucun plan de déploiement des forces de l'ordre n'aurait été prévu, alors que, trois jours avant, des désordres graves avaient éclaté dans certaines villes du Sud ? »

« Comment répondre aux remarques et allusions de toute la presse — pas seulement locale — sur l'origine des slogans dirigés, vendredi après l'intervention du président ? (1) »

« Comment expliquer que les mêmes slogans aient été au même moment à différents endroits du même vendredi ? »

M. D.

#### TANDIS QUE SE POURSUIVENT LES NÉGOCIATIONS SYRO-AMÉRICAINES

#### M. Walid Joumblatt accuse le président Gemayel de « saboter » l'application du plan de sécurité

Des combats à l'arme lourde se sont poursuivis toute la journée du jeudi 12 janvier entre, d'une part, l'armée libanaise et les milices phalangistes, et, de l'autre, les combattants druzes de M. Walid Joumblatt. Ces derniers ont bombardé les quartiers chrétiens de l'est et de la banlieue sud-est de Beyrouth, ainsi que le port. Les échanges de tirs se sont également produits autour des positions de l'armée libanaise à Souk-el-Gharb. Dans la soirée, Beyrouth et sa banlieue ont été plongées dans une obscurité totale.

Dans une interview publiée jeudi par le Washington Post, M. Walid Joumblatt a accusé le président Gemayel d'avoir « saboté » l'application du plan de sécurité pour Beyrouth et la montagne avoisinante. Il a affirmé que le chef de l'État a empêché ses représentants de se rendre à Damas afin de régler les problèmes qui avaient surgi dans la rédaction du projet de ce plan.

Dans une interview publiée par le Washington Post, M. Walid Joumblatt a déclaré, devant être levé sans tarder, il réclame également la levée de la censure sur la presse, qui, selon lui, ne s'applique qu'aux publications paraissant à Beyrouth-Ouest.

Le gouvernement américain estime, pour sa part, que c'est l'intransigence de M. Joumblatt qui bloque la mise en œuvre du plan de sécurité, mais espère que le gouvernement syrien exercera sur le chef druze les pressions nécessaires pour sortir de l'impasse.

Les négociations entre Damas et Washington se poursuivent. Jeudi, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Abdel Halim Khaddam, s'est longuement entretenu avec l'ambassadeur du président Reagan, M. Donald Rumsfeld. Le même jour, le secrétaire britannique au Foreign Office avait été reçu successivement par M. Khaddam par le président Assad. Sir Geoffrey Howe

a déclaré au cours d'une conférence de presse, avant de quitter Damas, que la Syrie et le Royaume-Uni étaient d'accord, en ce qui concerne le Liban, sur « la nécessité d'un État souverain et indépendant, non soumis à des interférences extérieures (...) ».

Le président syrien, s'adressant à Sir Geoffrey Howe, a réitéré le retrait immédiat du Liban tant des forces irrégulières que de celles des États-Unis, rapporte l'agence de presse Sana. M. Assad a remarqué que le contingent américain de la Force multinationale « est devenu partie prenante dans la guerre et s'est transformé en une milice », ajoutant : « Les peuples de cette région ne considèrent plus les forces américaines comme une force de paix et neutre ».

Le président Assad a encore déclaré à son interlocuteur britannique : « Quand les forces irrégulières quitteront ce pays, il n'existera plus aucun problème entre la Syrie et le Liban. Nous voulons une solution politique de la crise libanaise afin que ce pays redevenue arabe et non européen ou américain. » Le chef de l'État syrien a, enfin, souligné que le Royaume-Uni pouvait jouer un rôle positif dans ce domaine. — (A.F.P.)

**DOLLAR PLUS CALME : 8,66 F**

Sur les marchés des changes notent plus calmes à la veille du week-end et au terme d'une semaine très agitée, les cours du dollar ont légèrement baissé, revenant vendredi 13 janvier, à Paris, de 8,69 F, record historique battu le jeudi 12 janvier, à 8,66 F environ.

A Francfort, la monnaie américaine est passée de 2,8450 DM à 2,8350 DM. Le franc a constitué de glorieux hauts par rapport au mark, dont le cours atteignait 3,06 F.

**soldes NICOLL**

la tradition anglaise

à Paris, 29 rue Tronchet depuis 1820

### En Pologne

#### LES SYNDICATS OFFICIELS S'OPPOSENT À UNE HAUSSE MODÉRÉE DES PRIX

Les autorités polonaises ont décidé de réduire la prochaine hausse prévue des prix des denrées alimentaires devant le mécontentement de la population qui s'est en majorité prononcée contre ces augmentations.

Selon un nouveau projet diffusé par la presse, jeudi 12 janvier, les nouveaux prix sont inférieurs de 15 % en moyenne aux prévisions initiales, soumises à une « consultation populaire » depuis la mi-novembre. Les produits de luxe seront plus touchés que les biens de consommation courante.

Cependant les nouveaux syndicats mis en place par le pouvoir en Pologne ont catégoriquement rejeté ces hausses, au cours d'une rencontre avec les représentants du gouvernement. Ils ont exprimé leurs craintes qu'elles n'engendrent une nouvelle « vague des émeutes » dans tous les secteurs.

Ils ont également « critiqué » comme insuffisante l'augmentation des allocations aux familles nombreuses et aux indigents, prévue par le projet.

D'autre part, les manœuvres d'intimidation contre les prêtres proches de Solidarité se poursuivent. Le Père Jerzy Popiełuszko, a été à nouveau convoqué pour lundi prochain au commissariat central de Varsovie où il avait déjà été entendu jeudi pendant deux heures. Le Père Popiełuszko, qui appartient à la paroisse Saint-Stanislas de Varsovie, est l'un des soixante-neuf prêtres « extrémistes » dénoncés par le pouvoir. Il est accusé d'abus du sacerdoce à des fins politiques.

A Gdansk, le confesseur de Lech Walesa, le père Henryk Jankowski, a indiqué qu'il avait reçu des menaces de mort anonymes et que les autorités tentaient de le faire partir de sa paroisse. Les responsables de l'Eglise catholique ont cependant fait savoir qu'ils n'avaient pas l'intention de céder aux pressions du gouvernement et qu'ils ne démissionneront pas. Le Père Jankowski qui fait également l'objet d'une enquête pour avoir « abusé de la liberté religieuse » en soutenant Solidarité dans ses sermons. — (A.F.P.-A.P.)

● Arrestation d'un avocat de Solidarité à Varsovie. — L'un des plus célèbres avocats de Solidarité, M<sup>re</sup> Paciej Bednarkiewicz, connu pour sa défense des prisonniers politiques et des victimes de la répression, a été arrêté ce mercredi 11 janvier à Varsovie après une perquisition à son domicile, 4-4-on appris de sources judiciaires. L'avocat est « soupçonné d'incitation à la fausse témoignage, d'assistance à personne se cachant et faisant l'objet d'un avis de recherche, et d'incitation à dévoiler les secrets d'État et professionnels », a indiqué l'agence P.A.P. — (A.F.P.)

● Nouvelle grève sur la ligne C du R.E.R. — Par suite d'une grève des conducteurs C.G.T., le service ne devait être assuré qu'à raison de deux trains sur trois vendredi 13 janvier sur la ligne C du R.E.R. (Saint-Quentin-en-Yvelines - Evreux - Dourdan). Les revendications portent sur des problèmes d'effectifs.

### Sur le vif

#### Ne quittez pas !

Hier après-midi, ça n'allait pas. J'étais mal fichue. Je décide de décommander un ami avec qui j'avais rendez-vous le soir même, à la sortie du métro Glacière, pour aller dîner dans le coin. J'appelle sa boîte et je demande le directeur de la communication et des relations publiques. Au standard, on ne sait pas qui c'est. Comment il s'appelle ? M. Crafougnat. Ne quittez pas. On cherche son numéro de poste, on ne le trouve pas ; on me demande si je le connais. Non, désolée. Nouvelles et interminables investigations. On revient pour me dire que c'est le 2633, me prie de le noter, me signifiant qu'il est occupé et m'interdit l'ordre de ne pas quitter. J'obéis.

Quand enfin le poste est libre, on me le passe, ce n'est pas le bon. C'est celui d'un monsieur pressé qui me suggère de rappeler et de demander le directeur de la communication et des relations publiques. Je le supplie de me repasser le standard, je suis dans une cabine, je n'ai plus de pièces de 1 F. Il refuse : c'est très compliqué et c'est très risqué, ça ne marche qu'une fois sur quatre. Enfin... Si j'y tiens ! Ça coupe, en effet. Je vais faire de la monnaie. Je rappelle, je tombe sur un disque. Entre-temps, l'abonné a changé de numéro.

Troisième essai et deuxième standardiste aussi ignorante que la première, qui me balade à tous les étages et dans tous les bureaux de la société, jusqu'à ce que je tombe, épuisée, au bord de la crise de nerfs, sur une dame que je prends pour la secrétaire de l'insaisissable Crafougnat. Tragique erreur. Ce n'est pas sa secrétaire, c'est son assistante... Il n'est pas là. Elle ne sait pas quand il reviendra, s'il revient jamais. De toute façon, elle ne le verra pas avant demain et... Bon, allez, ça suffit comme ça ; je raccroche, tant pis pour Crafougnat.

Le soir, bien au chaud, je salue un gros devant ma télé et qui est-ce que je vois débarquer dans le magazine « l'Enjeu » ? Une femme d'affaires astucieuse, Sophie de Menton, qui se fait fort d'enseigner aux Français comment utiliser leur téléphone au mieux de leurs intérêts. Ses cours comportent des exercices de respiration par le nez, par la bouche, pour améliorer son élocution, des mouvements de relaxation pour contrôler son agressivité, des leçons d'efficacité, d'amabilité, de chantage humain, d'écoute et de contact. C'est tout un apprentissage.

Moi, je connais un moyen plus simple et plus radical. Quand Crafougnat m'a demandé, furibard, au téléphone, après avoir poireauté pendant trois quarts d'heure devant sa bouche de métro, je lui ai dit : je vais le chercher ; et j'ai pris d'attendre. Il attend toujours. Ça lui apprendra.

CLAUDE SARRAUTE.

#### M. MITTERRAND INAUGURE LE VINGT-TROISIÈME SALON NAUTIQUE

M. François Mitterrand devait inaugurer vendredi 13 janvier, en fin de matinée, le vingt-troisième Salon nautique international qui ouvre ses portes samedi au centre des expositions de la Défense (voir page 15).

#### MORT D'ANDRÉ BOURRILLON

Le journaliste sportif André Bourrillon est décédé le vendredi 13 janvier à l'île de la Réunion, à l'âge de soixante ans.

[Né le 15 novembre 1923 à Marmande (Lot-et-Garonne), André Bourrillon débute dans le journalisme en 1942 au quotidien l'Auto. Engagé à la R.T.F. à la Libération comme reporter sportif, il entre en 1952 à Radio-Luxembourg, où, jusqu'en 1964, il devient le grand rival du célèbre Georges Briquet pour la narration radiophonique du Tour de France cycliste.

Après un passage à Radio Monte-Carlo, André Bourrillon avait gagné l'île de la Réunion ces dernières années, collaborant à Radio-France Outremer (R.F.O.).]

#### Le projet de loi sur la presse

#### LES POUVOIRS DE LA COMMISSION POUR LA TRANSPARENCE

La commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale a continué, jeudi 12 janvier, la discussion du projet de loi sur la presse.

A l'article 17, qui énumère les personnes pouvant saisir la commission pour la transparence et le pluralisme, elle a ajouté « les comités d'entreprise, d'établissement ou de groupe des entreprises de presse ».

A l'article 18, qui explicite les pouvoirs de cette commission en lui permettant de faire appliquer les règles limitant la concentration des titres, la majorité des commissaires ont supprimé la référence précise à la possibilité d'ordonner « la séparation des entreprises ou actifs regroupés », prévue par le texte du gouvernement, mais elle a indiqué que la commission pour la transparence met « en demeure les personnes intéressées de respecter » la législation.

Devant la commission spéciale du Sénat, M. Dominique Brocard, président du Syndicat général des journalistes F.O., a annoncé, le jeudi 12 janvier, que ce même jour le comité confédéral de F.O. avait porté « une condamnation totale » du projet gouvernemental et demandé son retrait.

Th. B.

**TED LAPIDUS**

SAINT - HONORÉ

Femmes **SOLDES** Hommes

23, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

**aramis**

Chemisier - Habilleur

**SOLDE**

sa collection de grand luxe

36 rue du Faubourg St Honoré Paris

**N°1 DE LA FOURRURE D'OCCASION**

**SOLDES -20 -50 %**

**LES DEUX OURS**

106 Bd de Grenelle 75015 PARIS

**PIERRE CARDIN**

victor hugo

solde ses collections

27, avenue Victor Hugo PARIS

**Francis Javitt**

HORLOGER ARTICLES DE BIJOUTIER CADEAUX

**SOLDES**

jusqu'à **40%\***

AVANT TRAVAUX

\* sa collection 1983 présentée dans les vitrines signalées.

**Francis Javitt**

Centre commercial Tour Maine-Montparnasse 75015 PARIS - Tél. 538.66.52

OUVERT LE LUNDI 1 H 15 DE PARKING OFFERTE.

مكتبة المأصل